

PROCÈS-VERBAUX
DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE
NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

VOLUME CVIII



PROCÈS-VERBAUX
DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE
NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

DU 15 MARS 1973
AU 25 SEPTEMBRE 1973

FROM THE 15th MARCH 1973
TO THE 25th SEPTEMBER 1973

DANS LA VINGT-DEUXIÈME
ANNÉE DU RÈGNE DE SA MAJESTÉ

ELIZABETH DEUX

ÉTANT LA QUATRIÈME SESSION DE LA
VINGT-NEUVIÈME LÉGISLATURE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

IN THE TWENTY-SECOND
YEAR OF THE REIGN OF HER MAJESTY

ELIZABETH THE SECOND

BEING THE FOURTH SESSION OF THE
TWENTY-NINTH LEGISLATURE OF
THE PROVINCE OF QUÉBEC

Président

L'HONORABLE
JEAN-NOËL LAVOIE

SESSION 1973

President

THE HONOURABLE
JEAN-NOËL LAVOIE

SESSION 1973

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Proclamation: Convocation de la session	IX
Proclamation: Dissolution de la 29ème Législature	285
État des travaux de la session	XI
Procès-verbaux de l'Assemblée nationale	1
Précis des décisions rendues par le président de l'Assemblée nationale	288
Membres du Conseil exécutif et Adjointes parlementaires	291
Les officiels de l'Assemblée nationale	295
Les cadres supérieurs de l'Assemblée nationale	295
Liste alphabétique des districts électoraux et de leurs représentants	297
Liste alphabétique des membres, répartie par district électoral	301
Index	305

CONTENTS

	PAGE
Proclamation: Convocation of the session	IX
Proclamation: Dissolution of the 29th Legislature	285
Statement of work of the session	XI
Votes and proceedings of the National Assembly	1
Summary of the decisions rendered by the President	289
Members of the Executive Council and the Parliamentary Assistants	291
The officials of the National Assembly	295
The officers of the National Assembly	295
The electoral districts of the National Assembly and the Members thereof	297
The Members of the National Assembly and their electoral districts	301
Index	343

PROCLAMATION



Canada,
Province de HUGUES LAPOINTE
Québec.
[L. S.]

Canada,
Province of HUGUES LAPOINTE
Québec.
[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

À nos très aimés et fidèles conseillers les membres de l'Assemblée nationale du Québec,

SALUT.

To our Beloved and Faithful Councilors, the members of the National Assembly of Québec,

GREETING.

PROCLAMATION

ATTENDU QUE, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le quinzième jour de mars prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la Ville de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

PROCLAMATION

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to summon the Legislature of the Province of Québec for the dispatch of business, We hereby convene you for the fifteenth day of March next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Québec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of our Province of Québec to be hereunto affixed.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé
l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P.,
C.R., lieutenant-gouverneur de ladite
province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement,
à Québec, le quatorzième jour de mars,
l'an de grâce mil neuf cent soixante-
treize et de Notre règne le vingt-
deuxième.

Par ordre,

*Le secrétaire de la
chancellerie à Québec,*
RENÉ BLONDIN.

WITNESS: Our Right Trusty and Well
Beloved the Honourable HUGUES LA-
POINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor
of the said Province.

Given at Our Government House, in
Québec, on the fourteenth day of March,
in the year of Our Lord, one thousand
nine hundred and seventy-three, in the
twenty-second year of Our Reign.

By command,

RENÉ BLONDIN,
*Clerk of the Crown in
Chancery, at Québec.*

ÉTAT DES TRAVAUX STATEMENT OF WORK

DE LA SESSION DE 1973

OF THE SESSION OF 1973

4ème SESSION DE LA 29ème LÉGISLATURE

BEING THE 4th SESSION OF THE 29th LEGISLATURE

La session s'ouvre le jeudi 15 mars 1973.

La dissolution a lieu le 25 septembre 1973.

The session opened on Thursday, the 15th day of March 1973.

Dissolution took place on the 25th September 1973.

Séances.....	55	Number of sittings.....	55
Documents déposés sur le bureau de la chambre; réponse aux ordres de la chambre.....	144	Documents laid before the House, Returns to Orders of the House..	144
Projets de loi présentés à l'Assemblée nationale:		Bills introduced in the National Assembly:	
Projets de loi publics.....	66	Public bills.....	66
Projets de loi privés.....	19	Private bills.....	19
Projets de loi sanctionnés:		Bills sanctioned:	
Projets de loi publics.....	54	Public bills.....	54
Projets de loi privés.....	15	Private bills.....	15
Avis de questions et de motions....	158	Notices of Motions and Questions..	158

RAPPORTS FAITS PAR LES COMMISSIONS PERMANENTES

REPORTS MADE BY STANDING COMMITTEES

Commission de l'Assemblée nationale	2	Committee on the National Assembly	2
-------------------------------------	---	------------------------------------	---

P.-R. CHÂTEAUVERT,
Greffier des archives.

P.-R. CHÂTEAUVERT,
Clerk of Archives

PROCÈS-VERBAUX
DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE
NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

22 ELIZABETH II, 1973

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Jeudi 15 mars 1973

Thursday, March 15th 1973

À quinze heures M. le président prend le fauteuil.

At three o'clock P.M., Mr. President took the Chair.

L'honorable lieutenant-gouverneur fait son entrée dans l'Assemblée nationale, accompagné de son Aide de Camp et occupe le fauteuil du président.

The Honourable the Lieutenant-Governor entered the National Assembly accompanied by his Aide-de-Camp, and occupied the President's Chair.

Alors l'honorable lieutenant-gouverneur ouvre la session par le message suivant à l'adresse du Parlement.

The Honourable the Lieutenant-Governor then opened the Session with the following message addressed to Parliament.

Messieurs de l'Assemblée nationale,

Gentlemen of the National Assembly,

La complexité des problèmes de développement des sociétés modernes et les difficultés d'adaptation des individus au changement comportent pour les gouvernements un impérieux devoir de cohérence et une très grande sensibilité aux besoins des citoyens.

The complexities of problems of development in modern societies and the difficulties of adaptation to change for individuals impose on governments an imperative duty to be coherent and very highly sensitive to the needs of their constituents.

L'humanisation et l'efficacité des politiques de l'État deviennent ainsi les conditions nécessaires de la permanence des institutions et valeurs démocratiques.

The humaneness and effectiveness of government policies are thus necessary conditions for the permanence of democratic institutions and values.

Le gouvernement entend continuer de fonder ses actions de développement du Québec sur cette double exigence.

This government intends to continue to base its actions for the development of Québec on this twofold requirement.

L'Assemblée nationale entreprend elle-même cette quatrième session de la 29e Législature sous le signe de l'efficacité et

The National Assembly itself in undertaking this fourth session of the 29th Legislature takes on a definite air of

de la participation puisque vous disposez désormais, sur une base permanente, d'un tout nouveau règlement qui accélérera le rythme de vos travaux et qui fera encore davantage place, au niveau des commissions parlementaires, à la participation des citoyens dans l'élaboration des politiques de l'État.

La priorité absolue du gouvernement demeure le développement du Québec. Cette priorité, on entend la traduire encore plus concrètement dans tous et chacun des secteurs d'activités de l'État. Seul le développement peut répondre avec efficacité et humanité aux besoins des citoyens.

Ce développement est d'ailleurs largement favorisé par cette nouvelle confiance que désormais les Québécois ont dans l'avenir de leur société et dont le Québec jouit de nouveau à l'étranger. Le gouvernement entend par son action maintenir cette confiance et prendre tous les moyens nécessaires pour éviter que se produise une détérioration du climat social et politique.

Le fédéralisme

L'option constitutionnelle du gouvernement est claire et sans équivoque. Pour le développement du Québec et le bien-être de ses citoyens, le fédéralisme canadien demeure le meilleur instrument. Ce fédéralisme se fait de plus en plus adapté aux réalités de notre pays et de chacune de ses régions. Essentiellement, le renouveau du fédéralisme exprime à l'échelle canadienne le besoin d'une plus grande concertation des politiques fédérales et provinciales afin de réaliser un développement plus équilibré entre les diverses régions du pays et une plus juste répartition de la richesse nationale entre les citoyens. Il souligne aussi l'importance du rôle des gouvernements provinciaux dans un pays aux dimensions du Canada.

Le Québec a été heureux de participer à une telle évolution du fédéralisme. C'est avec détermination qu'il entend rendre encore plus concrets les progrès réalisés et affirmer ainsi sa personnalité propre dans l'ensemble fédéral canadien.

efficiency and participation, being permanently endowed henceforth with brand new Standing Orders that will accelerate your work and make yet greater way, through the parliamentary committees, for participation by the population in the drafting of government policy.

The overriding priority of this government will continue to be the development of Québec, and it intends to make this policy still more concrete in each and every sector of state activity. Only development can provide an efficient and humane response to the needs of the population.

This development is in fact greatly favoured by the new confidence Québécois have acquired in the future of their society, and the confidence this province once more enjoys abroad. The government intends to act in such a way that this confidence will be maintained and to adopt every means required to avoid a deterioration of the social and political climate.

Federalism

This government's constitutional option is clear and unequivocal. Canadian federalism remains the best instrument for the development of Québec and the well-being of its inhabitants. This federalism is being increasingly made to conform to the realities of our country and to each area of the country. Essentially, renewed federalism is an expression at the national level of the need for closer harmony between federal and provincial policies to bring about a more balanced development among the various regions of the country and a fairer distribution of the national wealth among its citizens. It also underlines the importance of the role of the provincial governments in a country of Canada's great size.

Québec has been happy to play a part in this evolution of federalism. It has every intention of making the progress realized even more concrete in fact, thereby asserting its individual personality in the context of federal Canada.

Les grandes priorités du gouvernement, sur le plan des relations fédérales-provinciales, sont les suivantes:

1. La question du financement de la fédération en vue d'atteindre un partage des ressources fiscales plus conforme aux responsabilités constitutionnelles des gouvernements fédéral et provinciaux.
2. Le développement économique, particulièrement en ce qui concerne le problème des disparités régionales et la lutte au chômage.
3. Le développement social et singulièrement les programmes de sécurité du revenu.
4. L'affirmation culturelle du Québec.

Ces priorités veulent exprimer la réalité des besoins du Québec. Elles s'inscrivent dans le prolongement normal de l'évolution du fédéralisme canadien et de la société québécoise en particulier.

Le gouvernement est convaincu qu'autant sur le plan du fonctionnement des relations fédérales-provinciales que sur celui de la révision constitutionnelle, une telle politique constitue une attitude responsable et soucieuse de la promotion des intérêts véritables des Québécois.

Les succès récents du Québec en sont une première illustration alors que le renforcement de l'interprovincialisme que recherche le gouvernement ouvre déjà des voies prometteuses, dont le Québec ne pourra que bénéficier dans sa volonté d'affirmation de sa personnalité au sein du Canada.

Le développement économique

La situation économique du Québec s'est améliorée au cours de 1972. Le gouvernement entend profiter d'une conjoncture plus favorable pour pousser plus avant ses politiques de croissance et de développement économiques.

Dans cette perspective, l'action des ministères et organismes gouvernementaux à vocation économique sera accélérée en mettant l'accent sur le renforcement de la structure industrielle du Québec et le développement régional.

The government's major priorities in federal-provincial relations are the following:

1. The matter of financing the federation in a way that will achieve a sharing of fiscal resources more in keeping with the constitutional responsibilities of the federal and provincial governments.
2. Economic development, especially as it regards regional disparity and the struggle against unemployment.
3. Social development, most notably guaranteed income programs.
4. Quebec's self-assertion culturally.

These priorities are an expression of what is real in the needs of Québec. They are a natural outgrowth of the symbiosis of an evolving Canadian federalism and an evolving Québec society.

The government is convinced that at both the level of the functioning of federal-provincial relations and that of constitutional revision, such a policy reflects an attitude of responsibility and concern for the promotion of the real interests of the inhabitants of this Province.

Québec's recent successes illustrate the fact, and the strengthening of interprovincialism sought by the government is already opening up promising avenues which can only be to Québec's benefit in its quest for self-assertion within Canada.

Economic development

The economic situation of Québec improved in 1972. The government intends to take advantage of this favourable juncture to give greater prominence to its policies for economic growth and development.

In light of this, activity will be increased in those departments and bodies of government that deal with economic matters, with special emphasis on fortifying the industrial structure of Québec, and regional development.

La création de la Société de développement industriel et la Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux, en introduisant le principe de la sélectivité et en fixant des objectifs précis en ce qui concerne les secteurs de pointe et les nouveaux produits, ont déjà permis une action positive. Le gouvernement se propose de consolider ces initiatives et d'élargir le champ d'action de la SDI, en vue de mettre davantage l'accent sur les mesures d'aide à l'exportation.

L'inventaire systématique des secteurs de l'économie québécoise particulièrement dynamique et dont l'importance relative est grande pour le Québec devient ainsi une des préoccupations majeures du gouvernement. Le développement des commissariats industriels du Québec viendra aussi apporter une contribution additionnelle. De même, vous serez appelés à adopter un projet de loi concernant la mise en place d'un complexe industriel et portuaire à Québec, dont la création entraînera des effets économiques considérables pour la région de Québec, comme pour l'ensemble de la province.

Le gouvernement a entrepris une réforme en profondeur de sa politique forestière qui revêt une importance particulière pour le développement économique des régions comme le Nord-Ouest Québécois, le Saguenay-Lac-St-Jean, la Mauricie et les Cantons de l'Est. Vous aurez à étudier diverses mesures pour donner suite aux consultations qui se sont poursuivies à tous les niveaux de l'activité forestière et aux travaux de la Commission parlementaire des richesses naturelles et des terres et forêts en particulier. Également, poursuivant ses efforts de remise à jour et de développement de nos instruments collectifs de croissance économique, la loi de REXFOR sera révisée afin d'élargir le champ de ses opérations et de lui permettre de participer concrètement et efficacement à certains projets de développement.

Le gouvernement porte le plus grand intérêt au domaine de l'énergie. Aussi, entend-il donner suite aux « objectifs de la politique québécoise de l'énergie » dépo-

The establishment of the Industrial Development Corporation and the Act to promote industrial development through fiscal advantages, by introducing the selective principle and by setting up specific objectives in regard to key sectors and new products have already led to positive action. The government intends to consolidate these beginnings and enlarge the IDC's field of activities, so that more can be done for export-assistance programs.

A systematic inventory of the sectors of the Québec economy, markedly dynamic, of comparatively great importance to Québec, has thus become a major pre-occupation of the government. The development of the Québec industrial commission offices will constitute a further contribution. You will also be called on to adopt a bill respecting the establishment of an industrial and port complex at Québec, which will have considerable economic impact on the Québec region, as well as on the whole Province.

The government has undertaken a basic reform of its forest policy which is especially important to the economic development of such areas as the Québec North-West, Saguenay-Lake St-Jean, Mauricie and the Eastern Townships. You will be asked to study various programs to give effect to the consultations that have been carried out at every level of forest activity, and particularly to the work of the Parliamentary Committee on Natural Resources and Lands and Forests. Furthermore, in line with its efforts to keep the public machinery for economic growth up-to-date, the REXFOR act will be revised to broaden its field of operations and enable it to take a concrete and effective part in certain development projects.

The energy field is of the greatest interest to the government. Therefore, it intends to act on the "objectives of Québec energy policy" laid before the

sés au cours de l'été dernier, en vue d'obtenir une contribution maximale des secteurs de l'électricité, du gaz et du pétrole au développement économique du Québec. Le gouvernement doit donc définir et assurer les conditions d'un équilibre concurrentiel dynamique entre ces sources d'énergie et vous serez appelés à participer à cette entreprise. Certains projets importants de développement dans ces domaines font présentement l'objet de discussions et le projet d'aménagement de la Baie James se situe d'emblée dans cette optique de développement équilibré.

Pour le domaine agricole, les mesures législatives qui seront soumises à l'Assemblée témoigneront du souci du gouvernement de consolider les progrès accomplis par notre agriculture et de sa ferme intention de revaloriser le rôle qu'elle est appelée à jouer dans une économie rurale à la fois ordonnée et dynamique.

Des modifications seront proposées à la Loi des produits agricoles et à la Loi des marchés agricoles qui permettront à la fois une action plus directe et plus efficace dans la conquête des marchés existants et la création de nouveaux marchés, en même temps qu'une protection accrue des intérêts du consommateur.

Un projet revisant la Loi de l'assurance-récolte sera étudié dans le but de faire profiter davantage les agriculteurs du fruit de l'expérience acquise au cours de cinq années d'application de cette politique du revenu agricole.

Le problème de la mise en oeuvre d'un plan de développement agro-alimentaire intégré et la question de l'évolution de la production agricole du Québec, en conformité avec les besoins croissants de notre industrie de transformation et de distribution, fera aussi l'objet de votre attention. De même, le développement ordonné du potentiel agro-touristique du milieu rural apportera un élément additionnel à la croissance de l'économie rurale.

Enfin, un certain nombre de modifications seront apportées à la Loi du ministère de l'agriculture et de la colonisation.

Assembly last summer, so that the greatest possible contribution to Québec's economic development can be obtained from the electricity, gas and petroleum sectors. The government must therefore define and see to the application of conditions for maintaining a competitive and dynamic balance among these sources of energy, and you will be called on to take part in this work. Important development projects in these fields are presently under discussion, and the James Bay development plan is plainly visible from this vantage point.

In agriculture, legislation proposed to the Assembly will testify to the government's eagerness to consolidate the gains farmers have made, and to its firm intention to revitalize the role of agriculture in a rational and dynamic rural economy.

Amendments will be proposed to the Agricultural Products Act and the Agricultural Marketing Act making it possible to undertake more direct and more effective steps to capture existing markets and create new ones, while increasing the protection of consumers' interests.

A bill to revise the Crop Insurance Act will be studied to provide farmers the benefit of five years' experience of the application of this farm income policy.

You will also give your consideration to the question of setting on foot an agricultural food products integrated development plan, and to the matter of the evolution of agricultural production in Québec in keeping with the growing needs of the processing and distribution industries. In a parallel vein, a rational development of the potential appeal that the farming and rural *milieu* presents for the tourist trade will provide an additional element of growth for the rural economy.

Finally, a number of amendments will be proposed to the Agriculture and Colonization Department Act.

Le gouvernement est fermement décidé à continuer son rôle de protection du public consommateur et du public investisseur. À la suite des études entreprises et des importantes nominations effectuées, le ministère des institutions financières déposera à l'Assemblée nationale quatre projets de loi importants concernant les valeurs mobilières, les activités financières, les opérations immobilières et les assurances, dont la question déjà évoquée du transfert des actions d'une compagnie d'assurance-vie à des non-résidents.

L'ensemble de ces politiques, auxquelles viendront se joindre d'autres mesures dans le domaine de la promotion touristique, des transports et du développement régional ainsi que la politique budgétaire du gouvernement, permettront au Québec de donner à son développement économique un rythme et une cohérence qui favoriseront l'expansion économique et la création d'emplois. Ces politiques que vous serez appelés à étudier accroîtront, à la faveur d'une conjoncture favorable, les efforts concertés du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial, de l'entreprise privée et des travailleurs québécois pour lutter efficacement contre le chômage et le sous-développement, tout en opérant une modernisation de notre structure économique.

Le développement social

Les besoins des individus ne peuvent se restreindre au strict accroissement de leur bien-être matériel et de la prospérité générale de la société. La réforme importante que le gouvernement mène dans le domaine social — et qui se poursuivra par l'adoption d'une loi sur la protection de la jeunesse — a précisément pour objectif de satisfaire d'autres besoins, ceux d'une plus grande justice sociale et humanisation des rapports sociaux.

La complexité inhérente à tous programmes sociaux et leur importance au niveau des opérations budgétaires de l'État projettent au premier plan des préoccupations du gouvernement le double problème de l'efficacité de leur gestion et

The government is firmly resolved to pursue its role of protector of the public as consumer and investor. Following studies that have been made, and certain important appointments, the Department of Financial Institutions will introduce four important bills to the National Assembly, on securities, financial activities, real estate, and insurance, including the matter, already alluded to, of transfer of shares in life-insurance companies to non-residents.

These policies as a whole, together with other programs in the fields of tourist promotion, transport and regional development, and the government's budget policy, will allow Québec to see that its economic development moves forward at a steady pace and coherently, thereby promoting economic expansion and new employment. These policies to be presented for your consideration, assisted by the present favourable conjuncture, will lead to an increase of concerted effort by the federal government, the provincial government, private enterprise and the working people of Québec to effectively combat unemployment and under-development, while modernizing our economic structure.

Social Development

The needs of individuals cannot be restricted simply to the improvement of their material well-being and the general prosperity of society. The impressive reform that the Government is conducting in the field of social affairs — and which shall be continued by the adoption of an act respecting youth protection — is precisely aiming at fulfilling other needs, namely those of greater social justice and a humanizing of social relations.

In addition to their prominence in the budgetary operations of the Government, the inherent complexity of all social programs compels the administration to continually examine the twofold problem of the efficiency of its management and the

de l'équilibre qu'ils doivent réaliser entre les différentes catégories bénéficiaires.

Dans cette perspective, la consolidation de l'ensemble de notre politique sociale devient particulièrement importante à la suite des changements substantiels opérés dans ce domaine au cours des trois sessions précédentes. Essentiellement, cet effort de consolidation consistera à adapter encore davantage les services de santé et les services sociaux aux besoins des régions du Québec et des individus.

Les propositions relatives aux programmes de sécurité de revenu que le gouvernement a soumises au gouvernement fédéral, et qui ont reçu l'appui de l'ensemble des provinces canadiennes, se situent très précisément dans la ligne de ces objectifs d'efficacité et de justice.

Le gouvernement entend aussi donner au secteur de l'éducation et au milieu scolaire en particulier une dimension véritablement humaine. La révision des programmes en fonction des réalités économiques et sociales du Québec, l'orientation des étudiants vers ces secteurs prioritaires, la participation des parents et des étudiants à l'élaboration des politiques, les programmes de formation des administrateurs et du personnel enseignant, constituent autant de mesures concrètes qui donneront plus de cohérence et d'efficacité à la gestion scolaire, tout en mettant l'accent sur la formation et le développement de l'étudiant.

Vous serez appelés à prendre connaissance d'un important document sur l'ensemble de l'administration de la justice civile et pénale au Québec et à étudier les propositions de réforme qui en découleront.

Feront aussi l'objet de votre attention, la question des relations entre propriétaires et locataires, celle de la magistrature et des institutions judiciaires et pénitentiaires.

Dans le domaine complexe des relations de travail, vous aurez à étudier des projets de loi concernant le bien-être de la population en cas de conflit de travail, la révision de certaines dispositions du Code du travail, l'inspection technique et la sécu-

equilibrium it must establish between the different categories of beneficiaries.

In that perspective, the consolidation of our whole social policy becomes particularly important in view of the substantial changes brought about in this field during the past three sessions. Essentially, the effort of consolidation will consist in an even more thorough adapting of health and social services to the needs of the regions of Québec and of individuals.

The proposals concerning guaranteed income programs that the Government has submitted to the federal government, and which have received the support of most Canadian provinces are precisely aimed at the same objectives of efficiency and justice.

It is also the intention of the Government to give a truly humanizing dimension to Education in general and particularly to the school *milieu*. In order to bring better coherence and efficiency to the sector of school management while emphasizing the formation and personal development of the student, the following concrete measures will be undertaken: revision of programs in view of the economic and social realities of Québec, orientation of students towards prominent economic and social sectors, participation of parents and students in the formulation of policies, programs designed for administrators and teaching personnel.

You will be called upon to familiarize yourselves with an important document on the whole administration of civil and penal Justice in Québec, and to study the reform proposals resulting from it.

The matter of relations between landlords and tenants, and questions concerning the judicature and judicial and penal institutions, will also be presented for your attention.

In the complex sector of labour relations, you will have to examine particular bills concerning the well-being of the population in case of labour dispute, the revision of certain provisions of the Labour Code, technical inspection and public

rité publique, la qualification professionnelle dans l'industrie de la construction.

Le gouvernement portera une attention spéciale à l'accroissement de l'efficacité de ses programmes de main-d'œuvre et de formation professionnelle, afin de permettre à tous les travailleurs québécois de s'adapter aux exigences technologiques de notre monde moderne.

Le respect du milieu de vie des citoyens et de l'efficacité administrative et financière des structures municipales vous amèneront à étudier certaines mesures susceptibles d'accroître l'efficacité de la politique gouvernementale en ce domaine, entre autres en ce qui concerne la question de l'évaluation municipale. Notre législation en matière d'habitation sera de nouveau élargie, afin de mieux répondre aux besoins des citoyens. Le projet de loi sur l'expropriation sera également soumis à votre attention.

Le gouvernement entend par ailleurs poursuivre sa lutte contre la pollution, à la suite de l'adoption récente de la Loi sur la protection de l'environnement.

L'efficacité administrative et financière

On ne peut penser donner à la société un développement cohérent et dynamique sans accorder la plus grande attention à l'assainissement des finances publiques et sans s'imposer une gestion financière d'une discipline rigoureuse.

Dans quelques jours, le discours du budget viendra témoigner de la détermination du gouvernement de rencontrer ses objectifs de développement économique, social et culturel et de son attachement aux principes de l'efficacité administrative et financière de sa gestion.

La réforme électorale

Le gouvernement a entrepris une réforme en profondeur de notre système électoral. Il entend poursuivre cette réforme afin d'en accroître l'autorité et la légitimité. La Commission parlementaire de l'Assemblée nationale a convenu d'accélérer les études relatives au mode de scru-

safety, and professional qualifications in the construction industry.

The Government will give special attention to improving the effectiveness of its manpower and vocational training programs in order to enable all the workers of the province of Québec to adjust to the imperatives of modern technology.

Regard for the way of life of the citizens and for the administrative and financial efficiency of the municipal structures will lead you to the study of certain measures designed to increase the effectiveness of government policy in this field, in particular, the question of municipal assessment. Our legislation concerning housing will again be broadened in order to better fulfil the needs of the population. The bill respecting expropriation will also be submitted for your examination.

Furthermore, the Government intends to pursue its fight against pollution, following the recent adoption of the Environment Quality Act.

Administrative and financial efficiency

It would be quite impossible to impart a coherent and dynamic development to society without taking all necessary steps towards better organization of the public finances and without adopting a strict discipline in the field of financial management.

In a few days, the budget speech will illustrate the determination of the Government to meet its objectives of economic, social and cultural development as well as its firm intention to respect the principles of administrative and financial efficiency in its management.

Electoral reform

The Government has undertaken a general reform of our electoral system. It intends to continue that reform to give the system greater scope and cogency. The Parliamentary Committee on the National Assembly has agreed to speed up the studies concerning the voting sys-

tin et au financement des partis politiques. L'Assemblée nationale sera donc éventuellement appelée à adopter d'autres législations afin de mener à bien cette importante politique gouvernementale. Un projet de loi vous sera soumis pour opérer une révision globale de la législation en matière de contestations d'élection, pour renforcer les mécanismes de sanctions de la Loi électorale.

La souveraineté culturelle

Comme seul gouvernement francophone en Amérique, le Québec ne peut évidemment pas abandonner à d'autres la responsabilité de promouvoir, dans le respect des droits de la minorité, le progrès de la langue et de la culture françaises que partagent plus de 80% de ses citoyens et qui constituent la caractéristique dominante de la personnalité québécoise à l'intérieur du Canada.

C'est sur cette exigence fondamentale que s'appuie la politique de souveraineté et d'indépendance culturelles du gouvernement.

Au niveau des instances internationales, à l'intérieur du Marché Commun comme en Afrique, des événements se produisent qui ne manqueront pas d'avoir pour notre collectivité des conséquences importantes. Le Québec doit être présent à ces événements et y appuyer les efforts de promotion du français qui y sont faits. Dans cette perspective, le gouvernement entend continuer de participer à l'agence de coopération technique et culturelle des pays francophones et développer dans ces pays son action en même temps qu'il entend s'associer, suivant un protocole d'entente présentement en négociations, aux activités de l'Agence canadienne de Développement international. L'élargissement et l'approfondissement des accords France-Québec s'inscrivent dans la même perspective et mettent en relief les avantages réciproques que les deux communautés en retirent.

Si la question d'un meilleur partage fiscal entre les gouvernements fédéral et provinciaux est extrêmement importante, la responsabilité particulière du Québec

tem and the financing of political parties. The National Assembly will then possibly be called upon to adopt new legislation in order to carry through this important government policy. A bill will be submitted to you concerning a thorough revision of the legislation regarding contestations of elections in order to reinforce the mechanisms for sanctions attached to the Election Act.

Cultural autonomy

Being the only francophone Government in North America, Québec is not at liberty to entrust unto others the responsibility to promote, while keeping in mind the safeguard of the rights of the minority, the advancement of the French language and culture, shared by more than 80% of the citizens and constituting the dominant characteristic of the people of Québec within the Canadian context.

The Government's cultural autonomy and independence policy depends upon that fundamental requirement.

At the level of international organizations, within the Common Market as well as in Africa, certain events are occurring which will indubitably have important consequences on our province. Québec must be present when those events take place in order to support the proposed measures for the advancement of French. In that perspective, the Government intends to maintain its participation in the *agence de coopération technique et culturelle des pays francophones* and to cultivate its development in those countries, while it intends to join, according to a protocol of agreement now being negotiated, the Canadian Agency for International Development. The broadening and deepening of the France-Québec agreements will contribute to the same cause and emphasize the mutual advantages for the two communities.

Even if the problem of better tax sharing between the federal and provincial governments is highly important, the particular responsibility of Québec in reference to

sur le plan culturel lui donne une dimension encore plus grande puisque cette responsabilité exige des ressources financières additionnelles pour assurer l'efficacité des programmes culturels que le Québec doit mettre en oeuvre. C'est là un deuxième aspect de la politique de souveraineté culturelle poursuivie par le gouvernement.

Le gouvernement doit donc élargir ses programmes d'aide à la création artistique et à la diffusion de la culture. Au cours de la session, un projet de loi sera déposé concernant l'accréditation des libraires. D'autre part, le projet de loi créant le Centre cinématographique du Québec vous sera présenté pour adoption afin de développer, dans une perspective québécoise, le puissant moyen d'expression culturelle qu'est le cinéma et répondre ainsi aux attentes de la profession et de l'industrie cinématographiques.

Le gouvernement du Québec a été heureux de permettre la tenue au Québec des Jeux olympiques de 1976. Cet événement exceptionnel, combiné avec le nouvel élan que le gouvernement entend donner au monde des sports et des loisirs, aura sur le développement culturel du Québec et sur la jeunesse en particulier, un impact considérable.

Le domaine des communications doit également pouvoir servir les intérêts culturels du Québec. De nouvelles possibilités sont maintenant offertes par les projets de loi 35, 36 et 37, relatifs à Radio-Québec, à la Régie des services publics et aux communications en général, parmi lesquelles figure évidemment la câblodiffusion. L'information du citoyen sur l'ensemble des services disponibles au niveau gouvernemental devient dans notre monde moderne une nécessité et c'est l'intention du gouvernement d'y attacher la plus grande importance.

Sur le plan de la politique linguistique, à la lumière de l'ensemble des connaissances acquises et singulièrement des travaux de la Commission Gendron, le gouvernement est à élaborer une série de mesures qui doteront le Québec d'une politi-

French culture gives the problem a greater dimension since that very responsibility calls for additional financial support to ensure the effectiveness of the cultural programs that Québec wishes to implement. This is another side of the Government's policy of cultural autonomy.

The Government must therefore broaden its programs of assistance in the fields of artistic production and diffusion of culture. During the session, a bill concerning booksellers' accreditation will be deposited. Then again, the bill creating the Québec Film Board will be laid before you for adoption in order to develop, along the lines of Québec's perspectives, the highly effective medium of cultural expression—that cinema is, and in so doing, secure the profession and industry of film production.

It is with great satisfaction that the Government of Québec allowed the Olympic Games to be held in the province in 1976. This exceptional event, combined with the new vigour that the Government intends to instill in the world of sport and leisure, will surely have considerable impact on the cultural development of the province of Québec and on the youth in particular.

The communications sector must also contribute to the cultural interests of Québec. New opportunities are now provided in Bills 35, 36 and 37 concerning Radio-Québec, the Public Service Board and the communications sector in general, and, of course, cabletelevision. To inform the population on all the services available at the governmental level is becoming more and more a necessity and the Government intends to keep this among its top priorities.

Concerning the language policy, in the light of what has come to our knowledge generally and in particular by way of the findings of the Gendron Commission, the Government is presently in the process of elaborating a series of measures intended

que linguistique dynamique et réaliste. Comme premier élément important, un programme précis et cohérent vous sera communiqué par le ministre de l'éducation, visant essentiellement à améliorer l'enseignement du français, langue maternelle, ainsi que du français et de l'anglais, langues secondes.

Messieurs de l'Assemblée nationale, toute réflexion sur la situation du Québec et sur ses perspectives d'avenir vous ramène fatalement à une même conclusion.

Cette conclusion, c'est celle de vous faire les artisans du développement de notre société.

Dans la stabilité, avec un esprit de réforme, en recherchant toujours l'adhésion du plus grand nombre en dehors de toute confrontation stérile, le gouvernement poursuivra, avec la collaboration de tous les membres de l'Assemblée nationale, ses efforts en vue de développer le Québec et d'assurer la prospérité et la justice à tous les Québécois.

Messieurs de l'Assemblée nationale,

Je prie Dieu de vous éclairer dans vos délibérations et de répandre l'abondance de ses bienfaits sur le Québec et sur ceux qui l'habitent.

L'honorable lieutenant-gouverneur se retire accompagné de son Aide de Camp.

Conformément aux articles 22 et 136 du règlement, M. Levesque propose:

Que la commission de l'Assemblée nationale soit instituée et que MM. Blank, Brown, Burns, Caron, Drolet, Giasson, Hardy, Harvey (Jonquière), Lacroix, Lamontagne, Lavoie (Laval), Lavoie (Wolfe), Léger, Levesque, Ostiguy, Paul, Roy (Beauce), Séguin, Tremblay (Chicoutimi) et Vézina en soient les membres, et que cette commission se réunisse mardi le 20

to give a dynamic and realistic language policy to the province of Québec. As a first important element, a definite and coherent program will be transmitted to you by the Minister of Education having as its main objective the better teaching of French, as the mother tongue, as well as that of French and English as second languages.

Gentlemen of the National Assembly, however you reflect on the situation of the province of Québec and its outlook for the future, you will inevitably come to the same conclusion.

That conclusion is, Gentlemen, that the development of our society is in your hands.

In an atmosphere of stability, in which breathes a spirit of reform, seeking at all times the participation of the majority and the avoidance of unproductive confrontation, the Government of Québec will continue, with the co-operation of all Members of the National Assembly, its efforts to promote the development of Québec and to ensure prosperity and justice for all Quebeckers.

Gentlemen of the National Assembly,

May God enlighten you in your deliberations and bless Québec and its people.

The Honourable the Lieutenant-Governor retired, accompanied by his Aide-de-Camp.

In accordance with Articles 22 and 136 of the Standing Orders, Mr. Levesque moved:

That the Committee on the National Assembly be appointed and that Messrs. Blank, Brown, Burns, Caron, Drolet, Giasson, Hardy, Harvey (Jonquière), Lacroix, Lamontagne, Lavoie (Laval), Lavoie (Wolfe), Léger, Levesque, Ostiguy, Paul, Roy (Beauce), Séguin, Tremblay (Chicoutimi) and Vézina be members thereof, and that the Committee do meet

mars à onze heures trente minutes, à la salle 93« A ».

La motion est adoptée.

M. Levesque propose:

Que pour la prise en considération du message inaugural, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi, le 20 mars 1973, à quinze heures.

La motion est adoptée.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Tuesday, March 20th at eleven-thirty A.M., in Room 93“A”.

The motion was adopted.

Mr. Levesque moved:

That for the consideration of the inaugural message, the Assembly do adjourn its work until Tuesday, March 20th 1973, at three o'clock in the afternoon.

The motion was adopted.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

APPENDICE

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le premier ministre.	Rapport annuel des activités de Sidbec.	1968, ch. 77, art. 10.	Durant le cours de la session.
Le premier ministre.	Rapport des activités de la Société de développement de la Baie James.	1971, ch. 34, art. 33.	Sans délai.
Le ministre des finances.	Arrêtés du lieutenant-gouverneur en conseil accordant une pension de retraite aux membres du personnel de la fonction publique.	S. R. Q. 1964, ch. 14, art. 9.	Pendant la session en cours ou la session suivante.
Le ministre des finances.	État de tous les rapports et mandats spéciaux et de toute dépense encourue en conséquence.	1970, ch. 17, art. 42.	Pas plus tard que le troisième jour de la session au cours duquel l'Assemblée nationale siège après la signature des mandats.
Le ministre des finances.	État des comptes publics pour l'année financière qui vient d'expirer.	1970, ch. 17, art. 72.	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de l'année financière ou, si la Législature ne siège pas, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège par la suite.
Le ministre des finances.	Rapport du vérificateur général.	1970, ch. 17, art. 79.	
Le ministre des finances.	État détaillé de tous les cautionnements fournis sous l'autorité de la Loi des employés publics et des changements qui peuvent y avoir été faits depuis l'époque à laquelle le dernier état a été soumis à la Législature.	S. R. Q. 1964, ch. 12, art. 42.	Dans les quinze jours après l'ouverture de chaque session.
Le ministre des finances.	Rapport annuel de la Caisse de dépôt et placement du Québec.	1965 (1 ^{re} session), ch. 23, art. 40.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.

APPENDIX

List of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Prime Minister.	Annual report of the activities of Sidbec.	1968, ch. 77, s. 10.	At each session.
The Prime Minister.	Report of the activities of the James Bay Development Corporation.	1971, ch. 34, s. 33.	Forthwith.
The Minister of Finance.	Orders-in-council granting an annual pension to members of the civil service.	R. S. Q. 1964, ch. 14, s. 9.	During the current or next ensuing session.
The Minister of Finance	Statement of all reports and special warrants, and of all expenditures incurred in consequence thereof.	1970, ch. 17, s. 42.	Not later than the third day on which the House sits after the signing of the warrants.
The Minister of Finance.	Statement of the public accounts for the previous fiscal year.	1970, ch. 17, s. 72.	Not later than the 31st day of December following the expiration of the fiscal year to which they relate, if the Legislature is in session, or, if it is not, not later than the fifteenth day after it is in session.
The Minister of Finance.	Report of the Auditor-General.	1970, ch. 17, s. 79.	
The Minister of Finance.	Detailed statement of all securities given under the authority of the Public Officers Act, and of any changes that may have been made thereto since the period of the previous return submitted to the Legislature.	R. S. Q. 1964, ch. 12, s. 42.	Within fifteen days following the opening of each session.
The Minister of Finance.	Annual report of the Québec Deposit and Investment Fund.	1965 (1st session), ch. 23, s. 40.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within fifteen days after the opening of the next session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques. — (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des finances.	Règlements de la Caisse de dépôt et placement du Québec.	1965 (1 ^e session), ch. 23, art. 13.	Dans les quinze jours si l'Assemblée nationale est alors en session; sinon dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des finances.	Rapport des activités de la Société d'exploitation des loteries et courses du Québec pour son année financière précédente.	1969, ch. 28, art. 68.	Immédiatement si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des finances.	Rapport des activités de la Société des alcools du Québec pour l'année financière précédente.	1971, ch. 20, art. 59.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des finances.	Rapport de l'administration du curateur public pour l'année financière précédente.	1971, ch. 81, art. 40.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des finances.	État des rapports du contrôleur des finances, des décisions du Conseil du trésor, et de toute dépense encourue en conséquence d'un mandat de paiement émis malgré le refus du contrôleur des finances.	1970, ch. 17, art. 55.	Au plus tard le troisième jour au cours duquel l'Assemblée siège après la signature du mandat émis sur l'ordre du Conseil du trésor.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Finance.	Regulations of the Québec Deposit and Investment Fund.	1965 (1st session), ch. 23, s. 13.	Within fifteen days if the National Assembly is in session or, if it is not, within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Finance.	Report of the activities of "Société d'exploitation des loteries et courses du Québec" for its previous fiscal year.	1969, ch. 28, s. 68.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Finance.	Report of the activities of the Québec Liquor Corporation for its previous fiscal year.	1971, ch. 20, s. 59.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within thirty days of the opening of the next session.
The Minister of Finance.	Report of the administration of the public curator for his preceding fiscal year.	1971, ch. 81, s. 40.	Within thirty days after being received, if the National Assembly is in session or, if not, within ten days of the opening of the next session.
The Minister of Finance.	Statement of the reports of the Comptroller of Finance, of the decisions of the Treasury Board, and of any expenditure incurred according to a warrant of payment issued in spite of the refusal of the Comptroller of Finance.	1970, ch. 17, s. 55.	Not later than the third day during which the Assembly is sitting after the signing of the warrant issued upon the order of the Treasury Board.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des terres et forêts.	Rapport des activités de la Société de Cartographie du Québec pour son année financière précédente.	1969, ch. 39, art. 15 et 18.	Immédiatement si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des terres et forêts.	Les arrêtés en conseil adoptés en vertu de l'article 4 de la Loi pour assurer la stabilité et l'essor industriels de la ville et de la région de Matane.	1959/60, ch. 23, art. 4.	Dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des terres et forêts.	Les arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi pour stabiliser la petite industrie.	S. R. Q. 1964, ch. 92, art. 100.	Dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des terres et forêts.	Rapport des affaires qui relèvent de son ministère pendant l'année expirée.	S. R. Q. 1964, ch. 91, art. 3.	Dans les dix jours qui suivent le commencement de chaque session.
Le ministre des terres et forêts.	Rapport de la Société de récupération et d'exploitation forestières du Québec pour son année financière précédente.	1969, ch. 38, art. 16 et 19.	Immédiatement si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des terres et forêts.	Les arrêtés en conseil adoptés en vertu du paragraphe 3 de l'article 108 de la Loi des terres et forêts.	S. R. Q. 1964, ch. 92, art. 108, paragraphe 4.	Dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des richesses naturelles.	Rapport détaillé annuel des biens et des opérations de la Commission hydroélectrique de Québec.	S. R. Q. 1964, ch. 86, art. 19.	Durant le cours de la session.
Le ministre des richesses naturelles.	Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi régissant l'exportation de l'énergie électrique.	S. R. Q. 1964, ch. 85, art. 7.	Dans les quinze jours de leur adoption par la Législature si elle est alors en session ou, sinon, dans les quinze premiers jours de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Lands and Forests.	Report of the activities of the Québec Cartography Company for its previous fiscal year.	1969, ch. 39, s. 15 and 18.	Forthwith if the National Assembly is in session or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Lands and Forests.	Orders-in-council adopted under section 4 of the Act to ensure the industrial stability of the town and region of Matane.	1959/60, ch. 23, s. 4.	Within the first fifteen days following the opening of the next session.
The Minister of Lands and Forests.	Orders-in-council adopted under the Act to stabilize small industry.	R. S. Q. 1964, ch. 92, s. 100.	Within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Lands and Forests.	Report of the proceedings of the department during the year then next preceding.	R. S. Q. 1964, ch. 91, s. 3.	Within ten days following the beginning of each session.
The Minister of Lands and Forests.	Report of the activities of the Québec Forest Salvage and Operations Company for its previous fiscal year.	1969, ch. 38, s. 16 and 19.	Forthwith if the National Assembly is then in session, or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Lands and Forests.	Orders-in-council adopted under subsection 3 of section 108 of the Lands and Forests Act.	R. S. Q. 1964, ch. 92, s. 108, subsection 4.	Within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Natural Resources.	Detailed annual report of the property and operations of the Québec Hydro-Electric Commission.	R. S. Q. 1964, ch. 86, s. 19.	During the session.
The Minister of Natural Resources.	Copies of the orders-in-council passed under the Act governing the exportation of electric power.	R. S. Q. 1964, ch. 85, s. 7.	Within fifteen days of their adoption if the National Assembly is then in session or if it is not, within the first fifteen days of the following session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques. — (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des richesses naturelles.	Rapport annuel de la Société québécoise d'exploitation minière.	1965 (1 ^{re} session), ch. 36, art. 18.	Durant le cours de la session.
Le ministre des richesses naturelles.	Rapport des demandes faites à la Régie de l'électricité et du gaz, des ordonnances qu'elle a rendues depuis son entrée en fonction ou, selon le cas, depuis son rapport précédent; du nombre, de la nature et du résultat des enquêtes faites pendant la même période.	S. R. Q. 1964, ch. 87, art. 36.	Immédiatement si l'Assemblée nationale est en session, sinon, au cours des trois premières semaines de la session suivante.
Le ministre des richesses naturelles.	Rapport des activités de la Société québécoise d'initiatives pétrolières pour son année financière précédente.	1969, ch. 36, art. 17.	Immédiatement si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des richesses naturelles.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de la Loi autorisant la concession de certaines forces hydrauliques à Belleterre Québec Mines, Limited.	1947, ch. 40, art. 1.	Immédiatement si la Législature est en session, et, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre de l'agriculture et de la colonisation.	Tous les arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi pour augmenter le domaine cultivable de la province.	1946, ch. 31, art. 3.	Immédiatement si la Législature est en session et, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre de l'agriculture et de la colonisation.	Rapport de l'activité de son ministère durant la précédente année financière.	S. R. Q. 1964, ch. 101, art. 4.	Dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre de l'agriculture et de la colonisation.	Rapport contenant un compte rendu de toutes les sommes payées en vertu de la Loi des sociétés de colonisation, ainsi que des opérations des diverses sociétés établies en vertu de ses dispositions, et de tous les résultats obtenus, de la manière la plus complète et détaillée que possible.	S. R. Q. 1964, ch. 104, art. 17.	Durant le cours de la session.

List of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Natural Resources.	Annual report of the Québec Mining Exploration Company.	1965 (1st session), ch. 36, s. 18.	During the session.
The Minister of Natural Resources.	Report of the applications made to the Electricity and Gas Board and of the orders issued by it since the beginning of its functions or, as the case may be, since its last report; of the number, nature and result of the investigations made during the same period.	R. S. Q. 1964, ch. 87, s. 36.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within the first three weeks of the following session.
The Minister of Natural Resources.	Report of the activities of the Québec Petroleum Operations Company for its preceding fiscal year.	1969, ch. 36, s. 17.	Forthwith if the National Assembly is in session, and if it is not, within the thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Natural Resources.	Every order-in-council adopted in virtue of the Act to authorize the concession of certain water-powers to Belleterre Québec Mines, Limited.	1947, ch. 40, s. 1.	Forthwith, if the National Assembly is in session, or if it is not, within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Agriculture and Colonization.	All the orders-in-council passed under the Act to enlarge the arable domain of the Province.	1946, ch. 31, s. 3.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Agriculture and Colonization.	Report of the activities of his department for the preceding fiscal year.	R. S. Q. 1964, ch. 101, s. 4.	Within fifteen days following the opening of each session.
The Minister of Agriculture and Colonization.	Detailed report containing a statement of all the sums paid under the Act respecting Colonization Societies and specifying, as fully and completely as possible, the operations of the various societies thereunder established, and the results obtained by them.	R. S. Q. 1964, ch. 104, s. 17.	During the session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'agriculture et de la colonisation.	Sur l'ordre du lieutenant-gouverneur, copies de tous les arrêtés en conseil réservant des cantons ou parties de cantons en faveur des sociétés de colonisation.	S. R. Q. 1964, ch. 104, art. 18.	Dans les dix jours après l'ouverture de la session.
Le ministre de l'agriculture et de la colonisation.	Rapport des opérations de la Régie de l'assurance-récolte du Québec pour l'année précédente.	1966/67, ch. 44, art. 19.	Immédiatement si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'agriculture et de la colonisation.	Rapport des opérations de la Régie des marchés agricoles du Québec pour l'année précédente.	1966/67, ch. 45, art. 12A.	Immédiatement si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de la voirie.	Rapport des affaires de son ministère pendant l'année précédente.	S. R. Q. 1964, ch. 133, art. 5.	Dans les dix jours du commencement de chaque session.
Le ministre de la voirie.	Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi concernant la route Trans-Canada.	1950, ch. 44, art. 4.	Dans les vingt jours de la session suivante.
Le ministre de la voirie.	Rapport des biens, des opérations, des revenus et des dépenses de l'Office des autoroutes du Québec au 31 décembre de chaque année.	S. R. Q. 1964, ch. 134, art. 34.	Dans les quinze jours suivants, si l'Assemblée nationale est en session, sinon dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre de la voirie.	Arrêtés du lieutenant-gouverneur en conseil adoptés en vertu de l'article 72 de la Loi de la voirie.	S. R. Q. 1964, ch. 133, art. 73.	Immédiatement si la Législature est en session, et, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivant leur adoption.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Agriculture and Colonization.	Upon orders from the Lieutenant-Governor, copies of all the orders-in-council by which any townships or portions of townships are set apart for Colonization Societies.	R. S. Q. 1964, ch. 104, s. 18.	Within ten days after the opening of the session.
The Minister of Agriculture and Colonization.	Report of the operations of the Québec Crop Insurance Board for the previous year.	1966/67, ch. 44, s. 19.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within fifteen days following the opening of the next session.
The Minister of Agriculture and Colonization.	Report of the operations of the Québec Agricultural Marketing Board for the previous year.	1966/67, ch. 45, s. 12A.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within fifteen days following the opening of the next session.
The Minister of Roads.	Report of the affairs of his department during the year then next preceding.	R. S. Q. 1964, ch. 133, s. 5.	Within ten days after the beginning of each session.
The Minister of Roads.	Copies of the orders-in-council passed under the Act respecting the Trans-Canada Highway.	1950, ch. 44, s. 4.	Within the first twenty days of the following session.
The Minister of Roads.	Report of the property, the operations, revenues and expenses of the Québec Autoroutes Authority as at December 31st of each year.	R. S. Q. 1964, ch. 134, s. 34.	Within the ensuing fifteen days if the National Assembly is then in session or if it is not, within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Roads.	Orders-in-council passed under section 72 of the Roads Act.	R. S. Q. 1964, ch. 133, s. 73.	Forthwith, if the Legislature is in session or if it is not, within the first fifteen days of the next session following their adoption.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement.	Rapport annuel sur tous les travaux sous son contrôle indiquant l'état de chaque ouvrage, le montant des recettes et des dépenses sur chacun, et contenant toutes autres informations nécessaires.	S. R. Q. 1964, ch. 138, art. 7.	Dans les dix premiers jours de chaque session.
Le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement.	Les arrêtés en conseil, ou un résumé de ceux-ci, établis sous le régime de la section 2 de la Loi du ministère des Travaux publics.	S. R. Q. 1964, ch. 138, art. 55.	Immédiatement si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement.	Rapport des activités de la Société de développement immobilier du Québec pour son année financière précédente.	1971, ch. 43, art. 15.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre du travail et de la main-d'œuvre.	Rapport de l'activité de son ministère pour chaque exercice financier.	1968, ch. 43, art. 5.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée nationale n'est pas alors en session, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège, après l'expiration de ce délai.
Le ministre du travail et de la main-d'œuvre.	Rapport des activités du Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre, pour son année financière précédente et des études qu'il a effectuées.	1968, ch. 44, art. 15.	Immédiatement si l'Assemblée nationale est en session; sinon à l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Public Works and Supply.	Annual report on all the works under his control, showing the state of each work and the amounts received and expended in respect thereof, with such further information as may be required.	R. S. Q. 1964, ch. 138, s. 7.	Within the first ten days of each session.
The Minister of Public Works and Supply.	The orders-in-council passed under Division II of the Public Works Act, or a summary thereof.	R. Q. S. 1964, ch. 138, s. 55.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within the first fifteen days of the next session.
The Minister of Public Works and Supply.	Report of the activities of the Québec Real Estate Development Corporation for its previous fiscal year.	1971, ch. 43, s. 15.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within ten days after the opening of the next session.
The Minister of Labour and Manpower.	Report of the activities of his department for each fiscal year.	1968, ch. 43, s. 5.	Within six months following the end of each year or, if the National Assembly is not then in session, not later than the fifteenth day during which it sits following the expiration of such delay.
The Minister of Labour and Manpower.	Report of the activities of the advisory Council on labour and manpower for its preceding fiscal year and the studies it has carried out.	1968, ch. 44, s. 15.	Forthwith if the National Assembly is then in session, or if it is not, at the opening of the following session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre.	Rapport des opérations de la Commission des accidents du travail durant le cours de l'année finissant le 31 décembre précédent.	S. R. Q. 1964, ch. 159, art. 68.	Immédiatement si l'Assemblée nationale est en session, et si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des affaires municipales.	Rapport du ministère des affaires municipales pour l'année précédente.	S. R. Q. 1964, ch. 169, art. 3.	Dans les dix premiers jours de chaque session.
Le ministre des affaires municipales.	Rapport des activités du Conseil consultatif de l'environnement pour l'année financière précédente.	1972, ch. 49, art. 19.	Sans délai.
Le ministre des affaires municipales.	Rapport des activités de la Société d'habitation du Québec pour son année financière précédente.	1966/67, ch. 55, art. 24.	Immédiatement si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires municipales.	Rapport des activités du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain.	1968, ch. 56, art. 22.	Immédiatement si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires culturelles.	Rapport détaillé de son activité et de celle des organismes sous sa juridiction durant la précédente année financière.	S. R. Q. 1964, ch. 57, art. 5.	Dans les quinze premiers jours de chaque session.
Le ministre des affaires culturelles.	Rapport annuel des biens et des opérations de la Régie de la Place des Arts.	1964, ch. 19, art. 17.	A chaque session.
Le ministre des affaires culturelles.	Rapport des activités de la Commission des biens culturels du Québec pour l'année écoulée.	1972, ch. 19, art. 7.	Sans délai.
Le ministre des affaires culturelles.	Rapport annuel des biens, des opérations et de l'état général des affaires de la Régie du Grand Théâtre de Québec.	1970, ch. 16, art. 14.	A chaque session.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Labour and Manpower.	Report of the operations of the Workmen's Compensation Commission as at December 31st of the previous year.	R. S. Q. 1964, ch. 159, s. 68.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within the first fifteen days of the next session.
The Minister of Municipal Affairs.	Report of the proceedings of his department during the year then next preceding.	R. S. Q. 1964, ch. 169, s. 3.	Within the first ten days of each session.
The Minister of Municipal Affairs.	Report of the activities of the Advisory Council on the Environment for the preceding fiscal year.	1972, ch. 49, s. 19.	Forthwith.
The Minister of Municipal Affairs.	Report of the activities of the Québec Housing Corporation for its previous fiscal year.	1966/67, ch. 55, s. 24.	Immediately, if the National Assembly is in session or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Municipal Affairs.	Report of the activities of the Greater Québec Water Purification Board.	1968, ch. 56, s. 22.	Forthwith if the National Assembly is in session or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Cultural Affairs.	A detailed report of his activities and those of the bodies under his jurisdiction during the preceding fiscal year.	R. S. Q. 1964, ch. 57, s. 5.	Within the first fifteen days of each session.
The Minister of Cultural Affairs.	Annual report of the Régie de La Place des Arts on the property in its possession and respecting its operations.	1964, ch. 19, s. 17.	Each session.
The Minister of Cultural Affairs.	Report of the activities of the Cultural Property Commission of Québec, for the preceding year.	1972, ch. 19, s. 7.	Forthwith.
The Minister of Cultural Affairs.	Annual report of the Régie du Grand Théâtre de Québec on the property in its possession and respecting its operations showing the general state of its affairs.	1970, ch. 16, s. 14.	Each session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des affaires culturelles.	États financiers de la corporation du Musée des beaux-arts de Montréal pour chaque exercice financier.	1972, ch. 21, art. 14.	Le plus tôt possible.
Le ministre des affaires intergouvernementales.	Rapport détaillé de son activité durant la précédente année financière et copies de tous les arrêtés en conseil.	S. R. Q. 1964, ch. 56, art. 4 et 1966/67, ch. 23, art. 1.	Dans les quinze premiers jours de chaque session.
Le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche.	Rapport détaillé de son activité et de celle des organismes sous sa juridiction durant la précédente année financière.	S. R. Q. 1964, ch. 199, art. 4.	Dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport des activités du ministère des affaires sociales.	1970, ch. 42, art. 11.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre des affaires sociales.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 17 de la Loi de la protection de la santé publique.	1972, ch. 42, art. 22.	Au plus tard le troisième jour au cours duquel siège l'Assemblée, après l'adoption de l'arrêté.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport annuel des activités du Conseil des affaires sociales et de la famille pour l'année financière précédente.	1970, ch. 43, art. 17.	Au plus tard le 30 juin de chaque année.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport des activités de tout conseil régional institué en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux.	1971, ch. 48, art. 38.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport détaillé des activités de l'Office de la prévention et du traitement de l'alcoolisme et des autres toxicomanies, pour chaque exercice financier.	1968, ch. 48, art. 14.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée nationale n'est pas alors en session, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège après l'expiration de ce délai.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Cultural Affairs.	The financial statement of the corporation of the Montreal Museum of Fine Arts, for each fiscal year.	1972, ch. 21, s. 14.	As soon as possible.
The Minister of Intergovernmental Affairs.	Detailed report of his activities during the preceding fiscal year, with copies of all orders-in-council.	R. S. Q. 1964, ch. 56, s. 4 and 1966/67, ch. 23, s. 1.	Within the first fifteen days of each session.
The Minister of Tourism, Fish and Game.	Detailed report of his activities and those of the bodies under his jurisdiction during the preceding fiscal year.	R. S. Q. 1964, ch. 199, s. 4.	Within fifteen days following the opening of each session.
The Minister of Social Affairs.	Report of the activities of the Social Affairs Department.	1970, ch. 42, s. 11.	Within six months following the end of each fiscal year.
The Minister of Social Affairs.	Any order in council made under section 17 of the Public Health Protection Act.	1972, ch. 42, s. 22.	Not later than the third day during which the Assembly is sitting, after the making of the order.
The Minister of Social Affairs.	Annual report on the activities of the Family and Social Affairs Council for the previous fiscal year.	1970, ch. 43, s. 17.	Not later than the 30th of June each year.
The Minister of Social Affairs.	Report of the activities of every regional council established under the Act respecting health services and social services, for the year ending on the preceding 31st of December.	1971, ch. 48, s. 38.	Within thirty days, if the National Assembly is in session or, if not, within ten days of the opening of the next session.
The Minister of Social Affairs.	Detailed report of the activities of the Office for the Prevention and Treatment of Alcoholism and other Toxicomanias, for each fiscal year.	1968, ch. 48, s. 14.	Within six months after the end of each fiscal year, or, if the National Assembly is not then in session, not later than the fifteenth day during which it sits after the expiration of such delay.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des affaires sociales.	Rapport annuel des activités de la Régie de l'assurance-maladie du Québec pour l'année financière précédente.	1969, ch. 53, art. 20.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport des activités, pour la précédente année financière, de la Commission de révision instituée en vertu de l'article 30 de la Loi de la protection du malade mental.	1972, ch. 44, art. 45.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport annuel de la Régie des rentes du Québec.	1965 (1 ^{re} session), ch. 24, art. 30.	Immédiatement après le 31 mars, si l'Assemblée Nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre de l'éducation.	Rapport détaillé de l'activité de son ministère durant la précédente année financière.	S. R. Q. 1964, ch. 233, art. 4.	Dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre de l'éducation.	Rapport annuel sur les activités du Conseil supérieur de l'éducation et sur l'état et les besoins de l'éducation.	S. R. Q. 1964, ch. 234, art. 9.	A chaque session.
Le ministre de l'éducation.	Rapport des activités du Conseil des universités pour son année financière précédente.	1968, ch. 64, art. 17.	Immédiatement si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'éducation.	Tout plan d'investissements universitaires, s'il en est, préparé pour les cinq ans à venir.	1968, ch. 65, art. 2 et 4.	Sans délai.
Le ministre de l'éducation.	Rapport annuel des activités de l'Université du Québec.	1968, ch. 66, art. 25.	Sans délai.

List of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Social Affairs.	Annual report of the activities of the Québec Health Insurance Board for its previous fiscal year.	1969, ch. 53, s. 20.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within thirty days of the opening of the next session.
The Minister of Social Affairs.	Report of the activities, for the previous fiscal year, of the Board of Review established under section 30 of the Mental Patients Protection Act.	1972, ch. 44, s. 45.	Within thirty days after receipt thereof, if the Assembly is in session or, if not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Social Affairs.	Annual report of the Québec Pension Board.	1965 (1st session), ch. 24, s. 30.	Forthwith, after March 31st if the National Assembly is in session, or if it is not, within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Education.	A detailed report of the activities of his department during the preceding fiscal year.	R. S. Q. 1964, ch. 233, s. 4.	Within fifteen days after the opening of each session.
The Minister of Education.	Annual report on the activities of the Superior Council of Education and the state and needs of education.	R. S. Q. 1964, ch. 234, s. 9.	At each session.
The Minister of Education.	Report of the activities of the Council of Universities for its preceding fiscal year.	1968, ch. 64, s. 17.	Forthwith if the National Assembly is in session or, if not, within the thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Education.	Any university investments plan prepared for the next five years.	1968, ch. 65, s. 2 and 4.	Forthwith.
The Minister of Education.	Annual report of the activities of the University of Québec.	1968, ch. 66, s. 25.	Forthwith.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'éducation.	Rapport des activités de la Commission consultative de l'enseignement privé pour l'année scolaire précédente.	1968, ch. 67, art. 8.	Immédiatement si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'éducation.	Rapport d'étape indiquant l'orientation générale des recommandations principales du Conseil scolaire de l'île de Montréal sur la restructuration scolaire de l'île de Montréal.	1972, ch. 60, art. 4.	Dès que possible.
Le ministre de l'industrie et du commerce.	Rapport des activités de la Société du parc industriel du centre du Québec, pour son année financière précédente.	1968, ch. 60, art. 17.	Immédiatement si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'industrie et du commerce.	Rapport des activités de la Société de développement industriel du Québec pour son année financière précédente.	1971, ch. 64, art. 34.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de la justice.	Liste des commissions délivrées pendant l'année aux employés publics.	S. R. Q. 1964, ch. 12, art. 6, 1965 (1 ^{re} session) ch. 16, art. 4a, 1969, ch. 26, art. 95.	Dans les quinze premiers jours de la session.
Le ministre de la justice.	Rapport annuel des activités de la Commission de police du Québec.	1968, ch. 17, art. 27.	Immédiatement si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Education.	Report of the activities of the Private Education Advisory Commission for the preceding academic year.	1968, ch. 67, s. 8.	Forthwith if the National Assembly is in session or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Education.	An interim report indicating the general orientation of the principal recommendations of the School Council of the island of Montreal on the school reorganization for the island of Montreal.	1972, ch. 60, s. 4.	As soon as possible.
The Minister of Industry and Commerce.	Report of the activities of the Central Québec Industrial Park Corporation for its preceding fiscal year.	1968, ch. 60, s. 17.	Forthwith if the National Assembly is then in session, or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Industry and Commerce.	Report of the activities of the Québec Industrial Development Corporation for its previous fiscal year.	1971, ch. 64, s. 34.	Within thirty days, if the National Assembly is in session or, if not, within ten days after the opening of the next session.
The Minister of Justice.	List of commissions issued to officers in the civil service during the year.	R. S. Q. 1964, ch. 12, s. 6, 1965 (1st session) ch. 16, s. 4a, 1969, ch. 26, s. 95.	Within the first fifteen days of the session.
The Minister of Justice.	Annual report of the activities of the Québec Police Commission.	1968, ch. 17, s. 27.	Forthwith if the National Assembly is then in session, or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de la justice.	Rapport des activités de la Régie des loteries et courses du Québec pour la précédente année financière.	1969, ch. 28, art. 19.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de la justice.	Rapport des activités du Conseil consultatif de la justice pour l'année financière précédente.	1971, ch. 13, art. 15.	Au plus tard le 30 juin de chaque année.
Le ministre de la justice.	Rapport des activités de la Commission des services juridiques pour l'exercice financier précédent.	1972, ch. 14, art. 95.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le procureur général.	Rapport des activités de la Commission de contrôle des permis d'alcool.	1971, ch. 19, art. 193.	Dans les trente jours du commencement de chaque session.
Le ministre de l'immigration.	Rapport de l'activité de son ministère pour chaque exercice financier.	1968, ch. 68, art. 10.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée nationale n'est pas alors en session, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège après l'expiration de ce délai.
Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.	Rapport de l'activité de son ministère durant la précédente année financière.	1967, ch. 72, art. 7.	Dans les trente jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.	Règlements, s'il en est, adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil concernant la loi des caisses d'épargne et de crédit.	1968, ch. 76, art. 1.	Sans délai.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (*Continued*)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Justice.	Report of the activities of "Régie des loteries et courses du Québec" for the previous fiscal year.	1969, ch. 28, s. 19.	Within thirty days after being received, if the National Assembly is in session or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Justice.	Report of the activities of the Advisory Council on Justice for the preceding financial year.	1971, ch. 13, s. 15.	Not later than the 30th of June each year.
The Minister of Justice.	Report of the activities of the Legal Services Commission for the preceding fiscal year.	1972, ch. 14, s. 95.	Within six months after the end of each fiscal year.
The Attorney-General.	Report of the activities of the Liquor Permit Control Commission.	1971, ch. 19, s. 193.	Within thirty days of the opening of each session.
The Minister of Immigration.	Report of the activities of his department for each fiscal year.	1968, ch. 68, s. 10.	Within six months following the end of each fiscal year or, if the National Assembly is not then in session, not later than the fifteenth day following the expiry of such delay.
The Minister of Financial Institutions, Companies and Co-operatives.	Report of the activities of his department during the fiscal year then next preceding.	1967, ch. 72, s. 7.	Within thirty days of the opening of each session.
The Minister of Financial Institutions, Companies and Co-operatives.	Any regulations adopted by the Lieutenant-Governor in council respecting the Savings and Credit Unions Act.	1968, ch. 76, s. 1.	Forthwith.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.— (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.	Rapport des opérations de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec pour l'année précédente.	1966/67, ch. 73, art. 20.	Immédiatement après le 31 mars, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours du début de la session suivante.
Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.	État indiquant les permis accordés à des compagnies étrangères dans le cours de l'année financière précédente, le fonds social autorisé des corporations étrangères munies de permis et les honoraires payés pour chaque permis.	S. R. Q. 1964, ch. 282, art. 13, 1969, ch. 26, art. 71.	A chaque session.
Le ministre de la fonction publique.	Rapport de l'activité de son ministère pour chaque exercice financier.	1969, ch. 14, art. 12.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre de la fonction publique.	Rapport annuel de la Commission de la fonction publique du Québec.	1965 (1 ^e session) ch. 14 art. 3 et 17, 1969 ch. 14, art. 23.	Dans les trente jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre du revenu.	État détaillé annuel des remises faites par le lieutenant-gouverneur en conseil, de taxes, droits et péages payables à la couronne ou des confiscations ou pénalités pécuniaires imposées pour contravention aux lois relatives au revenu ou à l'administration de quelque ouvrage public produisant un péage ou un revenu.	S. R. Q. 1964, ch. 66, art. 57 et 58.	Dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des communications.	Rapport de l'activité de son ministère pour chaque exercice financier.	1969, ch. 65, art. 12.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre des communications.	Rapport des activités de l'Office de radio-télédiffusion du Québec pour son année financière précédente.	1969, ch. 17, art. 19.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session, ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.— (Continued)

Minister of Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.	Report of the operations of the Québec Deposit Insurance Board for the previous year.	1966/67, ch. 73, s. 20.	Forthwith, after March 31st if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days following the opening of the next session.
The Minister of Financial Institutions, Companies and Co-operatives.	A statement showing the licenses issued to extra-provincial corporations during the preceding fiscal year, the authorized capital of the extra-provincial corporations licensed and the fees paid for each license.	R. S. Q. 1964, ch. 282, s. 13, 1969, ch. 26, s. 71.	Each session.
The Minister of the Civil Service.	Report of the activities of his department for each fiscal year.	1969, ch. 14, s. 12.	Within six months following the end of each fiscal year.
The Minister of the Civil Service.	Annual report of the Québec Civil Service Commission.	1965, (1st session) ch. 14, s. 3 and 17, 1969 ch. 14, s. 23.	Within thirty days after the opening of each session.
The Minister of Revenue.	Annual detailed statement of remissions made by the Lieutenant-Governor in Council, of any tax, duty or toll payable to the Crown, or for any forfeiture or pecuniary penalty imposed for any breach of the law relating to the revenue or to the management of any public works producing toll or revenue.	R. S. Q. 1964, ch. 66, s. 57 and 58.	Within the first fifteen days of the next session thereof.
The Minister of Communications.	Report of the activities of his department for each fiscal year.	1969, ch. 65, s. 12.	Within six months after the end of each fiscal year.
The minister of Communications.	Report of the activities of the Québec Broadcasting Bureau for its previous fiscal year.	1969, ch. 17, s. 19.	Forthwith, if the National Assembly is in session or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de la ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des communications.	Rapport annuel du secrétaire général de l'Office franco-québécois pour la jeunesse.	1968, ch. 7, art. 6.	Immédiatement si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de la session suivante.
Le ministre des communications.	Copies de tous les arrêtés en conseil faits depuis le début de la session précédente en rapport avec le Bureau de l'éditeur officiel du Québec.	1969, ch. 26, art. 6, S. R. Q. 1964, ch. 6, art. 142.	Dans les quinze premiers jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre des communications.	Copies de tous les arrêtés en conseil faits depuis la session précédente en rapport avec les impressions et la <i>Gazette officielle du Québec</i> .	S. R. Q. 1964, ch. 54, art. 29, et 1969, ch. 26, art. 111.	Dans les quinze premiers jours de chaque session.
Le ministre des communications.	Rapport de l'éditeur officiel du Québec indiquant le nombre d'exemplaires des statuts de chaque session imprimés ou distribués depuis la dernière session; les ministères, corps administratifs, officiers et personnes à qui ils ont été distribués; le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux; l'autorisation en vertu de laquelle la livraison a été faite; et le nombre d'exemplaires des statuts de chaque session qui restent alors en sa possession.	S. R. Q. 1964, ch. 1, art. 25 et 26, 1969, ch. 26, art. 111.	Dans les quinze premiers jours de la session.
Le ministre des transports.	Rapport de l'activité de son ministère pour chaque exercice financier.	1972, ch. 54, art. 12.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre des transports.	Rapport de la Société des traversiers Québec-Lévis pour son année financière précédente.	1971, ch. 65, art. 20.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des transports.	Rapport des activités de la Commission des transports du Québec pour la précédente année financière.	1972, ch. 55, art. 26.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.

List of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.—(Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Communications.	Annual report of the Secretary General of the Office Franco-Québécois pour la jeunesse.	1968, ch. 7, s. 6.	Forthwith if the National Assembly is in session or, if not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Communications.	Copies of all orders-in-council passed since the opening of the preceding session concerning the Office of the Québec Official Publisher.	1969, ch. 26, s. 6, R. S. Q. 1964, ch. 6, s. 142.	Within the first fifteen days following the opening of each session.
The Minister of Communications.	Copies of all orders-in-council passed since the preceding session respecting printing and the <i>Québec Official Gazette</i> .	R. S. Q. 1964, ch. 54, s. 29, 1969, ch. 26, s. 111.	Within the first fifteen days of each session.
The Minister of Communications.	Report by the Québec Official Publisher showing the number of copies of the statutes of each session so printed and distributed since the preceding session; the departments, administrative bodies, officers and persons to whom they were distributed, the number of copies delivered to each and under what authority, and the number of copies of the statutes of each session remaining in his possession.	R. S. Q. 1964, ch. 1, s. 25 and 26, 1969, ch. 26, s. 111.	Within the first fifteen days of the session.
The Minister of Transport.	Report of the activities of his Department for each fiscal year.	1972, ch. 54, s. 12.	Within six months after the end of each fiscal year.
The Minister of Transport.	Report of the activities of the Québec-Lévis Ferry Company for its previous fiscal year.	1971, ch. 65, s. 20.	Within thirty days, if the National Assembly is in session or, if not, within ten days after the opening of the next session.
The Minister of Transport.	Report of the activities of the Québec Transport Commission for the preceding fiscal year.	1972, ch. 55, s. 26.	Within thirty days of its receipt, if the Assembly is in session or, if not, within ten days of the opening of the next session.

LISTE des ministères et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Fin)

Le président de l'Assemblée nationale.	Les jugements et les rapports qu'il a reçus des juges concernant les élections contestées et un compte rendu des procédures qu'il a faites à cet égard.	S. R. Q. 1964, ch. 8, art. 85.	Sans délai.
Le président de l'Assemblée nationale.	Rapport annuel des activités et des recommandations du protecteur du citoyen.	1968, ch. 11, art. 28.	Immédiatement si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le président de l'Assemblée nationale.	Arrêté en conseil nommant trois députés, membres du Conseil exécutif, commissaires de la régie interne de l'Assemblée nationale; et aussi, trois autres députés, membres du Conseil exécutif, comme commissaires suppléants.	S. R. Q. 1964, ch. 6, art. 54; 1971, ch. 9, art. 8.	Au début de chaque session.
Le président de l'Assemblée nationale.	Toute disposition adoptée par les commissaires et qui serait une dérogation aux lois, règlements et règles qui régissent l'administration et le personnel de l'Assemblée nationale.	S. R. Q. 1964, ch. 6, art. 55; 1971, ch. 9, art. 9.	Au plus tard le quinzième jour au cours duquel siège l'Assemblée nationale après l'approbation d'une telle disposition.
Le président de l'Assemblée nationale.	Toute disposition autorisant le paiement d'une partie du coût des primes payables aux fins d'un plan d'assurance collective sur la vie des députés.	1971, ch. 9, art. 19; S. R. Q. 1964, ch. 6, art. 101c.	Au plus tard le quinzième jour au cours duquel siège l'Assemblée nationale après son adoption.
Le président général des élections.	Rapport détaillé et imprimé sur chaque élection générale, ainsi que sur les élections partielles qui ont eu lieu pendant la Législature précédente.	Règlement de l'Assemblée nationale, art. 178 et art. 446 de la Loi électorale, 1963 (1 ^{re} session), ch. 13.	Après chaque élection générale.
Le bibliothécaire de la Législature.	Rapport imprimé indiquant l'état dans lequel se trouve la bibliothèque et contenant, en appendice, une liste cataloguée des livres dont la bibliothèque s'est enrichie depuis le rapport précédent.	Règlement de l'Assemblée nationale, art. 178.	À l'ouverture de chaque session.

Préparé conformément à l'article 178 du règlement de l'Assemblée nationale.

Le secrétaire général,

RENÉ BLONDIN.

LIST of the Departments and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.—(*Concluded*)

The President of the National Assembly.	Judgments and reports received from Judges with reference to the controverted elections, and a statement of his own proceedings thereon.	R. S. Q. 1964, ch. 8, s. 85.	Without delay.
The President of the National Assembly.	Annual report of the activities and recommendations of the Public Protector.	1968, ch. 11, s. 28.	Forthwith, if the National Assembly is then in session, or if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The President of the National Assembly.	Order-in-council selecting three members of the National Assembly, already members of the Executive Council, as Commissioners of the Internal Economy of the National Assembly; and also, three other members of the Executive Council as substitute commissioners.	R. S. Q. 1964, ch. 6, s. 54; 1971, ch. 9, s. 8.	At the commencement of each session.
The President of the National Assembly.	Any measure adopted by the commissioners and which would be a derogation to the acts, regulations and rules applicable to the administration and staff of the National Assembly.	R. S. Q. 1964, ch. 6, s. 55; 1971, ch. 9, s. 9.	Not later than the fifteenth day on which the National Assembly sits after approval of such measure.
The President of the National Assembly.	Any measure adopted to authorize payment of a portion of the cost of the premiums payable for the purposes of a group life insurance plan for members.	1971, ch. 9, s. 19; R. S. Q. 1964, ch. 6, s. 101c.	Not later than the fifteenth day on which the National Assembly sits after it is adopted.
The Chief Returning-Officer.	Detailed and printed report on every general election and on the by-elections held during the preceding Legislature.	Art. 178 of the Rules and Standing Orders of the National Assembly and section 446 of the Québec Election Act, 1963 (1st session), ch. 13.	After every general election.
The Librarian of the Legislature.	Printed report on the actual state of the library with, appended thereto, a catalogue of the books added to the library since the preceding report.	Art. 178 of the Rules and Standing Orders of the National Assembly.	At the opening of each session.

Prepared in conformity with Article 178 of the Rules and Standing Orders of the National Assembly.

RENÉ BLONDIN,

Secretary General.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Mardi 20 mars 1973

Quinze heures

Tuesday, March 20th 1973

Three o'clock P.M.

M. Ostiguy, rapporteur désigné de la commission de l'Assemblée nationale, dépose le rapport de cette commission, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre Commission a tenu une réunion aujourd'hui, le 20 mars 1973, à onze heures trente minutes, et a désigné les membres qui feront partie des commissions élues permanentes suivantes :

Mr. Ostiguy, the appointed reporter of the Committee on the National Assembly, tabled the report of such Committee, which reads as follows :

Your Committee held a meeting today, March 20th 1973, at eleven-thirty o'clock A.M. and appointed the members who shall be on the following Standing Select Committees :

Commission des Affaires municipales—Committee on Municipal Affairs:

MM.—Messrs. Caron, Gallienne, Gauthier, Goldbloom, Leduc, Léger, Ostiguy, Paul, Roy (Lévis), St-Germain, Vaillancourt, Vézina.

Commission des Affaires sociales—Committee on Social Affairs:

MM.—Messrs. Boivin, Castonguay, Cloutier (Montmagny), Faucher, Fortier, Guay, Harvey (Chauveau), Lacroix, Lafrance, Laurin, Pearson, St-Germain.

Commission de l'Agriculture et de la Colonisation—Committee on Agriculture and Colonization:

MM.—Messrs. Béland, Carpentier, Demers, Dionne, Faucher, Fraser, Lacroix, Ostiguy, Pelletier, Toupin, Tremblay (Sainte-Marie), Vincent.

Commission de l'Éducation, des Affaires culturelles et des Communications—Committee on Education, Cultural Affairs and Communications:

MM.—Messrs. Brochu, Cardinal, Charron, Cloutier (Ahuntsic), Hardy, L'Allier, Leduc, Pearson, Phaneuf, St-Germain, Tremblay (Chicoutimi), Veilleux.

Commission des Engagements financiers—Committee on Financial Commitments:

MM.—Messrs. Bacon, Béland, Carpentier, Gratton, Lacroix, Lessard, Ostiguy, Parent, Perreault, Russell, Veilleux, Vincent.

Commission des Finances, des Comptes publics et du Revenu—Committee on Finance, Public Accounts and Revenue:

MM.—Messrs. Bacon, Cloutier (Montmagny), Gallienne, Garneau, Harvey (Jonquière), Joron, Lafrance, Marchand, Parent, Pepin, Roy (Beauce), Russell.

Commission de la Fonction publique—Committee on the Civil Service:

MM.—Messrs. Boivin, Bossé, Burns, Cadieux, Cloutier (Ahuntsic), Cournoyer, Garneau, Gauthier, Latulippe, Parent, Shanks, Veilleux.

Commission de l'Industrie et du Commerce, du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche—Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game:

MM.—Messrs. Cadieux, Carpentier, Gagnon, Gratton, Houde (Fabre), Joron, Lacroix, Pepin, Roy (Lévis), Russell, Saint-Pierre, Simard (Richelieu).

Commission des Institutions financières, Compagnies et Coopératives—Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives:

MM.—Messrs. Bacon, Berthiaume, Cardinal, Cloutier (Montmagny), Fraser, Harvey (Chauveau), Joron, Marchand, Ostiguy, Pilote, Roy (Beauce), Tetley.

Commission de la Justice—Committee on Justice:

MM.—Messrs. Bacon, Burns, Choquette, Cournoyer, Drolet, Hardy, Loubier, Paul, Pilote, Springate, Tremblay (Bourassa), Vézina.

Commission de la Présidence du conseil, de la Constitution et des Affaires intergouvernementales—Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs:

MM.—Messrs. Assad, Bienvenue, Bourassa, Brown, Choquette, Laurin, Levesque, Loubier, Parent, Quenneville, Samson, Tremblay (Chicoutimi).

Commission des Richesses naturelles et des Terres et Forêts—Committee on Natural Resources and Lands and Forests:

MM.—Messrs. Arsenault, Carpentier, Drummond, Larivière, Lessard, Massé, Pelletier, Perreault, Simard (Témiscouata), Tétrault, Théberge, Vincent.

Commission des Transports, des Travaux publics et de l'Approvisionnement—Committee on Transport, Public Works and Supply:

MM.—Messrs. Audet, Berthiaume, Gallienne, Gratton, Lafontaine, Lafrance, Mailloux, Pinard, Russell, Tessier, Tremblay (Bourassa), Tremblay (Sainte-Marie).

Commission du Travail, de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration—Committee on Labour, Manpower and Immigration:

MM.—Messrs. Bienvenue, Eossé, Burns, Cornellier, Cournoyer, Demers, Gauthier, Guay, Harvey (Chauveau), Marchand, Shanks, Veilleux.

Commission des Corporations professionnelles—Committee on Professional Corporations:

MM.—Messrs. Bienvenue, Bois, Boivin, Brochu, Burns, Castonguay, Choquette, Cloutier (Montmagny), Dionne, Faucher, Fortier, Gratton, Guay, Lacroix, Lafrance, Laurin, Lavoie (Wolfe), Leduc, Masse, Paul, Perreault, Saint-Pierre, St-Germain, Théberge, Veilleux, Vézina.

Les membres ci-après ont aussi été choisis pour agir comme présidents des différentes commissions élues permanentes:

MM. Brisson, Croisetière, Giasson, Houde (Limoilou), Kennedy, Picard et Séguin.

Le rapport est adopté.

M. Castonguay dépose sur le bureau de l'Assemblée le document suivant:

Rapport sur la visite effectuée à l'Hôpital Prévile Ltée, le 7 mars 1973, ainsi que des recommandations qui ont été approuvées par le ministère des Affaires sociales.

(Document de la session no 3.)

L'Assemblée prend en considération le message inaugural.

Et un débat s'élève.

M. Loubier propose:

Que le gouvernement actuel, en conséquence, ne mérite plus la confiance de la population du Québec.

À dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes.

M. le président reprend le fauteuil.

M. Samson propose:

Que le gouvernement actuel est à blâmer pour avoir omis de prendre des mesures efficaces pour établir un régime de revenu garanti et d'avoir omis de réclamer des prêts sans intérêt de la Banque du Canada pour financer le secteur public.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Laurin.

The following members were also chosen to act as Chairmen of the various Select Standing Committees:

Messrs. Brisson, Croisetière, Giasson, Houde (Limoilou), Kennedy, Picard and Séguin.

The report was adopted.

Mr. Castonguay tabled the following document:

Report on the visit made to the Hôpital Prévile Ltée, on March 7th 1973, together with recommendations which were approved by the Department of Social Affairs.

(Sessional Papers, No. 3.)

The Assembly proceeded to take into consideration the inaugural message.

And a debate arising thereon.

Mr. Loubier moved:

That the present government therefore no longer merits the confidence of the people of Québec.

At six o'clock, Mr. President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr. President took the Chair.

Mr. Samson moved:

That the present government should be censured for having omitted to take any efficient measures to establish a guaranteed income plan and for having failed to demand interest-free loans from the Bank of Canada to finance the public sector.

The debate was adjourned on motion of Mr. Laurin.

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu que, lorsque cette Assemblée
s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée
à demain quinze heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

On motion of Mr. Levesque,—
Resolved, That when this Assembly ad-
journs today, it do stand adjourned until
tomorrow, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Mercredi 21 mars 1973

Quinze heures

M. L'Allier dépose sur le bureau de l'Assemblée le document suivant:

Rapport annuel de l'Éditeur officiel du Québec, pour 1971.

(Document de la session no 4.)

M. Levesque propose:

Que l'avis apparaissant en appendice au feuilleton d'aujourd'hui à la page 24, soit amendé en remplaçant les mots « au Salon Rouge » par les mots « en la Salle 81-A ».

La motion est adoptée.

M. Levesque propose:

Qu'à l'avenir, le 2e paragraphe de l'article 128 du règlement de l'Assemblée nationale, se lise comme suit:

La commission qui étudie les crédits d'un ministère faisant partie du budget principal doit faire rapport à l'Assemblée dans un délai de 45 jours après que l'étude lui en a été référée, et celle qui étudie les crédits d'un budget supplémentaire, sept jours après que l'étude lui en a été référée. Si pendant le délai de 45 jours, l'Assemblée est ajournée pendant plus de cinq jours consécutifs, les jours

Wednesday, March 21st 1973

Three o'clock P.M.

Mr. L'Allier tabled the following document:

Annual report of the Québec Official Publisher, for 1971.

(Sessional Papers, No. 4.)

Mr. Levesque moved:

That the notice appearing in the Appendix of today's Agenda Paper on page 24, be amended by replacing the words "in the Red Room" by the words "in Room 81-A".

The motion was adopted.

Mr. Levesque moved:

That in future, the second paragraph of Article 128 of the Standing Orders, of the National Assembly, shall read as follows:

The Committee entrusted with the examination of the estimates of any Department and which form part of the principal budget, shall report to the Assembly within a delay of 45 days following the examination referred to it, and within seven days in the case of the referral of a supplementary budget. In the event that the Assembly is adjourned for more than five consecutive days during the 45 day

pendant lesquels l'Assemblée est ajournée sont ajoutés à ce délai.

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur la considération du message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

Par M. Loubier:

Que le gouvernement actuel, en conséquence, ne mérite plus la confiance de la population du Québec;

Par M. Samson:

Que le gouvernement actuel est à blâmer pour avoir omis de prendre des mesures efficaces pour établir un régime de revenu garanti et d'avoir omis de réclamer des prêts sans intérêt de la Banque du Canada pour financer le secteur public.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Béland.

Sur la motion de M. Bienvenue, il est—
Résolu que, lorsque cette Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain quinze heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

delay, the days during which the Assembly was adjourned shall be added to such delay.

The motion was adopted.

The Assembly resumed the debate on the consideration of the inaugural message and the following motions of non-confidence:

By Mr. Loubier:

That the present government therefore no longer merits the confidence of the people of Québec;

By Mr. Samson:

That the present government should be censured for having omitted to take any efficient measures to establish a guaranteed income plan and for having failed to demand interest-free loans from the Bank of Canada to finance the public sector.

The debate was adjourned on motion of Mr. Béland.

On motion of Mr. Bienvenue,—
Resolved, That when this Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Jeudi 22 mars 1973

Quinze heures

Thursday, March 22nd 1973

Three o'clock P.M.

M. Levesque propose:

Qu'une commission parlementaire spéciale de onze membres soit instituée avec pouvoirs d'entendre des témoins, d'en assigner si besoin est, et de siéger pendant l'ajournement de l'Assemblée pour poursuivre l'examen du problème de la liberté de presse, des faits qui peuvent la mettre en danger, et d'examiner si les lois de la province en assurent la protection;

que MM. Bacon, Bourassa, Cloutier (Ahuntsic), Cloutier (Montmagny), Dumont, Hardy, L'Allier, Laurin, Leduc, Tremblay (Chicoutimi) et Veilleux forment ladite commission; que le quorum soit celui fixé pour les commissions élues permanentes et que M. Veilleux en soit le rapporteur.

La motion est adoptée.

Avant l'appel des affaires du jour, M. le président avise l'Assemblée qu'il a reçu un avis du député de Beauce, suivant l'article 78 du règlement, afin que soit tenu immédiatement un débat d'urgence pour discuter la situation qui prévaut dans l'industrie de la construction.

Mr. Levesque moved:

That a Special Parliamentary Committee of eleven members be appointed, with power to hear witnesses and to summon them if required, and to sit during the adjournment of the Assembly to continue the examination of the problem of the freedom of the press, the things which can endanger it, and to consider if the laws of the province ensure the protection thereof;

that Messrs. Bacon, Bourassa, Cloutier (Ahuntsic), Cloutier (Montmagny), Dumont, Hardy, L'Allier, Laurin, Leduc, Tremblay (Chicoutimi) and Veilleux do compose the said committee; that the quorum be that fixed for the Select Standing Committees and that Mr. Veilleux be the reporter thereof.

The motion was adopted.

Before Business of the Day was called, Mr. President advised the Assembly that he had received a notice from the Member for Beauce, in accordance with Article 78 of the Standing Orders, for the immediate holding of an emergency debate to discuss the situation prevailing in the construction industry.

Après avoir pris connaissance de l'avis, M. le président refuse cette demande étant donné la possibilité que cette affaire puisse être discutée à l'Assemblée dans un délai raisonnable.

Le travail prévu aujourd'hui à l'Assemblée est le débat sur le message inaugural et à cette occasion tous les sujets peuvent y être abordés y compris celui mentionné dans l'avis du député de Beauce.

M. Garneau transmet à M. le président et M. le président lit à l'Assemblée le message suivant de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

L'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

HUGUES LAPOINTE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 22 mars 1973.
(*Document de la session no 1.*)

M. Levesque propose:

Que l'étude des crédits de chacun des ministères soit référée aux commissions élues appropriées, à l'exception de l'étude des crédits de l'Assemblée nationale qui est référée à la commission plénière et tout autre étude de crédits que le leader parlementaire du gouvernement jugera à propos de référer à la commission plénière.

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur la considération du message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

After having considered the notice, Mr. President refused the request because of the possibility that such matter could be debated in the Assembly within a reasonable time.

The work before the Assembly today was the debate on the inaugural message, and any subject could be broached during this debate, including the one mentioned in the notice by the Member for Beauce.

Mr. Garneau presented to Mr. President the following message from the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, which Mr. President read to the Assembly:

The Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec forwards to the National Assembly the Estimates of Expenditure for the fiscal year ending March 31st 1974, in pursuance of the provisions of the 54th Section of the British North America Act, 1867, and recommends these Estimates to the consideration of the Assembly.

HUGUES LAPOINTE.

Government House,
Québec, March 22nd 1973.
(*Sessional Papers, No. 1.*)

Mr. Levesque moved:

That all the estimates of the various departments be referred to the appropriate Select Committees for examination with the exception of the examination of the estimates of the National Assembly, which is referred to the Committee of the Whole and any other examination of estimates which the Government Parliamentary Leader shall deem it expedient to refer to the Committee of the Whole.

The motion was adopted.

The Assembly resumed the debate on the consideration of the inaugural message and the following motions of non-confidence:

Par M. Loubier:

Que le gouvernement actuel, en conséquence, ne mérite plus la confiance de la population du Québec;

Par M. Samson:

Que le gouvernement actuel est à blâmer pour avoir omis de prendre des mesures efficaces pour établir un régime de revenu garanti et d'avoir omis de réclamer des prêts sans intérêt de la Banque du Canada pour financer le secteur public.

À dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes.

M. le président reprend le fauteuil.

Le débat est suspendu.

M. le président communique à l'Assemblée une entente entre les leaders parlementaires des partis reconnus, savoir:

Jeudi prochain, le 29 mars à vingt heures, le débat sur le message inaugural sera suspendu pour que soient présentés le discours du budget du Ministre des finances et un commentaire d'environ dix minutes par chacun des critiques financiers des partis d'Opposition.

Le mardi suivant, le 3 avril, auront lieu les discours des critiques financiers des partis d'Opposition.

Cette entente devient un ordre de l'Assemblée.

L'Assemblée reprend le débat sur la considération du message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

Par M. Loubier:

Que le gouvernement actuel, en conséquence, ne mérite plus la confiance de la population du Québec;

By Mr. Loubier:

That the present government therefore no longer merits the confidence of the people of Québec;

By Mr. Samson:

That the present government should be censured for having omitted to take any efficient measures to establish a guaranteed income plan and for having failed to demand interest-free loans from the Bank of Canada to finance the public sector.

At six o'clock, Mr. President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr. President took the Chair.

The debate was suspended.

Mr. President advised the Assembly of an agreement between the Parliamentary Leaders of the recognized parties, to wit:

Next Thursday, March 29th at eight o'clock P.M., the debate on the inaugural message will be suspended in order to allow the Minister of Finance to give his budget speech, followed by a commentary of about ten minutes by each one of the financial critics of the Opposition Parties.

The speeches by the financial critics of the Opposition Parties will be given on the following Tuesday, April 3rd.

This agreement becomes an Order of the Assembly.

The Assembly resumed the debate on the consideration of the inaugural message and the following motions of non-confidence:

By Mr. Loubier:

That the present government therefore no longer merits the confidence of the people of Québec;

Par M. Samson:

Que le gouvernement actuel est à blâmer pour avoir omis de prendre des mesures efficaces pour établir un régime de revenu garanti et d'avoir omis de réclamer des prêts sans intérêt de la Banque du Canada pour financer le secteur public.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Audet.

Conformément à l'article 174 du règlement, les avis de questions suivants ont été remis au président par M. Burns, pour le débat de fin de séance:

Le premier débat sur une question au ministre des transports pour savoir s'il entend convoquer la commission parlementaire des Transports pour réévaluer tout le système des points de démérite et y apporter les modifications nécessaires, auquel a répondu M. Levesque.

Le deuxième débat sur la question de M. Burns au Premier ministre pour savoir s'il accepterait de déposer devant la Chambre la liste des souscripteurs à la caisse électorale libérale ou à la caisse de son congrès à la chefferie, auquel a répondu M. Levesque.

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain dix heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

By Mr. Samson:

That the present government should be censured for having omitted to take any efficient measures to establish a guaranteed income plan and for having failed to demand interest-free loans from the Bank of Canada to finance the public sector.

The debate was adjourned on motion of Mr. Audet.

In accordance with Article 174 of the Standing Orders, the following questions were submitted to the President by Mr. Burns for the end of sitting debate.

The first debate on a question to the Minister of Transport to ask if he intended to convene the Standing Committee on Transport to reassess the whole demerit point system and give it the necessary changes, was answered by Mr. Levesque.

The second debate on a question to the Prime Minister to ask if he would agree to table in the House the list of subscribers to the Liberal Election Fund or to the Leadership Fund, was answered by Mr. Levesque.

On motion of Mr. Levesque,—

Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Vendredi 23 mars 1973

Dix heures

Friday, March 23rd 1973

Ten o'clock A.M.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de l'Assemblée:

The following documents were tabled:

Par M. Tetley:

Copies de deux lettres, signées par M. William Tetley, ministre des Institutions financières, Compagnies et Coopératives du Québec, la première, en date du 14 juin 1972, adressée à M. Herb Gray, ministre du Revenu du Canada, au sujet du projet de loi visant à réglementer l'acquisition par des étrangers d'entreprises commerciales canadiennes, et la deuxième, en date du 15 mars 1973, adressée à M. Alastair Gillespie, ministre de l'Industrie et du Commerce du Canada, au sujet du projet de loi C-132, « Loi sur l'examen de l'investissement étranger ».

(Document de la session no 5.)

By Mr. Tetley:

Copies of two letters signed by Mr. William Tetley, Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of Québec, the first, dated June 14th 1972, written to Mr. Herb Gray, Minister of Revenue of Canada, concerning the bill to control the acquisition of Canadian business firms by foreigners, and the second, dated March 15th 1973, written to Mr. Alastair Gillespie, Minister of Industry and Commerce of Canada, concerning bill C-132, "An Act respecting, the consideration of foreign investment".

(Sessional Papers, No. 5.)

Par M. Choquette:

Rapport intitulé: « La Justice au-delà du 50e parallèle ».

(Document de la session no 6.)

By Mr. Choquette:

Report entitled: "The Administration of Justice Beyond the 50th Parallel".

(Sessional Papers, No. 6.)

Par M. le président:

Rapport annuel du Directeur de la Bibliothèque de la Législature, pour la période du 15 février 1972 au 28 février 1973.

(*Document de la session no 7.*)

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

Par M. Loubier:

Que le gouvernement actuel, en conséquence, ne mérite plus la confiance de la population du Québec;

Par M. Samson:

Que le gouvernement actuel est à blâmer pour avoir omis de prendre des mesures efficaces pour établir un régime de revenu garanti et d'avoir omis de réclamer des prêts sans intérêt de la Banque du Canada pour financer le secteur public.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Tetley.

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu que, lorsque cette Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain quinze heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

By Mr. President:

Annual report by the Director of the Library of the Legislature, for the period from February 15th 1972 to February 28th 1973.

(*Sessional Papers, No. 7.*)

The Assembly resumed the debate on the inaugural message and the following motions of non-confidence:

By Mr. Loubier:

That the present government therefore no longer merits the confidence of the people of Québec;

By Mr. Samson:

That the present government should be censured for having omitted to take any efficient measures to establish a guaranteed income plan and for having failed to demand interest-free loans from the Bank of Canada to finance the public sector.

The debate was adjourned on motion of Mr. Tetley.

On motion of Mr. Levesque,—
Resolved, That when this Assembly adjourns today, it do stand adjourned until Tuesday next, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCES-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Mardi 27 mars 1973

Quinze heures

Tuesday, March 27th 1973

Three o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de l'Assemblée:

The following documents were tabled:

Par M. Levesque:

Copies des arrêtés en conseil 66-73, en date du 17 janvier 1973 et 435-73, en date du 14 février 1973, concernant le tarif des rémunérations et dépenses en vertu de la Loi électorale de Québec, conformément à l'article 423 de la Loi électorale (Statuts refondus, 1964, chapitre 7 et ses amendements).

(Document de la session no 8.)

By Mr. Levesque:

Copies of Orders in Council 66-73, dated January 17th 1973 and 435-73, dated February 14th 1973, concerning the tariff of election fees and expenses under the Québec Election Act, in accordance with Section 423 of the Election Act (Revised Statutes, 1964, chapter 7 and its amendments).

(Sessional Papers, No. 8.)

Par M. Toupin:

Rapport annuel du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, pour 1971/72.

(Document de la session no 9.)

By Mr. Toupin:

Annual report of the Department of Agriculture and Colonization, for 1971/72.

(Sessional Papers, No. 9.)

Déclaration relative à l'article 17 (S.R.Q., 1964, chapitre 104), ordonnant le dépôt du rapport contenant un compte rendu de toutes les sommes payées en vertu de la Loi des sociétés de colonisation.

(Document de la session no 10.)

Statement respecting section 17 (R.S.Q., 1964, chapter 104), ordering the tabling of the report containing a statement of all the sums paid under the Colonization Societies Act.

(Sessional Papers, No. 10.)

Déclaration relative à l'article 18 (S.R.Q., 1964, chapitre 104), ordonnant

Statement respecting section 18 (R.S.Q., 1964, chapter 104), ordering the tabling

le dépôt des copies de tous les arrêtés en conseil réservant des cantons ou parties de cantons en faveur des sociétés de colonisation.

(Document de la session no 11.)

Déclaration relative à l'article 3 (Lois du Québec 1946, chapitre 31), ordonnant le dépôt des copies de tous les arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi pour augmenter le domaine cultivable de la province.

(Document de la session no 12.)

Rapport annuel de la Régie de l'assurance-récolte du Québec, pour 1971/72.

(Document de la session no 13.)

Conformément à l'article 132 du règlement, M. Garneau donne avis qu'à la prochaine séance, l'Assemblée se transformera en commission plénière pour voter en bloc un sixième des différents articles du budget.

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

Par M. Loubier:

Que le gouvernement actuel, en conséquence, ne mérite plus la confiance de la population du Québec;

Par M. Samson:

Que le gouvernement actuel est à blâmer pour avoir omis de prendre des mesures efficaces pour établir un régime de revenu garanti et d'avoir omis de réclamer des prêts sans intérêt de la Banque du Canada pour financer le secteur public.

À dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes.

M. le président reprend le fauteuil.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Leduc.

of copies of all the Orders in Council by which any townships or portions of townships are set apart for colonization societies.

(Sessional Papers, No. 11.)

Statement respecting section 3 (Statutes of Québec 1946, chapter 31), ordering the tabling of copies of all the Orders in Council passed under the Act to enlarge the arable domain of the province.

(Sessional Papers, No. 12.)

Annual report of the Québec Crop Insurance Board, for 1971/72.

(Sessional Papers, No. 13.)

In accordance with Article 132 of the Standing Orders, Mr. Garneau gave notice that at its next sitting, the Assembly will resolve itself into Committee of the Whole to vote one sixth of various items of the budget in a lump sum.

The Assembly resumed the debate on the inaugural message and the following motions of non-confidence:

By Mr. Loubier:

That the present government therefore no longer merits the confidence of the people of Québec;

By Mr. Samson:

That the present government should be censured for having omitted to take any efficient measures to establish a guaranteed income plan and for having failed to demand interest-free loans from the Bank of Canada to finance the public sector.

At six o'clock, Mr. President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr. President took the Chair.

The debate was adjourned on motion of Mr. Leduc.

Conformément à l'article 174 du règlement, un avis de question a été remis au président pour le débat de fin de séance.

M. Burns a soulevé un débat sur la question suivante: à savoir si le Premier ministre peut préciser en quoi la déclaration de M. William O'Bront qu'il avait souscrit aux fonds électoraux du Premier ministre, est inexacte, auquel débat a répondu M. Bourassa.

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain quinze heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

In accordance with Article 174 of the Standing Orders, a notice of question was submitted to the President for the end of sitting debate.

Mr. Burns raised a debate on the following question: could the Prime Minister state precisely in what way the statement by Mr. William O'Bront that he might have subscribed to the electoral funds of the Prime Minister, was inaccurate, which debate was answered by the Prime Minister.

On motion of Mr. Levesque,—

Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Mercredi 28 mars 1973

Quinze heures

Wednesday, March 28th 1973

Three o'clock P.M.

M. Levesque dépose sur le bureau de l'Assemblée le document suivant:

Rapport préparé à l'intention de l'Office de planification et de développement du Québec par la compagnie Manalytics Inc. de San Francisco, concernant le trafic de fret aérien et les besoins en installations au nouvel aéroport International de Montréal.

(Document de la session no 14.)

M. le président s'exprime comme suit:

Conformément à l'article 85 de la Loi de la contestation des élections provinciales, je communique à l'Assemblée deux jugements de la Cour provinciale du district de Montréal:

Le premier, portant le numéro 3682, en date du 15 février 1973, aux termes duquel le pétitionnaire, M. André Bouchard, a été débouté de sa demande en contestation de l'élection de M. François Cloutier, député du district électoral de Ahuntsic.

(Document de la session no 15.)

Le deuxième, portant le numéro 3681, en date du 20 février 1973, aux termes duquel le pétitionnaire, M. Pierre Bour-

Mr. Levesque tabled the following document:

Report prepared for the Québec Planning and Development Bureau by the Manalytics Company Inc. of San Francisco, respecting cargo flows and facility requirements at the New Montreal International Airport.

(Sessional Papers, No. 14.)

Mr. President spoke as follows:

In accordance with section 85 of the Provincial Controverted Elections Act, I am communicating to the Assembly two judgments by the Provincial Court of the District of Montreal:

The first, bearing number 3682, dated February 15th 1973, under the terms of which the petition of Mr. André Bouchard is dismissed respecting his petition to contest the election of Mr. François Cloutier, Member for the electoral district of Ahuntsic.

(Sessional Papers, No. 15.)

The second, bearing number 3681, dated February 20th 1973, under the terms of which the petition of Mr. Pierre Bour-

gault, a été débouté de sa demande en contestation de l'élection de M. Robert Bourassa, député du district électoral de Mercier.

(Document de la session no 16.)

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Croisetière:

1. Un contrat a-t-il été accordé à la compagnie « Les Maisons Mobiles Norbec Limitée » de Saint-Joseph de Beauce, par la Société de développement de la Baie James, pour la construction ou l'achat de maisons mobiles ?

2. Dans l'affirmative:

a) combien d'unités;

b) à quel prix;

c) quelle est la date de livraison;

d) quels sont les administrateurs de cette compagnie et quelle est leur expérience dans ce domaine;

e) quels sont les nom et adresse des administrateurs de la compagnie;

f) où seront fabriquées les maisons;

g) à quelle date les appels d'offres ont-ils été publiés dans les journaux;

h) quels sont les nom et adresse des soumissionnaires ?

Réponse par M. Bourassa:

1. Aucun contrat n'a été accordé à la compagnie « Les Maisons Mobiles Norbec Limitée » de Saint-Joseph de Beauce par la Société de développement de la Baie James.

Question par M. Brochu:

1. À qui a été accordée la soumission des portes et châssis pour la construction des loyers à prix modiques de Victoriaville ?

2. Quel est le montant de cette soumission ?

Réponse par M. Goldbloom:

1. Le contrat pour la construction de logements municipaux a été accordé par la ville de Victoriaville à Aimé Beaudet Ltée

gault is dismissed respecting his petition to contest the election of Mr. Robert Bourassa, Member for the electoral district of Mercier.

(Sessional Papers, No. 16.)

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr. Croisetière:

1. Was any contract granted to the firm of "Les Maisons Mobiles Norbec Limitée" of Saint-Joseph de Beauce, by the James Bay Development Corporation, for the construction or purchase of house trailers ?

2. If so:

(a) how many units;

(b) at what price;

(c) what is the delivery date;

(d) who are the administrators of this company, and what is their experience in this field;

(e) what are the names and addresses of the administrators of the company;

(f) where will the house trailers be built;

(g) on what date were the calls for tenders published in the newspapers;

(h) what are the names and addresses of the bidders ?

Answer by Mr. Bourassa:

1. The firm of "Les Maisons Mobiles Norbec Limitée", of Saint-Joseph de Beauce, was not granted any contract by the James Bay Development Corporation.

Question by Mr. Brochu:

1. To whom was the contract awarded for the sashes and doors for the construction of low rental housing at Victoriaville ?

2. What was the amount of the tender ?

Answer by Mr. Goldbloom:

1. The contract for the construction of municipal housing was granted by the town of Victoriaville to Aimé Beaudet

de Warwick. Ce dernier a la responsabilité d'allouer les sous-contrats.

Toutefois, concernant le sous-contrat des portes et châssis, ce dernier est conditionné par les spécifications de l'architecte qui demande des fenêtres du type millenium construites par Dashwood. L'architecte et le propriétaire ne consent à aucun changement sur cet item.

Sur la motion de M. Lavoie (Wolfe):

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de l'Assemblée:

Copie de toute correspondance, mémoire, rapport ou autres documents échangés entre le gouvernement, aucun de ses membres ou fonctionnaires ou toute autre personne et M. Georges Massicotte, agronome, au sujet des travaux d'amélioration de ferme (travaux mécanisés) exécutés ou à être exécutés et subventionnés par le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation dans le comté de Lotbinière, depuis le 12 mai 1970 jusqu'à ce jour.

M. Toupin dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 17.)

Sur la motion de M. Lavoie (Wolfe):

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de l'Assemblée:

Copie du contrat ou de l'entente intervenue entre l'Office des autoroutes et la Compagnie Texaco relativement à l'aménagement et l'administration d'une aire de service sur l'autoroute des Laurentides.

M. Pinard dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 18.)

Sur la motion de M. Lavoie (Wolfe):

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de l'Assemblée:

Copie de l'arrêté en conseil 3277-72 du 31 octobre 1972 relativement au tarif des droits de coupe.

Ltée., of Warwick. This firm has the responsibility of granting the sub-contracts.

However, as regards the sub-contract for the doors and windows, the contract is governed by the architect's specifications which require millenium type windows constructed by Dashwood. The architect and the proprietor refuse to accept any change in the case of this item.

On motion of Mr. Lavoie (Wolfe):

Ordered, that there be laid before the Assembly:

A copy of all correspondence, briefs, reports or other papers exchanged by the government or any of its members, employees or any other person, and Mr. Georges Massicotte, Agronomist, concerning any farm improvement (mechanized work) carried out or to be carried out and subsidized by the Department of Agriculture and Colonization in Lotbinière county, from May 12th 1970 to date.

Mr. Toupin tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 17.)

On motion of Mr. Lavoie (Wolfe):

Ordered, that there be laid before the Assembly:

A copy of the contract or agreement made between the Québec Autoroutes Authority and Texaco Canada Limited concerning the construction and operation of a service area on the Laurentian Autoroute.

Mr. Pinard tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 18.)

On motion of Mr. Lavoie (Wolfe):

Ordered, that there be laid before the Assembly:

A copy of Order in Council 3277-72 dated October 31st 1972 respecting stumpage dues rates.

M. Drummond dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 19.)

L'ordre du jour appelle la formation de l'Assemblée en commission plénière pour l'étude des crédits. M. Garneau déclare qu'il proposera à la commission de voter des crédits provisoires.

Sur la motion de M. Garneau, M. le président quitte le fauteuil et l'Assemblée se forme en commission plénière pour voter en bloc un sixième des différents articles du budget 1973/74.

M. le président de la commission plénière fait le rapport suivant:

M. le président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière pour l'étude des crédits a adopté un sixième des différents articles du budget 1973/74.

Le rapport est adopté après division des voix.

M. Garneau propose:

Qu'un projet de loi basé sur ledit rapport: Projet de loi 1, « Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974, et pour d'autres fins du service public », soit maintenant lu la première, la deuxième et la troisième fois.

La motion est adoptée les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Bacon, Berthiaume, Boivin, Bossé, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Cloutier (Montmagny), Cournoyer, Croisière, Demers, Dionne, Faucher, Fraser, Gagnon, Garneau, Gauthier, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Jonquière), Houde (Limoulu), Kennedy, Lamontagne, Larivière, Lavoie (Wolfe), Lessard, Levesque, Marchand, Massé, Ostiguy, Paul, Pearson, Perreault, Picard, Quenneville, Saint-Pierre, Simard (Richelieu), Simard (Témiscouata), Tessier, Théberge, Toupin, Tremblay (Bourassa), Veilleux, Vincent — 46.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Béland, Brochu, Drolet, Guay, Latulippe, Roy (Beauce), Samson.—7.

Mr. Drummond tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 19.)

The Order of the Day being read for the Assembly to resolve itself into Committee of the Whole for the examination of the estimates. Mr. Garneau declared that he will propose the adoption of grants on account.

On motion of Mr. Garneau, Mr. President left the Chair and the Assembly resolved itself into Committee of the Whole to vote one-sixth of various items of the budget 1973/74 in a lump sum.

Mr. Chairman of the Committee of the Whole made the following report:

Mr. President,

I have the honour to report that the Committee of the Whole for the examination of the estimates has adopted one-sixth of various items of the 1973/74 budget.

The report was adopted on division.

Mr. Garneau moved:

That a bill based on the said report, namely: Bill 1, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1974, and for other purposes connected with the public service", be now read the first, the second and the third time.

The motion was adopted on the following division:

En conséquence, ledit projet de loi 1 est lu la première, la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de M. Levesque, il est---

Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain quinze heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

The said bill 1 was accordingly read the first, the second and the third time.

On motion of Mr. Levesque,—

Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Jeudi 29 mars 1973

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de l'Assemblée:

Par M. Choquette:

Rapport annuel des activités de la Commission de Police du Québec pour 1972.
(*Document de la session no 20.*)

Par M. Cournoyer:

Résumé de l'audition des Associations représentatives et de celles désireuses de le devenir, dans l'industrie de la construction, audition tenue à Montréal le 27 mars 1973.
(*Document de la session no 21.*)

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

Par M. Loubier:

Que le gouvernement actuel, en conséquence, ne mérite plus la confiance de la population du Québec;

Par M. Samson:

Que le gouvernement actuel est à blâmer pour avoir omis de prendre des mesures efficaces pour établir un régime de

Thursday, March 29th 1973

Three o'clock P.M.

The following documents were tabled:

By Mr. Choquette:

Annual report of the activities of the Québec Police Commission for 1972.
(*Sessional Papers, No. 20.*)

By Mr. Cournoyer:

Summary of the hearing of the representative Associations and of those wishing to become so, in the construction industry, which hearing was held in Montreal on March 27th 1973.
(*Sessional Papers, No. 21.*)

The Assembly resumed the debate on the inaugural message and the following motions of non-confidence:

By Mr. Loubier:

That the present government therefore no longer merits the confidence of the people of Québec;

By Mr. Samson:

That the present government should be censured for having omitted to take any efficient measures to establish a guaranteed

revenu garanti et d'avoir omis de réclamer des prêts sans intérêt de la Banque du Canada pour financer le secteur public.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Roy (Beauce):

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Levesque propose:

Que conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 6 de notre règlement, les projets de loi suivants soient inscrits au feuillet de l'Assemblée nationale au stade où ils se trouvaient au moment de la prorogation de la 3e session de la 29e législature, savoir:

Les projets de loi 69, « Loi modifiant la Loi de l'accréditation des Libraires »; 63, « Loi du Conseil du statut de la femme »; 85, « Loi modifiant de nouveau la Loi des tribunaux judiciaires »; 277, « Loi concernant le commerce du pain »; 275, « Loi modifiant la Loi de la Législature », soient lus la première fois et inscrits à l'étape de la deuxième lecture.

Le projet de loi 65, « Loi de la protection de la jeunesse », soit lu la première fois et référé à la Commission conjointe comprenant la Commission de la justice et la Commission des affaires sociales.

Les projets de loi 80, « Loi des huissiers »; 78, « Loi concernant le louage des choses »; 79, « Loi du tribunal des loyers », soient lus la première fois et référés à la Commission de la justice.

Le projet de loi 88, « Loi de l'expropriation », soit lu la première fois et référé à la Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement.

Le projet de loi 89, « Loi assurant le bien-être de la population en cas de conflit de travail », soit lu la première fois et référé à la Commission du travail et de la main-d'œuvre et de l'immigration.

Les projets de loi 250, « Code des professions » (*Réimpression*); 251, « Loi modifiant la Loi du Barreau » (*Réimpression*); 252, « Loi médicale » (*Réimpression*); 253, « Loi modifiant la Loi du notariat » (*Réimpression*); 254, « Loi des dentistes » (*Réimpression*);

income plan and for having failed to demand interest-free loans from the Bank of Canada to finance the public sector.

The debate was adjourned on motion of Mr. Roy (Beauce).

With the unanimous consent of the Assembly, Mr. Levesque moved:

That in accordance with paragraph 2 of Article 6 of our Standing Orders, the following bills be put down upon the Agenda Paper of the National Assembly at the stage at which they were at the time of the prorogation of the third session of the Twenty-Ninth Legislature, to wit:

Bills 69, "An Act to amend the Book-sellers Accreditation Act"; 63, "Council on the Status of Women Act"; 85, "An Act to again amend the Courts of Justice Act"; 277, "An Act respecting the bread trade"; 275, "An Act to amend the Legislature Act", be read the first time and put down in second reading.

Bill 65, "Youth Protection Act", be read the first time and referred to the joint Committee composed of the Committee on Justice and the Committee on Social Affairs.

Bills 80, "Bailiffs Act"; 78, "An Act respecting the lease and hire of things"; 79, "Rental Tribunal Act", be read the first time and referred to the Committee on Justice.

Bill 88, "Expropriation Act", be read the first time and referred to the Committee on Transport, Public Works and Supply.

Bill 89, "An Act to ensure public well-being in case of labour conflict", be read the first time and referred to the Committee on Labour, Manpower and Immigration.

Bills 250, "Professional Code" (*Reprint*); 251, "An Act to amend the Bar Act" (*Reprint*); 252, "Medical Act" (*Reprint*); 253, "An Act to amend the Notarial Act" (*Reprint*); 254, "Dental Act" (*Reprint*); 255, "Pharmacy Act" (*Reprint*);

pression); 255, « Loi sur la pharmacie » (*Réimpression*); 256, « Loi sur l'optométrie » (*Réimpression*); 257, « Loi modifiant la Loi des médecins vétérinaires » (*Réimpression*); 258, « Loi des agronomes » (*Réimpression*); 259, « Loi des architectes » (*Réimpression*); 260, « Loi modifiant la Loi des ingénieurs » (*Réimpression*); 261, « Loi des arpenteurs-géomètres » (*Réimpression*); 262, « Loi modifiant la Loi des ingénieurs forestiers » (*Réimpression*); 263, « Loi modifiant la Loi des chimistes professionnels » (*Réimpression*); 264, « Loi des comptables agréés » (*Réimpression*); 265, « Loi des techniciens en radiologie » (*Réimpression*); 266, « Loi sur la denturologie » (*Réimpression*); 268, « Loi des opticiens d'ordonnances » (*Réimpression*); 269, « Loi sur la chiropraxie » (*Réimpression*); 270, « Loi des acousticiens en prothèses auditives » (*Réimpression*); 271, « Loi sur la podiatrie » (*Réimpression*); 273, « Loi des infirmières et infirmiers » (*Réimpression*), soient lus la première et la deuxième fois et référés à la Commission des corporations professionnelles.

La motion est adoptée.

À dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

Vingt heures dix minutes.

M. le président reprend le fauteuil.

M. Garneau propose:

Que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Et le débat qui s'élève sur cette motion est ajourné sur la motion de M. Cloutier (Montmagny).

M. Garneau propose:

Que les annexes au discours du budget soient publiées en annexe au journal des Débats.

La motion est adoptée.

256, "Optometry Act" (*Reprint*); 257, "An Act to amend the Veterinary Surgeons Act" (*Reprint*); 258, "Agrologists Act" (*Reprint*); 259, "Architects Act" (*Reprint*); 260, "An Act to amend the Engineers Act" (*Reprint*); 261, "Land Surveyors Act" (*Reprint*); 262, "An Act to amend the Forest Engineers Act" (*Reprint*); 263, "An Act to amend the Professional Chemists Act" (*Reprint*); 264, "Chartered Accountants Act" (*Reprint*); 265, "Radiology Technicians Act" (*Reprint*); 266, "Denturologists Act" (*Reprint*); 268, "Dispensing Opticians Act" (*Reprint*); 269, "Chiropractic Act" (*Reprint*); 270, "Hearing-aid Acousticians Act" (*Reprint*); 271, "Podiatry Act" (*Reprint*); 273, "Nurses Act" (*Reprint*), be read the first and second time and referred to the Committee on Professional Corporations.

The motion was adopted.

At six o'clock, Mr. President left the Chair.

Eight-ten o'clock P.M.

Mr. President took the Chair.

Mr. Garneau moved:

That the Assembly do approve the budgetary policy of the government.

And the debate arising on this motion was adjourned on motion of Mr. Cloutier (Montmagny).

Mr. Garneau moved:

That the appendices to the budget speech be published as an appendix to the Journal of debates.

The motion was adopted.

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu que, lorsque cette Assemblée
s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée
à demain dix heures.

On motion of Mr. Levesque,—
Resolved, That when this Assembly ad-
journs today, it do stand adjourned until
tomorrow, at ten o'clock A.M.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

And then the Assembly adjourned.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Vendredi 30 mars 1973

Dix heures

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de l'Assemblée:

Par M. Harvey (Jonquière):

Déclaration relative à l'état détaillé annuel des remises faites par le lieutenant-gouverneur en conseil, de taxes, droits et péages payables à la couronne ou des confiscations ou pénalités imposées pour contravention aux lois relatives au revenu ou à l'administration de quelque ouvrage public produisant un péage ou un revenu, préparée conformément aux dispositions des articles 57 et 58 de la Loi du ministère du Revenu (S.R.Q. 1964, chapitre 66) et de l'article 94 du chapitre 22 des Lois de 1972.

(Document de la session no 22.)

Par M. Drummond:

Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 5 de la Loi des terres et forêts (S.R.Q. 1964, chapitre 92), dépôt décrété par l'article 6 de ladite Loi.

(Document de la session no 23.)

Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu du paragraphe 3 de l'article 108

Friday, March 30th 1973

Ten o'clock A.M.

The following documents were tabled:

By Mr. Harvey (Jonquière):

Statement concerning the annual detailed statement of remissions made by the Lieutenant-Governor in Council, of any tax, duty or toll payable to the Crown, or for any forfeiture or pecuniary penalty imposed for any breach of the law relating to the revenue or to the management of any public works producing toll or revenue, prepared in accordance with sections 57 and 58 of the Revenue Department Act (R.S.Q. 1964, chapter 66) and of section 94 of chapter 22 of the Statutes of 1972.

(Sessional Papers, No. 22.)

By Mr. Drummond:

Copie of an Order in Council adopted under section 5 of the Lands and Forests Act (R.S.Q. 1964, chapter 92), as required under section 6 of the said Act.

(Sessional Papers, No. 23.)

Copies of the Orders in Council adopted under subsection 3 of section 108 of the

de la Loi des terres et forêts (S.R.Q. 1964, chapitre 92), dépôt décrété par le paragraphe 4 du même article.

(*Document de la session no 24.*)

Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu de l'article 4 de la Loi des terres et forêts (S.R.Q. 1964, chapitre 92), dépôt décrété par l'article 6 de ladite Loi.

(*Document de la session no 25.*)

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

Par M. Loubier:

Que le gouvernement actuel, en conséquence, ne mérite plus la confiance de la population du Québec;

Par M. Samson:

Que le gouvernement actuel est à blâmer pour avoir omis de prendre des mesures efficaces pour établir un régime de revenu garanti et d'avoir omis de réclamer des prêts sans intérêt de la Banque du Canada pour financer le secteur public.

Le débat est terminé.

La motion de censure par M. Loubier:

Que le gouvernement actuel, en conséquence, ne mérite plus la confiance de la population du Québec, est rejetée les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Audet, Béland, Burns, Cloutier (Montmagny), Demers, Gauthier, Guay, Joron, Latulippe, Laurin, Lessard, Paul, Roy (Beauce), Roy (Lévis), Samson, Tétrault, Tremblay (Chicoutimi), Vincent.—18.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Arsenault, Berthiaume, Bienvenue, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Castonguay, Choquette, Dionne, Drummond, Faucher, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Gratton, Harvey (Chauveau), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoulu), Kennedy, Lacroix, Lamontagne, Leduc, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Ostiguy, Pelletier, Perreault, Phaneuf, Pilote, Pinard, Saindon, Simard (Richelieu), Tetley, Toupin, Veilleux.—40.

Lands and Forests Act (R.S.Q. 1964, chapter 92), as required under subsection 4 of the same section.

(*Sessional Papers, No. 24.*)

Copies of the Orders in Council adopted under section 4 of the Lands and Forests Act (R.S.Q. 1964, chapter 92), as required under section 6 of the said Act.

(*Sessional Papers, No. 25.*)

The Assembly resumed the debate on the inaugural message and the following motions of non-confidence:

By Mr. Loubier:

That the present government therefore no longer merits the confidence of the people of Québec;

By Mr. Samson:

That the present government should be censured for having omitted to take any efficient measures to establish a guaranteed income plan and for having failed to demand interest-free loans from the Bank of Canada to finance the public sector.

The debate was concluded.

The motion of non-confidence by Mr. Loubier:

That the present government therefore no longer merits the confidence of the people of Québec, was rejected on the following division:

La motion de censure par M. Samson:

Que le gouvernement actuel est à blâmer pour avoir omis de prendre des mesures efficaces pour établir un régime de revenu garanti et d'avoir omis de réclamer des prêts sans intérêt de la Banque du Canada pour financer le secteur public, est rejetée les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Audet, Béland, Brochu, Guay, Latulippe, Roy (Beauce), Roy (Lévis), Samson, Tétrault.—9.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Arsenault, Berthiaume, Bienvenue, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Castonguay, Choquette, Cloutier (Montmagny), Dionne, Drummond, Faucher, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Gratton, Harvey (Chauveau), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lacroix, Lamontagne, Leduc, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Ostiguy, Paul, Pelletier, Perreault, Phaneuf, Pilote, Pinard, Saindon, Simard (Richelieu), Tetley, Toupin, Veilleux, Vincent.—43.

Avec l'abstention de MM. Burns, Demers, Gauthier, Joron, Laurin, Lessard et Tremblay (Chicoutimi).

Aujourd'hui, vendredi, 30 mars 1973, à onze heures trente-cinq minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Lamontagne, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Garneau, le représentant du premier ministre, de M. Cloutier (Montmagny), le représentant du chef de l'Opposition officielle, de M. Roy (Beauce), le représentant du chef parlementaire du Ralliement créditiste, de M. Burns, le représentant du chef parlementaire du Parti Québécois, et du secrétaire de la chancellerie, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de sanctionner la loi suivante:

1 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974, et pour d'autres fins du service public.

The motion of non-confidence by Mr. Samson:

That the present government should be censured for having omitted to take any efficient measures to establish a guaranteed income plan and for having failed to demand interest-free loans from the Bank of Canada to finance the public sector, was rejected on the following division:

With Messrs. Burns, Demers, Gauthier, Joron, Laurin, Lessard and Tremblay (Chicoutimi) abstaining.

Today, Friday, March 30th 1973, at eleven-thirty-five o'clock A.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of Mr. Lamontagne, the Vice-president of the National Assembly, of Mr. Garneau, the Delegate of the Prime Minister, of Mr. Cloutier (Montmagny), the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr. Roy (Beauce), the Delegate of the Parliamentary Leader of the Social Credit Rally, of Mr. Burns, the Delegate of the Parliamentary Leader of the Parti Québécois, and of the Clerk of the Crown in Chancery, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province was pleased to sanction the following bill:

1 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1974, and for other purposes connected with the public service.

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajour-
nera aujourd'hui, elle soit ajournée à
mardi prochain quinze heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

On motion of Mr. Levesque,—
Resolved, That when the Assembly ad-
journs today, it do stand adjourned until
Tuesday, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Mardi 3 avril 1973

Quinze heures

Tuesday, April 3rd 1973

Three o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de l'Assemblée:

The following documents were tabled:

Par M. Toupin:

Rapport annuel de la Régie des marchés agricoles du Québec pour 1971/72.

(Document de la session no 26.)

By Mr. Toupin:

Annual report of the Québec Agricultural Marketing Board for 1971/72.

(Sessional Papers, No. 26.)

Par M. Castonguay:

Rapport de la Régie de l'Assurance-maladie du Québec, concernant l'estimation révisée du coût annuel du programme de médicaments, exercice 1972-1973 et prévision du coût du programme en 1973-1974.

(Document de la session no 27.)

By Mr. Castonguay:

Report of the Québec Health Insurance Board, concerning the revised estimate of the annual cost of the medicine programme for the 1972-1973 fiscal year and the estimated cost of the programme for 1973-1974.

(Sessional Papers, No. 27.)

M. Levesque propose:

Que le paragraphe 3 de l'article 127 du règlement soit amendé en remplaçant dans la cinquième ligne le mot « vingt » par le mot « trente ».

La motion est adoptée.

Mr. Levesque moved:

That paragraph 3 of Article 127 of the Standing Orders be amended by replacing the word "twenty" in the fifth line thereof by the word "thirty".

The motion was adopted.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Levesque propose:

Que les quelque dix minutes accordées à l'occasion du discours du budget, à chacun des critiques financiers des partis

With the unanimous consent of the Assembly, Mr. Levesque moved:

That the approximately ten minutes speaking time granted to each of the financial critics of the Opposition parties

d'Opposition, ne soient pas comptées dans le temps qui leur est alloué personnellement, mais soient comptées dans les vingt-cinq heures de ce débat.

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

À dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes.

M. le président reprend le fauteuil.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Goldbloom.

Conformément à l'article 174 du règlement, un avis de question a été remis au président pour le débat de fin de séance.

M. Roy (Beauce) a soulevé un débat sur la question suivante: À savoir les intentions du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre relativement au problème de certaines régions où on manque de travailleurs qualifiés et reconnus par la Commission de l'industrie de la construction, alors qu'en fait il y en a suffisamment qui sont compétents pour exécuter les travaux demandés, auquel débat a répondu M. Cournoyer.

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain quinze heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

on the occasion of the debate on the budget speech not be included in the time allotted to them personally, but be included in the twenty-five hours of such debate.

The motion was adopted.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr. Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government.

At six o'clock, Mr. President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr. President took the Chair.

The debate was adjourned on motion of Mr. Goldbloom.

In accordance with Article 174 of the Standing Orders, a notice of question was submitted to the President for the end of sitting debate.

Mr. Roy (Beauce) raised a debate on the following question: Namely, the intentions of the Minister of Labour and Manpower respecting the problem of certain regions where there is a shortage of qualified workers who are recognized by the Construction Industry Commission, whereas there are plenty who are qualified to carry out the work which they are called upon to do, which debate was answered by Mr. Cournoyer.

On motion of Mr. Levesque,—

Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Mercredi 4 avril 1973

Quinze heures

M. Pinard dépose sur le bureau de l'Assemblée le document suivant:

Rapport annuel de l'Office des autoroutes du Québec pour 1972.

(Document de la session no 28.)

Wednesday, April 4th 1973

Three o'clock P.M.

Mr. Pinard tabled the following document:

Annual report of the Québec Autoroutes Authority for 1972.

(Sessional Papers, No. 28.)

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Roy (Beauce):

1. Combien de commissions d'enquêtes ont été instituées depuis 1966?

2. En quelle année ont-elles été formées?

3. Quel a été le coût total de chaque commission d'enquête?

4. Quels étaient le nom et la fonction de chacun des membres de ces commissions?

5. Quel a été le montant total payé à chacun d'eux:

a) en traitement;

b) en dépenses;

c) autres frais?

6. Combien de jours chacune de ces commissions a-t-elle siégé?

Réponse par M. Levesque:

La réponse à la question du député a été déposée le 14 mars 1973.

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr. Roy (Beauce):

1. How many commissions of inquiry have been appointed since 1966?

2. In what year was each one appointed?

3. What was the total cost of each commission of inquiry?

4. What was the name and position of each member of such commissions?

5. What amount was paid to each one:

(a) in salaries;

(b) for expenses;

(c) for other costs?

6. How many sitting days were held by each commission?

Answer by Mr. Levesque:

The answer to the Member's question was tabled on March 14th 1973.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Simard (Témiscouata):

1. Le gouvernement provincial a-t-il commencé la réalisation d'un parc régional récréatif au lac Petit-Bras, dans la région de Baie-Comeau — Hauterive?

2. Des plans ont-ils été complétés antérieurement?

3. Par qui et quand?

4. Quelle est la superficie du parc?

5. En quoi consiste son aménagement?

6. Quel ministère ou organisme est le maître d'oeuvre de ce projet?

7. Quel est le coût estimé des travaux?

8. Quels sont les travaux exécutés jusqu'à ce jour et leur coût?

9. Les travaux sont-ils exécutés en régie ou à la suite de soumissions?

10. Si tel est le cas, quels sont les soumissionnaires et quelle est la soumission de chacun?

11. Quelle est la dépense prévue pour 1972-73?

12. Qui seront les administrateurs de ce parc, une fois l'aménagement complété?

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de l'Assemblée un document contenant les informations demandées.

M. Levesque dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 29.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Drolet:

1. M. Jacques Revelin, journaliste, a-t-il été engagé à plusieurs reprises à contrat par le Haut Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports?

2. Dans l'affirmative:

a) quelles ont été les dates d'engagement;

b) quels étaient les montants de chaque engagement;

c) quels étaient les travaux requis de la part de M. Revelin;

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr. Simard (Témiscouata):

1. Has the provincial government begun the development of a regional recreational park at Petit-Bras Lake in the Baie-Comeau — Hauterive region?

2. Were any plans previously prepared?

3. When and by whom?

4. What is the area of the park?

5. What does the development consist of?

6. What Department or organization is in charge of the project?

7. What is the estimated cost of the work?

8. What work has been carried out so far, and how much has it cost?

9. Is the work being carried out under government supervision or following a call for tenders?

10. If so, who were the bidders and what was each one's bid?

11. What are the estimated expenditures for 1972/73?

12. Who will be the administrators of the park when it is completed?

On motion of Mr. Levesque,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Levesque tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 29.)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr. Drolet:

1. Was Mr. Jacques Revelin, a journalist, engaged on a contract basis on several occasions by the High Commission on Youth, Recreation and Sport?

2. If so:

(a) what were the dates of engagement;

(b) what were the amounts paid for each engagement;

(c) what type of work was Mr. Revelin required to carry out;

d) ces travaux ont-ils été exécutés;
e) ces travaux sont-ils actuellement disponibles;

f) quelles sont les fonctions actuelles de M. Revelin au Haut Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports?

3. Le Haut Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports a-t-il produit un cahier de normes?

4. Dans l'affirmative:

a) ces normes sont-elles approuvées par le Conseil du Trésor;

b) ces normes s'appliquent-elles à chacun des secteurs du Haut Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports;

c) ces normes ont-elles été rendues publiques;

d) Le ministre responsable du Haut Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports, a-t-il des objections à déposer ces normes devant cette Assemblée?

5. Le ministre responsable du Haut Commissariat peut-il expliquer la situation concernant la mobilité irrégulière du personnel de cadre du Haut Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports et plus particulièrement peut-il expliquer la situation entourant les déplacements de MM. Paul Ohl, Donald Guay, Paul Desruisseaux, Paul Larue et Claude Lacasse?

6. Le ministre peut-il dire si le Comité interministériel, dont la création a été annoncée le 8 juin 1972, s'est réuni?

7. Dans l'affirmative:

a) combien de réunions ce comité a-t-il tenues;

b) les procès-verbaux sont-ils disponibles;

c) ces documents peuvent-ils être déposés devant cette Assemblée;

8. Le ministre peut-il indiquer quelles sont les conditions d'engagement de M. Guy Desrosiers?

9. Dans l'affirmative:

a) M. Desrosiers a-t-il été engagé par voie de concours public;

b) ce concours a-t-il été annoncé selon les conditions de la Commission de la Fonction publique;

(d) was such work carried out;

(e) is such work available at the present time;

(f) what are the present duties of Mr. Revelin within the High Commission on Youth, Recreation and Sport?

3. Has the High Commission on Youth, Recreation and Sport produced a set of standards?

4. If so:

(a) have such standards been approved by the Treasury Board?

(b) do such standards apply to each sector of the High Commission on Youth, Recreation and Sport;

(c) have such standards been made public;

(d) does the Minister of Education, who is responsible for the High Commission on Youth, Recreation and Sport, have any objection to tabling such standards in the Assembly?

5. Can the Minister of Education explain the situation concerning the irregular changes among the senior staff of the High Commission on Youth, Recreation and Sport, and more particularly, can he explain the situation regarding the removal of Messrs. Paul Ohl, Donald Guay, Paul Desruisseaux, Paul Larue and Claude Lacasse?

6. Can the Minister of Education state whether or not the Interdepartmental Committee, the appointment of which was announced on June 8th 1972, has held any meetings?

7. If so:

(a) how many meetings have been held by the Committee;

(b) are the minutes available;

(c) can such papers be tabled in the Assembly?

8. Can the Minister of Education describe the conditions respecting the engagement of Mr. Guy Desrosiers?

9. If so:

(a) was Mr. Desrosiers engaged following a public competition;

(b) was the competition advertised in accordance with the conditions of the Civil Service Commission;

c) quel est le traitement de M. Guy Desrosiers;

d) quels sont les avantages marginaux accordés à M. Desrosiers;

e) quel est le titre de M. Desrosiers au Haut Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports?

10. Quelle est la raison de la démission de M. Gaston Marcotte?

11. Le ministre peut-il indiquer avec précision à cette Assemblée quelle est la politique du Haut Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports au sujet:

a) de la centrale administrative de la CSQ;

b) de la Mission Québec 76?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de l'Assemblée un document contenant les informations demandées.

M. Phaneuf dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 30.)

Sur la motion de M. Boivin:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de l'Assemblée:

Copie de l'entente Canada-Québec signée récemment et couvrant un plan de développement régional dans les Régions du Nord-Ouest québécois et du Saguenay-Lac Saint-Jean.

M. Levesque dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 31.)

M. Paul propose:

Que le gouvernement convoque sans délai la Commission des finances, des comptes publics et du revenu aux fins d'interroger les ministres des Travaux publics et de l'Approvisionnement, des Communications, des Transports, des Affaires culturelles, de l'Agriculture et de la Colonisation, des Richesses naturelles, des Terres et Forêts, des Affaires sociales, le ministre responsable de l'ODEQ et tous autres ministres, si nécessaire, ainsi que tous autres témoins utiles sur la politique du gouvernement quant aux contrats accordés sans soumission et sur toutes

(c) what is the salary of Mr. Guy Desrosiers;

(d) what fringe benefits are being granted to Mr. Desrosiers;

(e) what is the position of Mr. Desrosiers within the High Commission on Youth, Recreation and Sport?

10. What was the reason for Mr. Gaston Marcotte's resignation?

11. Can the Minister of Education give the Assembly an accurate description of the policy of the High Commission on Youth, Recreation and Sport, respecting:

(a) the administrative headquarters of the CSQ;

(b) Task Force Québec 76?

On motion of Mr. Levesque,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Phaneuf tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 30.)

On motion of Mr. Boivin:

Ordered, That there be laid before the Assembly:

A copy of the recently signed Canada-Québec agreement covering a regional development plan for the Northwestern Québec and Saguenay-Lake St. John regions.

Mr. Levesque tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 31.)

Mr. Paul moved:

That the government do convene the Committee on Finance, Public Accounts and Revenue without delay, to interrogate the Ministers of Public Works and Supply, Communications, Transport, Cultural Affairs, Agriculture and Colonization, Natural Resources, Lands and Forests, and Social Affairs, the Minister responsible for ODEQ and any other Ministers, if required, as well as any other useful witnesses, respecting government policy concerning the granting of contracts without tenders and any other matters respecting the manner of the administration and

autres questions relatives à la façon d'administrer et de dépenser les deniers publics.

Et le débat qui s'élève sur cette motion est ajourné sur la motion de M. Roy (Lévis).

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain quinze heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

spending of public moneys.

And the debate arising on this motion was adjourned on motion of Mr. Roy (Lévis).

On motion of Mr. Levesque,—

Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Jeudi 5 avril 1973

Quinze heures

Thursday, April 5th 1973

Three o'clock P.M.

M. le président communique à l'Assemblée qu'il a reçu l'avis suivant:

Mr. President informed the Assembly that he had received the following notice:

Québec, le 4 avril 1973.

Québec, April 4th 1973.

Monsieur Jean-Noël Lavoie,
Président de l'Assemblée nationale
du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4 - Qué.

Mr. Jean-Noël Lavoie,
President of the National Assembly
of Québec,
Government Buildings,
Québec 4 - Québec.

Monsieur le Président,

Mr. President,

Nous soussignés, Camille Samson, membre de l'Assemblée nationale du Québec pour le district de Rouyn-Noranda et Fabien Roy, membre de l'Assemblée nationale du Québec pour le district électoral de Beauce, vous notifions par les présentes:

We, the undersigned, Camille Samson, Member of the National Assembly of Québec for the district of Rouyn-Noranda, and Fabien Roy, Member of the National Assembly of Québec for the electoral district of Beauce, do hereby notify you:

A) Que le siège du député du district électoral de Marguerite-Bourgeois est devenu vacant par suite de la démission de Mme Claire Kirkland-Casgrain;

A) That the seat of the Member for the electoral district of Marguerite-Bourgeois has become vacant following the resignation of Mrs. Claire Kirkland-Casgrain;

B) Que le siège du député du district électoral de Missisquoi est devenu vacant par suite du décès de l'honorable Jean-Jacques Bertrand.

B) That the seat of the Member for the electoral district of Missisquoi has become vacant following the death of the Honourable Jean-Jacques Bertrand.

Le présent avis vous est adressé conformément à l'article 39 du chapitre 6 des Statuts refondus, 1964. Nous vous prions donc de bien vouloir agir en conséquence.

*Signé: CAMILLE SAMSON,
Chef parlementaire du R.C.*

*Signé: FABIEN ROY,
Leader parlementaire du R.C.*

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de l'Assemblée:

Par M. Cloutier (Ahuntsic):

Dossier d'information sur la classification des professeurs des collèges d'enseignement général et professionnel et des instituteurs des commissions scolaires et des commissions régionales.

(Document de la session no 32.)

Par M. Levesque pour M. Massé:

Rapport annuel de la Commission hydroélectrique de Québec pour 1972.

(Document de la session no 33.)

Par M. Tetley:

Rapport annuel de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec pour 1972.

(Document de la session no 34.)

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

À dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes.

M. le président reprend le fauteuil.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Harvey (Chauveau).

The present notice is addressed to you in accordance with section 39 of chapter 6 of the Revised Statutes of Québec, 1964. We therefore request you to act accordingly.

*Signed: CAMILLE SAMSON,
Leader of the Social Credit Rally.*

*Signed: FABIEN ROY,
Parliamentary Leader of the
Social Credit Rally.*

The following documents were tabled:

By Mr. Cloutier (Ahuntsic):

Documents containing information on the classification of the teachers in the general and vocational colleges, and the teachers in the school boards and regional boards.

(Sessional Papers, No. 32.)

By Mr. Levesque, on behalf of Mr. Massé:

Annual report of the Québec Hydro-Electric Commission for 1972.

(Sessional Papers, No. 33.)

By Mr. Tetley:

Annual report of the Québec Deposit Insurance Board for 1972.

(Sessional Papers, No. 34.)

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr. Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government.

At six o'clock, Mr. President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr. President took the Chair.

The debate was adjourned on motion of Mr. Harvey (Chauveau).

Sur la motion de M. Bienvenue, il est—
Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajour-
nera aujourd'hui, elle soit ajournée à
demain dix heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

On motion of Mr. Bienvenue,—
Resolved, That when the Assembly ad-
journs today, it do stand adjourned until
tomorrow, at ten o'clock A.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Vendredi 6 avril 1973

Dix heures.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement est autorisée à siéger aujourd'hui pendant que l'Assemblée est en séance.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Tetley.

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain quinze heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Friday, April 6th 1973

Ten o'clock A.M.

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Transport, Public Works and Supply was authorized to sit today whilst the Assembly was sitting.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr. Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government.

The debate was adjourned on motion of Mr. Tetley.

On motion of Mr. Levesque,—
Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until Tuesday, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Mardi 10 avril 1973

Quinze heures

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts et la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement sont autorisées à siéger aujourd'hui pendant que l'Assemblée est en séance.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

À dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes.

M. le président reprend le fauteuil.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lessard.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Levesque propose:

Que l'Assemblée siège jeudi prochain à dix heures.

La motion est adoptée.

Tuesday, April 10th 1973

Three o'clock P.M.

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests and the Standing Committee on Transport, Public Works and Supply were authorized to sit today whilst the Assembly was sitting.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr. Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government.

At six o'clock, Mr. President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr. President took the Chair.

The debate was adjourned on motion of Mr. Lessard.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr. Levesque moved:

That the Assembly do sit at ten o'clock A.M. on Thursday.

The motion was adopted.

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajour-
nera aujourd'hui, elle soit ajournée à
demain quinze heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

On motion of Mr. Levesque,—
Resolved, That when the Assembly ad-
journs today, it do stand adjourned until
tomorrow, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Mercredi 11 avril 1973

Quinze heures

Le projet de loi 3, « Loi concernant les villes de Montréal et Outremont et les cités de Westmount et Côte Saint-Luc », est présenté par M. Levesque pour M. Goldbloom, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Wednesday, April 11th 1973

Three o'clock P.M.

Bill 3, "An Act respecting the cities of Montreal, Outremont, Westmount and Côte Saint-Luc", was introduced by Mr. Levesque, on behalf of Mr. Goldbloom, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Léger :

1. Les soumissions pour la climatisation des locaux utilisés par la Société des alcools du Québec reçues en 1970, 1971 et 1972, ont-elles été ouvertes en présence des soumissionnaires ?

2. Si oui, quel est le nom des personnes présentes ?

3. Si non, quelle en est la raison ?

4. Quel est le nombre et la valeur des contrats octroyés à ce sujet au cours des mêmes années à :

Tri-Bec Inc.;

Adélar Laberge;

Mécanique R.H. Ltée;

Meunier Réfrigération;

Poly Réfrigération;

Gaudet Inc. ?

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr. Léger :

1. Were the tenders for the air conditioning of the Québec Liquor Corporation and received in 1970, 1971 and 1972, opened in the presence of the bidders ?

2. If so, what were the names of the persons who were present ?

3. If not, what was the reason ?

4. What was the number and value of the contracts awarded for such purpose during the same years to :

Tri-Bec Inc.;

Adélar Laberge;

Mécanique R.H. Ltée;

Meunier Réfrigération;

Poly Réfrigération;

Gaudet Inc. ?

Réponse par M. Garneau:

1. Non.

2. Nil.

3. Jusqu'au 30 juin 1971, la Régie des Alcools ne demandait pas de soumissions pour ce genre de travaux. Depuis l'avènement de la nouvelle Société des Alcools, nous demandons des soumissions pour tous nos travaux de rénovation. À date, aucune demande n'a été faite à la Société pour assister à l'ouverture des soumissions de climatisation. Nous avons cependant, pour les autres genres de travaux, ouvert les soumissions devant les soumissionnaires, à leur demande.

Answer by Mr. Garneau:

1. No.

2. Nil.

3. Prior to June 30th 1971, the Québec Liquor Board did not call for tenders for this type of work. We have been calling for tenders for all our renovation work since the establishment of the new Québec Liquor Corporation. To date, no requests have been received by the Corporation to watch the opening of the bids. However, in the case of other types of work, we have opened the bids in the presence of the bidders at their request.

<i>Compagnie</i> <i>Company</i>	<i>Année</i> <i>Year</i>	<i>Frais d'entretien</i> <i>Maintenance expenses</i>		<i>Frais d'installation</i> <i>Installation costs</i>	
		<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>
		<i>Number</i>	<i>Amount</i>	<i>Number</i>	<i>Amount</i>
Tri-Bec Inc.	1970	6	\$ 224.90	0	—
“ “	1971	0	—	0	—
“ “	1972	2	\$ 319.25	0	—
Adélarde Laberge	1970	0	—	0	—
“ “	1971	7	\$ 637.66	0	—
“ “	1972	2	\$ 652.66	0	—
Mécanique RH Ltée.	1970	0	—	0	—
“ “	1971	3	\$ 279.71	1	\$ 600.00
“ “	1972	0	—	0	—
Meunier Réfrigération	1970	13	\$ 809.99	2	\$10,000.00
“ “	1971	1	\$ 257.40	0	—
“ “	1972	1	\$ 79.70	0	—
Poly Réfrigération	1970	3	\$ 310.65	5	\$19,704.00
“ “	1971	17	\$1,240.71	16	\$47,815.00
“ “	1972	23	\$3,957.55	21	\$95,800.00
Gaudet Inc.	1970	0	—	0	—
“ “	1971	0	—	0	—
“ “	1972	4	\$ 193.00	2	\$ 7,631.00

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Demers:

1. M. Georges Massicotte, agronome, est-il à l'emploi du gouvernement ou un de ses offices, régies, organismes ou commissions?

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr. Demers:

1. Is Mr. Georges Massicotte, Agronomist, in the employ of the government or any of its bureaux, boards, organizations or commissions?

2. Dans l'affirmative:

a) quel ministère, office, régie, organisme ou commission;

b) depuis quand;

c) quel est son traitement ?

3. Quelle est la nature de ses fonctions ?

4. Depuis le 12 mai 1970, a-t-il reçu des honoraires, des rémunérations spéciales, des frais de séjour ou toute autre allocation de quelque nature que ce soit.

5. Dans l'affirmative:

a) combien;

b) à quel titre;

c) à quelle date ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de l'Assemblée un document contenant les informations demandées.

M. Levesque dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 35.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Léger:

1. Est-il possible d'obtenir une copie de l'arrêté en conseil nommant M. Paul Phaneuf au Conseil des ministres ?

2. Quels sont les nom et occupation des membres du Conseil de la jeunesse, des loisirs et des sports ?

3. Y a-t-il un organigramme officiel du Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports ?

4. Si oui, quel est-il ?

5. Y a-t-il des normes officielles qui régissent l'octroi de subventions par ledit Haut-Commissariat ?

6. Si oui, quelles sont-elles ?

7. Quelle est la liste des subventions accordées aux centres culturels au cours de la présente année financière ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de l'Assemblée un document contenant les informations demandées.

M. Phaneuf dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 36.)

2. If so:

(a) in what Department, bureau, board organization or commission;

(b) since when;

(c) what is his salary ?

3. What is the nature of his duties ?

4. Since May 12th 1970, has he received any fees, special remuneration, travelling expenses or any other kind of allowance whatsoever ?

5. If so:

(a) how much;

(b) for what purpose;

(c) on what date ?

On motion of Mr. Levesque, —

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Levesque tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 35.)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr. Léger:

1. Would it be possible to obtain a copy of the Order in Council appointing Mr. Paul Phaneuf to the Cabinet ?

2. What are the names and positions of the members of the Council on Youth, Recreation and Sport ?

3. Is there an organizational chart of the Youth, Recreation and Sport High Commission ?

4. If so, what is it ?

5. Are there any official standards which govern the awarding of grants by the said High Commission ?

6. If so, what are they ?

7. What is the list of the grants awarded to recreation centres during the current fiscal year ?

On motion of Mr. Levesque,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Phaneuf tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 36.)

Sur la motion de M. Vincent:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de l'Assemblée:

Une liste complète donnant les nom et adresse de tous les éleveurs inscrits au programme F-1, concernant la production de bovins issus de croisement avec des animaux de boucherie de race exotique.

M. Toupin dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 37.)

Sur la motion de M. Lavoie (Wolfe):

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de l'Assemblée:

Un état détaillé de toutes les dépenses encourues par chaque ministère, régie, office ou commission du gouvernement provincial, au cours des années 1970/71, 1971/72 et 1972/73 pour l'organisation ou la participation à des séminaires, journées d'information, cours de formation de personnel, réunions de personnel, cours de perfectionnement, de recyclage et tout autre de même nature au Québec ou à l'étranger, y compris:

a) les frais d'inscription ou d'organisation;

b) le coût de location de salles, le coût d'achat ou de location d'appareils audiovisuels ou autre;

c) les dépenses de voyage, frais de séjour et de déplacement encourus par les membres du personnel des ministères, offices ou régies etc. . . ;

d) le salaire, la rémunération ou les honoraires payés à des non-fonctionnaires;

e) le but de chaque réunion, journée, cours, séminaires etc. . . ;

f) le nombre de jours consacrés annuellement à cette fin.

M. Bourassa dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 38.)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission des richesses naturelles et des terres et forêts est autorisée à siéger aujourd'hui pendant que l'Assemblée est en séance.

On motion of Mr. Vincent:

Ordered, That there be laid before the Assembly:

A complete list showing the names and addresses of all the cattle breeders entered on the F-1 Programme, concerning the producing of cattle through cross-breeding with beef cattle from abroad.

Mr. Toupin tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 37.)

On motion of Mr. Lavoie (Wolfe):

Ordered, That there be laid before the Assembly:

A detailed statement of all the expenditures incurred by each Department, board, bureau or commission of the provincial government in 1970/71, 1971/72 and 1972/73, for organizing or participating in seminars, information days, staff training courses, staff meetings, advancement or retraining courses and anything else of the same nature in the province of Québec or elsewhere, including:

(a) the registration or organization costs;

(b) the cost of renting meeting rooms, the cost of purchasing or renting audio-visual or other equipment;

(c) travelling expenses, hotel expenses and the travelling expenses incurred by the members of the staffs of the Departments, bureaux, boards, etc.;

(d) the salaries, remuneration or fees paid to non-government employees;

(e) the purpose of each meeting, day, course, séminar, etc.;

(f) the number of days devoted annually to such purpose.

Mr. Bourassa tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 38.)

On motion of Mr. Levesque, the Committee on Natural Resources and Lands and Forests was authorized to sit today whilst the Assembly was sitting.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Paul proposant :

« *Que le gouvernement convoque sans délai la Commission des finances, des comptes publics et du revenu aux fins d'interroger les ministres des Travaux publics et de l'Approvisionnement, des Communications, des Transports, des Affaires culturelles, de l'Agriculture et de la Colonisation, des Richesses naturelles, des Terres et Forêts, des Affaires sociales, le ministre responsable de l'ODEQ et tous autres ministres, si nécessaire, ainsi que tous autres témoins utiles sur la politique du gouvernement quant aux contrats accordés sans soumission et sur toutes autres questions relatives à la façon d'administrer et de dépenser les deniers publics.* »

La motion est rejetée les voix se divisant comme suit :

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Audet, Béland, Boivin, Brochu, Cloutier (Montmagny), Croisetière, Demers, Drolet, Dumont, Gauthier, Guay, Joron, Latulippe, Lavoie (Wolfe), Léger, Loubier, Paul, Roy (Beauce), Russell, Samson, Simard (Témiscouata), Tétrault, Tremblay (Chicoutimi), Vincent.—24.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Arsenault, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bossé, Bourassa, Brisson, Brown, Caron, Carpentier, Choquette, Dionne, Drummond, Faucher, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lamontagne, Leduc, Levesque, Mailloux, Marchand, Pearson, Pelletier, Perreault, Phaneuf, Picard, Pilote, Pinard, Quenneville, Shanks, Tessier, Tetley, Théberge, Tremblay (Bourassa), Vaillancourt, Veilleux.—43.

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain dix heures.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr. Paul proposing :

“*That the government do convene the Committee of Finance, Public Accounts and Revenue without delay, to interrogate the Ministers of Public Works and Supply, Communications, Transport, Cultural Affairs, Agriculture and Colonization, Natural Resources, Lands and Forests, and Social Affairs, the Minister responsible for ODEQ and any other Ministers, if required, as well as any other useful witnesses, respecting government policy concerning the granting of contracts without tenders and any other matters respecting the manner of the administration and spending of public moneys.*”

The motion was rejected on the following division :

On motion of Mr. Levesque,—
Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

And then the Assembly adjourned.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Jeudi 12 avril 1973

Dix heures

Thursday, April 12th 1973

Ten o'clock A.M.

Le projet de loi 2, « Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires », est présenté par M. Choquette, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Bill 2, "An Act to amend the Courts of Justice Act", was introduced by Mr. Choquette, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de l'Assemblée:

The following documents were tabled:

Par M. Goldbloom:

Rapport des activités du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain, pour les six mois précédant le 31 mars 1973.

(Document de la session no 39.)

By Mr. Goldbloom:

Report of the activities of the Greater Québec Water Purification Board, for the six months prior to March 31st 1973.

(Sessional Papers, No. 39.)

Par M. Cloutier (Ahuntsic):

Copie de l'arrêté en conseil concernant l'approbation du plan quinquennal d'investissements universitaires (1968, chapitre 65, articles 2 et 4).

(Document de la session no 40.)

By Mr. Cloutier (Ahuntsic):

Copy of the Order in Council respecting the approval of the five year university investments plan (1968, chapter 65, Sections 2 and 4).

(Sessional Papers, No. 40.)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts et la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests and the Standing Committee on Industry and Commerce and Tourism, Fish and Game were authorized

pêche sont autorisées à siéger aujourd'hui pendant que l'Assemblée est en séance.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

À douze heures trente minutes, M. le président quitte le fauteuil.

Quatorze heures trente minutes.

M. le président reprend le fauteuil.

Et le débat continue.

La motion est alors mise aux voix.

Conformément à l'article 106 du règlement, l'enregistrement des noms sur cette motion ayant été demandé, M. le président le remet à dix-huit heures.

Le projet de loi 3, « Loi concernant les villes de Montréal et Outremont et les cités de Westmount et Côte Saint-Luc », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Goldbloom, le projet de loi 3 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

À dix-huit heures, l'enregistrement des noms ayant eu lieu, la motion de M. Garneau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement, est adoptée les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Arsenault, Bacon, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bourassa, Brisson, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Choquette, Cornellier, Dionne, Drummond, Faucher, Fraser, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Chauveau), Harvey (Jonquière), Houde (Limoulu), Kennedy, L'Allier, Lamontagne, Leduc, Levesque, Mailloux, Marchand, Ostiguy, Parent, Pearson, Pelletier, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Pilote, Shanks, Tetley, Tremblay (Bourassa), Veilleux.—45.

to sit today while the Assembly was sitting.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr. Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government.

At twelve-thirty o'clock, Mr. President left the Chair.

Two-thirty o'clock P.M.

Mr. President took the Chair.

And the debate continuing.

The motion was then put to the vote.

The entry of names on this motion having been requested in accordance with Article 106 of the Standing Orders, Mr. President deferred it until six o'clock P.M.

Bill 3, "An Act respecting the cities of Montreal, Outremont, Westmount and Côte Saint-Luc", was read the second time.

On motion of Mr. Goldbloom, bill 3 was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

At six o'clock, the entry of the names having taken place, the motion by Mr. Garneau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government, was adopted on the following division:

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Béland, Boivin, Brochu, Charron, Cloutier (Montmagny), Croisetière, Demers, Drolet, Guzy, Joron, Lafontaine, Latulippe, Laurin, Lavoie (Wolfe), Léger, Lessard, Loubier, Paul, Roy (Beauce), Russell, Samson, Simard (Témiscouata), Tétrault, Tremblay (Chicoutimi), Vincent.—25.

Aujourd'hui, jeudi, 12 avril 1973, à dix-huit heures trente minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du président de l'Assemblée nationale, de M. Bienvenue, le représentant du premier ministre, de M. Goldbloom, et du secrétaire de la chancellerie, il a plu à l'honorable administrateur de sanctionner la loi suivante:

3 Loi concernant les villes de Montréal et Outremont et les cités de Westmount et Côte Saint-Luc.

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que, lorsque cette Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée au mardi, 1er mai 1973, à quinze heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Today, Thursday, April 12th 1973, at six-thirty o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, of Mr. Bienvenue, the Delegate of the Prime Minister, of Mr. Goldbloom, and of the Clerk of the Crown in Chancery, the Honourable the Administrator of the Province was pleased to sanction the following bill:

3 An Act respecting the cities of Montreal, Outremont, Westmount and Côte Saint-Luc.

On motion of Mr. Levesque,—

Resolved, That when this Assembly adjourns today, it do stand adjourned until Tuesday, May 1st 1973, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCES-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Mardi 1er mai 1973

Quinze heures

Tuesday, May 1st 1973

Three o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de l'Assemblée:

The following documents were tabled:

Par M. L'Allier:

Rapport annuel du ministère des Communications, pour 1971/1972.

(Document de la session no 41.)

By Mr. L'Allier:

Annual report of the Department of Communications, for 1971/72.

(Sessional Papers, No. 41.)

Par M. Cloutier (Ahuntsic):

Rapport de la commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec, Livre I: « La langue de travail ».

(Document de la session no 42.)

By Mr. Cloutier (Ahuntsic):

Report of the Commission of inquiry on the situation of the French language and language rights in the province of Québec, Book I: "The Language of Work".

(Sessional Papers, No. 42.)

Les affaires courantes étant terminées, sur la motion de M. Levesque, il est---

Routine business being concluded, and on motion of Mr. Levesque,—

Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain quinze heures.

Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

And then the Assembly adjourned.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Mercredi 2 mai 1973

Quinze heures

M. Levesque donne l'avis suivant :

Selon les dispositions de l'article 140 de notre règlement, qu'il me soit permis d'aviser cette Assemblée que la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, siège, demain, jeudi 3 mai 1973, à compter de dix heures, au Salon Rouge aux fins d'entendre les représentants de l'Hydro-Québec quant à leur projet d'aménagement sur la rivière Jacques-Cartier.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de l'Assemblée :

Par M. Bourassa :

Copie des états financiers de la Société de développement de la Baie James, au 31 décembre 1972.

(Document de la session no 43.)

Par M. Goldbloom :

Copie de la convention passée en date du 6 avril 1973, entre la Société centrale d'hypothèques et de logement et la Société d'habitation du Québec, concernant des projets d'habitation à loyer modique, des

Wednesday, May 2nd 1973

Three o'clock P.M.

Mr. Levesque gave the following notice :

In accordance with Standing Order 140 of our Standing Orders, that I be permitted to advise the Assembly that the Standing Committee on Industry and Commerce, Tourism, Fish and Game, will sit tomorrow, Thursday, May 3rd 1973, commencing at ten o'clock in the forenoon, in the Red Room, for the purpose of hearing the representatives of Hydro-Québec regarding its plan for the development of the Jacques-Cartier River.

The following documents were tabled :

By Mr. Bourassa :

Copy of the financial statement of the James Bay Development Corporation, as at December 31st 1972.

(Sessional Papers, No. 43.)

By Mr. Goldbloom :

Copy of the agreement made on April 6th 1973, between the Central Mortgage and Housing Corporation and the Québec Housing Corporation, concerning low rental housing projects, public housing pro-

projets de logement public et des projets d'habitations pour étudiants.

(Document de la session no 44.)

Par M. Simard (Richelieu):

Rapport annuel du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, pour 1971-72.

(Document de la session no 45.)

Par M. L'Allier:

Copie de l'arrêté en conseil numéro 738-72 adopté le 8 mars 1972, concernant le transfert du Service des impressions du ministère de l'Éducation au ministère des Communications.

(Document de la session no 46.)

Copie de l'arrêté en conseil numéro 3213-72 adopté le 25 octobre 1972, concernant la *Cazette officielle du Québec*.

(Document de la session no 47.)

Par M. Cloutier (Ahuntsic):

Rapport annuel du ministère des Affaires culturelles, pour 1971/72.

(Document de la session no 48.)

Rapport des Archives nationales du Québec, pour l'année 1972.

(Document de la session no 49.)

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Dumont:

1. Quelles sommes ont été payées par le gouvernement provincial pour l'étude des projets de déménagement des quartiers Saint-Maurice et Saint-Michel à Thetford Mines pour les années 1967, 1968, 1969, 1970, 1971 et 1972?

2. Le gouvernement fédéral a-t-il octroyé ces plans d'étude pour ces mêmes années?

3. La ville de Thetford Mines a-t-elle contribué pour ces mêmes années aux plans d'étude?

4. Les mines de la région ont-elles contribué à cette étude, depuis les années 1967, 1968, 1969, 1970, 1971 et 1972:

a) si oui, quelle somme?

jects and student housing projects.

(Sessional Papers, No. 44.)

By Mr. Simard (Richelieu):

Annual report of the Department of Tourism, Fish and Game, for 1971/72.

(Sessional Papers, No. 45.)

By Mr. L'Allier:

Copy of Order in Council number 738-72, adopted March 8th 1972, concerning the transfer of the Printing Service of the Department of Education to the Department of Communications.

(Sessional Papers, No. 46.)

Copy of Order in Council number 3213-72, adopted October 25th 1972, concerning the *Québec Official Gazette*.

(Sessional Papers, No. 47.)

By Mr. Cloutier (Ahuntsic):

Annual report of the Department of Cultural Affairs, for 1971/72.

(Sessional Papers, No. 48.)

Report of the National Archives of Québec, for 1972.

(Sessional Papers, No. 49.)

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr. Dumont:

1. What amounts were paid out by the provincial government for the examination of the plans to move Saint-Maurice and Saint-Michel wards in Thetford Mines in 1967, 1968, 1969, 1970, 1971 and 1972?

2. Did the federal government make any contribution to such study plans during the same years?

3. Did the city of Thetford Mines make any contributions to such study plans during the same years?

4. Have the mines in the region made any contribution to such study since 1967, 1968, 1969, 1970, 1971 and 1972:

(a) if so, in what amount?

5. Pour les années 1967, 1968, 1969, 1970, 1971 et 1972, quelles contributions ont été fournies pour le réaménagement par les organismes administratifs suivants:

- a) provincial;
- b) fédéral;
- c) la ville de Thetford Mines;
- d) les mines d'amiante?

6. Quel montant d'impôt provincial pour les années 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971 et 1972, ont payé les compagnies d'amiante suivantes:

- a) Asbestos Corporation Ltd.;
- b) National Asbestos Ltd.;
- c) Lake Asbestos Québec Ltd.;
- d) Bell Asbestos Ltd.;
- e) Carey Canadian Ltd.;
- f) Canadian Johns Manville Ltd.?

7. Pour les années 1961, 1962, 1963, 1964, 1965 et 1966, sur des bénéfices de \$359,382,000, quelles sommes ont été investies pour explorer et mettre en valeur des nouveaux gisements par les compagnies d'amiante suivantes:

- a) Asbestos Corporation Ltd.;
- b) National Asbestos Ltd.;
- c) Lake Asbestos Québec Ltd.;
- d) Bell Asbestos Ltd.;
- e) Carey Canadian Ltd.;
- f) Canadian Johns Manville Ltd.?

8. Quelles sommes aussi ont été investies pour les années 1967, 1968, 1969, 1970, 1971 et 1972, par les compagnies d'amiante suivantes:

- a) Asbestos Corporation Ltd.;
- b) National Asbestos Ltd.;
- c) Lake Asbestos Québec Ltd.;
- d) Bell Asbestos Ltd.;
- e) Carey Canadian Ltd.;
- f) Canadian Johns Manville Ltd.?

5. What contributions were provided for such redevelopment in 1967, 1968, 1969, 1970, 1971 and 1972 by the following administrative organizations:

- (a) provincial;
- (b) federal;
- (c) the city of Thetford Mines;
- (d) the asbestos mines?

6. What amount of provincial income tax was paid in 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971 and 1972, by the following asbestos companies:

- (a) Asbestos Corporation Ltd.;
- (b) National Asbestos Ltd.;
- (c) Lake Asbestos Québec Ltd.;
- (d) Bell Asbestos Ltd.;
- (e) Carey Canadian Ltd.;
- (f) Canadian Johns Manville Ltd.?

7. Out of the profits of \$359,382,000 for 1961, 1962, 1963, 1964, 1965 and 1966, what amounts were invested by the following companies for the exploration and development of new deposits:

- (a) Asbestos Corporation Ltd.;
- (b) National Asbestos Ltd.;
- (c) Lake Asbestos Québec Ltd.;
- (d) Bell Asbestos Ltd.;
- (e) Carey Canadian Ltd.;
- (f) Canadian Johns Manville Ltd.?

8. What amounts were invested in 1967, 1968, 1969, 1970, 1971 and 1972, by the following asbestos companies:

- (a) Asbestos Corporation Ltd.;
- (b) National Asbestos Ltd.;
- (c) Lake Asbestos Québec Ltd.;
- (d) Bell Asbestos Ltd.;
- (e) Carey Canadian Ltd.;
- (f) Canadian Johns Manville Ltd.?

Réponse par M. Massé:

La Loi des droits sur les mines contraint l'exploitant à fournir une analyse de ses coûts ainsi qu'une conciliation de ses comptes à partir des états certifiés par les vérificateurs attitrés.

Cependant, ces informations doivent servir exclusivement à l'application de la Loi des droits sur les mines et ne peuvent être dévoilées à des tiers. L'article 39

Answer by Mr. Massé:

Under the Mining Duties Act, the operator is required to provide a statement of his costs together with a reconciliation of his accounts in a balance sheet drawn up by qualified auditors.

However, such information must be used exclusively for the application of the Mining Duties Act, and must not be divulged to third parties. Section 39

stipule que quiconque communique une information, obtenue en vertu de la Loi des droits sur les mines, à une personne qui n'y a pas légalement droit, est passible d'une amende d'au plus \$200.00 pour chaque infraction.

Conséquemment, il nous est impossible de souscrire aux informations requises par le député.

Question par M. Brochu:

1. De 1968 à 1970, combien de contrats ont été accordés par l'Hydro-Québec à la firme Thiro Construction, dans la région du comté d'Arthabaska?
2. Combien de contrats ont été accordés de 1970 à aujourd'hui?
3. Quel est le montant global de ces contrats?

Réponse par M. Massé:

1. Le territoire desservi par l'Hydro-Québec est divisé en neuf (9) régions administratives qui ne tiennent pas compte des limites des comtés; en conséquence, nous pouvons confirmer que deux (2) contrats ont été octroyés de 1968 à 1970 (exclusivement) à Thiro Construction Ltée dans la région Richelieu qui comprenait alors le secteur Victoriaville. (Ce secteur fait maintenant partie de la région Mauricie depuis le 22 février 1971).

2. Du 1er janvier 1970 au 13 mars 1973, cinq (5) contrats ont été accordés par l'Hydro-Québec à Thiro Construction Ltée pour des travaux à effectuer dans la région comprenant le secteur Victoriaville.

3. La valeur globale des cinq (5) contrats s'établit à environ \$721,000.00.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Lavoie (Wolfe):

1. Combien d'accidents mortels se sont produits sur la route 32 depuis le 12 mai 1970:

- a) sur toute sa longueur;
- b) à cet endroit appelé « Courbe de la Mort », entre Saint-Camille et Asbestos;

stipulates that whoever communicates any information obtained under the Mining Duties Act to any person who is not legally entitled thereto, shall be liable to a fine not exceeding \$200.00 for each offence.

It is therefore impossible for us to provide the information required by the Member.

Question by Mr. Brochu:

1. From 1968 to 1970, how many contracts were granted by Hydro-Québec to the firm of Thiro Construction, in the Arthabaska county region?
2. How many contracts have been granted from 1970 to date?
3. What is the overall amount of such contracts?

Answer by Mr. Massé:

1. The territory served by Hydro-Québec is divided into nine (9) administrative regions which do not take the county boundaries into account. It can therefore be confirmed that from 1968 to 1970, two (2) contracts were granted (exclusively) to Thiro Construction Ltd., in the Richelieu region which then included the Victoriaville area. (This area has formed part of the Mauricie region since February 22nd 1971).

2. From January 1st 1970 to March 13th 1973, five (5) contracts were granted to Thiro Construction Ltd., by Hydro-Québec, for work to be carried out in the region which includes the Victoriaville area.

3. The overall value of the five (5) contracts amounts to about \$721,000.00.

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr. Lavoie (Wolfe):

1. How many fatal accidents have taken place on Route 32 since May 12th 1970:

- (a) along its whole length;
- (b) at the place called "Dead Man's Curve", between Saint-Camille and Asbestos;

c) à l'intersection des routes 32 et 1?

2. Combien d'accidents de tous genres se sont produits à cet endroit appelé « Courbe de la Mort » depuis la même date?

3. Le ministère de la Voirie se propose-t-il d'améliorer ces lieux de circulation?

4. Des plans et devis ont-ils été préparés pour changer le tracé de la route?

5. Quand débiteront les travaux?

6. Quel est l'estimé du coût probable des travaux?

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de l'Assemblée un document contenant les informations demandées.

M. Choquette dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 50.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Croisetière:

1. Une société, ou organisation sans but lucratif a-t-elle été fondée sous le nom « Espoir des Jeunes Inc. »?

2. Dans l'affirmative:

- a) quand a-t-elle été incorporée;
- b) quels sont ses promoteurs;
- c) quels sont ses dirigeants actuels;
- d) où est situé son siège social;
- e) quels sont ses objectifs?

3. Le ministère des Affaires sociales a-t-il subventionné et subventionne-t-il encore cette société?

4. Dans l'affirmative, ces subventions ont-elles servi entre autres à louer ou à bâtir un immeuble?

5. Dans le cas d'une location:

- a) de qui l'immeuble a-t-il été loué;
- b) pour combien d'années;
- c) quel est le loyer mensuel;
- d) quelle est la superficie louée;
- e) pour combien de personnes;
- f) où est situé cet immeuble?

(c) at the intersection of Routes 32 and 1?

2. How many accidents of any kind have taken place at the place called "Dead Man's Curve" since the same date?

3. Does the Department of Roads have any intention of improving such traffic arteries?

4. Have any plans and specifications been drawn up to change the line of the highway?

5. When will the work be started?

6. What is the probable estimated cost of the work?

On motion of Mr. Levesque,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Choquette tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 50.)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr. Croisetière:

1. Has any non-profit firm or organization been founded under the name of "Espoir des Jeunes Inc."?

2. If so:

- (a) when was it incorporated;
- (b) who are the promoters;
- (c) who are its present directors;
- (d) where is its corporate seat located;
- (e) what are its objects?

3. Was this firm subsidized and is it still being subsidized by the Department of Social Affairs?

4. If so, were the grants used for any purpose other than the renting or construction of an immovable?

5. In the case of a rented immovable:

- (a) from whom was the immovable leased;
- (b) for how many years;
- (c) what is the monthly amount of the rent;
- (d) what is the area so leased;
- (e) for how many persons;
- (f) where is the immovable situated?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de l'Assemblée un document contenant les informations demandées.

M. Castonguay dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 51.)

Sur la motion de M. Vincent:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Assemblée:

Copie de l'étude ou du rapport préparé par le comité interministériel composé des représentants des ministères de l'Industrie et du Commerce, des Finances, de l'Agriculture et de la Colonisation et d'un des conseillers économiques du bureau du premier ministre, relativement à la raffinerie de sucre de St-Hilaire, tel que déclaré par le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation à la page B-2111 du Journal des Débats le 23 mai 1972, no 33.

M. Toupin dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 52.)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications est autorisée à siéger aujourd'hui pendant que l'Assemblée est en séance, pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation.

M. Roy (Beauce) propose:

Que soit convoquée la Commission des finances, des comptes publics et du revenu, aux fins d'interroger le vérificateur général, le contrôleur des finances, et tout autre témoin utile et que sur demande des membres de la commission, l'on produise tout document ayant trait aux dépenses gouvernementales dans tous les secteurs de l'administration publique.

La motion est rejetée les voix se divisant comme suit:

POUR -YEAST- MM. Messrs. Audet, Bédard, Charron, Cloutier (Montmagny), Croisetière, Demers, Drolet, Gagnon, Gauthier, Guay, Lafontaine, Latulippe, Laurin, Loubier, Paul, Roy (Beauce), Roy (Lévis), Russell, Sanson, Tremblay (Sainte-Marie), Vincent. — 21.

On motion of Mr. Levesque,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Castonguay tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 51.)

On motion of Mr. Vincent:

Ordered, That there be laid before the Assembly:

A copy of the study or report prepared by the Interdepartmental Committee composed of representatives from the Departments of Industry and Commerce, Finance, Agriculture and Colonization and one of the economic advisers from the Prime Minister's office, respecting the Saint-Hilaire sugar refinery, as stated by the Minister of Agriculture and Colonization on page B-2111 of the Journal of Debates No. 33, dated May 23rd 1972.

Mr. Toupin tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 52.)

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications was authorized to sit today while the Assembly was sitting, for the consideration of the estimates of the Department of Education.

Mr. Roy (Beauce) moved:

That the Committee on Finance, Public Accounts and Revenue be convened for the purpose of interrogating the Auditor General, the Comptroller of the Treasury and any other useful witness, and that any paper concerning government expenditures in all sectors of public administration be produced at the request of the members of the Committee.

The motion was rejected on the following division:

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bourassa, Brown, Caron, Castonguay, Cornellier, Faucher, Fraser, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Chauveau), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lafrance, L'Allier, Lamontagne, Larivière, Leduc, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Ostiguy, Parent, Pearson, Pelletier, Perreault, Phaneuf, Picard, Pilote, Pinard, Saint-Pierre, Shanks, Simard (Richelieu), Tetley, Théberge, Tremblay (Bourassa), Vaillancourt, Veilleux.—44.

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain quinze heures.

On motion of Mr. Levesque,—

Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

And then the Assembly adjourned.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Jeudi 3 mai 1973

Quinze heures

Thursday, May 3rd 1973

Three o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de l'Assemblée:

The following documents were tabled:

Par M. Castonguay:

Rapport annuel de la Régie des rentes du Québec, pour l'année 1972.

(Document de la session no 53.)

By Mr. Castonguay:

Annual report of the Québec Pension Board, for 1972.

(Sessional Papers, No. 53.)

Copie des propositions faites à l'Association des Chirurgiens Dentistes du Québec dans le cadre des négociations pour le régime de couverture des soins dentaires.

(Document de la session no 54.)

Copy of the proposals made to the Association of Dental Surgeons of the Province of Québec concerning the plan for dental care coverage.

(Sessional Papers, No. 54.)

Les affaires courantes étant terminées, sur la motion de M. Levesque, il est —

Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain dix heures.

Routine business being concluded, and on motion of Mr. Levesque,—

Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

And then the Assembly adjourned.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Vendredi 4 mai 1973

Dix heures

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives et la Commission permanente des affaires sociales siègent immédiatement pour l'étude des crédits de ces ministères et la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège immédiatement pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation.

Les affaires courantes étant terminées, sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi quinze heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Friday, May 4th 1973

Ten o'clock A.M.

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives and the Standing Committee on Social Affairs will sit immediately for the consideration of the estimates of such Departments, and the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communication will sit immediately for the consideration of the estimates of the Department of Education.

Routine business being concluded, and on motion of Mr. Levesque,—

Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until Tuesday, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Mardi 8 mai 1973

Quinze heures

Tuesday, May 8th 1973

Three o'clock P.M.

Le projet de loi 5, « Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec », est présenté par M. Drummond, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

M. L'Allier dépose sur le bureau de l'Assemblée le document suivant:

Rapport annuel de l'Office de radio-télédiffusion du Québec, pour 1971/72.

(Document de la session no 55.)

M. Levesque pour M. Garneau transmet à M. le président et M. le président lit à l'Assemblée le message suivant de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

L'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires (no 1) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867,

Bill 5, "Québec Forest Salvage Operations, Logging and Development Company Act", was introduced by Mr. Drummond, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr. L'Allier tabled the following document:

Annual report of the Québec Broadcasting Bureau, for 1971/72.

(Sessional Papers, No. 55.)

Mr. Levesque, on behalf of Mr. Garneau, presented to Mr. President the following message from the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, which Mr. President read to the Assembly:

The Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec forwards to the National Assembly the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 1) for the fiscal year ending March 31st 1974, in pursuance of the provisions of the 54th Section of the British North America Act,

et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

HUGUES LAPOINTE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 8 mai 1973.

(*Document de la session no 2.*)

Sur la motion de M. Levesque, les crédits supplémentaires sont référés pour étude aux commissions élues appropriées.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission des finances, des comptes publics et du revenu siège immédiatement pour l'étude des crédits du ministère du Revenu; la Commission de la fonction publique siège immédiatement pour l'étude des crédits de ce ministère et la Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège immédiatement pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation.

Les affaires courantes étant terminées, sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain quinze heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

1867, and recommends these Estimates to the consideration of the Assembly.

HUGUES LAPOINTE.

Government House,
Québec, May 8th 1973.

(*Sessional Papers, No. 2.*)

On motion of Mr. Levesque, the Supplementary Estimates of Expenditure were referred to the appropriate Select Committees for consideration.

On motion of Mr. Levesque, the Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit immediately for the consideration of the estimates of the Department of Revenue; the Committee on the Civil Service will sit immediately for the consideration of the estimates of such Department and the Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit immediately for the consideration of the estimates of the Department of Education.

Routine business being concluded, and on motion of Mr. Levesque,—

Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Mercredi 9 mai 1973

Quinze heures

M. Lacroix dépose, pour M. Pelletier rapporteur de la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts, le rapport de cette commission qui a étudié les états financiers du rapport annuel 1972 de l'Hydro-Québec et les augmentations de tarifs.

(Document de la session no 56.)

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de l'Assemblée:

Par M. Cloutier (Ahuntsic):

Le livre II du rapport de la commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec, intitulé: « Les droits linguistiques ».

(Document de la session no 57.)

Par M. Levesque pour M. Bienvenue:

Rapport annuel du ministère de l'Immigration, pour l'exercice financier 1971/72.

(Document de la session no 58.)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission de l'éducation, des affaires cultu-

Wednesday, May 9th 1973

Three o'clock P.M.

Mr. Lacroix tabled, on behalf of Mr. Pelletier, the appointed reporter of the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests, the report of such Committee which examined the financial statements shown in the annual report of Hydro-Québec for 1972, and the increases in the rates.

(Sessional Papers, No. 56.)

The following documents were tabled:

By Mr. Cloutier (Ahuntsic):

Book II of the report of the Commission of inquiry on the situation of the French language and language rights in the province of Québec, entitled: "Language Rights".

(Sessional Papers, No. 57.)

By Mr. Levesque, on behalf of Mr. Bienvenue:

Annual report of the Department of Immigration, for the 1971/72 fiscal year.

(Sessional Papers, No. 58.)

On motion of Mr. Levesque, the Committee on Education, Cultural Affairs and

relles et des communications siège immédiatement pour l'étude des crédits du ministère des Affaires culturelles.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Vincent :

1. Conformément aux instructions données par le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation depuis le 1er avril 1972, en ce qui concerne les productions agricoles non couvertes par l'assurance-récolte :

a) combien d'agriculteurs ont rapporté les dommages à leurs récoltes dans les dix jours réglementaires, soit au bureau régional, soit à tout autre service responsable;

b) quelle est la répartition par région et par production;

c) quelle a été la nature et la gravité des dommages;

d) quel pourcentage des récoltes a été ainsi affecté ?

2. Quelles sont et quelles seront les mesures d'assistance apportées pour indemniser les producteurs ?

3. À quel item budgétaire ont été votées les sommes nécessaires à cette fin ?

Réponse par M. Toupin :

1. a) 6,200 environ;

b) compilation présentement en cours au ministère de l'Agriculture et de la Colonisation;

c) pluies abondantes et gel;

d) fruitières : 67.5%;

maraisières : 75 %;

industrielles : 65 %;

pommes de terre : 60 %.

2. Budget supplémentaire de \$5,100,000.00.

Question par M. Vincent :

1. Est-il exact que parallèlement aux plans conjoints, le gouvernement favorisera l'organisation de commissions mixtes de vente et de sociétés d'intérêt mixte de développement de marché des produits agricoles ?

2. Une législation en ce sens est-elle en préparation ?

Communications will sit immediately for the consideration of the estimates of the Department of Cultural Affairs.

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr. Vincent :

1. Under the instructions provided by the Department of Agriculture and Colonization since April 1st 1972 respecting farm products not covered by Crop Insurance:

(a) how many farmers reported damage to their crops within the compulsory ten day period, either to the regional office or to any other responsible service;

(b) what is the breakdown by region and production;

(c) what was the nature and extent of the damage;

(d) what percentage of the crops was so affected ?

2. What are, or what will be, the assistance measures to be provided to compensate the producers ?

3. What item of the budget includes the necessary amount voted for such purpose ?

Answer by Mr. Toupin :

1. (a) about 6,200;

(b) this is being compiled at the Department of Agriculture and Colonization at the present time;

(c) torrential rains and frost;

(d) fruit farms : 67.5%;

market gardens : 75 %;

industrial farms : 65 %;

potato farms : 60 %.

2. A supplementary budget of \$5,100,000.00.

Question by Mr. Vincent :

1. Is it correct that as a parallel to the joint plans, the government will promote the organization of joint sales commissions and joint agricultural marketing corporations ?

2. Is any legislation being prepared on this subject ?

3. Quand sera-t-elle présentée ?
4. Quels sont les organismes consultés à ce sujet ?

Réponse par M. Toupin :

1. Un comité de la Régie des marchés agricoles a étudié les amendements possibles à apporter à la Loi des marchés agricoles du Québec. Ce comité a présenté son rapport en décembre dernier.

2. Le rapport du comité propose des amendements à la Loi des marchés agricoles.

3. Les amendements proposés par le comité sont présentement à être étudiés. S'il y a lieu, un projet de législation sera préparé.

4. Tous les organismes tant agricoles que para-agricoles ont été invités à présenter des mémoires aux membres du comité.

Question par M. Vincent :

1. Quelle est la politique de classification et de mise en marché des produits définis par le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation depuis le 12 mai 1970 ?

2. En vertu de cette politique, quels sont les produits dont le prix à la consommation a été réduit ?

Réponse par M. Toupin :

1. Le classement est obligatoire pour les fruits et légumes frais et les produits de l'érable normalisés (voir article 9 du Règlement sur les fruits et légumes frais et l'annexe au tableau A dudit règlement de même que les articles 5, 18 et 20 du Règlement concernant le classement et la vente des produits de l'érable).

Le classement des fruits et légumes est fait par le producteur ou l'emballleur. Exceptionnellement, à titre de service, ce classement peut être fait et certifié par le classificateur du ministère lorsque la demande provient d'un organisme tel qu'un office de producteurs ou un syndicat coopératif.

Le classement des produits de l'érable pré-emballés destinés aux consommateurs (sirop et sucre dur) est fait par le produc-

3. When will it be introduced ?
4. What organizations have been consulted on this subject ?

Answer by Mr. Toupin :

1. The amendments which could possibly be made to the Québec Agricultural Marketing Act have been examined by a committee of the Agricultural Marketing Board. The committee submitted its report last December.

2. The report by the committee put forward some amendments to the Agricultural Marketing Act.

3. The amendments put forward by the committee are being examined at the present time. A bill will be drawn up if expedient.

4. All the agricultural and para-agricultural organizations were invited to submit briefs to the committee.

Question by Mr. Vincent :

1. What is the policy for the grading and marketing of products defined by the Department of Agriculture and Colonization since May 12th 1970 ?

2. What are the products the consumer price of which has been reduced under such policy ?

Answer by Mr. Toupin :

1. Grading is compulsory for fresh fruit and vegetables and standardized maple products (see article 9 of the Regulation on Fresh Fruit and Vegetables, and the appendix to Table A of the said Regulation and also articles 5, 18 and 20 of the Regulation respecting the grading and selling of maple products).

The grading of fruit and vegetables is done by the producer or packer. In exceptional cases and as a service, such grading may be done and certified by the grader of the Department whenever the request is made by an organization such as a producers' agency or a cooperative union.

The grading of prepacked consumer maple products (syrup and hard sugar) is done by the producer or packer when

teur ou l'emballleur au moment du conditionnement. Quant au classement des produits de l'érable vendus en vrac, il doit être fait par le classificateur du ministère.

2. Cette politique n'a pas pour but de réduire le prix au consommateur mais bien d'améliorer la qualité des produits.

Question par M. Drolet:

1. Combien la Commission des accidents du travail a-t-elle d'employés à son service?

2. Quel est l'actif total de la Commission des accidents du travail?

3. Quel a été l'accroissement de l'actif pour les années 1970/71 et 1971/72?

4. Quelle est la distribution du portefeuille de la Commission des accidents du travail?

5. Est-ce que la Commission des accidents du travail possède des obligations?

6. Si oui:

a) combien d'obligations la Commission des accidents du travail détient-elle;

b) de quel genre d'obligations s'agit-il;

c) quel est le rendement de ces obligations;

d) combien ces obligations ont-elle rapporté pour chacune des trois (3) dernières années?

Réponse par M. Cournoyer:

1. Au 12 avril 1973, la Commission avait 1,755 employés à son service.

2. L'actif de la Commission des accidents du travail est le suivant:

- Total de l'actif
apparaissant au bilan
au 31 décembre 1972 \$308,931,907.23

- Moins - Passif à
court terme et dépôts
des employeurs
(Cédule II) \$ 13,652,522.24

- Valeur nette de l'actif
au 31 décembre 1972 \$295,279,384.99

3. L'accroissement de l'actif pour les années 1970/71 et 1971/72 est le suivant:

- Année 1970/71 --- \$ 8,899,126.41

- Année 1971/72 --- \$24,301,696.32

they are being packed. As regards maple products sold in bulk, the grading must be done by the Department grader.

2. This policy is not designed to reduce the consumer price, but rather to improve the quality of the products.

Question by Mr. Drolet:

1. How many employees are there in the service of the Workmen's Compensation Commission?

2. What are the total assets of the Workmen's Compensation Commission?

3. What was the amount of increase of the assets for 1970/71 and 1971/72?

4. What is the diversification of the portfolio of the Workmen's Compensation Commission?

5. Are any bonds held by the Workmen's Compensation Commission?

6. If so:

(a) how many bonds are held by the Workmen's Compensation Commission;

(b) what kind of bonds are they;

(c) what is the yield of such bonds;

(d) what was the yield of such bonds during the last three (3) years?

Answer by Mr. Cournoyer:

1. The Commission had 1,755 employees in its service as at April 12th 1973.

2. The assets of the Workmen's Compensation Commission are as follows:

- Total assets shown
in the financial statement as at December
31st 1972 \$308,931,907.23

- Less - Short term
liabilities and employers' deposits
(Schedule II) \$ 13,652,522.24

- Net value of assets
as at December 31st
1972 \$295,279,384.99

3. The increase in the assets for 1970/71 and 1971/72 is as follows:

- 1970/71 --- \$ 8,899,126.41

- 1971/72 --- \$24,301,696.32

4. Le portefeuille de la Commission est constitué uniquement d'obligations dont la valeur aux livres était de \$203,316,007.50 au 31 décembre 1972.

5. Oui, le portefeuille de la Commission est composé uniquement d'obligations.

6. a) les obligations détenues par la Commission au 31 décembre 1972 sont de l'ordre de \$203,316,007.50 à la valeur aux livres;

b) Canada

(ou garanties par) \$ 5,187,204.50

Province de Québec

(ou garanties par) 95,636,055.00

Municipalités 61,808,687.00

Commissions scolaires 37,259,435.00

Divers 3,424,626.00

TOTAL \$203,316,007.50

c) le rendement de ces obligations est de 6.908% au 31 décembre 1972.

d) les intérêts gagnés au cours des trois dernières années sont les suivants:

- 1970 — \$11,286,982.03

- 1971 — \$12,870,403.61

- 1972 — \$13,514,643.12

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Vincent:

Conformément à l'annonce faite par le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation dans « La Terre de Chez-Nous », du 24 mai 1972:

a) quelle est la mesure d'assistance qui a été utilisée en 1972/73 pour indemniser les producteurs qui subiront des dommages à des récoltes;

b) à quel item budgétaire sont prévues les sommes nécessaires à cette fin;

c) quelles sont les dépenses prévues et inscrites au budget 1973/74?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de l'Assemblée un document contenant les informations demandées.

4. The portfolio of the Commission is made up exclusively of bonds, the book value of which was \$203,316,007.50, as at December 31st 1972.

5. Yes, the portfolio of the Commission is made up exclusively of bonds.

6. (a) The book value of the bonds held by the Commission as at December 31st 1972 amounted to \$203,316,007.50;

(b) Canada

(or guaranteed by) \$ 5,187,204.50

Province of Québec (or guaran-

teed by) 95,636,055.00

Municipal bonds 61,808,687.00

School boards 37,259,435.00

Miscellaneous 3,424,626.00

TOTAL \$203,316,007.50

(c) the yield of such bonds was 6.908%, as at December 31st 1972.

(d) the interest earned during the last three years is as follows:

- 1970 — \$11,286,982.03

- 1971 — \$12,870,403.61

- 1972 — \$13,514,643.12

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr. Vincent:

Respecting the advertisement published by the Minister of Agriculture and Colonization in the May 24th 1972 issue of "La Terre de Chez-Nous":

(a) what was the extent of the assistance granted in 1972/73 to compensate producers sustaining crop losses;

(b) under what budgetary item are the sums required for such purpose shown;

(c) what are the estimated expenditures shown in the budget for 1973/74?

On motion of Mr. Levesque,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

M. Toupin dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 59.)

M. Léger propose:

Que la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications soit convoquée afin d'étudier la situation générale du loisir au Québec et l'opportunité de confier à un ministre spécialement nommé à cette fin la responsabilité exclusive du loisir et de créer, pour aider ce ministre dans sa tâche, un Conseil supérieur du loisir et des sports possédant un statut similaire au Conseil supérieur de l'éducation et ayant pour mandat:

a) d'étudier et de faire la synthèse des principaux rapports déjà produits sur le loisir;

b) faire participer tous ceux qui oeuvrent dans le loisir à l'élaboration d'une politique intégrée dans ce domaine;

c) favoriser le regroupement et l'intégration de ceux qui s'occupent de loisir à l'intérieur de structures cohérentes;

d) définir les conditions d'un loisir démocratisé et accessible à tous, permettant à l'individu de choisir le genre de loisir dont il veut profiter;

e) proposer des structures permanentes de consultation entre les individus, les groupes et les organismes publics responsables du loisir.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Burns propose:

Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant tous les mots après le mot « Québec », dans la quatrième ligne.

La motion d'amendement est adoptée.

La motion principale telle qu'amendée est alors adoptée à l'unanimité.

Mr. Toupin tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 59.)

Mr. Léger moved:

That the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications be convened for the purpose of examining the general situation on recreation in the province of Québec and the possibility of entrusting the exclusive responsibility for recreation to a Minister especially appointed for such purpose, and to help such Minister in his task, of establishing a Superior Council of Sports and Recreation with a status similar to the Superior Council of Education and having the following terms of reference:

(a) to examine and draw up a report on the principal reports already produced on recreation;

(b) to have all the people working in recreation participate in the drawing up of an integrated policy in this field;

(c) promote the regrouping and integration of all the people working in recreation within the framework of coherent structures;

(d) to define the conditions of recreation that will be democratic and available to all, allowing the individual to choose the type of recreation which will give him the most benefit;

(e) to propose permanent structures for consultation between individuals, groups and public organizations responsible for recreation.

And a debate arising on this motion.

Mr. Burns moved:

That the motion under debate be amended by striking out all the words after the word "Québec", in the fifth line therein.

The motion of amendment was adopted.

The main motion, as amended, was then unanimously adopted.

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain quinze heures.

On motion of Mr. Levesque,—

Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Jeudi 10 mai 1973

Quinze heures

Thursday, May 10th 1973

Three o'clock P.M.

M. Levesque propose:

Que le délai pour le dépôt des projets de loi privés au secrétariat des commissions soit prolongé jusqu'au 1er juin prochain inclusivement.

La motion est adoptée.

Le projet de loi 9, « Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction », est présenté par M. Cournoyer, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de l'Assemblée:

Par M. L'Allier:

Rapport annuel de la Régie des services publics, pour 1971/72.

(Document de la session no 60.)

Par M. Cloutier (Ahuntsic):

Rapport annuel du ministère de l'Éducation, pour 1971/72.

(Document de la session no 61.)

Mr. Levesque moved:

That the delay for the filing of private bills at the secretariat of Committees be extended to June 1st inclusively.

The motion was adopted.

Bill 9, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act", was introduced by Mr. Cournoyer, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

The following documents were tabled:

By Mr. L'Allier:

Annual report of the Public Service Board, for 1971/72.

(Sessional Papers, No. 60.)

By Mr. Cloutier (Ahuntsic):

Annual report of the Department of Education, for 1971/72.

(Sessional Papers, No. 61.)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des affaires sociales siège immédiatement pour l'étude des crédits de ce ministère; la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège immédiatement pour l'étude des crédits du ministère des Affaires culturelles et la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siège immédiatement pour l'étude des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce.

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain dix heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Social Affairs will sit immediately for the consideration of the estimates of such department; the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit immediately for the consideration of the estimates of the Department of Cultural Affairs and the Standing Committee on Industry and Commerce, Tourism, Fish and Game will sit immediately for the consideration of the estimates of the Department of Industry and Commerce.

On motion of Mr. Levesque,—

Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Vendredi 11 mai 1973

Dix heures

Friday, May 11th 1973

Ten o'clock A.M.

Le projet de loi 8, « Loi modifiant de nouveau la Loi de l'instruction publique », est présenté par M. Cloutier (Ahuntsic), lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège immédiatement pour l'étude des crédits du ministère des Communications et la Commission permanente des affaires sociales siège immédiatement pour l'étude des crédits de ce ministère.

Les affaires courantes étant terminées, sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain quinze heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Bill 8, "An Act to again amend the Education Act", was introduced by Mr. Cloutier (Ahuntsic), read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications will sit immediately for the consideration of the estimates of the Department of Communications and the Standing Committee on Social Affairs will sit immediately for the consideration of the estimates of such Department.

Routine business being concluded, and on motion of Mr. Levesque,—

Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until Tuesday next, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Mardi 15 mai 1973

Quinze heures

Tuesday, May 15th 1973

Three o'clock P.M.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente de l'agriculture et de la colonisation siège immédiatement pour l'étude des crédits de ce ministère.

Le projet de loi 8, « Loi modifiant de nouveau la Loi de l'instruction publique », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi 8 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

M. Cournoyer propose que le projet de loi 9, « Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Agriculture and Colonization will sit immediately for the consideration of the estimates of such Department.

Bill 8, "An Act to again amend the Education Act", was read the second time.

On motion of Mr. Levesque, bill 8 was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

Mr. Cournoyer moved that bill 9, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock, Mr. President left the Chair.

Vingt heures quinze minutes.

M. le président reprend le fauteuil.

M. Paul propose :

« *Que* la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « maintenant » et en y ajoutant les mots « dans un mois ». »

Et le débat qui s'élève sur cet amendement est ajourné sur la motion de M. Samson.

Conformément à l'article 174 du règlement, un avis de question a été remis au président pour le débat de fin de séance.

M. Samson a soulevé un débat concernant la loi électorale, en particulier la confection des listes électorales et la nomination des énumérateurs, auquel débat a répondu M. Levesque.

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain quinze heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le vice-président,
ROBERT LAMONTAGNE.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr. President took the Chair.

Mr. Paul moved :

"*That* the motion under debate be amended by striking out the word "now" therein, and by adding thereto the words "this day one month"."

And the debate arising on this amendment was adjourned on motion of Mr. Samson.

In accordance with Article 174 of the Standing Orders, a notice of question was submitted to the President for the end of sitting debate.

Mr. Samson raised a debate concerning the Election Act and in particular the making up of the electoral lists and the appointing of the enumerators, which debate was answered by Mr. Levesque.

On motion of Mr. Levesque,—
Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

ROBERT LAMONTAGNE,
Vice-president.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Mercredi 16 mai 1973

Quinze heures.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente de l'agriculture et de la colonisation siège immédiatement pour l'étude des crédits de ce ministère.

Wednesday, May 16th 1973

Three o'clock P.M.

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Agriculture and Colonization will sit immediately for the consideration of the estimates of such Department.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Burns:

1. Quel est le coût de location mensuel payé pour le bureau de la Sûreté du Québec de Sainte-Martine, comté de Châteauguay?
2. Quelle est la superficie de ce bureau?
3. Qui est le propriétaire de l'immeuble loué?
4. Quelle est la durée du bail?

Réponse par M. Tessier:

1. Coût mensuel: \$312.91.
2. 1,170 pieds carrés.
3. Gabriel Chenail, 31, rue Desrochers, Sainte-Martine, Comté de Châteauguay.
4. 1 an, échéance au 30 avril 1973.

Question par M. Roy (Beauce):

1. Quels sont les surplus nets réalisés à chaque année par la Régie de l'assurance-maladie et ce, depuis sa fondation?

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr. Burns:

1. What is the monthly amount of the rent paid for the Québec Police Force office at Sainte-Martine, Châteauguay county?
2. What is the area of the office?
3. Who is the proprietor of the rented immovable?
4. What is the term of the lease?

Answer by Mr. Tessier:

1. Monthly cost: \$312.91.
2. 1,170 square feet.
3. Gabriel Chenail, 31 Desrochers Street, Sainte-Martine, Co. Châteauguay.
4. 1 year, ending April 30th 1973.

Question by Mr. Roy (Beauce):

1. What net surpluses have been made each year by the Health Insurance Board since it was established?

2. De quelle manière dispose-t-on des surplus accumulés ?

2. In what manner are the accumulated surpluses disposed of ?

Réponse par M. Castonguay.

Answer by Mr. Castonguay:

1.	Surplus net de l'exercice Net Surplus for Year	Surplus accumulé Accumulated Surplus
1969/70	(\$ 1,761,672.00)	(\$ 1,761,672.00)
1970/71	3,338,958.00	1,577,286.00
1971/72	8,701,625.00	10,278,911.00
1972/73 (estimé — estimated)	29,600,000.00	58,479,000.00 (1)

(1) comprend des ajustements au surplus des exercices antérieurs pour un montant de \$18,600,000.00 en raison de changements apportés à la méthode utilisée pour comptabiliser les revenus et les dépenses.

(1) includes an adjustment in an amount of \$18,600,000.00 to the surplus for the previous fiscal years, resulting from changes made to the method used for the accounting of revenues and expenditures.

2. Les membres de la Régie, après étude de la question au cours du dernier exercice financier, en sont arrivés à la conclusion qu'il serait sage au plan administratif d'accumuler au compte de l'excédent des revenus, soit environ \$38,000,000.00 en prenant comme base le budget des revenus de l'exercice financier 1973/74, pour parer à certaines éventualités telles un ralentissement économique ayant pour effet de réduire la masse des revenus assujettis aux contributions, une modification à la méthode de partage des coûts avec le gouvernement fédéral, un accroissement plus élevé que prévu du nombre de dispensateurs des services assurés, une épidémie, une augmentation dans les traitements versés aux professionnels de la santé rémunérés à salaire ou à vacation et une augmentation dans les prestations versées aux professionnels de la santé rémunérés à l'acte.

2. Following an examination of the matter during the last fiscal year, the members of the Board decided that at the administrative level and by using the budget of revenues for the 1973/74 fiscal year as a basis, it would be expedient to accrue about \$38,000,000.00 to the surplus account, in order to be able to meet certain eventualities such as a slowdown in the economy which would have the effect of reducing the overall incomes subject to contributions, a change in the cost sharing methods with the federal government, a greater increase than forecast in the number of dispensers of insured services, an epidemic, an increase in the amounts paid to health professionals paid on a fee or salary basis, and an increase in the allowances paid to health professionals who are remunerated only for services rendered.

Les montants accumulés au compte de l'excédent des revenus sur les dépenses en surplus, d'un mois de revenus, seront utilisés pour étendre progressivement la couverture des services assurés.

The amounts accumulated to the surplus revenue account over the surplus expenditures in any revenue month, will be used for the progressive extension of the coverage of insured services.

Sur la motion de M. Gagnon :

On motion of Mr. Gagnon :

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de l'Assemblée :

Ordered, That there be laid before the Assembly :

Copie du contrat pour l'achat d'unités de motels préfabriqués, destinées à l'Auberge de Fort Prevel avec Maisons usinées Lanaudière Inc. de Joliette.

M. Simard (Richelieu) dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 62.)

Sur la motion de M. Cardinal:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de l'Assemblée:

La liste complète de toutes les subventions versées en 1970/71, 1971/72 et 1972/73 aux oeuvres de terrains de jeux, centres de loisirs, centres récréatifs ou sportifs, à des groupements ou organismes de jeunes avec:

- a) les noms et adresses;
- b) le montant;
- c) la date du paiement.

M. Phaneuf dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 63.)

M. Tremblay (Chicoutimi) propose:

Que le gouvernement convoque sans délai la Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications aux fins d'interroger le ministre responsable et tous autres témoins utiles sur la nature et les objectifs des négociations engagées avec le Secrétariat d'État et tout ministère ou toute agence du gouvernement du Canada.

La motion est rejetée les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Béland, Boivin, Brochu, Charron, Croisetière, Demers, Drolet, Dumont, Gauthier, Joron, Laurin, Lavoie (Wolfe), Lessard, Paul, Roy (Beauce), Roy (Lévis), Samson, Simard (Témiscouata), Tremblay (Chicoutimi), Vincent.—20.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Blank, Brown, Caron, Cloutier (Ahuntsic), Dionne, Faucher, Fortier, Garneau, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Chauveau), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lacroix, Larivière, Levesque, Mailoux, Marchand, Massé, Ostiguy, Pearson, Pelletier, Perreault, Picard, Pilote, Shanks, Tetley, Toupin, Tremblay (Bourassa), Vaillancourt.—32.

A copy of the contract with the firm of Maisons usinées Lanaudière Inc., of Joliette, for the purchase of prefabricated motels for the Fort Prevel Inn.

Mr. Simard (Richelieu) tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 62.)

On motion of Mr. Cardinal:

Ordered, That there be laid before the Assembly:

A complete list of all the grants paid in 1970/71, 1971/72 and 1972/73, to playground associations, recreational centres, recreational and sports centres and to youth groups and organizations, such list to include:

- (a) the names and addresses;
- (b) the amounts;
- (c) the dates of payment.

Mr. Phaneuf tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 63.)

Mr. Tremblay (Chicoutimi) moved:

That the government do convene the Committee on Education, Cultural Affairs and Communications without delay, for purposes of interrogating the responsible Minister and any other useful witnesses, on the nature and objects of the negotiations being carried out with the Department of the Secretary of State and any Department or agency of the Government of Canada.

The motion was rejected on the following division:

Aujourd'hui, mercredi, 16 mai 1973, à dix-sept heures quarante-cinq minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Blank, le vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Levesque, le représentant du Premier ministre, de M. Brochu, le représentant du chef parlementaire du Ralliement créditiste, et du secrétaire de la chancellerie, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de sanctionner la loi suivante:

8 Loi modifiant de nouveau la Loi de l'instruction publique.

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain quinze heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le vice-président,
ROBERT LAMONTAGNE.

Today, Wednesday, May 16th 1973, at five-forty-five o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of Mr. Blank, the Vice-president of the National Assembly, of Mr. Levesque, the Delegate of the Prime Minister, of Mr. Brochu, the Delegate of the Parliamentary Leader of the Social Credit Rally, and of the Clerk of the Crown in Chancery, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province was pleased to sanction the following bill:

8 An Act to again amend the Education Act.

On motion of Mr. Levesque,—
Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

ROBERT LAMONTAGNE,
Vice-president.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Jeudi 17 mai 1973

Quinze heures

Thursday, May 17th 1973

Three o'clock P.M.

M. Massé dépose sur le bureau de l'Assemblée le document suivant:

Une brochure intitulée: « Objectifs d'une politique minérale canadienne », basée sur la déclaration des ministres fédéraux et provinciaux responsables de la politique minérale.

(Document de la session no 64.)

Mr. Massé tabled the following document:

A booklet entitled: "Mineral Policy Objectives for Canada", based on the statement by the Federal and Provincial Ministers responsible for mineral policy.

(Sessional Papers, No. 64.)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission parlementaire de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siège immédiatement pour l'étude du projet d'aménagement hydro-électrique de la rivière Jacques-Cartier.

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Industry and Commerce and Tourism, Fish and Game will sit immediately to examine the plan for the hydro-electric development of the Jacques-Cartier River.

L'Assemblée reprend le débat sur l'amendement de M. Paul à la motion de M. Cournoyer proposant que le projet de loi 9, « Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction », soit maintenant lu la deuxième fois, lequel amendement se lit comme suit:

« *Que* la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « maintenant » et en y ajoutant les mots « dans un mois ». »

L'amendement est rejeté les voix se divisant comme suit:

The Assembly resumed the debate on the amendment by Mr. Paul to the motion by Mr. Cournoyer proposing that bill 9, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act", be now read the second time, which amendment reads as follows:

"*That* the motion under debate be amended by striking out the word "now" therein, and by adding thereto the words "this day one month"."

The amendment was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Audet, Béland, Boivin, Brochu, Burns, Charron, Cloutier (Montmagny), Croisetière, Demers, Gauthier, Guay, Joron, Léger, Lessard, Loubier, Masse, Paul, Roy (Beauce), Roy (Lévis), Samson, Tétrault, Tremblay (Chicoutimi), Vincent.—23.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Arsenault, Assad, Bacon, Berthiaume, Bienvenue, Bourassa, Brown, Cournoyer, Dionne, Drummond, Faucher, Fortier, Gallienne, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Chauveau), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lacroix, Lamontagne, Larivière, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Ostiguy, Pearson, Pepin, Perreault, Picard, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Shanks, Simard (Richelieu), Springate, Tetley, Vaillancourt, Veilleux.—43.

Et le débat continue sur la motion principale.

And the debate continuing on the main motion.

À dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

At six o'clock, Mr. President left the Chair.

Vingt heures quinze minutes.

Eight-fifteen o'clock P.M.

M. le président reprend le fauteuil.

Mr. President took the Chair.

La motion principale est alors adoptée les voix se divisant comme suit:

The main motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Assad, Bacon, Berthiaume, Bienvenue, Bourassa, Brown, Caron, Cournoyer, Dionne, Drummond, Faucher, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Harvey (Chauveau), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lacroix, Larivière, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Ostiguy, Pearson, Perreault, Phaneuf, Picard, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Shanks, Simard (Richelieu), Springate, Tessier, Tetley, Toupin, Vaillancourt.—41.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Béland, Boivin, Brochu, Burns, Cloutier (Montmagny), Croisetière, Demers, Gagnon, Gauthier, Guay, Léger, Lessard, Loubier, Paul, Roy (Beauce), Samson, Tétrault, Tremblay (Chicoutimi), Vincent.—19.

En conséquence, le projet de loi 9 est lu la deuxième fois.

Bill 9 was accordingly read the second time.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. le président fait rapport à l'Assemblée que, ce jour, la Commission de l'Assemblée nationale s'est réunie et que MM. Brisson, Cornellier, Croisetière, Giasson, Houde (Limoilou), Kennedy, Picard, Pilote et Séguin ont été choisis pour agir comme présidents des différentes commissions élues permanentes, conformément à l'article 139 du règlement.

Le rapport est adopté.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr. President reported to the Assembly that the Committee on the National Assembly had met today, and that in accordance with Standing Order 139, Messrs. Brisson, Cornellier, Croisetière, Giasson, Houde (Limoilou), Kennedy, Picard, Pilote and Séguin were chosen to act as Chairmen of the various Select Standing Committees.

The report was adopted.

M. Cournoyer propose:

Que le projet de loi 9, « Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction », soit maintenant envoyé pour étude à la commission plénière.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Assad, Bacon, Berthiaume, Bienvenue, Bourassa, Brisson, Brown, Caron, Cournoyer, Dionne, Drummond, Faucher, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Harvey (Chauveau), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lacroix, Larivière, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Ostiguy, Perreault, Phaneuf, Picard, Pilote, Quenneville, Saint-Pierre, Shanks, Simard (Richelieu), Springate, Tetley, Toupin, Vaillancourt, Veilleux.—41.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Béland, Boivin, Burns, Cloutier (Montmagny), Croisetière, Demers, Drolet, Gagnon, Gauthier, Guay, Léger, Lessard, Loubier, Paul, Samson, Tétrault, Tremblay (Chicoutimi), Vincent.—18.

Avant que l'Assemblée se forme en commission plénière et à la suite de l'argumentation des députés de Maisonneuve, Maskinongé, Rouyn-Noranda et Bonaventure, M. le président donne la directive suivante sur la motion de convocation de témoins devant la commission plénière et l'interprétation de l'article 154 de notre règlement.

L'article 154 du règlement aurait dû être rédigé de façon différente parce qu'il contient deux éléments. Un premier à l'effet qu'en commission, après la deuxième lecture, on ne peut discuter que les détails d'un projet de loi; ce premier principe s'applique tant à la commission plénière qu'aux commissions élues.

Un second stipule qu'il ne peut y avoir audition publique à moins que la commission n'en décide autrement. Ce dernier élément ne peut s'appliquer qu'aux commissions élues parce que, tant dans l'esprit du législateur que dans l'économie du présent règlement et de l'ancien, et dans la tradition du droit parlementaire anglais, il n'y a jamais eu d'enquête en commission plénière.

Les commissions élues ont été créées justement pour entendre les parties, c'est

Mr. Cournoyer moved:

That bill 9, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act", be now referred to the Committee of the Whole for consideration.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on the following division:

Before the Assembly resolved itself into Committee of the Whole, and following the controversy between the Members for Maisonneuve, Maskinongé, Rouyn-Noranda and Bonaventure, Mr. President gave the following directive on the motion to summon witnesses before the Committee of the Whole, and the interpretation of Standing Order 154.

As it contains two principles, Standing Order 154 should have been drawn up in a different manner. The first principle is that in committee, after second reading, only the details of a bill may be considered. This first principle applies to the Committee of the Whole as well as to the Standing Committees.

The second principle stipulates that no public hearing may be held unless the committee decides to proceed otherwise. This second principle can only apply to the Standing Committees because in the mind of the legislator and the application of the present and previous Standing Orders, and in the tradition of English parliamentary law, there has never been any inquiry in Committee of the Whole.

The Select Committees were established for the precise purpose of hearing the

là qu'on peut faire venir des témoins. Et aux articles 79, 80 et 81, où on traite de questions de privilège, on prévoit que c'est la commission de l'Assemblée nationale qui doit faire enquête et devant laquelle les personnes assignées doivent comparaître.

Et l'article 153 dit:

« Lorsqu'une commission élue a requis une personne de se présenter devant elle pour s'y faire entendre ou pour produire des documents et que cette personne refuse de le faire, la commission fait rapport de ce refus au président et celui-ci prend les moyens nécessaires pour que la demande de la commission soit satisfaite ».

Nulle part il est prévu qu'un témoin puisse être convoqué devant la commission plénière. Ce serait contraire à l'économie de notre règlement et du droit parlementaire.

Pour ces raisons, la motion de convocation de témoins devant la commission plénière est irrecevable.

En conséquence, le projet de loi 9 est envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière. La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

Conformément à l'article 174 du règlement, un avis de question a été remis au président pour le débat de fin de séance.

M. Charron a soulevé un débat au sujet de la fusion de Loyola College et de Sir George Williams University, auquel a répondu M. Levesque.

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain quinze heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

parties, and that is where witnesses may be summoned. Furthermore, in Standing Orders 79, 80 and 81, which deal with questions of privilege, it is provided that it is the Committee on the National Assembly which will carry out inquiries and before which the persons summoned shall appear.

In addition, Standing Order 153 states: "When a select committee has required any person to appear before it or file documents and such person refuses to comply, the committee shall report such refusal to the President who shall take the necessary steps to enforce the order of the committee".

In no instance is it provided that any witness may be summoned before the Committee of the Whole. Such would be contrary to the interpretation of our Standing Orders and parliamentary law.

For these reasons, the motion to summon witnesses before the Committee of the Whole is inadmissible.

Bill 9 was accordingly committed and considered in Committee of the Whole. Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

In accordance with Article 174 of the Standing Orders, a notice of question was submitted to the President for the end of sitting debate.

Mr. Charron raised a debate concerning the amalgamation of Loyola College and Sir George Williams University, which was answered by Mr. Levesque.

On motion of Mr. Levesque,—

Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until Tuesday next, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Mardi 22 mai 1973

Quinze heures

M. Levesque, pour M. Parent, dépose sur le bureau de l'Assemblée le document suivant:

Rapport annuel de la Commission de la fonction publique du Québec, pour 1972.

(Document de la session no 65.)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente de l'agriculture et de la colonisation siège immédiatement pour l'étude des crédits de ce ministère; la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siège immédiatement pour l'étude des crédits du ministère des travaux publics et la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu siège immédiatement pour l'étude des crédits du ministère des finances.

Les affaires courantes étant terminées, M. Levesque propose:

Que l'Assemblée s'ajourne maintenant à demain quinze heures.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Tuesday, May 22nd 1973

Three o'clock P.M.

Mr. Levesque tabled, on behalf of Mr. Parent, the following document:

Annual report of the Québec Civil Service Commission, for 1972.

(Sessional Papers, No. 65.)

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Agriculture and Colonization will sit immediately for the consideration of the estimates of such department; the Standing Committee on Transport, Public Works and Supply will sit immediately for the consideration of the estimates of the Department of Public Works and the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit immediately for the consideration of the estimates of the Department of Finance.

Routine business being concluded, Mr. Levesque moved:

That the Assembly do now be adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée les voix
se divisant comme suit:

The motion was then adopted on the
following division:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Arsenault, Assad, Bacon, Blank, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Choquette, Cornellier, Cournoyer, Dionne, Drummond, Faucher, Fortier, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Chauveau), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Joron, Lacroix, Lamontagne, Larivière, Laurin, Leduc, Lessard, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Ostiguy, Parent, Pearson, Pepin, Phaneuf, Picard, Pilote, Pinard, Saint-Pierre, Shanks, Simard (Richelieu), Springate, Tessier, Tetley, Toupin, Tremblay (Bourassa), Vaillancourt.—52.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Audet, Béland, Boivin, Cloutier (Montmagny), Croisetière, Demers, Drolet, Dumont, Gagnon, Gauthier, Guay, Lafontaine, Latulippe, Lavoie (Wolfe), Loubier, Paul, Roy (Beauce), Samson, Tremblay (Chicoutimi), Vincent.—20.

En conséquence, l'Assemblée s'ajourne
à demain quinze heures.

The Assembly was accordingly ad-
journed until tomorrow, at three o'clock
P.M.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Mercredi 23 mai 1973

Quinze heures.

M. Lacroix dépose, pour M. Perreault rapporteur désigné de la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement, le rapport de cette Commission qui a étudié le projet de loi 88, « Loi de l'Expropriation », après sa première lecture.

(Document de la session no 66.)

Le projet de loi 14, « Loi autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles », est présenté par M. Toupin, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Le projet de loi 7, « Loi sur les assurances », est présenté par M. Tetley et lu la première fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi 7 est référé à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives.

M. Choquette dépose sur le bureau de l'Assemblée le document suivant:

Rapport annuel de la Sûreté du Québec, pour 1972.

(Document de la session no 67.)

Wednesday, May 23rd 1973

Three o'clock P.M.

Mr. Lacroix tabled, on behalf of Mr. Perreault, the appointed reporter of the Standing Committee on Transport, Public Works and Supply, the report of such Committee which examined bill 88, "Expropriation Act", following its first reading.

(Sessional Papers, No. 66.)

Bill 14, "An Act to authorize additional appropriations for farm loan purposes", was introduced by Mr. Toupin, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Bill 7, "Insurance Act", was introduced by Mr. Tetley and read the first time.

On motion of Mr. Levesque, bill 7 was referred to the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

Mr. Choquette tabled the following document:

Annual report of the Québec Police Force, for 1972.

(Sessional Papers, No. 67.)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement siège immédiatement pour l'étude des crédits du ministère des Travaux publics.

M. Tremblay (Chicoutimi) propose pour M. Loubier:

Que cette Assemblée exprime l'avis qu'un jour devrait être institué comme fête du drapeau fleurdelisé, afin de marquer le 25^e anniversaire de son adoption comme emblème officiel du Québec.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Cloutier (Ahuntsic) propose:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots qui suivent les mots « l'avis », dans la première ligne, par ce qui suit: « qu'à l'occasion du 24 juin prochain, fête de la Saint-Jean-Baptiste, une proclamation rappelle le vingt-cinquième anniversaire de l'adoption du drapeau fleurdelisé comme emblème officiel du Québec ».

Et le débat qui s'élève sur cet amendement est ajourné sur la motion de M. Vincent.

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain quinze heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Transport, Public Works and Supply will sit immediately for the consideration of the estimates of the Department of Public Works.

Mr. Tremblay (Chicoutimi) moved, on behalf of Mr. Loubier:

That the Assembly is of opinion that a special day should be set aside to celebrate the 25th anniversary of the adoption of the *fleurdelisé* flag as the official emblem of the province of Québec.

And a debate arising on this motion.

Mr. Cloutier (Ahuntsic) moved:

That the motion under debate be amended by replacing all the words after the word "opinion", in the first line thereof, by the following: "that on this coming June 24th, Saint-Jean-Baptiste Day, a proclamation be issued to commemorate the twenty-fifth anniversary of the adoption of the *fleurdelisé* flag as the official emblem of the province of Québec".

And the debate arising on this amendment was adjourned on motion of Mr. Vincent.

On motion of Mr. Levesque,—

Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Jeudi 24 mai 1973

Quinze heures

Le projet de loi 4, « Loi modifiant la Charte de la Société québécoise d'exploration minière », est présenté par M. Massé, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

M. Levesque, pour M. Cloutier (Ahuntsic), dépose sur le bureau de l'Assemblée les documents suivants:

Rapport annuel des biens et des opérations de la Régie de la Place des Arts, pour l'exercice terminé le 30 avril 1972.

(Document de la session no 68.)

Rapport annuel des biens, des opérations et de l'état général des affaires de la Régie du Grand Théâtre de Québec, pour l'exercice terminé le 31 mars 1972.

(Document de la session no 69.)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts siège immédiatement pour l'étude des crédits du ministère des Terres et Forêts et la Commission permanente des affaires municipales.

Thursday, May 24th 1973

Three o'clock P.M.

Bill 4, "An Act to amend the Charter of the Québec Mining Exploration Company", was introduced by Mr. Massé, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr. Levesque tabled, on behalf of Mr. Cloutier (Ahuntsic), the following documents:

Annual report of the Régie de la Place des Arts on the property in its possession and respecting its operations, for the fiscal year ended April 30th 1972.

(Sessional Papers, No. 68.)

Annual report of the Régie du Grand Théâtre de Québec, on the property in its possession and respecting its operations, and showing the general state of its affairs, for the fiscal year ended March 31st 1972.

(Sessional Papers, No. 69.)

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit immediately for the consideration of the estimates of the Department of Lands and Forests and the Standing Committee on Municipal Affairs.

pales siège immédiatement pour l'étude des crédits de ce ministère.

Le projet de loi 9, « Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction », est de nouveau étudié en commission plénière.

À dix-huit heures, M. le président de la commission plénière quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes.

M. le président de la commission plénière reprend le fauteuil.

La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain dix heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Affairs will sit immediately for the consideration of the estimates of such Department.

Bill 9, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act", was again considered in Committee of the Whole.

At six o'clock, Mr. Chairman of the Committee of the Whole left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr. Chairman of the Committee of the Whole took the Chair.

Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

On motion of Mr. Levesque,—
Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Vendredi 25 mai 1973

Dix heures

Conformément à l'article 132 du règlement, M. Levesque, pour M. Garneau, donne avis qu'à une prochaine séance, l'Assemblée se formera en commission plénière pour voter en bloc un sixième des différents articles du budget.

Le projet de loi 11, « Loi modifiant la Loi de la constitution de certaines Églises », est présenté par M. Tetley, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des affaires municipales siège immédiatement pour l'étude des crédits de ce ministère et la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts siège immédiatement pour l'étude des crédits du ministère des Richesses naturelles.

Le projet de loi 9, « Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction », est de nouveau étudié en commission plénière.

Friday, May 25th 1973

Ten o'clock A.M.

On behalf of Mr. Garneau, and in accordance with Standing Order 132, Mr. Levesque gave notice that at a future sitting, the Assembly will resolve itself into Committee of the Whole to vote one-sixth of the different items of the budget as a lump sum.

Bill 11, "An Act to amend the Church Incorporation Act", was introduced by Mr. Tetley, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Municipal Affairs will sit immediately for the consideration of the estimates of such Department and the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit immediately for the consideration of the estimates of the Department of Natural Resources.

Bill 9, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act", was again considered in Committee of the Whole.

La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Levesque, il est---

Résolu que, lorsque cette Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain quinze heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

On motion of Mr. Levesque,—

Resolved, That when this Assembly adjourns today, it do stand adjourned until Tuesday next, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Mardi 29 mai 1973

Quinze heures

Tuesday, May 29th 1973

Three o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de l'Assemblée:

The following documents were tabled:

Par M. Levesque:

Rapport annuel de l'Office de planification et de développement du Québec, pour 1971/72.

(Document de la session no 70.)

By Mr. Levesque:

Annual report of the Québec Planning and Development Bureau, for 1971/72.

(Sessional Papers, No. 70.)

Par M. Garneau:

Les états financiers des entreprises du gouvernement du Québec, pour l'année 1971/72.

(Document de la session no 71.)

By Mr. Garneau:

Financial statements of Québec Government Enterprises, for 1971/72.

(Sessional Papers, No. 71.)

Par M. Castonguay:

Premier rapport annuel des activités de tout conseil régional institué en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, pour 1972.

(Document de la session no 72.)

By Mr. Castonguay:

First annual report of the activities of every regional council established under the Act respecting health services and social services, for 1972.

(Sessional Papers, No. 72.)

Par M. Choquette:

Liste des commissions délivrées aux employés publics pendant l'année 1972, en vertu de l'article 5 de la Loi des employés publics (S.R.Q., 1964, chapitre 12).

(Document de la session no 73.)

By Mr. Choquette:

List of commissions issued to the public officers during the year 1972, under Section 5 of the Public Officers Act (R.S.Q., 1964, Chapter 12).

(Sessional Papers, No. 73.)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche siège immédiatement pour l'étude des crédits du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche et la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siège immédiatement pour l'étude des crédits du ministère des Affaires intergouvernementales.

Le projet de loi 9, « Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction », est de nouveau étudié en commission plénière.

À dix-huit heures, M. le président de la commission plénière quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes.

M. le président de la commission plénière reprend le fauteuil.

La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la formation de l'Assemblée en commission plénière pour l'étude des crédits.

Sur la motion de M. Bienvenue, pour M. Garneau, M. le président quitte le fauteuil et l'Assemblée se forme en commission plénière pour voter en bloc un douzième du montant des crédits de chaque programme du budget des dépenses de la province, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974 et un douzième additionnel des crédits du programme 16 pour le ministère de l'Éducation.

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game will sit immediately for the consideration of the estimates of the Department of Tourism, Fish and Game and the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit immediately for the consideration of the estimates of the Department of Intergovernmental Affairs.

Bill 9, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act", was again considered in Committee of the Whole.

At six o'clock, Mr. Chairman of the Committee of the Whole left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr. Chairman of the Committee of the Whole took the Chair.

Progress was reported and leave granted to the committee to sit again during the present sitting.

The Order of the Day being read for the Assembly to resolve itself into Committee of the Whole for the examination of the estimates.

On motion of Mr. Bienvenue, on behalf of Mr. Garneau, Mr. President left the Chair and the Assembly resolved itself into Committee of the Whole to vote, as a lump sum, one-twelfth of the amount of the appropriations under each programme of the estimates of the Province, for the fiscal year ending March 31st 1974 and an additional one-twelfth of the appropriations under programme 16 for the Department of Education.

M. le président de la commission plénière fait le rapport suivant:

M. le président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière pour l'étude des crédits a adopté en bloc un douzième du montant des crédits de chaque programme du budget des dépenses de la province pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974 et un douzième additionnel des crédits du programme 16 pour le ministère de l'Éducation.

Le rapport est adopté.

M. Bienvenue, pour M. Garneau, présente, en conséquence, un projet de loi basé sur ledit rapport: Projet de loi 16, « Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974, et pour d'autres fins du service public », lequel projet de loi est lu la première, la deuxième et la troisième fois.

Le projet de loi 9, « Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction », est de nouveau étudié en commission plénière.

La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

Conformément à l'article 174 du règlement, un avis de question a été remis au président pour le débat de fin de séance.

M. Roy (Beauce) a soulevé un débat au sujet des subventions au montant de \$400.00 versées par le gouvernement fédéral à des agriculteurs pour perte de récolte subie l'automne dernier dans des zones désignées, auquel débat a répondu M. Toupin.

Mr. Chairman of the Committee of the Whole made the following report:

Mr. President,

I have the honour to report that the Committee of the Whole for the examination of the estimates has adopted, as a lump sum, one-twelfth of the amount of the appropriations under each programme of the estimates of the Province, for the fiscal year ending March 31st 1974 and an additional one-twelfth of the appropriations under programme 16 for the Department of Education.

The report was adopted.

On behalf of Mr. Garneau, Mr. Bienvenue accordingly introduced a bill based on the said report, namely: Bill 16, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1974, and for other purposes connected with the public service", which was read the first, the second and the third time.

Bill 9, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act", was again considered in Committee of the Whole.

Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

In accordance with Article 174 of the Standing Orders, a notice of question was submitted to the President for the end of sitting debate.

Mr. Roy (Beauce) raised a debate on the grants in the amount of \$400.00 paid by the federal government to farmers for crop losses suffered last autumn in some designated zones, which debate was answered by Mr. Toupin.

Sur la motion de M. Bienvenue, il est—
Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajour-
nera aujourd'hui, elle soit ajournée à
demain quinze heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

On motion of Mr. Bienvenue,—
Resolved, That when the Assembly ad-
journs today, it do stand adjourned until
tomorrow, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Mercredi 30 mai 1973

Quinze heures

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Latulippe:

1. Quel est le résultat de l'étude du rapport du plan d'aménagement intensif de l'unité de Matane-Matapédia (étude faite par MM. Gilbert Paille et Marc Côté)?

2. Quel est le coût d'application du plan?

3. Y a-t-il participation du fédéral?

4. Le gouvernement donne-t-il suite à ce rapport?

5. Combien d'emplois permanents seront créés si ce plan se réalise?

6. A-t-on l'intention de procéder à l'implantation d'unités semblables?

7. Si oui, où?

8. Y a-t-il des études en cours à ce sujet?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de l'Assemblée un document contenant les informations demandées.

M. Levesque dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 74.)

Wednesday, May 30th 1973

Three o'clock P.M.

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr. Latulippe:

1. What is the result of the examination of the report on the plan for the intensive development of the Matane-Matapédia Unit (a survey made by Messrs. Gilbert Paille and Marc Côté)?

2. What is the cost of the application of the plan?

3. Is there any federal participation?

4. Is the government following up the report?

5. How many permanent jobs will be created if the plan is carried out?

6. Is there any intention to proceed with the setting up of any similar units?

7. If so, where?

8. Are any surveys being made on this matter?

On motion of Mr. Levesque,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Levesque tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 74.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Béland:

1. Combien d'usines laitières ont fermé leurs portes depuis le 1er avril 1970:

a) soit par abandon des affaires;

b) soit par regroupement avec d'autres usines?

2. Quel est le montant dépensé annuellement pour favoriser le regroupement avec d'autres usines laitières?

3. Quelles sont les entreprises qui ont bénéficié de subventions depuis le 1er avril 1970?

4. Quel est le montant des subventions reçues?

5. Qui est propriétaire de ces entreprises bénéficiaires?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de l'Assemblée un document contenant les informations demandées.

M. Toupin dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 75.)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siège immédiatement pour l'étude des crédits du ministère des Affaires intergouvernementales.

L'Assemblée reprend le débat sur l'amendement de M. Cloutier (Ahuntsic) à la motion de M. Loubier proposant:

« *Que* cette Assemblée exprime l'avis qu'un jour devrait être institué comme fête du drapeau fleurdelisé, afin de marquer le 25e anniversaire de son adoption comme emblème officiel du Québec, » lequel amendement se lit comme suit:

« *Que* la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots qui suivent les mots « l'avis », dans la première ligne, par ce qui suit: « qu'à l'occasion du 24 juin prochain, fête de la Saint-Jean-Baptiste, une proclamation rappelle le vingt-cinquième anniversaire de l'adoption

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr. Béland:

1. How many milk processing plants have been closed since April 1st 1970:

(a) through the business being given up;

(b) through regrouping with other plants?

2. What amount is spent per annum to promote regrouping with other milk processing plants?

3. What firms have benefited from grants since April 1st 1970?

4. What was the amount of the grants received?

5. Who are the proprietors of the firms which received such grants?

On motion of Mr. Levesque,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Toupin tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 75.)

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit immediately for the consideration of the estimates of the Department of Intergovernmental Affairs.

The Assembly resumed the debate on the amendment by Mr. Cloutier (Ahuntsic) to the motion by Mr. Loubier proposing:

“*That* the Assembly is of opinion that a special day should be set aside to celebrate the 25th anniversary of the adoption of the *fleurdelisé* flag as the official emblem of the province of Québec,” which amendment reads as follows:

“*That* the motion under debate be amended by replacing all the words after the word “opinion”, in the first line thereof, by the following: “that on this coming June 24th, Saint-Jean-Baptiste Day, a proclamation be issued to commemorate the twenty-fifth anniversary of the adop-

du drapeau fleurdelisé comme emblème officiel du Québec ». »

M. Charron propose:

Que la motion d'amendement en discussion soit elle-même amendée:

a) en retranchant les mots « 24 juin prochain, fête de la Saint-Jean-Baptiste, une proclamation rappelle le »;

b) en ajoutant, à la fin les mots: « , le 24 mai de chaque année devrait être déclaré jour du drapeau québécois. ».

Note: 1) La motion d'amendement se lirait ainsi:

« *Que* la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots qui suivent les mots « l'avis », dans la première ligne, par ce qui suit: « qu'à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'adoption du drapeau fleurdelisé comme emblème officiel du Québec, le 24 mai de chaque année devrait être déclaré jour du drapeau québécois. ».

2) La motion principale se lirait ainsi:

« *Que* cette Assemblée exprime l'avis qu'à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'adoption du drapeau fleurdelisé comme emblème officiel du Québec, le 24 mai de chaque année devrait être déclaré jour du drapeau québécois. »

Le sous-amendement est rejeté les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Boivin, Burns, Charron, Croisetière, Demers, Gagnon, Gauthier, Joron, Lafontaine, Laurin, Lavoie (Wolfe), Lessard, Loubier, Paul, Simard (Témiscouata), Vincent.—16.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Assad, Bacon, Bienvenue, Blank, Bourassa, Brown, Caron, Castonguay, Faucher, Fortier, Garneau, Goldbloom, Hardy, Harvey (Chauveau), Houde (Limoilou), Kennedy, Lafrance, Lamontagne, Larivière, Levesque, Mailloux, Marchand, Ostiguy, Perreault, Picard, Pilote, Pinard, Tetley, Théberge, Vaillancourt, Veilleux.—31.

Avec l'abstention de MM. Audet, Guay, Roy (Beauce), Roy (Lévis), Samson, Tétrault et Tremblay (Chicoutimi).

L'amendement de M. Cloutier (Ahuntsic) à la motion principale de M. Loubier est adopté les voix se divisant comme suit:

tion of the *fleurdelisé* flag as the official emblem of the province of Québec'."

Mr. Charron moved:

That the motion of amendment under debate be amended:

(a) by striking out the words "on this coming June 24th, Saint-Jean-Baptiste Day, a proclamation be issued to commemorate", therein;

(b) by adding, at the end, the words: "the 24th of May of each year should be declared Québec Flag Day."

Note: (1) The motion of amendment would read as follows:

"*That* the motion under debate be amended by replacing all the words after the word "opinion", in the first line thereof, by the following: "*that* on the occasion of the twenty-fifth anniversary of the adoption of the *fleurdelisé* flag as the official emblem of the province of Québec, the 24th of May of each year should be declared Québec Flag Day."

(2) The main motion would read as follows:

"*That* the Assembly is of opinion that on the occasion of the twenty-fifth anniversary of the adoption of the *fleurdelisé* flag as the official emblem of the province of Québec, the 24th of May of each year should be declared Québec Flag Day."

The subamendment was rejected on the following division:

With Messrs. Audet, Guay, Roy (Beauce), Roy (Lévis), Samson, Tétrault and Tremblay (Chicoutimi) abstaining.

The amendment by Mr. Cloutier (Ahuntsic) to the main motion by Mr. Loubier was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Assad, Bacon, Bienvenue, Blank, Bourassa, Brown, Caron, Castonguay, Faucher, Fortier, Garneau, Goldbloom, Hardy, Harvey (Chauveau), Houde (Limoilou), Kennedy, Lafrance, Lamontagne, Larivière, Levesque, Mailloux, Marchand, Ostiguy, Perreault, Picard, Pilote, Pinard, Tetley, Théberge, Vaillancourt, Veilleux.—31.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Boivin, Burns, Charron, Croisetière, Demers, Gagnon, Gauthier, Joron, Lafontaine, Laurin, Lavoie (Wolfe), Lessard, Loubier, Paul, Simard (Témiscouata), Tremblay (Chicoutimi), Vincent.—17.

Avec l'abstention de MM. Audet, Guay, Roy (Beauce), Roy (Lévis), Samson et Tétrault.

La motion principale, telle qu'amendée, se lit maintenant comme suit:

"*Que* cette Assemblée exprime l'avis qu'à l'occasion du 24 juin prochain, fête de la Saint-Jean-Baptiste, une proclamation rappelle le vingt-cinquième anniversaire de l'adoption du drapeau fleurdelisé comme emblème officiel du Québec."

Ladite motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Assad, Bacon, Bienvenue, Blank, Bourassa, Brown, Caron, Castonguay, Faucher, Fortier, Garneau, Goldbloom, Hardy, Harvey (Chauveau), Houde (Limoilou), Kennedy, Lafrance, Lamontagne, Larivière, Levesque, Mailloux, Marchand, Ostiguy, Perreault, Picard, Pilote, Pinard, Tetley, Théberge, Vaillancourt, Veilleux.—31.

CONTRE—NAYS: 0.

Avec l'abstention de MM. Audet, Boivin, Burns, Charron, Croisetière, Demers, Gagnon, Gauthier, Guay, Joron, Lafontaine, Laurin, Lavoie (Wolfe), Lessard, Loubier, Paul, Roy (Beauce), Roy (Lévis), Samson, Simard (Témiscouata), Tétrault, Tremblay (Chicoutimi) et Vincent.

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain quinze heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

With Messrs. Audet, Guay, Roy (Beauce), Roy (Lévis), Samson and Tétrault abstaining.

The main motion, as amended, now reads as follows:

"*That* the Assembly is of opinion that on this coming June 24th, Saint-Jean-Baptiste Day, a proclamation be issued to commemorate the twenty-fifth anniversary of the adoption of the *fleurdelisé* flag as the official emblem of the province of Québec."

The said motion was then adopted on the following vote:

With Messrs. Audet, Boivin, Burns, Charron, Croisetière, Demers, Gagnon, Gauthier, Guay, Joron, Lafontaine, Laurin, Lavoie (Wolfe), Lessard, Loubier, Paul, Roy (Beauce), Roy (Lévis), Samson, Simard (Témiscouata), Tétrault, Tremblay (Chicoutimi) and Vincent abstaining.

On motion of Mr. Levesque,—
Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Jeudi 31 mai 1973

Quinze heures

M. Lacroix dépose, pour M. Gratton rapporteur désigné de la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, le rapport de cette Commission qui a étudié le projet d'aménagement de la Rivière Jacques-Cartier (Projet Champigny).

(Document de la session no 76.)

Le projet de loi 19, « Loi modifiant la Loi du crédit aux pêcheries maritimes », est présenté par M. Saint-Pierre, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

M. Toupin dépose sur le bureau de l'Assemblée les documents suivants:

Rapport annuel de la Régie des marchés agricoles du Québec, pour l'exercice terminé le 31 mars 1973.

(Document de la session no 77.)

Copie de la convention faite le 20 décembre 1972, entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec, concernant une aide relative aux pertes de récoltes résultant de pluies surabondantes.

(Document de la session no 78.)

Thursday, May 31st 1973

Three o'clock P.M.

Mr. Lacroix tabled, on behalf of Mr. Gratton, the appointed reporter of the Standing Committee on Industry and Commerce, Tourism, Fish and Game, the report of such Committee which examined the plan for the development of the Jacques-Cartier River (Champigny Project).

(Sessional Papers, No. 76.)

Bill 19, "An Act to amend the Maritime Fisheries Credit Act", was introduced by Mr. Saint-Pierre, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr. Toupin tabled the following documents:

Annual report of the Québec Agricultural Marketing Board, for the fiscal year ended March 31st 1973.

(Sessional Papers, No. 77.)

Copy of the agreement made December 20th 1972, between the government of Canada and the government of the province of Québec, concerning assistance respecting crop losses caused by overabundant rains.

(Sessional Papers, No. 78.)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts siège immédiatement pour l'étude des crédits du ministère des Richesses naturelles et la Commission permanente de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales siège immédiatement pour l'étude des crédits du Conseil exécutif.

Le projet de loi 9, « Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction », est de nouveau étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

Aujourd'hui, jeudi, 31 mai 1973, à dix-sept heures cinquante-cinq minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Blank, le vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Paul, le représentant du chef de l'Opposition officielle, de M. Guay, le représentant du chef parlementaire du Ralliement créditiste, de M. Lessard, le représentant du chef parlementaire du Parti Québécois, et du secrétaire de la chancellerie, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de sanctionner la loi suivante:

- 16 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974, et pour d'autres fins du service public.

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain dix heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le vice-président,
HARRY BLANK.

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit immediately for the consideration of the estimates of the Department of Natural Resources and the Standing Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs will sit immediately for the consideration of the estimates of the Executive Council.

Bill 9, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act", was again considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

Today, Thursday, May 31st 1973, at five fifty-five o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of Mr. Blank, the Vice-president of the National Assembly, of Mr. Paul, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr. Guay, the Delegate of the Parliamentary Leader of the Social Credit Rally, of Mr. Lessard, the Delegate of the Parliamentary Leader of the Parti Québécois, and of the Clerk of the Crown in Chancery, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province was pleased to sanction the following bill:

- 16 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1974, and for other purposes connected with the public service.

On motion of Mr. Levesque,—
Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

And then the Assembly adjourned.

HARRY BLANK,
Vice-president.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Vendredi 1er juin 1973

Dix heures

Friday, June 1st 1973

Ten o'clock A.M.

M. Cournoyer propose:

Que le projet de loi 9, « Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction », soit maintenant lu la troisième fois.

La motion est adoptée les voix se divisant comme suit:

Mr. Cournoyer moved:

That bill 9, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act", be now read the third time.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Arsenault, Bacon, Berthiaume, Bienvenue, Bois, Brown, Cadieux, Caron, Cornellier, Cournoyer, Dionne, Drummond, Faucher, Garneau, Giasson, Harvey (Chauveau), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lacroix, Levesque, Mailloux, Massé, Pepin, Perreault, Phaneuf, Pinard, Quenneville, Shanks, Simard (Richelieu), Tetley, Toupin, Vaillancourt, Veilleux.—34.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Audet, Béland, Brochu, Burns, Cloutier (Montmagny), Croisetière, Gauthier, Guay, Lessard, Loubier, Paul, Roy (Beauce), Samson, Vincent.—14.

En conséquence, le projet de loi 9 est lu la troisième fois.

Bill 9 was accordingly read the third time.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi 14, « Loi autorisant de nouveaux crédits pour fins de crédits agricoles ».

M. Toupin informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

The Order of the Day being read for the second reading of bill 14, "An Act to authorize additional appropriations for farm loan purposes".

Mr. Toupin informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Ledit projet de loi est alors lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi 14 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et lu la troisième fois.

Aujourd'hui, vendredi, 1er juin 1973, à douze heures cinquante minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Perreault, le représentant du président de l'Assemblée nationale, de M. Levesque, le représentant du premier ministre, de M. Guay, le représentant du chef parlementaire du Ralliement créditiste, de M. Burns, le représentant du chef parlementaire du Parti Québécois, et du secrétaire de la chancellerie, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de sanctionner les lois suivantes:

9 Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction;

14 Loi autorisant de nouveaux crédits pour fins de crédits agricoles.

Sur la motion de M. Levesque, il est...

Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain quinze heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le vice-président,
HARRY BLANK.

The said bill was then read the second time.

On motion of Mr. Levesque, bill 14 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and read the third time.

Today, Friday, June 1st 1973, at twelve-fifty o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of Mr. Perreault, the Delegate of the President of the National Assembly, of Mr. Levesque, the Delegate of the Prime Minister, of Mr. Guay, the Delegate of the Parliamentary Leader of the Social Credit Rally, of Mr. Burns, the Delegate of the Parliamentary Leader of the Parti Québécois, and of the Clerk of the Crown in Chancery, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province was pleased to sanction the following bills:

9 An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act;

14 An Act to authorise additional appropriations for farm loan purposes.

On motion of Mr. Levesque,—

Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until Tuesday, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

HARRY BLANK,
Vice-president.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Mardi 5 juin 1973

Quinze heures

Tuesday, June 5th 1973

Three o'clock P.M.

Le projet de loi 6, « Loi modifiant la Loi des valeurs mobilières », est présenté par M. Tetley, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

M. Massé dépose sur le bureau de l'Assemblée le document suivant :

Les buts de la Société québécoise d'exploration minière (Soquem).

(Document de la session no 79.)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des corporations professionnelles siège immédiatement pour l'étude du projet de loi 250, « Code des professions » (*Réimpression*), et des autres projets de loi qui lui sont connexes.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi 4, « Loi modifiant la Charte de la Société québécoise d'exploration minière ».

M. Massé informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Massé propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Bill 6, "An Act to amend the Securities Act", was introduced by Mr. Tetley, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr. Massé tabled the following document :

The aims of the Québec Mining Exploration Company (Soquem).

(Sessional Papers, No. 79.)

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Professional Corporations will meet immediately for the consideration of bill 250, "Professional Code" (*Reprint*), and the other bills relating thereto.

The Order of the Day being read for the second reading of bill 4, "An Act to amend the Charter of the Québec Mining Exploration Company".

Mr. Massé informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr. Massé moved that the said bill be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

À dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

At six o'clock, Mr. President left the Chair.

Vingt heures quinze minutes.

Eight-fifteen o'clock P.M.

M. le président reprend le fauteuil.

Mr. President took the Chair.

M. Loubier propose:

Mr. Loubier moved:

Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « maintenant » et en y ajoutant les mots « dans un mois ».

That the motion under debate be amended by striking out the word "now" therein, and by adding thereto the words "this day one month".

Et le débat qui s'élève sur cet amendement est ajourné sur la motion de M. Paul.

And the debate arising on this amendment was adjourned on motion of Mr. Paul.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi 19, « Loi modifiant la Loi du crédit aux pêcheries maritimes ».

The Order of the Day being read for the second reading of bill 19, "An Act to amend the Maritime Fisheries Credit Act".

M. Saint-Pierre informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Mr. Saint-Pierre informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

M. Saint-Pierre propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr. Saint-Pierre moved that the said bill be now read the second time.

Et le débat qui s'élève sur cette motion est ajourné sur la motion de M. Vincent.

And the debate arising on this motion was adjourned on motion of Mr. Vincent.

Conformément à l'article 174 du règlement, trois avis de questions ont été remis au président pour le débat de fin de séance.

In accordance with Article 174 of the Standing Orders, three notices of questions were submitted to the President for the end of sitting debate.

La première question au sujet de l'ensemencement des nuages à l'iodure d'argent, M. Dumont a soulevé un débat, auquel a répondu M. Massé.

The first debate, which was answered by Mr. Dumont on the question of the seeding of clouds with silver iodide, was answered by Mr. Massé.

La deuxième question au sujet du conflit engendré par la classification des professeurs dans les CEGEP, M. Laurin a soulevé un débat, lequel est demeuré sans réponse M. Cloutier (Ahuntsic) étant absent.

The second debate, which was raised by Mr. Laurin on the question of the dispute caused by the classification of the professors in the Cegeps, remained unanswered due to the absence of Mr. Cloutier (Ahuntsic).

La troisième question au sujet de la fermeture de l'Hôpital de la Miséricorde à Montréal, M. Charron avait donné avis de cette question mais était absent au

The third question, on the matter of the closing of the Hôpital de la Miséricorde in Montréal, notice of which had been given by Mr. Charron but who was

moment du débat, M. Castonguay à répondu à la question.

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain quinze heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

absent at the time of the debate, was answered by Mr. Castonguay.

On motion of Mr. Levesque,—

Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCES-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Mercredi 6 juin 1973

Quinze heures

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés par M. Tetley, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour leur deuxième lecture:

Projet de loi 18.—Loi modifiant la Loi des renseignements sur les compagnies;

Projet de loi 15.—Loi modifiant la Loi des compagnies.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Béland:

1. Quels sont les personnes ou organismes qui étudient pour le gouvernement:

a) s'il est moins coûteux pour le gouvernement de louer ou de construire ses propres édifices administratifs;

b) s'il est opportun d'établir une société de gestion des immeubles gouvernementaux?

2. Où en sont rendues ces études?

3. Quand le rapport sera-t-il déposé à l'Assemblée nationale?

Réponse par M. Tessier:

1. a), 2 et 3. Le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement est

Wednesday, June 6th 1973

Three o'clock P.M.

The following bills were severally introduced by Mr. Tetley, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

Bill 18.—An Act to amend the Companies Information Act;

Bill 15.—An Act to amend the Companies Act.

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr. Béland:

1. What persons or organizations are making a study on behalf of the government:

(a) as to whether it is less expensive for the government to rent or construct its own administrative buildings;

(b) as to whether it is expedient to establish a management corporation for government immoveables?

2. What point has been reached in such study?

3. When will the report be tabled in the National Assembly?

Answer by Mr. Tessier:

1. (a), 2. and 3. The Department of Public Works and Supply is constantly

constamment préoccupé par ce problème, à savoir s'il est plus avantageux de construire des édifices administratifs que de les louer de l'entreprise privée.

Jusqu'à ce jour, le ministère des Travaux publics n'a pu dégager une politique globale d'acquisition d'espaces administratifs étant donné que le tout est fonction de circonstances de temps, de lieu et de budget. Ainsi, chaque projet doit faire l'objet d'une étude particulière de rentabilité.

Afin de faciliter ces études de choix d'alternatives, le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement a soumis un document au Conseil du trésor pour étude et approbation. Ce document concerne la location simple et la location avec l'option bail-achat.

Si ce document est accepté par le Conseil du trésor, chaque projet d'acquisition d'espaces fera l'objet d'appels d'offres et les propositions ainsi reçues seront analysées et comparées à l'alternative construction par le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement pour un tel projet. La solution la plus avantageuse sera alors choisie.

Le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement développe actuellement une méthode d'analyses (financière, économique, de rentabilité) de projet avec l'aide de l'informatique.

Tout ce travail est réalisé par le Service de la Planification du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

1. *b)* Aucune étude n'a été entreprise à date par le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement pour déterminer l'opportunité d'établir une société de gestion des immeubles gouvernementaux.

Question par M. Simard (Témiscouata):

1. Les travaux d'entretien du palais de justice de Thetford Mines, comté de Mégantic, sont-ils exécutés en régie ou à contrat ?

2. S'ils sont exécutés en régie, qui en a la responsabilité et combien d'employés sont en service ?

preoccupied with this problem, namely whether it is more advantageous to construct administrative buildings than to rent them from private firms.

To date, the Department of Public Works has been unable to develop an overall policy on the acquisition of administrative space, as it all forms part of current circumstances, the location and the budget. Thus, each project must form the subject of a particular survey as regards its profitability.

In order to facilitate these surveys on alternate choices, the Department of Public Works and Supply has submitted a document to the Treasury Board for consideration and approval. This document covers ordinary leases and purchase option leases.

If this document is approved by the Treasury Board, each project for the acquisition of space will include a call for tenders, and the proposals thus received will be analyzed by the Department of Public Works and Supply, and a comparison will be made concerning the construction alternative regarding such a project. The most favourable solution will then be decided upon.

A project analysis method (financial, economic and profitability) using data processing is being developed at the present time by the Department of Public Works and Supply.

All this work is being carried out by the Planning Service of the Department of Public Works and Supply.

1. *(b)* The Department of Public Works and Supply has not undertaken any survey as yet to determine the possibility of establishing a management corporation for government buildings.

Question by Mr. Simard (Témiscouata):

1. Is the maintenance work for the Court House in Thetford Mines, Mégantic county, carried out under government supervision or by contract ?

2. If it is done under government supervision, who is responsible for it and how many employees are there ?

3. S'ils sont exécutés à contrat:

- a) quels sont les nom et adresse de l'entrepreneur;
- b) à quelle date et pour quel montant le contrat a-t-il été signé;
- c) à quelle date ont été publiés les appels d'offres et dans quels journaux;
- d) quels ont été les autres soumissionnaires et pour quel montant;
- e) à quelle date expire le contrat?

Réponse par M. Tessier:

- 1. À contrat.
- 2. Nil.
- 3. a) Les Entreprises Jymar Enr., 2621, Notre-Dame Nord, Thetford Mines;
- b) 2 septembre 1970 — \$2,290.00 par mois;
- c) sans appel d'offres;
- d) Jac-net — \$2,623.70 par mois; J.A. Bourassa — \$3,250.00 par mois;
- e) de mois en mois, résiliable par un avis écrit de 30 jours.

Question par M. Béland:

- 1. Combien y a-t-il eu de prêts agricoles accordés dans le comté de Lotbinière au cours des années:
 - a) 1969;
 - b) 1970;
 - c) 1971;
 - d) 1972?
- 2. Combien en a-t-on refusé au cours des mêmes années?
- 3. Quelles sont les principales raisons pour lesquelles on a refusé ces prêts?

Réponse par M. Toupin:

- 1. L'Office du crédit agricole du Québec a consenti les prêts suivants dans le comté de Lotbinière:
 - a) Du 1er janvier 1969 au 31 mars 1970: 65;
 - b) Du 1er avril 1970 au 31 mars 1971: 78;
 - c) Du 1er avril 1971 au 31 mars 1972: 56;
 - d) Du 1er avril 1972 au 31 mars 1973: 64.

3. If it is done on contract:

- (a) what is the name and address of the contractor;
- (b) on what date was the contract signed and in what amount;
- (c) on what date was the call for tenders published, and in what newspapers;
- (d) who were the other bidders and what were the amounts of their tenders;
- (e) on what date does the contract terminate?

Answer by Mr. Tessier:

- 1. By contract.
- 2. Nil.
- 3. (a) Les Entreprises Jymar Enr., 2621 Notre-Dame North, Thetford Mines;
- (b) September 2nd 1970 — \$2,290.00 per month;
- (c) without public tenders;
- (d) Jac-net — \$2,623.70 per month; J. A. Bourassa — \$3,250.00 per month;
- (e) from month to month, and can be cancelled by a written notice of 30 days.

Question by Mr. Béland:

- 1. How many farm loans were granted in Lotbinière county during the following years:
 - (a) 1969;
 - (b) 1970;
 - (c) 1971;
 - (d) 1972?
- 2. How many loans were refused during the same years?
- 3. What were the principal reasons for such loans being refused?

Answer by Mr. Toupin:

- 1. The following loans were granted in Lotbinière county by the Farm Credit Bureau:
 - (a) from January 1st 1969 to March 31st 1970: 65;
 - (b) from April 1st 1970 to March 31st 1971: 78;
 - (c) from April 1st 1971 to March 31st 1972: 56;
 - (d) from April 1st 1972 to March 31st 1973: 64.

2. Il n'existe pas de statistiques distinctes pour les demandes de prêts refusées par l'Office.

3. L'impossibilité de répondre à la question 2 entraîne celle de répondre de façon précise à la question 3. On peut toutefois affirmer, de manière générale, que les raisons les plus fréquentes pour lesquelles un prêt est refusé proviennent de ce que le requérant ou le projet contenu dans sa demande ne satisfait pas aux exigences des dispositions de la Loi du crédit agricole et de son règlement.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Vincent:

1. Combien d'appels d'offres ont été demandés et publiés dans les journaux de la province de Québec, depuis le 1er avril 1972, pour l'aménagement de cours d'eau?

2. Dans l'affirmative:

a) combien et à quelle date;

b) pour quel cours d'eau?

3. Combien de nouveaux projets d'aménagement ont été mis en chantier depuis cette date?

4. Dans l'affirmative:

a) à quelle date;

b) quelle est leur localisation;

5. Combien de projets sont définitivement prêts pour exécution et à quelle date la réglementation a-t-elle été acceptée?

6. Quand les travaux débiteront-ils?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de l'Assemblée un document contenant les informations demandées.

M. Toupin dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 80.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Cardinal:

1. À part le ministère de l'Éducation, combien de ministères, régies, offices ou autres organismes du gouvernement du Québec, accordent des bourses pour études universitaires au Québec et à l'étranger?

2. There are no separate statistics respecting the applications for loans refused by the Bureau.

3. The impossibility of answering question 2 also makes it impossible to give an accurate answer to question 3. It can be stated, however, that generally speaking, the reasons which most often cause a loan to be refused are that the applicant or the project contained in his application does not meet the requirements set forth in the provisions of the Farm Credit Act and its regulations.

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr. Vincent:

1. How many calls for tenders have been sent out and published in the newspapers of the province of Québec since April 1st 1972, for the cleaning up of watercourses?

2. If so:

(a) how many, and on what dates;

(b) for which watercourse?

3. How many cleaning projects have been started since such date?

4. If so:

(a) on what dates;

(b) where are they located?

5. How many projects are definitely ready to be carried out, and on what date was the settlement accepted?

6. When will the work begin?

On motion of Mr. Levesque,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Toupin tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 80.)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr. Cardinal:

1. How many Departments, boards or other organizations of the government of Québec, other than the Department of Education, grant scholarships for university studies in the province of Québec and elsewhere?

2. Combien de bourses ont été ainsi accordées depuis le 11 mai 1970?

3. Comparativement à celles consenties par le ministère de l'Éducation, quels en sont les montants, la durée, les conditions d'éligibilité?

4. Quels sont les critères qui président au choix des candidats et par qui sont-ils appliqués?

5. Quels sont les engagements pris par les bénéficiaires?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de l'Assemblée un document contenant les informations demandées.

M. Levesque dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 81.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Simard (Témiscouata):

1. Le gouvernement est-il propriétaire ou locataire de distributeurs automatiques installés au palais de justice de Thetford Mines, comté de Mégantic, ou a-t-il accordé un contrat de service?

2. S'il en est le propriétaire:

(a) de qui et quand les a-t-il achetés;

(b) combien les a-t-il payés;

(c) quels ont été les bénéfices d'exploitation en 1972?

3. S'il en est le locataire:

(a) de qui et quand les a-t-il loués;

(b) quel est le coût de location;

(c) quels ont été les bénéfices d'exploitation en 1972?

4. Si un contrat de service a été accordé:

(a) quels sont les nom et adresse de l'entrepreneur;

(b) quelles sont les dispositions du contrat;

(c) quels sont les revenus que le gouvernement en a retiré en 1972?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de l'Assemblée un document contenant les informations demandées.

2. How many such scholarships have been granted since May 11th 1970?

3. Compared to the ones granted by the Department of Education, what are the amounts, duration and conditions as regards eligibility?

4. What are the criteria governing the selection of the applicants and by whom are they applied?

5. What commitments are undertaken by the recipients?

On motion of Mr. Levesque,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Levesque tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 81.)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr. Simard (Témiscouata):

1. Is the government the proprietor or the lessee of the vending machines installed in the Court House in Thetford Mines, Mégantic county, or did it grant a service contract?

2. If it is the proprietor of the machines:

(a) when and from whom were they purchased;

(b) how much did it pay for them;

(c) what were the operating profits for 1972?

3. If it is the lessee:

(a) from whom and when were they rented;

(b) what is the cost of the rental;

(c) what were the operational profits for 1972?

4. If a service contract was granted:

(a) what is the name and address of the contractor;

(b) what are the terms of the contract;

(c) what revenues did the government receive therefrom in 1972?

On motion of Mr. Levesque,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

M. Levesque, pour M. Tessier, dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 82.)

Sur la motion de M. Tremblay (Chicoutimi):

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de l'Assemblée:

Copies des contrats intervenus entre le gouvernement et ses organismes d'une part, et des cinéastes ou des compagnies cinématographiques d'autre part et se rapportant à la réalisation de films pour l'administration provinciale, depuis le 12 mai 1972.

M. Bourassa dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 83.)

Sur la motion de M. Béland:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de l'Assemblée:

Copie de chacun des contrats d'achat de taureaux de race « Hereford » acquis par le Centre d'insémination artificielle de Saint-Hyacinthe, et ce, pour les années 1970, 1971 et 1972.

M. Toupin dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 84.)

M. Tétrault propose:

Que soit convoquée sans délai la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts, avec mandat d'entendre les représentants de la Société de développement de la Baie James et de toutes ses filiales, ainsi que tous témoins jugés utiles aux fins de connaître toute la politique de développement du territoire de la Baie James et particulièrement la politique d'octroi de contrats et de l'embauche.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Russell.

Mr. Levesque tabled the said document, on behalf of Mr. Tessier.

(Sessional Papers, No. 82.)

On motion of Mr. Tremblay (Chicoutimi):

Ordered, That there be laid before the Assembly:

Copies of the contracts made since May 12th 1972 between the government or any of its organizations and any motion picture producers or motion picture companies respecting the producing of motion pictures for the provincial administration.

Mr. Bourassa tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 83.)

On motion of Mr. Béland:

Ordered, That there be laid before the Assembly:

A copy of each of the contracts for the purchase of "Hereford" bulls acquired by the Saint-Hyacinthe Artificial Insemination Centre in 1970, 1971 and 1972.

Mr. Toupin tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 84.)

Mr. Tétrault moved:

That the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests be convened forthwith, with power to hear the representatives of the James Bay Development Corporation and all its subsidiaries as well as any witnesses deemed necessary, for the purpose of finding out the whole policy for the development of the territory of James Bay and particularly the policy respecting the granting of contracts and the hiring of labour.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr. Russell.

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajour-
nera aujourd'hui, elle soit ajournée à
demain quinze heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

On motion of Mr. Levesque,—
Resolved, That when the Assembly ad-
journs today, it do stand adjourned until
tomorrow, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Jeudi 7 juin 1973

Quinze heures

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour leur deuxième lecture:

Par M. Toupin:

Projet de loi 13.—Loi modifiant la Loi du ministère de l'agriculture et de la colonisation et abrogeant certaines dispositions législatives.

Par M. Tetley:

Projet de loi 20.—Loi modifiant la Loi des fabriques.

Par M. Castonguay:

Projet de loi 21.—Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de l'Assemblée:

Par M. Goldbloom:

Le tome 1 du rapport du Comité d'étude de la Communauté urbaine de Montréal.

(Document de la session no 85.)

Thursday, June 7th 1973

Three o'clock P.M.

The following bills were severally read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr. Toupin:

Bill 13.—An Act to amend the Agriculture and Colonization Department Act and to repeal certain legislative provisions.

By Mr. Tetley:

Bill 20.—An Act to amend The Fabrique Act.

By Mr. Castonguay:

Bill 21.—An Act to amend the Health Insurance Act and the Québec Health Insurance Board Act.

The following documents were tabled:

By Mr. Goldbloom:

Volume 1 of the report of the Study Committee on the Montreal Urban Community.

(Sessional Papers, No. 85.)

Par M. Toupin:

Copie de la convention faite à Québec, le 6 juin 1973, entre la « Raffinerie de sucre de Québec » et « Les sucres Redpath Limitée », relativement à la vente de sucre et des sous-produits de la Raffinerie de sucre de Québec, ainsi qu'un tableau indiquant le montant à déduire pour établir le prix de vente au cent livres de sucre pour des volumes de sucre livrés en excédent de 35 millions de livres.

(Document de la session no 86.)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des corporations professionnelles siège immédiatement pour l'étude du projet de loi 250, « Code des professions » (*Réimpression*), et des autres projets de loi qui lui sont connexes.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi 5, « Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec ».

M. Drummond informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Drummond propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes.

M. le président reprend le fauteuil.

La motion est alors adoptée les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Berthiaume, Bienvenue, Boivin, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Castonguay, Charron, Cloutier (Montmagny), Croisetière, Demers, Drummond, Faucher, Garneau, Goldbloom, Houde (Limoilou), Joron, Lamontagne, Laurin, Lessard, Levesque, Mailloux, Marchand, Ostiguy, Paul, Pilote, Shanks, Tetley, Thériage, Vincent.—31.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Audet, Béland, Brochu, Guay, Roy (Beauce), Samson, Tétrault.—7.

By Mr. Toupin:

Copy of the agreement made in Québec on June 6th 1973, between the "Québec Sugar Refinery" and "Redpath Sugars Limited", respecting the sale of sugar and sugar by-products of the Québec Sugar Refinery, and also a table on the amount to be deducted to establish the selling price per hundred pounds of sugar for quantities of sugar delivered in excess of 35 million pounds.

(Sessional Papers, No. 86.)

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Professional Corporations will meet immediately for the consideration of bill 250, "Professional Code" (*Reprint*), and the other bills relating thereto.

The Order of the Day being read for the second reading of bill 5, "Québec Forest Salvage Operations, Logging and Development Company Act".

Mr. Drummond informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr. Drummond moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock, Mr. President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr. President took the Chair.

The motion was then adopted on the following division:

En conséquence, le projet de loi 5 est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi 5 est envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière. La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

Conformément à l'article 174 du règlement, un avis de question a été remis au président pour le débat de fin de séance.

M. Lessard a soulevé un débat sur une question concernant une demande de révision des indemnités qui ont été versées aux anciens résidents du Parc Forillon, auquel a répondu M. Levesque.

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain dix heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Bill 5 was accordingly read the second time.

On motion of Mr. Levesque, bill 5 was committed and considered in Committee of the Whole. Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

In accordance with Article 174 of the Standing Orders, a notice of question was submitted to the President for the end of sitting debate.

Mr. Lessard raised a debate on a question concerning a request for a review of the compensation paid to the former residents of Forillon Park, which was answered by Mr. Levesque.

On motion of Mr. Levesque,—
Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Vendredi 8 juin 1973

Dix heures

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des corporations professionnelles siège immédiatement pour l'étude du projet de loi 250, « Code des professions » (*Réimpression*), et des autres projets de loi qui lui sont connexes.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Saint-Pierre proposant que le projet de loi 19, « Loi modifiant la Loi du crédit aux pêcheries maritimes », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée, en conséquence, le projet de loi 19 est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi 19 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée se forme en commission plénière pour l'étude des crédits de l'Assemblée nationale.

La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

Friday, June 8th 1973

Ten o'clock A.M.

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Professional Corporations will meet immediately for the consideration of bill 250, "Professional Code" (*Reprint*), and the other bills relating thereto.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr. Saint-Pierre proposing that bill 19, "An Act to amend the Maritime Fisheries Credit Act", be now read the second time.

The motion was then adopted, bill 19 was accordingly read the second time.

On motion of Mr. Levesque, bill 19 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and read the third time.

On motion of Mr. Levesque, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole for the examination of the estimates of the National Assembly.

Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajour-
nera aujourd'hui, elle soit ajournée à
mardi prochain quinze heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

On motion of Mr. Levesque,—
Resolved, That when the Assembly ad-
journs today, it do stand adjourned until
Tuesday next, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Mardi 12 juin 1973

Quinze heures

Tuesday, June 12th 1973

Three o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de l'Assemblée:

The following documents were tabled:

Par M. Castonguay:

Copie du rapport du Comité d'étude sur les orthèses et les prothèses.

(Document de la session no 87.)

By Mr. Castonguay:

Copy of the report of the Study Committee on Orthoses and Prostheses.

(Sessional Papers, No. 87.)

Par M. Cloutier (Ahuntsic):

Rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation, pour la période du 1er septembre 1971 au 31 août 1972.

(Document de la session no 88.)

By Mr. Cloutier (Ahuntsic):

Annual report of the Superior Council of Education, for the period from September 1st 1971 to August 31st 1972.

(Sessional Papers, No. 88.)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des corporations professionnelles siège immédiatement pour l'étude du projet de loi 250, « Code des professions » (*Réimpression*), et des autres projets de loi qui lui sont connexes.

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Professional Corporations will meet immediately for the consideration of bill 250, "Professional Code" (*Reprint*), and the other bills relating thereto.

Le projet de loi 5, « Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec », est de nouveau étudié en commission plénière.

Bill 5, "Québec Forest Salvage Operations, Logging and Development Company Act", was again considered in Committee of the Whole.

À dix-huit heures, M. le président de la commission plénière quitte le fauteuil.

At six o'clock, Mr. Chairman of the Committee of the Whole left the Chair.

Vingt heures quinze minutes.

Eight-fifteen o'clock P.M.

M. le président de la commission plénière reprend le fauteuil.

Le projet de loi 5 est alors amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

Le projet de loi 18, « Loi modifiant la Loi des renseignements sur les compagnies », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi 18 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois:

Projet de loi 11.—Loi modifiant la Loi de la constitution de certaines Églises;

Projet de loi 20.—Loi modifiant la Loi des fabriques.

Sur la motion de M. Levesque, les projets de loi 11 et 20 sont, l'un après l'autre, envoyés à la commission plénière, étudiés en commission plénière, rapportés et lus la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi 5, « Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Levesque, l'Assemblée se forme en commission plénière pour l'étude des crédits de l'Assemblée nationale.

M. le président de la commission plénière fait le rapport suivant:

M. le président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a adopté tous les programmes des crédits de l'Assemblée

Mr. Chairman of the Committee of the Whole took the Chair.

Bill 5 was then amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

Bill 18, "An Act to amend the Companies Information Act", was read the second time.

On motion of Mr. Levesque, bill 18 was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

The following bills were severally read the second time:

Bill 11.—An Act to amend the Church Incorporation Act;

Bill 20.—An Act to amend The Fabrique Act.

On motion of Mr. Levesque, bills 11 and 20 were severally committed, considered in Committee of the Whole, reported and read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly, bill 5, "Québec Forest Salvage Operations, Logging and Development Company Act", was read the third time.

On motion of Mr. Levesque, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole for the examination of the estimates of the National Assembly.

Mr. Chairman of the Committee of the Whole made the following report:

Mr. President,

I have the honour to report that the Committee of the Whole has adopted all the programmes of the estimates of the

nationale, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974.

Le rapport est adopté.

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain quinze heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

National Assembly, for the fiscal year ending March 31st 1974.

The report was adopted.

On motion of Mr. Levesque,—

Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Mercredi 13 juin 1973

Quinze heures

Wednesday, June 13th 1973

Three o'clock P.M.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des corporations professionnelles siège immédiatement pour l'étude du projet de loi 250, « Code des professions » (*Réimpression*), et des autres projets de loi qui lui sont connexes.

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Professional Corporations will sit immediately for the consideration of bill 250, "Professional Code" (*Reprint*), and the other bills relating thereto.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Dumont:

1. Est-ce que le gouvernement a des bureaux, entrepôts ou autres locaux dans la ville de Plessisville?

2. Y a-t-il de ces bureaux, entrepôts ou autres locaux qui seraient loués à l'entreprise Dion & Frères, de Plessisville?

3. Si oui,

a) pour combien de temps a-t-on loué ces bureaux, entrepôts ou autres;

b) quel est le prix de location?

Réponse par M. Tessier:

Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation:

1. Oui.

2. Non.

3. Non.

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr. Dumont:

1. Does the government have any offices, warehouses or other premises in the town of Plessisville?

2. Have any of such offices, warehouses or other premises been rented to the firm of Dion & Frères, of Plessisville?

3. If so:

(a) for what length of time have such offices, warehouses or other premises been leased;

(b) what is the amount of the rent?

Answer by Mr. Tessier:

Department of Agriculture and Colonization:

1. Yes.

2. No.

3. No.

Société des alcools du Québec:

1. Oui, la succursale no 210, située au 1665, rue Saint-Louis.

2. Non.

3. Non.

Ministère des Affaires sociales:

1. Oui.

2. Oui, au 1572, rue Saint-Louis.

3. a) Du 1er octobre 1972 au 30 septembre 1975;

b) \$380.00 par mois.

Question par M. Paul:

1. Un ou des contrats ont-ils été accordés pour la décoration de bureaux occupés par le ministère des Affaires sociales?

2. Dans l'affirmative:

a) lesquels et où sont-ils situés;

b) combien sont la propriété du gouvernement;

c) combien ont été loués;

d) à qui le ou les contrats ont-ils été consentis;

e) à quelles conditions;

f) quelle est la dépense encourue à ce jour?

3. Dans la négative:

a) par qui le travail a été ou sera exécuté;

b) de qui le matériel a été acheté et combien a été ou sera dépensé;

c) combien a été dépensé pour services professionnels et à qui ces montants ont-ils été ou seront-ils payés?

Réponse par M. Tessier:

1. Non.

2. Ne s'applique pas.

3. Ne s'applique pas.

Question par M. Roy (Beauce):

1. À quelle date fut signé le bail pour le nouveau local devant être à la disposition de la Société des alcools du Québec à Saint-Georges de Beauce?

2. Quel est le taux annuel de location par pied carré et le montant payé annuellement?

Québec Liquor Corporation:

1. Yes, Branch No. 210, situated at 1665 Saint-Louis Street.

2. No.

3. No.

Department of Social Affairs:

1. Yes.

2. Yes, at 1572 Saint-Louis Street.

3. (a) From October 1st 1972 to September 30th 1975;

(b) \$380.00 per month.

Question by Mr. Paul:

1. Were one or more contracts granted for the decorating of the offices occupied by the Department of Social Affairs?

2. If so:

(a) which ones, and where are they situated;

(b) how many are the property of the government;

(c) how many have been rented;

(d) to whom was the contract or contracts granted;

(e) on what terms;

(f) what expenditures have been incurred to date?

3. If not:

(a) by whom was the work carried out, or by whom will it be carried out;

(b) from whom were the materials purchased and how much was, or will be, spent;

(c) how much was spent for professional services, and to whom were such amounts paid or to whom will they be paid?

Answer by Mr. Tessier:

1. No.

2. Not applicable.

3. Not applicable.

Question by Mr. Roy (Beauce):

1. On what date was the lease signed for the new premises to be placed at the disposal of the Québec Liquor Corporation at Saint-Georges de Beauce?

2. What is the annual rent per square foot and the amount paid annually?

3. Quelle sera la surface occupée?
4. Quelle sera la durée du bail?
5. A-t-on procédé par voie de soumissions publiques?
6. Si oui:
 - a) listes des noms et adresse des soumissionnaires;
 - b) adresse des locaux offerts;
 - c) taux de location exigé par chacun d'eux?

Réponse par M. Garneau:

1. Le bail a été signé le 8 juin 1973.
2. Le taux annuel par pied carré est de \$2.50; le montant payé annuellement est \$15,000.00.
3. 6,000 pieds carrés.
4. La durée du bail est de dix (10) ans et deux (2) mois.
5. Non.
6. Nil.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Béland:

1. Combien le gouvernement a-t-il de maisons du Québec à l'étranger?
2. Quelle est l'adresse de chacune d'elles?
3. Combien de ministères sont concernés par ces maisons?
4. Quelles furent les sommes déboursées par chacun de ces ministères pour chacune des années suivantes:
 - a) 1969;
 - b) 1970;
 - c) 1971?
5. Quelles furent les sommes affectées à la location, à l'entretien, pour les traitements, honoraires, etc., pour chacune de ces maisons en:
 - a) 1969;
 - b) 1970;
 - c) 1971?

Sur la motion de M. Levesque, il est —

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de l'Assemblée un document contenant les informations demandées.

3. What is the area of the floor space to be occupied?
4. What is the term of the lease?
5. Was the matter settled through public tenders?
6. If so:
 - (a) what are the names and addresses of the bidders;
 - (b) what are the addresses of the premises offered;
 - (c) what was the rental rate required by each bidder?

Answer by Mr. Garneau:

1. The lease was signed June 8th 1973.
2. The annual rate per square foot is \$2.50; the amount paid annually is \$15,000.00.
3. 6,000 square feet.
4. The term of the lease is ten (10) years and two (2) months.
5. No.
6. Nil.

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr. Béland:

1. How many Québec Houses does the government have in foreign countries?
2. What is the address of each one?
3. How many Departments are involved in such Houses?
4. What were the amounts spent by each of such Departments in each of the following years:
 - (a) 1969;
 - (b) 1970;
 - (c) 1971?
5. For each one of these Houses, what were the amounts required for rentals, maintenance, salaries, fees, etc.:
 - (a) in 1969;
 - (b) in 1970;
 - (c) in 1971?

On motion of Mr. Levesque,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

M. Levesque dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 89.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Roy (Beauce):

1. Combien y a-t-il de CEGEP au Québec?

2. Quel est le nom de chacun d'eux?

3. Quel est le budget global de chaque CEGEP pour l'année 1972/73?

4. Combien d'étudiants fréquentent chacun de ces CEGEP pour l'année 1972/73?

5. Quel est le nom des firmes ou des comptables autorisés à faire la vérification pour chacun des CEGEP?

Sur la motion de M. Levesque, il est --

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de l'Assemblée un document contenant les informations demandées.

M. Cloutier (Ahuntsic) dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 90.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Brochu:

1. Concernant le Camp musical du Lac-Saint-Jean, le Camp musical de Lanaudière, le Camp musical Villa Musica et les Musiciens amateurs du Canada:

a) quelle est la vocation de chacun de ces camps;

b) s'agit-il de camps amateurs ou professionnels;

c) quelles sont les principales activités dans ces camps et combien reçoivent-ils de personnes annuellement;

d) de qui ou de quel organisme relève chacun de ces camps;

e) à quel titre sont-ils subventionnés?

2. Dans les crédits du ministère des Affaires culturelles pour l'année 1973/74, au chapitre des subventions pour la musique, à quoi sera affectée la somme de \$5,000.00 à l'item des projets spéciaux?

Mr. Levesque tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 89.)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr. Roy (Beauce):

1. How many Cegeps are there in the province of Québec?

2. What is the name of each one?

3. What was the overall budget of each one of such Cegeps for 1972/73?

4. How many students were attending each one of such Cegeps in 1972/73?

5. What are the names of the firms or accountants authorized to audit each Cegep?

On motion of Mr. Levesque,--

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Cloutier (Ahuntsic) tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 90.)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr. Brochu:

1. Respecting the Camp musical du Lac-Saint-Jean, the Camp musical de Lanaudière, the Camp musical Villa Musica and the Musiciens amateurs du Canada:

(a) what is the purpose of each one of such camps;

(b) are such camps for amateurs or professionals;

(c) what are the principal activities in such camps and how many persons attend them each year;

(d) what persons or organizations are responsible for such camps;

(e) upon what grounds do they receive grants?

2. For what purpose will the amount of \$5,000.00 be spent which is shown in the special projects item under Grants for Music, in the estimates of the Department of Cultural Affairs for the 1973/74 fiscal year?

Sur la motion de M. Levesque, il est —
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de l'Assemblée un document contenant les informations demandées.

M. Cloutier (Ahuntsic) dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 91.)

Sur la motion de M. Loubier:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de l'Assemblée:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports et autres documents échangés depuis le 12 mai 1970 jusqu'au 15 mars 1973 entre le gouvernement du Québec, aucun de ses membres ou fonctionnaires, et le gouvernement du Canada, aucun de ses membres ou fonctionnaires, concernant les auberges de jeunesse au Québec.

M. Phaneuf dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 92.)

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Tétrault proposant:

« *Que* soit convoquée sans délai la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts, avec mandat d'entendre les représentants de la Société de développement de la Baie James et de toutes ses filiales, ainsi que tous témoins jugés utiles aux fins de connaître toute la politique de développement du territoire de la Baie James et particulièrement la politique d'octroi de contrats et de l'embauche. »

M. Vincent propose:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant dans la première ligne les mots « sans délai » par les mots « dans le cours de la présente session ».

L'amendement est adopté les voix données étant enregistrées comme suit:

On motion of Mr. Levesque,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Cloutier (Ahuntsic) tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 91.)

On motion of Mr. Loubier:

Ordered, That there be laid before the Assembly:

A copy of any correspondence, briefs, reports and other papers exchanged from May 12th 1970 to March 15th 1973, between the government of Québec or any of its members or employees, and the government of Canada, or any of its members or employees, concerning youth hostels in Québec.

Mr. Phaneuf tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 92.)

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr. Tétrault proposing:

“*That* the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests be convened forthwith, with power to hear the representatives of the James Bay Development Corporation and all its subsidiaries as well as any witnesses deemed necessary, for the purpose of finding out the whole policy for the development of the territory of James Bay and particularly the policy respecting the granting of contracts and the hiring of labour.”

Mr. Vincent moved:

That the motion under debate be amended by replacing the word “forthwith” in the third line thereof, by the words “during the present session”.

The amendment was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Assad, Audet, Béland, Berthiaume, Bienvenue, Boivin, Bossé, Brochu, Brown, Caron, Carpentier, Charron, Choquette, Croisetière, Dionne, Dumont, Faucher, Fraser, Gagnon, Giasson, Guay, Hardy, Harvey (Chauveau), Houde (Limoilou), Kennedy, Lamontagne, Larivière, Latulippe, Laurin, Lavoie (Wolfe), Leduc, Lessard, Levesque, Mailloux, Marchand, Ostiguy, Paul, Pearson, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Pilote, Roy (Beauce), Roy (Lévis), Russell, Samson, Shanks, Tetley, Tétrault, Théberge, Vaillancourt, Veilleux, Vincent.—54.

CONTRE—NAYS:—0.

La motion principale, telle qu'amendée, se lit maintenant comme suit:

« *Que* soit convoquée dans le cours de la présente session la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts, avec mandat d'entendre les représentants de la Société de développement de la Baie James et de toutes ses filiales, ainsi que tous témoins jugés utiles aux fins de connaître toute la politique de développement du territoire de la Baie James et particulièrement la politique d'octroi de contrats et de l'embauche. »

Ladite motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The main motion, as amended, now reads as follows:

“*That* the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests be convened during the present session, with power to hear the representatives of the James Bay Development Corporation and all its subsidiaries as well as any witnesses deemed necessary, for the purpose of finding out the whole policy for the development of the territory of James Bay and particularly the policy respecting the granting of contracts and the hiring of labour.”

The said motion was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Assad, Audet, Béland, Berthiaume, Bienvenue, Boivin, Bossé, Brochu, Brown, Caron, Carpentier, Charron, Choquette, Croisetière, Dionne, Dumont, Faucher, Fraser, Gagnon, Giasson, Guay, Hardy, Harvey (Chauveau), Houde (Limoilou), Kennedy, Lamontagne, Larivière, Latulippe, Laurin, Lavoie (Wolfe), Leduc, Lessard, Levesque, Mailloux, Marchand, Ostiguy, Paul, Pearson, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Pilote, Roy (Beauce), Roy (Lévis), Russell, Samson, Shanks, Tetley, Tétrault, Théberge, Vaillancourt, Veilleux, Vincent.—54.

CONTRE—NAYS:—0.

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain quinze heures.

On motion of Mr. Levesque,—
Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

And then the Assembly adjourned.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Jeudi 14 juin 1973

Quinze heures

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des corporations professionnelles siège immédiatement pour l'étude du projet de loi 250, « Code des professions » (*Réimpression*), et des autres projets de loi qui lui sont connexes.

M. Samson propose:

Que cette assemblée est d'avis que le gouvernement doit être blâmé pour ne pas avoir fait son devoir dans les domaines relevant du ministère de l'Éducation.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes.

M. le président reprend le fauteuil.

La motion est alors rejetée les voix se divisant comme suit:

Thursday, June 14th 1973

Three o'clock P.M.

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Professional Corporations will sit immediately for the consideration of bill 250, "Professional Code" (*Reprint*), and the other bills relating thereto.

Mr. Samson moved:

That the government must be censured for not having done its duty in the sectors under the jurisdiction of the Department of Education.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock, Mr. President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr. President took the Chair.

The motion was then rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Audet, Béland, Bois, Boivin, Brochu, Burns, Charron, Cloutier (Montmagny), Croisetière, Demers, Drolet, Gauthier, Guay, Latulippe, Laurin, Léger, Lessard, Paul, Roy (Beauce), Samson, Tétrault, Vincent.—22.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Arsenault, Assad, Bacon, Berthiaume, Bienvenue, Bourassa, Brown, Cadieux, Caron, Castonguay, Dionne, Drummond, Faucher, Fortier, Fraser, Garneau, Gratton, Hardy, Harvey (Chauveau), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lacroix, Lafrance, Lamontagne, Larivière, Leduc, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Saint-Pierre, Tetley, Théberge, Vaillancourt, Veilleux, Vézina.—42.

Avec l'abstention de M. Tremblay (Chicoutimi).

With Mr. Tremblay (Chicoutimi) abstaining.

M. Levesque propose:

Qu'à l'avenir et jusqu'à l'ajournement d'été de la présente session, l'Assemblée tiennne une séance tous les jours de la semaine, sauf le dimanche, de dix heures jusqu'à minuit, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures, et qu'à toutes ces séances, l'ordre des affaires du jour soit celui qui est prévu pour le mardi par l'article 35 du règlement; que l'article 174 du règlement soit suspendu et, que le débat prévu aux articles 24 et 78 du règlement se termine trois heures après l'heure indiquée pour le début de la séance.

Et le débat qui s'élève sur cette motion est ajourné sur la motion de M. Levesque.

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain dix heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Mr. Levesque moved:

That the Assembly, in future and until the summer recess of the present session, do hold a sitting every day of the week except on Sundays, from ten o'clock in the forenoon until midnight, with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon, and from six o'clock until eight o'clock in the evening, and that at all such sittings, the Order of Business be determined by the provisions of Article 35 of the Standing Orders respecting Tuesdays' sittings; that Article 174 of the Standing Orders be suspended and that the debate provided under Articles 24 and 78 of the Standing Orders be concluded three hours after the time appointed for the opening of the sitting.

And the debate arising on this motion was adjourned on motion of Mr. Levesque.

On motion of Mr. Levesque,—

Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Vendredi 15 juin 1973

Dix heures

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des corporations professionnelles siège immédiatement pour l'étude des projets de loi qui sont connexes au projet de loi 250, « Code des professions » (*Réimpression*).

Conformément à l'article 24 du règlement, M. Lessard propose:

Que cette Assemblée est d'avis que le gouvernement est le premier responsable de la faillite du plan de développement de l'Est du Québec, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, et qu'il doit être blâmé pour son attitude hautaine d'incompréhension et de mépris envers la population, et pour son incapacité à mettre en oeuvre les solutions efficaces susceptibles d'assurer à cette région le développement économique et social dont elle est capable.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors rejetée les voix se divisant comme suit:

Friday, June 15th 1973

Ten o'clock A.M.

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Professional Corporations will sit immediately for the consideration of the bills relating to bill 250, "Professional Code" (*Reprint*).

In accordance with Standing Order 24, Mr. Lessard moved:

That the Assembly is of opinion that the government is the cause of the failure of the Eastern Québec, Gaspé Peninsula and Magdalen Islands Development Plan, and that it must be censured for its haughty attitude of incomprehension and contempt towards the people and its inability to put forward efficient solutions that would be likely to ensure this region the economic and social development of which it is capable.

And a debate arising on this motion.

The motion was then rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Burns, Laurin, Léger, Lessard.—4.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Assad, Bacon, Berthiaume, Bienvenue, Bois, Boivin, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Castonguay, Cloutier (Montmagny), Cornellier, Demers, Dionne, Faucher, Fraser, Garneau, Gauthier, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Chauveau), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lacroix, Lamontagne, Larivière, Leduc, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Ostiguy, Paul, Pepin, Perreault, Phaneuf, Quenneville, Saint-Pierre, Shanks, Tetley, Tremblay (Bourassa), Tremblay (Chicoutimi), Vaillancourt, Veilleux, Vincent.—49.

Avec l'abstention de MM. Audet, Drolet, Guay, Roy (Beauce) et Roy (Lévis).

With Messrs. Audet, Drolet, Guay, Roy (Beauce) and Roy (Lévis) abstaining.

Aujourd'hui, vendredi, 15 juin 1973, à treize heures cinq minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du président de l'Assemblée nationale, de M. Tetley, le représentant du premier ministre, de M. Roy (Beauce), le représentant du chef parlementaire du Ralliement créditiste, et du secrétaire de la chancellerie, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de sanctionner les lois suivantes:

Today, Friday, June 15th 1973, at five minutes past one o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, of Mr. Tetley, the Delegate of the Prime Minister, of Mr. Roy (Beauce), the Delegate of the Leader of the Social Credit Rally in the Assembly, and of the Clerk of the Crown in Chancery, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province was pleased to sanction the following bills:

- 5 Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec;
- 11 Loi modifiant la Loi de la constitution de certaines Églises;
- 18 Loi modifiant la Loi des renseignements sur les compagnies;
- 19 Loi modifiant la Loi du crédit aux pêcheries maritimes;
- 20 Loi modifiant la Loi des fabriques.

- 5 Québec Wood Salvage Operations, Logging and Forest Development Company Act;
- 11 An Act to amend the Church Incorporation Act;
- 18 An Act to amend the Companies Information Act;
- 19 An Act to amend the Maritime Fisheries Credit Act;
- 20 An Act to amend The Fabrique Act.

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain quinze heures.

On motion of Mr. Levesque,—
Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until Tuesday next, at three o'clock P.M.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

And then the Assembly adjourned.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Mardi 19 juin 1973

Quinze heures

Conformément à l'article 130 du règlement, M. Garneau dépose le rapport groupant les rapports des Commissions élues qui ont procédé à l'étude des crédits du budget principal pour l'année financière 1973/74 de chacun des ministères du gouvernement du Québec, et à l'étude de certains crédits supplémentaires pour la même période.

(Document de la session no 93.)

Sur la motion de M. Levesque, le délai des avis d'intervention sur le rapport de l'étude des crédits est prolongé jusqu'à dix-sept heures le 20 juin 1973.

M. Levesque dépose les rapports du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés 143, 148, 149, 154, 165 et 168.

(Document de la session no 94.)

Lesdits rapports sont adoptés.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour leur deuxième lecture:

Tuesday, June 19th 1973

Three o'clock P.M.

In accordance with Standing Order 130, Mr. Garneau tabled the reports of the Select Committees which examined the estimates of the main budget for the 1973/74 fiscal year for each one of the Departments of the government of Québec, and certain supplementary estimates for the same period.

(Sessional Papers, No. 93.)

On motion of Mr. Levesque, the delay for notices to speak on the report on the examination of the estimates was extended until five o'clock P.M. June 20th 1973.

Mr. Levesque tabled the reports of the Law Clerk of the National Assembly on Private Bills 143, 148, 149, 154, 165 and 168.

(Sessional Papers, No. 94.)

The said reports were adopted.

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

Par M. Béland:

Projet de loi 168.—Loi concernant une donation à La Fabrique de la paroisse de Saint-Philéas-de-Villeroy.

Par M. Bacon:

Projet de loi 143.—Loi concernant Commander Nickel Copper Mines Ltd (No Personal Liability).

Par M. Lacroix, pour M. Hardy:

Projet de loi 148.—Loi concernant le Club de Golf New Glasgow (1966) Inc.

Par M. Lacroix, pour M. St-Germain:

Projet de loi 149.—Loi concernant la succession de Joseph Aldéric Raymond.

Par M. Cornellier:

Projet de loi 154.—Loi concernant le titre de Allis-Chalmers, Rumely, Ltd. sur un immeuble.

Par M. Lacroix, pour M. Houde (Fabre):

Projet de loi 165.—Loi concernant La Fabrique de la paroisse de Ste-Dorothée.

M. le président dépose sur le bureau de l'Assemblée le document suivant:

Rapport annuel du Protecteur du citoyen, pour 1972.

(*Document de la session no 95.*)

Du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour leur deuxième lecture:

Par M. Toupin:

Projet de loi 12.—Loi modifiant la Loi de la protection sanitaire des animaux.

Par M. Houde (Limouilou):

Projet de loi 162.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des corporations professionnelles siège immédiatement pour

By Mr. Béland:

Bill 168.—An Act respecting a gift to The *Fabrique* of the parish of Saint-Philéas-de-Villeroy.

By Mr. Bacon:

Bill 143.—An Act respecting Commander Nickel Copper Mines Ltd (No Personal Liability)

By Mr. Lacroix, on behalf of Mr. Hardy:

Bill 148.—An Act respecting Club de Golf New Glasgow (1966) Inc.

By Mr. Lacroix, on behalf of Mr. St-Germain:

Bill 149.—An Act respecting the Joseph Aldéric Raymond estate.

By Mr. Cornellier:

Bill 154.—An Act respecting the title of Allis-Chalmers, Rumely, Ltd. to an immoveable.

By Mr. Lacroix, on behalf of Mr. Houde (Fabre):

Bill 165.—An Act respecting The *Fabrique* of the parish of Ste-Dorothée.

Mr. President tabled the following document:

Annual report of the Public Protector, for 1972.

(*Sessional Papers, No. 95.*)

With the unanimous consent of the Assembly, the following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr. Toupin:

Bill 12.—An Act to amend the Animal Health Protection Act.

By Mr. Houde (Limouilou):

Bill 162.—An Act to amend the Charter of the City of Québec.

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Professional Corporations will sit immediately for the con-

l'étude des projets de loi connexes au projet de loi 250, « Code des professions » (*Réimpression*).

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque proposant :

Qu'à l'avenir et jusqu'à l'ajournement d'été de la présente session, l'Assemblée tienne une séance tous les jours de la semaine, sauf le dimanche, de dix heures jusqu'à minuit, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures, et qu'à toutes ces séances, l'ordre des affaires du jour soit celui qui est prévu pour le mardi par l'article 35 du règlement; que l'article 174 du règlement soit suspendu et, que le débat prévu aux articles 24 et 78 du règlement se termine trois heures après l'heure indiquée pour le début de la séance.

M. Levesque propose :

Que la motion en discussion soit amendée en y remplaçant dans la première ligne les mots « l'avenir » par les mots « compter du 21 juin prochain » et en y remplaçant dans la troisième ligne le mot « tienne » par les mots « puisse tenir ».

L'amendement est adopté.

La motion principale, telle qu'amendée, se lit maintenant comme suit :

Qu'à compter du 21 juin prochain et jusqu'à l'ajournement d'été de la présente session, l'Assemblée puisse tenir une séance tous les jours de la semaine, sauf le dimanche, de dix heures jusqu'à minuit, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures, et qu'à toutes ces séances, l'ordre des affaires du jour soit celui qui est prévu pour le mardi par l'article 35 du règlement; que l'article 174 du règlement soit suspendu et, que le débat prévu aux articles 24 et 78 du règlement se termine

sideration of the bills relating to bill 250, "Professional Code" (Reprint).

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr. Levesque proposing :

That the Assembly, in future and until the summer recess of the present session, do hold a sitting every day of the week except on Sundays, from ten o'clock in the forenoon until midnight, with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon, and from six o'clock until eight o'clock in the evening, and that at all such sittings, the Order of Business be determined by the provisions of Article 35 of the Standing Orders respecting Tuesdays' sittings; that Article 174 of the Standing Orders be suspended and that the debate provided under Articles 24 and 78 of the Standing Orders be concluded three hours after the time appointed for the opening of the sitting.

Mr. Levesque moved :

That the motion under debate be amended by striking out in the first line thereof, the words "in future", and by adding thereto the words "commencing June 21st" and by striking out in the third line thereof the word "do", and by adding thereto the word "may".

The amendment was adopted.

The main motion, as amended, now reads as follows :

That the Assembly, commencing June 21st and until the summer recess of the present session, may hold a sitting every day of the week except on Sundays, from ten o'clock in the forenoon until midnight, with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon, and from six o'clock until eight o'clock in the evening, and that at all such sittings, the Order of Business be determined by the provisions of Article 35 of the Standing Orders respecting Tuesdays' sittings; that Article 174 of the Standing Orders be

trois heures après l'heure indiquée pour le début de la séance.

Ladite motion est alors adoptée avec la dissidence de MM. Audet, Brochu, Drolet et Roy (Beauce).

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi 69, « Loi modifiant la Loi de l'accréditation des libraires ».

M. Cloutier (Ahuntsic) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Ledit projet de loi est alors lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi 69 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

M. Tetley propose:

Que le projet de loi 15, « Loi modifiant la Loi des compagnies », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes.

M. le président reprend le fauteuil.

La motion est alors adoptée, en conséquence, le projet de loi 15 est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi 15 est envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière. La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est

suspended and *that* the debate provided under Articles 24 and 78 of the Standing Orders be concluded three hours after the time appointed for the opening of the sitting.

The said motion was then adopted, with Messrs. Audet, Brochu, Drolet and Roy (Beauce) dissenting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill 69, "An Act to amend the Booksellers Accreditation Act".

Mr. Cloutier (Ahuntsic) informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The said bill was then read the second time.

On motion of Mr. Levesque, bill 69 was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

Mr. Tetley moved:

That bill 15, "An Act to amend the Companies Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock, Mr. President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr. President took the Chair.

The motion was then adopted, bill 15 was accordingly read the second time.

On motion of Mr. Levesque, bill 15 was committed and considered in Committee of the Whole. Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain quinze heures.

On motion of Mr. Levesque,—

Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Mercredi 20 juin 1973

Quinze heures

M. Levesque dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés 113, 150, 152, 156, 158, 162 et 167.

(Document de la session no 96.)

Ledit rapport est adopté.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour leur deuxième lecture:

Par M. Brown, pour M. Shanks:

Projet de loi 100.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal.

Par M. Brown, pour M. Perreault:

Projet de loi 150.—Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est.

Par M. Blank:

Projet de loi 152.—Loi concernant certains lots du cadastre de la cité de Montréal (quartier Saint-Laurent).

Wednesday, June 20th 1973

Three o'clock P.M.

Mr. Levesque tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on Private Bills 113, 150, 152, 156, 158, 162 and 167.

(Sessional Papers, No. 96.)

The said report was adopted.

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr. Brown, on behalf of Mr. Shanks:

Bill 100.—An Act to amend the Charter of the City of Montreal.

By Mr. Brown, on behalf of Mr. Perreault:

Bill 150.—An Act to amend the charter of the town of Montreal-East.

By Mr. Blank:

Bill 152.—An Act respecting certain lots of the cadastre of the City of Montreal (St Lawrence Ward).

Par M. Brown, pour M. Berthiaume:

Projet de loi 156.—Loi concernant La Corporation Ivanhoe.

Par M. Leduc:

Projet de loi 159.—Loi concernant la ville de Saint-Hubert.

Par M. Paul:

Projet de loi 163.—Loi concernant la succession de Léona Bessette.

Par M. Brown, pour M. Séguin:

Projet de loi 164.—Loi concernant la ville de Pierrefonds.

Par M. Brown, pour M. Bacon:

Projet de loi 113.—Loi concernant la vente de certains immeubles par la Société d'éducation de Joliette.

Par M. Brown, pour M. Vézina:

Projet de loi 158.—Loi éteignant une servitude sur une partie d'un lot du cadastre de la municipalité de la paroisse de Montréal.

Par M. Harvey (Chauveau):

Projet de loi 166.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation la ville du Lac Saint-Joseph;

Projet de loi 167.—Loi modifiant la charte de la Ville de Sainte-Foy.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Dumont dépose sur le bureau de l'Assemblée le document suivant:

Documentation concernant la modification de la température.

(*Document de la session no 97.*)

Du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois:

Projet de loi 168.—Loi concernant une donation à La Fabrique de la paroisse de Saint-Philéas-de-Villeroy;

Projet de loi 143.—Loi concernant Commander Nickel Copper Mines Ltd (No Personal Liability);

By Mr. Brown, on behalf of Mr. Berthiaume:

Bill 156.—An Act respecting Ivanhoe Corporation.

By Mr. Leduc:

Bill 159.—An Act respecting the town of Saint-Hubert.

By Mr. Paul:

Bill 163.—An Act respecting the Léona Bessette estate.

By Mr. Brown, on behalf of Mr. Séguin:

Bill 164.—An Act respecting the city of Pierrefonds.

By Mr. Brown, on behalf of Mr. Bacon:

Bill 113.—An Act respecting the sale of certain immovables by *Société d'éducation de Joliette*.

By Mr. Brown, on behalf of Mr. Vézina:

Bill 158.—An Act to extinguish a servitude on part of a lot of the cadastre of the municipality of the parish of Montreal.

By Mr. Harvey (Chauveau):

Bill 166.—An Act to amend the Act to incorporate the town of Lake St. Joseph;

Bill 167.—An Act to amend the charter of the city of St. Foy.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr. Dumont tabled the following document:

Documentation respecting changes in the weather.

(*Sessional Papers, No. 97.*)

With the unanimous consent of the Assembly, the following bills were severally read the second time:

Bill 168.—An Act respecting a gift to The *Fabrique* of the parish of Saint-Philéas-de-Villeroy;

Bill 143.—An Act respecting Commander Nickel Copper Mines Ltd (No Personal Liability);

Projet de loi 148.—Loi concernant le Club de Golf New Glasgow (1966) Inc.;

Projet de loi 149.—Loi concernant la succession de Joseph Aldéric Raymond;

Projet de loi 154.—Loi concernant le titre de Allis-Chalmers, Rumely, Ltd. sur un immeuble;

Projet de loi 165.—Loi concernant la Fabrique de la paroisse de Ste-Dorothée;

Projet de loi 162.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec.

Bill 148.—An Act respecting Club de Golf New Glasgow (1966) Inc.;

Bill 149.—An Act respecting the Joseph Aldéric Raymond estate;

Bill 154.—An Act respecting the title of Allis-Chalmers, Rumely, Ltd. to an immoveable;

Bill 165.—An Act respecting The *Fabrique* of the parish of Ste-Dorothée;

Bill 162.—An Act to amend the Charter of the City of Québec.

Sur la motion de M. Levesque, les projets de loi 168, 149, 154 et 165 sont référés à la Commission permanente de la justice; les projets de loi 143 et 148 sont référés à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives et le projet de loi 162 est référé à la Commission permanente des affaires municipales.

On motion of Mr. Levesque, bills 168, 149, 154 and 165 were referred to the Standing Committee on Justice; bills 143 and 148 were referred to the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives and bill 162 was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs.

L'ordre du jour appelle la prise en considération des questions suivantes par M. Roy (Beauce):

1. Combien de commissions royales d'enquêtes ont été instituées, en vertu de la Loi des commissions d'enquêtes (S.R.Q. 1964, c. 11) et ce, depuis 1966?

2. Quel est le nom de chacune desdites commissions formées et la date de la formation de chacune d'elles?

3. Quel a été le coût total de chacune de ces commissions d'enquêtes?

4. Quels étaient le nom et la fonction de chacun des membres de ces commissions?

5. Quel a été le montant total payé à chacun d'eux:

a) en traitement;

b) en dépenses;

c) pour autres frais?

6. Combien de jours chacune de ces commissions a-t-elle siégé?

1. Combien de commissions d'enquêtes spéciales formées par arrêté en conseil, ont été instituées depuis 1966?

2. Quel est le nom de chacune desdites commissions formées et la date de la formation de chacune d'elles?

3. Quel a été le coût total de chacune de ces commissions d'enquêtes?

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of the following questions by Mr. Roy (Beauce):

1. How many Royal Commissions of Inquiry have been appointed since 1966 under the Public Inquiry Commission Act (RSQ 1964, c. 11)?

2. What was the name of each one of the said commissions and the date of appointment of each one?

3. What was the total cost of each one of such commissions of inquiry?

4. What was the name and position of each one of the members of such commissions?

5. What was the total amount paid to each one:

(a) in the form of salary;

(b) for expenses;

(c) for other costs?

6. How many sitting days were held by each commission?

1. How many special commissions of inquiry have been appointed by Order in Council since 1966?

2. What was the name of each one of such commissions and the date of appointment of each one?

3. What was the total cost of each one of such commissions of inquiry?

4. Quels étaient le nom et la fonction de chacun des membres de ces commissions ?

5. Quel a été le montant total payé à chacun d'eux :

- a) en traitement;
- b) en dépenses;
- c) pour autres frais ?

6. Combien de jours chacune de ces commissions a-t-elle siégé ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de l'Assemblée un document contenant les informations demandées.

M. Bourassa dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 98.)

Sur la motion de M. Lavoie (Wolfe) :

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de l'Assemblée :

Un état complet et détaillé de toutes les ventes de matériaux, machinerie, matériel, meubles ou tout autre effet de surplus, complétées depuis le 12 mai 1970, par le gouvernement, ses régies, offices, commissions ou organismes, y compris :

- a) les nom, prénoms et adresse de chaque acheteur;
- b) le montant de chaque vente;
- c) le prix payé à l'achat par le gouvernement et l'année d'acquisition;
- d) la liste des soumissionnaires.

M. Levesque dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 99.)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des corporations professionnelles siège immédiatement pour l'étude des projets de loi connexes au projet de loi 250, « Code des professions » (*Réimpression*).

M. Lessard propose :

Que cette Assemblée est d'avis que le projet d'aménagement hydro-électrique de la Rivière Jacques-Cartier doit être abandonné et que l'aménagement de la Vallée de la Jacques-Cartier pour fins touristiques

4. What was the name and position of each one of the members of such commissions ?

5. What was the total amount paid to each one :

- (a) in the form of salary;
- (b) for expenses;
- (c) for other costs ?

6. How many sitting days were held by each commission ?

On motion of Mr. Levesque,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Bourassa tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 98.)

On motion of Mr. Lavoie (Wolfe) :

Ordered, That there be laid before the Assembly :

A complete and detailed statement of the sales of materials, machinery, material, furniture or any other surplus stores, made since May 12th 1970, by the government or any of its boards, bureaux, commissions or organizations, including :

- (a) the name, given names and address of each purchaser;
- (b) the amount of each sale;
- (c) the purchase price paid by the government and the year of purchase;
- (d) the list of bidders.

Mr. Levesque tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 99.)

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Professional Corporations will sit immediately for the consideration of the bills relating to bill 250, "Professional Code" (*Reprint*).

Mr. Lessard moved :

That the Assembly is of opinion that the plan for the hydro-electric development of the Jacques-Cartier River must be abandoned, and that the development of the Jacques-Cartier River Valley, for tourist

et de loisir, dans le respect du caractère unique de ce site et de sa vocation propre, doit être accéléré.

Et le débat qui s'élève sur cette motion est ajourné sur la motion de M. Carpentier.

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain quinze heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

and recreational purposes, must be speeded up, in keeping with the unique character of the site and its proper use.

And the debate arising on this motion was adjourned on motion of Mr. Carpentier,

On motion of Mr. Levesque,—

Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Jeudi 21 juin 1973

Quinze heures

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés par M. Tetley, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour leur deuxième lecture:

Projet de loi 26.—Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles;

Projet de loi 27.—Loi modifiant la Loi retendant la charte de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

M. Pinard dépose la réimpression du projet de loi 88, « Loi de l'expropriation », apparaissant en deuxième lecture à l'item 9 du feuillet de ce jour.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de l'Assemblée:

Par M. Cloutier (Ahuntsic):

Deux études réalisées pour le compte de la Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec.

La première étude s'intitule: « Le français utilisé par les agences de publicité au Québec ».

La deuxième étude s'intitule: « La production des universités québécoises et la

Thursday, June 21st 1973

Three o'clock P.M.

The following bills were severally introduced by Mr. Tetley, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

Bill 26.—An Act to amend the Cooperative Agricultural Association Act;

Bill 27.—An Act to amend the Act to revise the charter of the Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la province de Québec.

Mr. Pinard tabled the reprint of bill 88, "Expropriation Act", shown in second reading, at Item 9 of today's Agenda Paper.

The following documents were tabled:

By Mr. Cloutier (Ahuntsic):

Two studies carried out on behalf of the Commission of inquiry on the situation of the French language and language rights in the province of Québec.

The first study being entitled: "The French used by advertising agencies in the province of Québec".

The second study being entitled: "The production of Québec's universities and

population de formation universitaire au Québec ».

(*Document de la session no 100.*)

Par M. Goldbloom:

Rapport de l'étude de la situation financière de la Ville de Laval.

(*Document de la session no 101.*)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des corporations professionnelles siège immédiatement pour l'étude des projets de loi connexes au projet de loi 250, « Code des professions » (*Réimpression*).

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois:

Projet de loi 100.—Loi modifiant la Charte de la ville de Montréal;

Projet de loi 150.—Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est;

Projet de loi 152.—Loi concernant certains lots du cadastre de la cité de Montréal (quartier Saint-Laurent);

Projet de loi 156.—Loi concernant La Corporation Ivanhoe;

Projet de loi 159.—Loi concernant la ville de Saint-Hubert;

Projet de loi 163.—Loi concernant la succession de Léona Bessette;

Projet de loi 164.—Loi concernant la ville de Pierrefonds;

Projet de loi 167.—Loi modifiant la charte de la Ville de Sainte-Foy;

Projet de loi 113.—Loi concernant la vente de certains immeubles par la Société d'éducation de Joliette;

Projet de loi 158.—Loi éteignant une servitude sur une partie d'un lot du cadastre de la municipalité de la paroisse de Montréal;

Projet de loi 166.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation la ville du Lac Saint-Joseph.

Sur la motion de M. Levesque, les projets de loi 100, 150, 159, 164, 167 et 166 sont référés à la Commission permanente des affaires municipales et les projets de loi 152, 156, 163, 113 et 158 sont

the university trained population in the province of Québec".

(*Sessional Papers, No. 100.*)

By Mr. Goldbloom:

Report of the examination of the financial situation of the City of Laval.

(*Sessional Papers, No. 101.*)

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Professional Corporations will sit immediately for the consideration of the bills relating to bill 250, "Professional Code" (*Reprint*).

The following bills were severally read the second time:

Bill 100.—An Act to amend the Charter of the City of Montreal;

Bill 150.—An Act to amend the charter of the town of Montreal-East;

Bill 152.—An Act respecting certain lots of the cadastre of the City of Montreal (St Lawrence Ward);

Bill 156.—An Act respecting Ivanhoe Corporation;

Bill 159.—An Act respecting the town of Saint-Hubert;

Bill 163.—An Act respecting the Léona Bessette estate;

Bill 164.—An Act respecting the city of Pierrefonds;

Bill 167.—An Act to amend the charter of the city of St. Foy;

Bill 113.—An Act respecting the sale of certain immoveables by *Société d'éducation de Joliette*;

Bill 158.—An Act to extinguish a servitude on part of a lot of the cadastre of the municipality of the parish of Montreal;

Bill 166.—An Act to amend the Act to incorporate the town of Lake St. Joseph.

On motion of Mr. Levesque, bills 100, 150, 159, 164, 167 and 166 were referred to the Standing Committee on Municipal Affairs and bills 152, 156, 163, 113 and 158 were referred to the Standing Com-

référés à la Commission permanente de la justice. mittee on Justice.

Le projet de loi 15, « Loi modifiant la Loi des compagnies », est de nouveau étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi 277, « Loi concernant le commerce du pain ».

M. Saint-Pierre informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Saint-Pierre propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes.

M. le président reprend le fauteuil.

M. Lessard propose:

Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « maintenant » et en y ajoutant les mots « dans six mois ».

Et le débat qui s'élève sur cette motion d'amendement est ajourné sur la motion de M. Paul.

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain dix heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

Bill 15, "An Act to amend the Companies Act", was again considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill 277, "An Act respecting the bread trade".

Mr. Saint-Pierre informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr. Saint-Pierre moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock, Mr. President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr. President took the Chair.

Mr. Lessard moved:

That the motion under debate be amended by striking out the word "now" therein, and by adding thereto the words "this day six months".

And the debate arising on this motion of amendment was adjourned on motion of Mr. Paul.

On motion of Mr. Levesque,—

Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Vendredi 22 juin 1973

Dix heures

Conformément aux dispositions des articles 123 et 161 du règlement, M. Marchand dépose le rapport de la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, chargée de l'étude des projets de loi privés suivants:

Projet de loi 143.—Loi concernant Commander Nickel Copper Mines Ltd (No Personal Liability);

Projet de loi 148.—Loi concernant le Club de Golf New Glasgow (1966) Inc.

(Document de la session no 102.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, et sur la motion de M. Levesque, ledit rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

Projet de loi 143.—Loi concernant Commander Nickel Copper Mines Ltd (No Personal Liability);

Projet de loi 148.—Loi concernant le Club de Golf New Glasgow (1966) Inc.

M. Levesque dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur

Friday, June 22nd 1973

Ten o'clock A.M.

In accordance with Standing Orders 123 and 161, Mr. Marchand tabled the report of the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, which examined the following Private Bills:

Bill 143.—An Act respecting Commander Nickel Copper Mines Ltd (No Personal Liability);

Bill 148.—An Act respecting Club de Golf New Glasgow (1966) Inc.

(Sessional Papers, No. 102.)

With the unanimous consent of the Assembly, and on motion of Mr. Levesque, the said report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, the following bills were severally read the third time:

Bill 143.—An Act respecting Commander Nickel Copper Mines Ltd (No Personal Liability);

Bill 148.—An Act respecting Club de Golf New Glasgow (1966) Inc.

Mr. Levesque tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on

les projets de loi privés 100, 159, 163, 164 et 166.

(Document de la session no 103.)

M. Tetley dépose sur le bureau de l'Assemblée le document suivant:

Rapport annuel du ministère des Institutions financières, Compagnies et Coopératives, pour l'exercice se terminant le 31 mars 1973.

(Document de la session no 104.)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts siège immédiatement pour entendre les administrateurs de la Société québécoise d'exploration minière (Soquem).

Le projet de loi 26, « Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi 26 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

Le projet de loi 27, « Loi modifiant la Loi refondant la charte de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi 27 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi 12, « Loi modifiant la Loi de la protection sanitaire des animaux ».

M. Toupin informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Ledit projet de loi est alors lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi 12 est envoyé à la commission

Private Bills 100, 159, 163, 164 and 166.

(Sessional Papers, No. 103.)

Mr. Tetley tabled the following document:

Annual report of the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for the fiscal year ended March 31st 1973.

(Sessional Papers, No. 104.)

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests will sit immediately to hear the administrators of the Québec Mining Exploration Company (Soquem).

Bill 26, "An Act to amend the Cooperative Agricultural Association Act", was read the second time.

On motion of Mr. Levesque, bill 26 was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

Bill 27, "An Act to amend the Act to revise the charter of the Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la province de Québec", was read the second time.

On motion of Mr. Levesque, bill 27 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill 12, "An Act to amend the Animal Health Protection Act".

Mr. Toupin informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The said bill was then read the second time.

On motion of Mr. Levesque, bill 12 was committed, considered in Committee of

plénière, étudié en commission plénière, rapporté et lu la troisième fois.

L'Assemblée prend en considération le rapport groupant les rapports des Commissions élues qui ont procédé à l'étude des crédits du budget principal pour l'année financière 1973/74 de chacun des ministères du gouvernement du Québec, et à l'étude de certains crédits supplémentaires pour la même période.

M. Garneau propose:

Que ledit rapport soit maintenant adopté.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix, en conséquence, ledit rapport est adopté.

M. Garneau présente, en conséquence, les projets de loi suivants basés sur ledit rapport:

Projet de loi 10.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974, et pour d'autres fins du service public;

Projet de loi 25.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974, et pour d'autres fins du service public.

Sur la motion de M. Garneau, lesdits projets de loi sont lus la première, la deuxième et la troisième fois.

À douze heures quarante-cinq minutes, M. le président quitte le fauteuil.

Quatorze heures trente minutes.

M. le président reprend le fauteuil.

L'Assemblée reprend le débat sur l'amendement de M. Lessard à la motion de M. Saint-Pierre proposant que le projet de

the Whole, reported and read the third time.

The Assembly proceeded to take into consideration the reports of the Select Committees which examined the estimates of the main budget for the 1973/74 fiscal year for each one of the Departments of the government of Québec, and certain supplementary estimates for the same period.

Mr. Garneau moved:

That the said report be now adopted.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division, the said report was accordingly adopted.

Mr. Garneau accordingly introduced the following bills based on the said report:

Bill 10.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1974, and for other purposes connected with the public service;

Bill 25.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1974, and for other purposes connected with the public service.

On motion of Mr. Garneau, the said bills were read the first, the second and the third time.

At twelve forty-five o'clock P.M., Mr. President left the Chair.

Two-thirty o'clock P.M.

Mr. President took the Chair.

The Assembly resumed the debate on the amendment by Mr. Lessard to the motion by Mr. Saint-Pierre proposing that

loi 277, « Loi concernant le commerce du pain », soit maintenant lu la deuxième fois, lequel amendement se lit comme suit :

« *Que* la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « maintenant » et en y ajoutant les mots « dans six mois ». »

L'amendement est rejeté, les voix se divisant comme suit :

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Audet, Béland, Boivin, Brochu, Burns, Charron, Cloutier (Montmagny), Demers, Guay, Laurin, Léger, Loubier, Paul, Roy (Beauce), Samson, Tétrault, Tremblay (Chicoutimi), Vincent.—18.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Bacon, Bienvenue, Bossé, Brown, Caron, Carpentier, Cornellier, Dionne, Faucher, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Harvey (Chauveau), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, Lacroix, L'Allier, Leduc, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Ostiguy, Pearson, Pepin, Perreault, Pinard, Saint-Pierre, Simard (Richelieu), Tetley, Veilleux.—33.

Et le débat continue sur la motion principale.

La motion principale est alors adoptée, les voix se divisant comme suit :

bill 277, "An Act respecting the bread trade", be now read the second time, which amendment reads as follows:

"*That* the motion under debate be amended by striking out the word "now" therein, and by adding thereto the words "this day six months"."

The amendment was rejected on the following division:

And the debate continuing on the main motion.

The main motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Bacon, Bienvenue, Brown, Caron, Carpentier, Cornellier, Faucher, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Harvey (Chauveau), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Kennedy, L'Allier, Leduc, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Ostiguy, Pearson, Perreault, Pinard, Saint-Pierre, Simard (Richelieu), Tetley, Veilleux.—29.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Boivin, Burns, Cloutier (Montmagny), Demers, Guay, Laurin, Léger, Paul, Roy (Beauce), Samson, Tétrault, Tremblay (Chicoutimi), Vincent.—13.

En conséquence, le projet de loi 277, « Loi concernant le commerce du pain », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi 277 est envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière. La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

Bill 277, "An Act respecting the bread trade", was accordingly read the second time.

On motion of Mr. Levesque, bill 277 was committed and considered in Committee of the Whole. Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajour-
nera aujourd'hui, elle soit ajournée à
mardi prochain quinze heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le vice-président,
HARRY BLANK.

On motion of Mr. Levesque,—
Resolved, That when the Assembly ad-
journs today, it do stand adjourned until
Tuesday next, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

HARRY BLANK,
Vice-president.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Mardi 26 juin 1973

Quinze heures

Tuesday, June 26th 1973

Three o'clock P.M.

M. Levesque dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur le projet de loi 153, « Loi concernant la municipalité de la Paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard ».

(Document de la session no 105.)

Ledit rapport est adopté.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour leur deuxième lecture:

Par M. Choquette:

Projet de loi 28.—Loi modifiant la Loi de la division territoriale.

Par M. Goldbloom:

Projet de loi 29.—Loi accordant des subventions aux municipalités de 25,000 habitants ou plus.

Par M. Garneau, pour M. Harvey (Jonquière):

Projet de loi 22.—Loi modifiant la Loi sur les impôts et certaines autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

Mr. Levesque tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on bill 153, "An Act respecting the parish municipality of Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard".

(Sessional Papers, No. 105.)

The said report was adopted.

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr. Choquette:

Bill 28.—An Act to amend the Territorial Division Act.

By Mr. Goldbloom:

Bill 29.—An Act granting subsidies to municipalities of 25,000 inhabitants or more.

By Mr. Garneau, on behalf of Mr. Harvey (Jonquière):

Bill 22.—An Act to amend the Taxation Act and certain other legislative fiscal provisions.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi 153, « Loi concernant la municipalité de la Paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard », est présenté par M. Lacroix, pour M. Séguin, et lu la première fois.

Sur la motion de M. Levesque, les règles de pratique sont suspendues et le projet de loi 153 est référé à la Commission permanente des affaires municipales.

M. Garneau dépose sur le bureau de l'Assemblée le document suivant:

Rapport annuel de la Société d'exploitation des loteries et courses du Québec, pour l'exercice du 1er avril 1972 au 31 mars 1973.

(Document de la session no 106.)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des affaires municipales siège immédiatement pour l'étude du projet de loi 100, « Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal », et la Commission permanente des corporations professionnelles siège immédiatement pour l'étude des projets de loi connexes au projet de loi 250, « Code des professions » (*Réimpression*).

Le projet de loi 277, « Loi concernant le commerce du pain », est de nouveau étudié en commission plénière.

À dix-huit heures, M. le président de la commission plénière quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes.

M. le président de la commission plénière reprend le fauteuil.

La commission plénière rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

L'Assemblée reprend le débat sur l'amendement de M. Loubier à la motion de M. Massé proposant que le projet de loi 4, « Loi modifiant la Charte de la Société

With the unanimous consent of the Assembly, bill 153, "An Act respecting the parish municipality of Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard", was introduced by Mr. Lacroix, on behalf of Mr. Séguin, and read the first time.

On motion of Mr. Levesque, the rules of procedure were suspended and bill 153 was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs.

Mr. Garneau tabled the following document:

Annual report of the "Société d'exploitation des loteries et courses du Québec", for the fiscal year from April 1st 1972 to March 31st 1973.

(Sessional Papers, No. 106.)

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Municipal Affairs will sit immediately for the consideration of bill 100, "An Act to amend the Charter of the City of Montreal", and the Standing Committee on Professional Corporations will sit immediately for the consideration of the bills relating to bill 250, "Professional Code" (*Reprint*).

Bill 277, "An Act respecting the bread trade", was again considered in Committee of the Whole.

At six o'clock, Mr. Chairman of the Committee of the Whole left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr. Chairman of the Committee of the Whole took the Chair.

Progress was reported by the Committee of the Whole and leave granted to the committee to sit again during the present sitting.

The Assembly resumed the debate on the amendment by Mr. Loubier to the motion by Mr. Massé proposing that bill 4, "An Act to amend the Charter of

québécoise d'exploration minière », soit maintenant lu la deuxième fois, lequel amendement se lit comme suit :

« *Que* la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « maintenant » et en y ajoutant les mots « dans un mois ». »

Sur la motion de M. Loubier, ladite motion d'amendement est retirée.

La motion principale est alors adoptée, en conséquence, le projet de loi 4 est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi 4, « Loi modifiant la Charte de la Société québécoise d'exploration minière », est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté après division des voix; le projet de loi 4 est lu la troisième fois après division des voix.

Le projet de loi 277, « Loi concernant le commerce du pain », est de nouveau étudié en commission plénière. La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Levesque, il est

Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain quinze heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

the Québec Mining Exploration Company", be now read the second time, which amendment reads as follows:

"*That* the motion under debate be amended by striking out the word "now" therein, and by adding thereto the words "this day one month"."

On motion of Mr. Loubier, the said motion of amendment was withdrawn.

The main motion was then adopted, bill 4 was accordingly read the second time.

On motion of Mr. Levesque, bill 4, "An Act to amend the Charter of the Québec Mining Exploration Company", was committed, considered in Committee of the Whole and reported; the report was adopted on division; bill 4 was read the third time on division.

Bill 277, "An Act respecting the bread trade", was again considered in Committee of the Whole. Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

On motion of Mr. Levesque,

Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Mercredi 27 juin 1973

Quinze heures

Le projet de loi 24, « Loi sur les marchés agricoles », est présenté par M. Toupin et lu la première fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi 24 est référé à la Commission permanente de l'agriculture et de la colonisation.

Le projet de loi 23, « Loi constituant la Société Inter-Port de Québec », est présenté par M. Saint-Pierre, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission des affaires municipales siège immédiatement pour l'étude des projets de loi privés et la Commission permanente des corporations professionnelles siégera ce soir à vingt heures quinze minutes pour l'étude des projets de loi connexes au projet de loi 250, « Code des professions » (*Réimpression*).

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Tremblay (Chicoutimi):

1. Depuis le 12 mai 1970, le gouvernement du Québec a-t-il autorisé aucun

Wednesday, June 27th 1973

Three o'clock P.M.

Bill 24, "Agricultural Marketing Act", was introduced by Mr. Toupin and read the first time.

On motion of Mr. Levesque, bill 24 was referred to the Standing Committee on Agriculture and Colonization.

Bill 23, "An Act to incorporate the Québec Inter-Port Company", was introduced by Mr. Saint-Pierre, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Municipal Affairs will sit immediately for the consideration of Private Bills and the Standing Committee on Professional Corporations will sit this evening at eight-fifteen o'clock for the consideration of the bills relating to bill 250, "Professional Code" (*Reprint*).

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr. Tremblay (Chicoutimi):

1. Since May 12th 1970, has the government of Québec authorized any of its

de ses membres ou fonctionnaires ou tout autre agent à trouver un locataire pour l'administration de restaurants, bars, discothèques ou tout établissement du même genre dans l'une ou l'autre des maisons de la Place Royale à Québec?

2. Quels sont les locataires intéressés à cette exploitation?

3. Les représentants de Hilton International ont-ils été rencontrés à cet effet, par qui et quand?

4. Des soumissions ont-elles été ou seront-elles demandées et quand?

5. Quand les baux de location doivent-ils être signés?

6. Quels espaces seront loués et où sont-ils situés?

Réponse par M. Cloutier (Ahuntsic):

1. Non, aucune autorisation n'a été donnée, les personnes intéressées dans la location d'un logement ou d'un commerce adressent une demande écrite au coordonnateur de Place Royale.

2. Certains locataires anciens de la Place Royale désirent conserver leur activité dans ce quartier, d'autres qui en ont entendu parler font application.

3. Les représentants de Hilton se sont adressés au coordonnateur, au début de l'été 1972. Ils ont visité le chantier alors en cours. À l'automne, ils ont visité à nouveau les lieux qu'ils désiraient louer.

4. Pas de soumissions demandées, mais plusieurs offres reçues (4 en tout):

-- MM. Gérard Julien, de Montréal; Pierre Labossière, Guy Lefèvre; Jean-Jacques Racicot; Mario Poudrette, de Montréal; Yves Simard, Québec (La Traite du Roy); Hilton Place Québec Ltée.

L'offre la plus avantageuse était Hilton.

5. Le bail a été signé en mars 1973.

6. Les espaces sont les sous-sols des maisons Leber, Charest et St-Amant (rue St-Pierre) et les étages en partie de la maison St-Amant.

Question par M. Lavoie (Wolfe):

1. Le ministère de l'Éducation a-t-il autorisé la vente du Séminaire de Joliette,

members or employees or any other representative to find a lessee to administer the restaurants, bars, discothèques or any other similar establishments located in any of the houses on Place Royale at Québec?

2. What lessees are interested in such operation?

3. Were any meetings held with the representatives of Hilton International for such purpose, by whom and when?

4. Have tenders been called for or will they be called for; and when?

5. When are the leases expected to be signed?

6. What spaces will be rented and where are they located?

Answer by Mr. Cloutier (Ahuntsic):

1. No, no authorization was given, any persons interested in renting a dwelling or a business must submit a written request to the co-ordinator of Place Royale.

2. Certain former lessees of Place Royale wish to continue their activities in this section, while others who have heard about it are submitting applications.

3. The representatives of Hilton spoke to the co-ordinator at the beginning of the summer of 1972. They visited the worksite at that time. Last autumn, they again visited the premises which they wished to lease.

4. No tenders were called for, but several offers were received (4 in all):

-- Messrs. Gérard Julien, of Montreal; Pierre Labossière, Guy Lefèvre; Jean-Jacques Racicot; Mario Poudrette, of Montreal; Yves Simard, Québec (La Traite du Roy); Hilton Place Québec Ltd.

The most favourable offer was Hilton's.

5. The lease was signed in March 1973.

6. The spaces are the basements of the Leber, Charest and St-Amant houses (St. Peter Street), and part of the upper floors of the St-Amant house.

Question by Mr. Lavoie (Wolfe):

1. Did the Department of Education authorize the sale of the Séminaire de

connu aussi sous le nom de Société d'Éducation ?

2. Dans l'affirmative:

- a) à quelle date;
- b) à quel prix;
- c) à qui ?

3. Quelle est la subvention consentie par le ministère ?

4. Quels sont les liens de parenté entre l'avocat Serge Joyal et le notaire Claude Joyal qui ont présidé à la négociation et à la rédaction de documents juridiques dans cette affaire ?

5. Me Serge Joyal a-t-il été ou est-il encore à l'emploi du gouvernement fédéral ?

6. Sinon, depuis quelle date ?

7. Quels sont les honoraires reçus par chacun d'eux et sont-ils inclus dans le coût de la transaction ?

8. Quels sont les autres honoraires et à qui ont-ils été payés ?

Réponse par M. Cloutier (Ahuntsic):

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre de l'Éducation, a autorisé le CEGEP de Joliette à acquérir les biens, meubles et immeubles du Séminaire de Joliette et ce, par l'arrêté en conseil no 1250-73 du 4 avril 1973.

Cette transaction était toutefois sujette à une condition: que les propriétaires du Séminaire de Joliette fassent clarifier, par une loi privée, les titres de propriété et ce, avant le 1er juillet 1973.

2. a) Le 6 avril 1973;

b) \$3,515,000.00 plus \$850,000.00 de dettes en cours, plus un intérêt de 5½% depuis le 1er juillet 1969, date d'occupation des lieux;

c) au CEGEP de Joliette.

3. a) Le montant de \$3,515,000.00 et les intérêts seront payés à même le produit d'une émission d'obligations spéciale qui sera acquise par la partie venderesse. Le ministère subventionnera le remboursement du capital et des intérêts de cette émission à chaque échéance;

b) la dette en cours sera remboursée, à échéance, par le CEGEP à même une subvention du ministère de l'Éducation;

Joliette, which is also known as the Société d'Éducation ?

2. If so:

- (a) on what date;
- (b) at what price;
- (c) to whom ?

3. What is the amount of the grant agreed to by the Department ?

4. What is the family relationship between Mr. Serge Joyal, Advocate, and Mr. Claude Joyal, Notary, who presided over the negotiations and the drawing up of the legal documents in this matter ?

5. Was Mr. Claude Joyal, Advocate ever in the employ of the federal government or is he still in such employ ?

6. If not, since what date ?

7. What fees were received by each one of them, and are they included in the costs of the transaction ?

8. What other fees were paid, and to whom were they paid ?

Answer by Mr. Cloutier (Ahuntsic):

1. On the recommendation of the Minister of Education and by Order in Council No. 1250-73 of April 4th 1973, the Lieutenant-Governor in Council authorized the Joliette CEGEP to acquire the assets, furniture and immovables of the Séminaire de Joliette.

However, such transaction was subject to one condition: that the proprietors of the Séminaire de Joliette have the property titles clarified by private bill before July 1st 1973.

2. (a) April 6th 1973;

(b) \$3,515,000.00 plus \$850,000.00 in current debts, plus interest at 5½% from July 1st 1969, the date of occupation of the premises;

(c) to the Joliette CEGEP.

3. (a) The amount of \$3,515,000.00 and the interest shall be paid out of the proceeds of a special bond issue to be acquired by the vendor. The repayment of the capital and interest of this bond issue will be subsidized by the Department as it falls due;

(b) the current debt will be repaid at maturity by the CEGEP out of a grant from the Department of Education;

c) les subventions seront autorisées lorsque la condition de la vente aura été satisfaite.

4. En autant que nous pouvons savoir, Me Serge Joyal faisait partie de l'étude légale de Dugas et Dugas, de Joliette, conseillers juridiques de la partie vendeuse. Le ministère n'est donc pas en mesure ni en droit de répondre à cette question, non plus qu'aux questions 6 et 7.

5. N.A.

6. N.A.

7. N.A.

8. À ce jour, des honoraires ont été payés à l'arpenteur géomètre Lucien Leclerc, au montant de \$3,188.00, pour l'établissement du certificat de localisation des immeubles et des terrains.

Des honoraires seront vraisemblablement versés au conseiller juridique, Me Luc Ratelle, et au notaire Luc Forest, dont les services ont été retenus par le CEGEP de Joliette pour cette transaction. Leurs comptes d'honoraires n'ont pas encore été soumis.

Question par M. Samson:

1. Combien le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement a-t-il signé de contrats de location pour locaux dans le comté de Rouyn-Noranda:

a) pour l'année 1972;

b) pour l'année 1973?

2. a) Quels étaient les signataires de ces contrats;

b) quel était le montant de chacun;

c) à quoi servent ces locaux;

d) quelle est la durée de chaque bail;

e) dans le cas où un immeuble est loué au complet, quelle est son évaluation municipale?

3. a) Y a-t-il eu appels d'offre dans chaque cas;

b) s'il s'agit de contrats négociés, par qui l'ont-ils été?

Réponse par M. Tessier:

1. a) Trois (3) baux furent signés en 1972;

(c) the grants will be authorized when the condition of the sale has been met.

4. In so far as we know, Mr. Serge Joyal was a member of the legal firm of Dugas and Dugas, of Joliette, legal advisers for the vendor. The Department is neither able nor entitled to answer this question, nor to answer questions 6 and 7.

5. N/A.

6. N/A.

7. N/A.

8. To date, fees have been paid to Lucien Leclerc, Land Surveyor, in the amount of \$3,188.00, to establish the location certificate for the land and immoveables.

Fees will very likely be paid to the legal adviser, Mr. Luc Ratelle, and to Notary Luc Forest, whose services were retained by the Joliette CEGEP for this transaction. Their accounts for fees have not yet been submitted.

Question by Mr. Samson:

1. How many contracts for the renting of premises were signed by the Department of Public Works and Supply for the county of Rouyn-Noranda:

(a) in 1972;

(b) in 1973?

2. (a) Who were the signers of such contracts;

(b) what was the amount of each one;

(c) to what use are the premises being put;

(d) what is the term of each lease;

(e) in the case where a whole building is rented, what is its municipal valuation?

3. (a) were tenders called for in each case;

(b) in the case of negotiated contracts, by whom were they negotiated?

Answer by Mr. Tessier:

1. (a) Three (3) leases were signed in 1972;

b) aucun bail signé en 1973 à ce jour.

2. a) Hôpital Youville de Noranda;

b) 5,280 pieds carrés à \$3.10 pour un coût annuel de \$16,368.00;

c) occupé par le ministère de l'Éducation (Multi-Média);

d) durée du bail est d'un (1) mois renouvelable mensuellement;

e) édifice loué partiellement.

a) Docteur Roch Paradis;

b) 1,458 pieds carrés à \$3.60 pour un coût annuel de \$5,248.80;

c) occupé par la Protection Civile du Québec;

d) durée du bail est de deux (2) ans;

e) édifice loué partiellement.

a) Hôpital Youville de Noranda;

b) 1,400 pieds carrés à \$3.10 pour un coût annuel de \$4,464.00;

c) occupé par le ministère des Affaires sociales (Service de Probation);

d) durée du bail est de un (1) mois renouvelable mensuellement;

e) édifice loué partiellement.

3. a) Nous ne procédons pas par appels d'offre pour ces locations.

b) les baux susmentionnés furent négociés par notre représentant au Bureau Régional de Rouyn et furent soumis à Québec pour approbation.

Question par M. Vincent:

1. Quel était le nombre des employés occasionnels dans la Fonction publique:

a) au 1er avril 1970;

b) au 1er avril 1971;

c) au 1er avril 1972;

d) au 1er avril 1973?

2. Quel organisme gouvernemental fixait la rémunération?

3. En vertu des règlements en vigueur, quelles sont les circonstances qui autorisent les ministères ou organismes à procéder à de tels engagements?

4. Quelle doit être la durée maximum d'un emploi occasionnel?

5. Par qui est établie l'éligibilité de chaque candidat?

(b) no leases have been signed to date in 1973.

2. (a) Hôpital Youville of Noranda;

(b) 5,280 square feet at \$3.10, for an annual cost of \$16,368.00;

(c) occupied by the Department of Education (Multi-Média);

(d) the term of the lease is one (1) month, renewable monthly;

(e) the building is rented in part.

(a) Dr. Roch Paradis;

(b) 1,458 square feet at \$3.60, for an annual cost of \$5,248.80;

(c) occupied by the Québec Civil Protection;

(d) the term of the lease is two (2) years;

(e) the building is rented in part.

(a) Hôpital Youville of Noranda;

(b) 1,400 square feet at \$3.10, for an annual cost of \$4,464.00;

(c) occupied by the Department of Social Affairs (Probationary Service);

(d) the term of the lease is one (1) month, renewable monthly;

(e) the building is rented in part.

3. (a) We do not put out calls for tenders for such rentals;

(b) the above-mentioned leases were negotiated by our representative at the Rouyn Regional Office, and were submitted to Québec for approval.

Question by Mr. Vincent:

1. What was the number of casual employees in the Civil Service:

(a) as at April 1st 1970;

(b) as at April 1st 1971;

(c) as at April 1st 1972;

(d) as at April 1st 1973?

2. What government organization established the remuneration?

3. Under the regulations in force, what are the circumstances which authorize the Departments or organizations to proceed with such engagements?

4. What is the maximum term of casual employment allowed?

5. Who establishes the eligibility for each candidate?

Réponse par M. Parent:

1. Aucune donnée d'ensemble n'existe sur le nombre d'employés occasionnels embauchés par chaque ministère et organisme. L'engagement des employés occasionnels relève de la compétence des ministères. Vu qu'il y a des périodes de pointe au cours d'une année, il devient impossible d'avoir des renseignements exacts. Pour répondre à une telle question, il faudrait qu'un recensement soit effectué et qu'une conversion en années-hommes soit faite.

2. Pour les fins de la classification, des qualifications, de la rémunération et des heures de travail du titulaire d'un emploi ou fonction d'un caractère occasionnel, il appartient au chef du ministère de les déterminer suivant la nature du travail à accomplir en tenant compte des conditions applicables dans l'espèce aux employés réguliers de l'unité administrative à laquelle tel titulaire est assigné.

3. Besoin causé par une période de pointe ou un projet spécifique.

4. Habituellement, quatre (4) mois et deux (2) mois de prolongation. Une telle période peut être d'une durée plus longue lorsqu'il s'agit d'un projet spécifique. Ex: Commission d'enquête.

5. Par le chef de chaque ministère et organisme en suivant les normes d'admission apparaissant aux divers règlements de la Commission de la fonction publique.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Vincent:

1. Quels étaient les effectifs du ministère de la Fonction publique le 12 mai 1970.

2. Quels étaient-ils en date du 1er juin 1973?

3. Quels sont les fonctionnaires qui, au cours de cette période, ont été mutés du ministère de la Fonction publique à un autre ministère, office, régie ou autre organisme et pourquoi?

4. Quels sont les fonctionnaires qui ont été mutés d'un autre ministère à celui de la Fonction publique?

Answer by Mr. Parent:

1. There is no existing overall data on the number of casual employees engaged by each Department and organization. The engaging of casual employees is under the jurisdiction of the Departments. As there are peak periods in each year, it is impossible to obtain accurate information. In order to answer such a question, a census and a conversion into man-years would have to be carried out.

2. For purposes of the classification, qualifications, remuneration and working hours of the holder of a position or duty of a temporary kind, it is up to the Head of the Department to determine them according to the nature of the task to be carried out in consideration of the particular conditions applicable to the regular employees of the administrative unit to which the incumbent is assigned.

3. A need caused by a peak period or a specific project.

4. Normally, a four (4) and a two (2) month extension. Such a period may be longer in the case of a specific project. E.g. a commission of inquiry.

5. By the Head of each Department and organization in accordance with the entrance standards shown in the various regulations of the Civil Service Commission.

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr. Vincent:

1. How many persons were in the employ of the Department of the Civil Service as at May 12th 1970?

2. How many were there as at June 1st 1973?

3. During the same period, what employees were transferred from the Department of the Civil Service to another Department, bureau, board or other organization, and why?

4. What employees were transferred to the Department of the Civil Service from another Department?

5. Quel était le salaire de chacun avant et après la mutation ?

6. Quels sont les fonctionnaires qui ont remis leur démission et pourquoi ?

Sur la motion de M. Levesque, il est --

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de l'Assemblée un document contenant les informations demandées.

M. Parent dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 107.)

Le projet de loi 277, « Loi concernant le commerce du pain », est de nouveau étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu, et agréé après division des voix; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi 88, « Loi de l'expropriation » (*Réimpression*).

M. Pinard informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Pinard propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes.

M. le président reprend le fauteuil.

La motion est alors adoptée, en conséquence, le projet de loi 88 est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi 88, « Loi de l'expropriation » (*Réimpression*), est envoyé à la commission plénière, et étudié en commission plénière. La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

5. What was the salary prior to the transfer and since the transfer ?

6. What employees submitted their resignations and why ?

On motion of Mr. Levesque, --

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Parent tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 107.)

Bill 277, "An Act respecting the bread trade", was again considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read, and agreed to on division; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill 88, "Expropriation Act" (*Reprint*).

Mr. Pinard informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr. Pinard moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock, Mr. President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr. President took the Chair.

The motion was then adopted, bill 88 was accordingly read the second time.

On motion of Mr. Levesque, bill 88, "Expropriation Act" (*Reprint*), was committed and considered in Committee of the Whole. Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajour-
nera aujourd'hui, elle soit ajournée à
demain quinze heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

On motion of Mr. Levesque,—
Resolved, That when the Assembly ad-
journs today, it do stand adjourned until
tomorrow, at three o'clock P.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Jeudi 28 juin 1973

Quinze heures

Conformément à l'article 162 du règlement, M. Pearson, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a entendu le témoignage du maire de Montréal, Me Jean Drapeau, sur le site du village olympique à l'occasion des jeux olympiques de 1976.

(Document de la session no 108.)

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de l'Assemblée:

Par M. Tetley:

Mémoire présenté le 28 juin 1973, par le gouvernement du Québec, au Comité sénatorial permanent des banques et du commerce à propos du projet de loi C-132, « Sur l'examen de l'investissement étranger ».

(Document de la session no 109.)

Par M. Cloutier (Ahuntsic):

La version française du livre II du rapport de la commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec, intitulé: « Les droits linguistiques ».

(Document de la session no 110.)

Thursday, June 28th 1973

Three o'clock P.M.

In accordance with Standing Order 162, Mr. Pearson, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which heard the evidence of the Mayor of Montreal, Mr. Jean Drapeau, on the site of the Olympic Village for the 1976 Olympic Games.

(Sessional Papers, No. 108.)

The following documents were tabled:

By Mr. Tetley:

Brief submitted by the government of Québec, on June 28th 1973, to the Senate Standing Committee on Banking and Commerce, respecting bill C-132, "Foreign Investment Review".

(Sessional Papers, No. 109.)

By Mr. Cloutier (Ahuntsic):

The French version of book II of the report of the Commission of inquiry on the situation of the French language and language rights in the province of Québec, entitled: "Language Rights".

(Sessional Papers, No. 110.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Roy (Beauce), apparaissant à l'item 21 du feuillet du 27 juin 1973:

1. Quel est le nom des membres du comité de décisions pour le choix des médicaments admis à l'assurance-médicaments?

2. Quelle est l'occupation de chacun de ces membres?

3. Quel est le curriculum vitae de chacun d'eux?

4. Quels sont les honoraires que chacun d'eux reçoit à titre de membre dudit comité?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de l'Assemblée un document contenant les informations demandées.

M. Castonguay dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 111.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Charron, apparaissant à l'item 26 du feuillet du 27 juin 1973:

1. Quelles sommes le Service des achats a-t-il dépensées au cours de 1972 pour l'achat de livres?

2. De qui ces livres ont-ils été achetés, et pour quel montant?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de l'Assemblée un document contenant les informations demandées.

M. Saint-Pierre dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 112.)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des corporations professionnelles siège immédiatement pour l'étude des projets de loi connexes au projet de loi 250, « Code des professions » (*Réimpression*).

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr. Roy (Beauce), shown at Item 21 of the Agenda Paper of June 27th 1973:

1. What are the names of the members of the advisory committee on the selection of medicaments under medicament insurance?

2. What is the occupation of each one of such members?

3. What is the personal record of each one?

4. What fees does each one receive as a member of the said committee?

On motion of Mr. Levesque,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Castonguay tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 111.)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr. Charron, shown at Item 26 of the Agenda Paper of June 27th 1973:

1. What amounts were spent by the Purchasing Service in 1972 for the purchase of books?

2. From whom were such books purchased, and in what amount?

On motion of Mr. Levesque,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Saint-Pierre tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 112.)

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Professional Corporations will sit immediately for the consideration of the bills relating to bill 250, "Professional Code" (*Reprint*).

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi 6, « Loi modifiant la Loi des valeurs mobilières ».

M. Tetley informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Ledit projet de loi est alors lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi 6, est référé à la Commission permanente des Institutions financières, compagnies et coopératives.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des Institutions financières, compagnies et coopératives siège pendant que l'Assemblée est en séance pour l'étude du projet de loi 6, « Loi modifiant la Loi des valeurs mobilières ».

Le projet de loi 88, « Loi de l'expropriation » (*Réimpression*), est de nouveau étudié en commission plénière.

À dix-huit heures, M. le président de la commission plénière quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes.

M. le président de la commission plénière reprend le fauteuil.

La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Bienvenue, il est —
Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain dix heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

The Order of the Day being read for the second reading of bill 6, "An Act to amend the Securities Act".

Mr. Tetley informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The said bill was then read the second time.

On motion of Mr. Levesque, bill 6 was referred to the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives will sit while the Assembly is sitting, for the consideration of bill 6, "An Act to amend the Securities Act".

Bill 88, "Expropriation Act" (*Reprint*), was again considered in Committee of the Whole.

At six o'clock, Mr. Chairman of the Committee of the Whole left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr. Chairman of the Committee of the Whole took the Chair.

Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

On motion of Mr. Bienvenue,—
Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Vendredi 29 juin 1973

Dix heures

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Leduc propose:

Que l'Assemblée nationale exprime le souhait que le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement équipe la Chambre où siège l'Assemblée nationale, le Salon Rouge et la salle 91 « A », d'un système de climatisation adéquat, pour permettre aux députés d'effectuer un travail efficace dans un climat convenable et ceci, avant le 1er avril prochain.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Audet, Burns, Croisetière, Demers, Dumont, Gauthier, Joron, Laurin, Leduc, Loubier, Masse, Paul, Perreault, Roy (Beauce), Russell, Tremblay (Chicoutimi), Veilleux, Vincent.—18.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Assad, Bienvenue, Bourassa, Carpentier, Castonguay, Choquette, Cloutier (Ahuntsic), Cournoyer, Fraser, Garneau, Goldbloom, Harvey (Jonquière), Lacroix, L'Allier, Lamontagne, Levesque, Mailloux, Massé, Parent, Phaneuf, Pinard, Quenneville, Saindon, Saint-Pierre, Simard (Richelieu), Tetley, Toupin, Vaillancourt, Vézina.—29.

Avec l'abstention de MM. Bois, Giasson, Gratton et Pearson.

Friday, June 29th 1973

Ten o'clock A.M.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr. Leduc moved:

That the National Assembly do express the wish that the Department of Public Works and Supply do have the Chamber in which the Assembly sits, the Red Room and Room 91 "A", equipped with an adequate air-conditioning system, to allow the Members to work efficiently in a suitable atmosphere, all of which before next April 1st.

And a debate arising on this motion.

The motion was then rejected on the following division:

With Messrs. Bois, Giasson, Gratton and Pearson abstaining.

Le projet de loi 31, « Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics », est présenté par M. Parent, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, conformément aux articles 123 et 161 du règlement, M. Houde (Limoilou), rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales, chargée de l'étude du projet de loi privé 162, « Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec ».

Ledit projet de loi 162 est rapporté avec des amendements.

(Document de la session no 113).

Du consentement unanime de l'Assemblée, conformément aux articles 123 et 161 du règlement, M. Harvey (Chauveau), rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales, chargée de l'étude des projets de loi privés suivants:

Projet de loi 150.—Loi modifiant la Charte de la ville de Montréal-Est;

Projet de loi 153.—Loi concernant la municipalité de la Paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard;

Projet de loi 159.—Loi concernant la ville de Saint-Hubert;

Projet de loi 164.—Loi concernant la ville de Pierrefonds;

Projet de loi 166.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation la ville du Lac-Saint-Joseph;

Projet de loi 167.—Loi modifiant la charte de la Ville de Sainte-Foy.

Les projets de loi 150, 159, 164, 166 et 167 sont rapportés avec des amendements.

Le projet de loi 153 est reporté pour étude ultérieure.

(Document de la session no 114).

Du consentement unanime de l'Assemblée, ledit rapport est adopté.

Bill 31, "Government and Public Employees Retirement Plan", was introduced by Mr. Parent, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, in accordance with Standing Orders 123 and 161, Mr. Houde (Limoilou), the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs, which examined Private Bill 162, "An Act to amend the Charter of the City of Québec".

The said bill 162 was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 113.)

With the unanimous consent of the Assembly, in accordance with Standing Orders 123 and 161, Mr. Harvey (Chauveau), the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs, which examined the following Private Bills:

Bill 150.—An Act to amend the charter of the town of Montreal-East;

Bill 153.—An Act respecting the parish municipality of Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard;

Bill 159.—An Act respecting the town of Saint-Hubert;

Bill 164.—An Act respecting the city of Pierrefonds;

Bill 166.—An Act to amend the Act to incorporate the town of Lake St. Joseph;

Bill 167.—An Act to amend the charter of the city of St. Foy.

Bills 150, 159, 164, 166 and 167 were reported with amendments.

Bill 153 was deferred for further consideration.

(Sessional Papers, No. 114.)

With the unanimous consent of the Assembly, the said report was adopted.

M. le président rend la décision suivante:

Avant de passer aux affaires du jour, je crois qu'il est de mon devoir de donner les raisons pour lesquelles l'avis de motion de l'honorable député de Bourget n'apparaît pas au feuilleton de ce jour, à la suite de la question de privilège d'hier; je dois rendre ma décision à cet effet, je vais le faire très brièvement.

Le mercredi 30 mai dernier, l'Assemblée adoptait une motion amendée qui se lisait comme suit: « *Que* cette Assemblée exprime l'avis qu'à l'occasion du 24 juin prochain, fête de la Saint-Jean-Baptiste, une proclamation rappelle le 25^e anniversaire de l'adoption du drapeau fleurdelisé comme emblème officiel du Québec ». En fait, il s'agissait d'une motion dûment adoptée par l'Assemblée. Une motion devient, à ce moment-là, soit un ordre de l'Assemblée quand celle-ci, par sa décision, requiert ses commissions, ses membres, ses officiers de faire quelque chose; ou une motion peut devenir également une résolution quand, par sa décision, l'Assemblée exprime une opinion ou des intentions. Elle affirme des faits et des principes, et j'ajoute, émet un avis ou exprime un vœu.

À cette occasion, l'Assemblée exprimait à l'égard de l'Exécutif, le conseil des ministres un vœu qu'une telle proclamation soit faite. Il semble qu'il n'y ait pas eu suite, de la part de l'Exécutif, à cet avis, à cette opinion de l'Assemblée. Ce n'est pas à moi de juger ni de commenter le fait qu'il n'y a pas eu de suite à une telle demande. Hier j'acceptais la question de privilège soulevée par le député de Bellechasse, ainsi qu'une question de privilège semblable du député de Bourget.

Effectivement, ces deux membres ont invoqué cette question de privilège hier. Le chef de l'Opposition officielle, en exposant les faits, en signalant cette violation dont il a voulu se plaindre et se limitant à cela. Le député de Bourget, en utilisant les mêmes termes mais avec une extension, en ajoutant qu'on devait remédier à cette situation et en me remet-

Mr. President rendered the following decision:

Before passing on to the Orders of the Day, I feel that it is my duty to give the reasons why the notice of motion of the Honourable Member for Bourget does not appear on today's Agenda Paper, following yesterday's question of privilege. I must render my decision to such effect, and I am going to do so very briefly.

On Wednesday, May 30th, the Assembly adopted an amended motion which read as follows: "*That* the Assembly is of opinion that on this coming June 24th, Saint-Jean-Baptiste Day, a proclamation be issued to commemorate the twenty-fifth anniversary of the adoption of the *fleurdelisé* flag as the emblem of the province of Québec". In fact, it was a matter of a motion duly adopted by the Assembly. At such time, a motion becomes an Order of the Assembly when, by its decision, it requires its committees, Members or officers to do something, or a motion may also become a resolution when, by its decision, the Assembly expresses an opinion or some intentions. It states facts and principles, and I may add, it issues a notice or expresses a wish.

On this occasion, the Assembly was expressing a wish to the Executive, the Cabinet that such a proclamation be issued. It appears that this notice, this opinion expressed by the Assembly, was not followed up by the Executive Council. It is not my privilege to judge or pass any comment upon the fact that such request was not followed up. Yesterday, I accepted the question of privilege raised by the Member for Bellechasse as well as a similar question of privilege raised by the Member for Bourget.

These two Members definitely raised this question of privilege yesterday. In putting forward the facts, the Leader of the Official Opposition pointed out the violation about which he wished to complain and confined himself to that. Using the same terms but at greater length, the Member for Bourget added that the situation should be remedied and gave me

tant un avis de motion qui se lit comme suit: « *Que*, pour donner suite à sa résolution du 30 mai 1973, l'Assemblée ordonne qu'une proclamation soit émise le 1er juillet prochain pour rappeler le 25e anniversaire de l'adoption du drapeau fleurdelisé comme emblème officiel du Québec ».

Nous devons faire la distinction lorsqu'il s'agit d'un ordre de l'Assemblée. L'Assemblée peut donner un ordre dans les limites de ses prérogatives, de son autorité. Dans notre droit parlementaire, l'Exécutif ou le cabinet n'est pas strictement tenu de faire suite à une résolution du législatif.

J'ai considéré cette demande du député de Bourget. En me prévalant de l'article 59 de notre règlement, qui donne certains droits au président de refuser la publication d'un avis, j'ai demandé au secrétaire général de l'Assemblée de ne pas faire paraître cet avis de motion.

La raison de base, en plus de celle que j'ai invoquée il y a quelques minutes, est également la suivante, et je voudrais vous rappeler une décision que j'avais rendue le 5 mars 1973 sur les questions de privilège, où je disais: « Le concept et l'exercice des privilèges de l'Assemblée ont bien évolué et le mot privilège est devenu, tant au Parlement fédéral qu'ici à l'Assemblée nationale, un mot magique, passe-partout donnant ouverture à toutes sortes d'interventions plus ou moins régulières; le plus souvent sérieuses, pour rétablir des faits et pour demander une directive au président; parfois humoristiques, pour lancer une flèche à un adversaire ».

J'ajoute: « Il s'agit dans la presque totalité des cas d'interventions qui ne portent pas à conséquence, le député invoquant la question de privilège se limitant à rétablir les faits et à protester, aucun débat n'étant permis. Très rarement, dans des cas fort sérieux, la question de privilège est suivie d'une motion qui peut entraîner une mesure punitive contre un individu membre de l'Assemblée ou étranger à celle-ci qui aurait commis une

a notice of motion which reads as follows: "That further to the resolution of May 30th 1973, the Assembly do order that a proclamation be issued on July 1st to recall the 25th anniversary of the adoption of the *fleurdelisé* flag as the official emblem of the province of Québec".

We must make the distinction when it is a matter of an Order of the Assembly. The Assembly can give an order within the limits of its prerogatives and its authority. In our parliamentary law, the Executive or the Cabinet is not strictly required to follow up a legislative resolution.

I considered the request by the Member for Bourget. Availing myself of Standing Order 59, which gives the President certain rights to refuse the publication of a notice, I asked the Secretary General of the Assembly not to have such notice of motion appear.

In addition to the reason which I gave a few moments ago, the basic reason is also the following one, and I wish to remind you of a decision which I rendered on March 5th 1973 on questions of privilege, in which I said: "The idea and the exercising of the privileges of the Assembly have become well developed, and in both the Federal Parliament and here in the National Assembly, the word "privilege" has become a magic word, a master-key, providing openings to all kinds of more or less regular interventions, most of which are serious enough to require the re-establishing of the facts or to call for a directive by the President, or which are sometimes humorous ones used for the purpose of needling an adversary".

I also added: "In almost every case, it is a matter of interventions which lead to nothing, and as no debate is allowed, the Member raising the question of privilege confines himself to establishing the facts and protesting. In very serious cases, the question of privilege is rarely followed by a motion which can lead to a punitive measure against any person whether or not he is a Member of the Assembly, and who may have committed a serious infraction

infraction grave aux privilèges et prérogatives de l'Assemblée ou de l'un de ses membres. On trouve des cas où des individus auraient offert des présents en vue d'influencer un député dans une opération de l'Assemblée et le cas d'un député qui avait accepté un présent ou des honoraires pour services professionnels se rattachant à des opérations au sein du Parlement ».

En résumé, il s'agit de peser l'importance et la gravité de la question de privilège invoquée, surtout lorsqu'il s'agit d'interrompre les travaux normaux de l'Assemblée et d'accuser formellement un individu d'une infraction prévue à l'article 66 de la Loi de la Législature, à savoir voies de fait sur la personne d'un député, injures et publication d'écrits diffamatoires à son adresse, intimidation, tentative de corruption, subornation de témoins, etc.

En conclusion, je pourrai dire qu'à l'extrême, dans des cas vraiment de fond, dans des cas de principe, dans des cas d'une extrême importance, si l'Exécutif ne voulait pas respecter l'opinion du législatif, dans des cas vraiment d'importance majeure, de politique majeure du gouvernement, cela pourrait à l'occasion, peut-être donner ouverture à une motion de censure ou à une motion de blâme, mais non pas en l'occurrence.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Vincent, apparaissant à l'item 35 du feuillet du 27 juin 1973:

1. À quelle agence de sécurité a été confiée la surveillance du complexe scientifique situé sur le boulevard Henri IV à Québec ?

2. Quand ?

3. Quand a-t-elle été incorporée ?

4. Quel est le montant total du contrat ?

5. Pour une durée de combien d'années ?

6. Quels sont les administrateurs de cette agence ?

7. Quel est le salaire horaire payé aux agents de sécurité ?

against the privileges and prerogatives of the Assembly or any of its Members. There are cases where persons have offered gifts for the purpose of influencing a Member in an operation of the National Assembly and the case of a Member who accepted a gift or fees for professional services involving operations within Parliament".

In short, it is a matter of weighing the importance and the gravity of the question of privilege which has been raised, particularly when it is a matter of interrupting the work of the Assembly and of formally accusing a person of an infraction provided under section 66 of the Legislature Act, namely assaulting, insulting or publishing libel against any Member, intimidating, attempting to bribe, suborning of witnesses, etc.

In conclusion, I will say that at the very most, in genuinely extreme cases, in cases of principle, in cases of extreme importance, if the Executive did not wish to respect the legislative opinion, in cases of genuinely major importance, of major government policy, it could, in such event, lead to a motion of censure or a motion of non-confidence, but not under the present circumstances.

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr. Vincent, shown at Item 35 of the Agenda Paper of June 27th 1973:

1. What security agency was entrusted with the surveillance of the scientific complex situated on Henri IV Boulevard in Québec City ?

2. When ?

3. When was it incorporated ?

4. What is the total amount of the contract ?

5. For a term of how many years ?

6. Who are the administrators of such agency ?

7. What is the hourly wage rate paid to the security employees ?

8. Quel est le salaire horaire remboursé par le gouvernement ?

9. Quelles sont les autres obligations du gouvernement ?

10. L'agence de sécurité qui a obtenu ce contrat a-t-elle déjà perdu son permis ?

11. Pour combien de temps ?

12. Pour quelle raison ?

Réponse par M. Tessier :

1. Agence de Sécurité Générale Inc., 3,700, boul. de la Chaudière, Ste-Foy.

2. Contrat effectif à compter du 9 octobre 1972.

3. Incorporée le 12 octobre 1966.

4. Il s'agit d'un contrat à taux horaire et le montant total prévu pour la période du 9 octobre 1972 au 31 mars 1974 est de l'ordre de \$132,000.00.

5. L'échéance du contrat est le 31 mai 1974. Elle peut cependant se prolonger de mois en mois à moins d'avis contraire donné par l'une ou l'autre des parties.

6. Les administrateurs actuels sont: Président: M. Benoît Goudreault, Ste-Foy; Vice-président: M. Raymond Drouin, Granby; Secrétaire: M. Léonard Jacques, Sherbrooke; Trésorier: M. Gaston Beaudoin, Sherbrooke.

7. Le salaire horaire payé aux agents est le taux du salaire minimum.

8. Les taux horaires payés par le gouvernement sont les suivants:

À compter du / Commencing

1er août / August 1st 1972
1er novembre / November 1st 1972
1er mai / May 1st 1973
1er novembre / November 1st 1973
1er mai / May 1st 1974
1er novembre / November 1st 1974

*Agents-
surveillants
Inspectors*

\$2.60
2.70
2.80
2.95
3.10
3.25

*Agents-
gardiens
Guards*

\$2.85
2.95
3.05
3.20
3.35
3.50

*Agents-
constables
Constables*

\$3.10
3.20
3.30
3.45
3.60
3.75

9. Le gouvernement n'a aucune autre obligation.

10. L'agence n'a jamais perdu son permis, lequel a été renouvelé le 17 avril 1973.

11. Nil.

12. Nil.

8. What is the hourly rate paid by the government ?

9. What are the other obligations of the government ?

10. Has the security agency which obtained the contract ever lost its permit ?

11. For how long ?

12. For what reason ?

Answer by Mr. Tessier :

1. Agence de Sécurité Générale Inc., 3,700 Chaudière Blvd., Ste-Foy.

2. By contract dated October 9th 1972.

3. Incorporated October 12th 1966.

4. The contract is on an hourly rate basis, and the total estimated amount for the period from October 9th 1972 to March 31st 1974 is about \$132,000.00.

5. The contract terminates on March 31st 1974. However, it may be extended from month to month except by notice to the contrary given by either one of the parties.

6. The present administrators are: President: Mr. Benoît Goudreault, Ste-Foy; Vice-president: Mr. Raymond Drouin, Granby; Secretary: Mr. Léonard Jacques, Sherbrooke; Treasurer: Mr. Gaston Beaudoin, Sherbrooke.

7. The hourly wage paid to the constables is the minimum wage rate.

8. The hourly rates paid by the government are as follows:

9. The government has no other obligation.

10. The agency has never lost its permit, which was renewed April 17th 1973.

11. Nil.

12. Nil.

Question par M. Latulippe, apparaissant à l'item 39 du feuillet du 27 juin 1973:

1. Quel est le montant total des subventions accordées aux clubs de motoneige en 1970, 1971 et 1972?

2. Pour chacune de ces trois années, quel est, par comté, le nom des clubs de motoneige, ainsi que le montant reçu par chacun d'eux, et pour quelles fins, dans chacun des cas?

3. Quelles sont les conditions générales exigées par le ministère à l'égard des clubs de motoneige pour que leur soient versées de telles subventions?

Réponse par M. Pinard:

1. Le ministère des Transports a accordé \$302,760.00 à 182 clubs de motoneigistes agréés en 1972/73 à travers toute la province.

Le règlement 7 sur la motoneige ayant été adopté le 28 septembre 1972, c'est la première année que le ministère des Transports accorde des subventions aux clubs de motoneigistes.

2. Une liste des 182 clubs de motoneigistes agréés en 1972/73 est en préparation. Elle sera bientôt expédiée à tous les clubs et sera disponible sur demande en s'adressant à M. Robert Carpentier de la Division de la motoneige au ministère des Transports.

Cette liste répartit les clubs par région sportive et donne plusieurs informations telles que les noms et adresses du président et du secrétaire du club, le nom du comté où se situe le réseau de sentiers du club, le millage des sentiers, le nombre de membres du club et de motoneiges leur appartenant, de même que le montant exact de la subvention accordée à chaque club agréé en 1972/73.

Ces subventions sont accordées annuellement à chaque club agréé qui s'engage à affecter le montant reçu à des frais d'administration du club dans une proportion de pas plus de 20% et surtout à la construction et l'entretien des sentiers agréés et des refuges dans une proportion d'au moins 80%.

Question by Mr. Latulippe, shown at Item 39 of the Agenda Paper of June 27th 1973:

1. What was the total amount of the grants given to snowmobile clubs in 1970, 1971 and 1972?

2. Respecting each of these three years, what are the names of the snowmobile clubs, by county, the amount received by each one and for what purpose in each case?

3. What are the general conditions required by the Department respecting snowmobile clubs as regards the payment of such grants?

Answer by Mr. Pinard:

1. The Department of Transport gave \$302,760.00 to 182 approved snowmobile clubs throughout the province in 1972/73.

As Regulation No. 7 was adopted September 28th 1972, this is the first year in which the Department of Transport has given any grants to snowmobile clubs.

2. A list of the 182 snowmobile club which were approved in 1972/73 is being made up. It will soon be forwarded to all the clubs, and will be available on request by writing to Mr. Robert Carpentier of the Snowmobile Division at the Department of Transport.

This list shows the clubs by sporting region and provides other information such as the name and address of the president and secretary of the club, the name of the county in which the club has its trails, the number of miles of trails, the number of members in the club and the snowmobiles belonging to them, together with the exact amount of the grant given to each approved club in 1972/73.

These grants are given annually to each approved club which undertakes to spend not more than 20% of the grant on the administrative costs of the club, and to spend the remaining 80% for the particular purpose of constructing and maintaining approved trails and shelters.

Un rapport financier des opérations de l'année précédente est exigé avec chaque demande de subventions.

3. Les conditions générales exigées par le ministère des Transports à l'égard de chaque club de motoneigistes, pour obtenir leur certificat d'agrément pour l'année en cours et pour présenter leur demande de subventions sont celles prévues dans le règlement 7 sur la motoneige adopté par l'arrêté en conseil 2876-72 du 28 septembre 1972.

Les conditions d'agrément d'un club sont comprises dans la définition même d'un club de motoneigistes au sens du règlement 7 et dans le chapitre VIII de ce règlement. Il s'agit tout particulièrement de l'incorporation sans but lucratif aux fins de promouvoir, d'organiser et de contrôler l'utilisation de la motoneige, de détenir une assurance responsabilité publique d'au moins \$100,000.00, d'aménager, entretenir et faire agréer un réseau de sentiers selon les normes prévues, présenter un état financier de l'année écoulée et une liste des membres du club avec la mention du numéro d'immatriculation pour chaque propriétaire de motoneige, etc. . . .

Quant à la demande de subventions les conditions en sont fixées au chapitre IX du même règlement. Le club doit détenir son certificat d'agrément pour l'année en cours, utiliser la formule prévue dans le règlement, présenter cette demande avant la date limite du 15 janvier de chaque année, etc. . . . Le taux de subventions est fixé uniformément pour tous les clubs à \$5.00 pour chaque motoneige immatriculée au nom d'un membre d'un club agréé donné.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

Projet de loi 150.—Loi modifiant la Charte de la ville de Montréal-Est;

Projet de loi 159.—Loi concernant la ville de Saint-Hubert;

Projet de loi 164.—Loi concernant la ville de Pierrefonds;

A financial statement of the operations of the preceding year is required with each application for a grant.

3. The general conditions required by the Department of Transport respecting each snowmobile club for the obtaining of the certificate of approval for the current year and to submit its application for a grant are those provided in Regulation No. 7 on snowmobiles, adopted under Order in Council 2876-72, dated September 28th 1972.

The conditions for a club to be approved are included in the definition of a snowmobile club within the meaning of Regulation No. 7, and in Chapter VIII of such Regulation. It is a particular matter of incorporation without pecuniary gain for purposes of promoting, organizing and controlling the use of snowmobiles, to hold a public liability insurance policy of at least \$100,000.00, to develop, maintain and have approved a network of trails in accordance with the established standards, to submit a financial statement of the past year and a list of the members of the club showing the licence number of each snowmobile owner, etc.

As regards the application for grants, the conditions are shown in Chapter IX of the Regulation. The club must hold a certificate of approval for the current year, use the form provided in the Regulation, submit such application before the deadline date of January 15th of each year, etc. . . . The rate of the grants is fixed uniformly for all the clubs at \$5.00 for each snowmobile licenced in the name of a member of any approved snowmobile club.

With the unanimous consent of the Assembly, the following bills were severally read the third time:

Bill 150.—An Act to amend the charter of the town of Montreal East;

Bill 159.—An Act respecting the town of Saint-Hubert;

Bill 164.—An Act respecting the city of Pierrefonds;

Projet de loi 166.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation la ville du Lac-Saint-Joseph;

Projet de loi 167.—Loi modifiant la charte de la Ville de Sainte-Foy.

Le projet de loi 28, « Loi modifiant la Loi de la division territoriale », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi 28 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi 22, « Loi modifiant la Loi sur les impôts et certaines autres dispositions législatives d'ordre fiscal ».

M. Harvey (Jonquière) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Ledit projet de loi est alors lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi 22 est référé à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu siège immédiatement pour l'étude du projet de loi 22, « Loi modifiant la Loi sur les impôts et certaines autres dispositions législatives d'ordre fiscal ».

Le projet de loi 277, « Loi concernant le commerce du pain », est lu la troisième fois après division des voix.

La séance est suspendue à loisir.

Après quelque temps, l'Assemblée reprend sa séance.

Aujourd'hui, vendredi, 29 juin 1973, à douze heures quarante-cinq minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Harvey (Chauveau) le représentant du président de l'Assemblée nationale, de M. Levesque, le représentant

Bill 166.—An Act to amend the Act to incorporate the town of Lake St. Joseph;

Bill 167.—An Act to amend the charter of the city of St. Foy.

Bill 28, "An Act to amend the Territorial Division Act", was read the second time.

On motion of Mr. Levesque, bill 28 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill 22, "An Act to amend the Taxation Act and certain other legislative fiscal provisions".

Mr. Harvey (Jonquière) informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The said bill was then read the second time.

On motion of Mr. Levesque, bill 22 was referred to the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue.

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit immediately for the consideration of bill 22, "An Act to amend the Taxation Act and certain other legislative fiscal provisions".

Bill 277, "An Act respecting the bread trade", was read the third time on division.

The sitting was suspended during pleasure.

After some time, the Assembly resumed its sitting.

Today, Friday, June 29th 1973, at twelve forty-five o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of Mr. Harvey (Chauveau) the Delegate of the President of the National Assembly, of Mr. Levesque, the Delegate

du premier ministre, de M. Roy (Beauce), le représentant du chef parlementaire du Ralliement créditiste, de M. Burns, le représentant du chef parlementaire du Parti Québécois, et du secrétaire de la chancellerie, il a plu à l'honorable administrateur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

- 4 Loi modifiant la Charte de la Société québécoise d'exploration minière;
- 10 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974, et pour d'autres fins du service public;
- 12 Loi modifiant la Loi de la protection sanitaire des animaux;
- 15 Loi modifiant la Loi des compagnies;
- 25 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974, et pour d'autres fins du service public;
- 26 Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles;
- 27 Loi modifiant la Loi refondant la charte de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec;
- 28 Loi modifiant la Loi de la division territoriale;
- 69 Loi modifiant la Loi de l'accréditation des libraires;
- 143 Loi concernant Commander Nickel Copper Mines Ltd. (No Personal Liability);
- 148 Loi concernant le Club de Golf New Glasgow (1966) Inc.;
- 150 Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est;
- 159 Loi concernant la ville de Saint-Hubert;
- 164 Loi concernant la ville de Pierrefonds;
- 166 Loi modifiant la Loi constituant en corporation la ville du Lac Saint-Joseph;

of the Prime Minister, of Mr. Roy (Beauce), the Delegate of the Leader of the Social Credit Rally in the Assembly, of Mr. Burns, the Delegate of the Parliamentary Leader of the Parti Québécois, and of the Clerk of the Crown in Chancery, the Honourable the Administrator of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

- 4 An Act to amend the Charter of the Québec Mining Exploration Company;
- 10 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1974, and for other purposes connected with the public service;
- 12 An Act to amend the Animal Health Protection Act;
- 15 An Act to amend the Companies Act;
- 25 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1974, and for other purposes connected with the public service;
- 26 An Act to amend the Cooperative Agricultural Associations Act;
- 27 An Act to amend the Act to revise the charter of the Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la Province de Québec;
- 28 An Act to amend the Territorial Division Act;
- 69 An Act to amend the Booksellers Accreditation Act;
- 143 An Act respecting Commander Nickel Copper Mines Ltd. (No Personal Liability);
- 148 An Act respecting Club de Golf New Glasgow (1966) Inc.;
- 150 An Act to amend the charter of the town of Montreal East;
- 159 An Act respecting the town of Saint-Hubert;
- 164 An Act respecting the city of Pierrefonds;
- 166 An Act to amend the Act to incorporate the town of Lake St. Joseph;

167 Loi modifiant la charte de la Ville de
Sainte-Foy;

277 Loi concernant le commerce du pain.

Sur la motion de M. Bienvenue, il est—

Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajour-
nera aujourd'hui, elle soit ajournée à
mardi prochain dix heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

167 An Act to amend the charter of the
city of St. Foy;

277 An Act respecting the bread trade.

On motion of Mr. Bienvenue,—

Resolved, That when the Assembly ad-
journs today, it do stand adjourned until
Tuesday next, at ten o'clock A.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Mardi 3 juillet 1973

Dix heures

Du consentement unanime de l'Assemblée, et sur la motion de M. Levesque, certains projets de loi pourront être présentés au cours de la présente séance.

M. Castonguay dépose sur le bureau de l'Assemblée le document suivant:

Rapport annuel de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, pour l'exercice 1972/73, de même que l'annexe statistique et la liste des communiqués de presse de ladite Régie pour l'année 1972.

(Document de la session no 115.)

Le projet de loi 33, « Loi modifiant la Loi de l'évaluation foncière », est présenté par M. Goldbloom, lu la première fois après division des voix et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu siège immédiatement pour l'étude du projet de loi 22, « Loi modifiant la Loi sur les impôts et certaines autres dispositions législatives d'ordre fiscal ».

Tuesday, July 3rd 1973

Ten o'clock A.M.

With the unanimous consent of the Assembly, and on motion of Mr. Levesque, certain bills may be introduced during the present sitting.

Mr. Castonguay tabled the following document:

Annual report of the Québec Health Insurance Board, for the 1972/73 fiscal year, together with the statistical appendix and the list of press releases of the said Board for 1972.

(Sessional Papers, No. 115.)

Bill 33, "An Act to amend the Real Estate Assessment Act", was introduced by Mr. Goldbloom, read the first time on division and ordered for second reading at the next sitting.

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue will sit immediately for the consideration of bill 22, "An Act to amend the Taxation Act and certain other legislative fiscal provisions".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi 13, « Loi modifiant la Loi du ministère de l'agriculture et de la colonisation et abrogeant certaines dispositions législatives ».

M. Toupin informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Toupin propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À treize heures, M. le président quitte le fauteuil.

Quatorze heures trente minutes.

M. le président reprend le fauteuil.

Le débat est suspendu.

Du consentement unanime de l'Assemblée, conformément aux articles 123 et 161 du règlement, M. Brown, pour M. Marchand, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, chargée de l'étude du projet de loi 6, « Loi modifiant la Loi des valeurs mobilières ».

Ledit projet de loi 6 est rapporté sans amendement.

(Document de la session no 116.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, conformément aux articles 123 et 161 du règlement, M. Marchand, pour M. Pearson, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice, chargée de l'étude des projets de loi privés suivants:

Projet de loi 113.—Loi concernant la vente de certains immeubles par la Société d'éducation de Joliette;

Projet de loi 149.—Loi concernant la succession de Joseph Aldéric Raymond;

Projet de loi 152.—Loi concernant certains lots du cadastre de la cité de Montréal (quartier Saint-Laurent);

The Order of the Day being read for the second reading of bill 13, "An Act to amend the Agriculture and Colonization Department Act and to repeal certain legislative provisions".

Mr. Toupin informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr. Toupin moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At one o'clock, Mr. President left the Chair.

Two-thirty o'clock, P.M.

Mr. President took the Chair.

The debate was suspended.

With the unanimous consent of the Assembly, in accordance with Standing Orders 123 and 161, Mr. Brown, on behalf of Mr. Marchand, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, which examined bill 6, "An Act to amend the Securities Act".

The said bill 6 was reported without amendment.

(Sessional Papers, No. 116.)

With the unanimous consent of the Assembly, in accordance with Standing Orders 123 and 161, Mr. Marchand, on behalf of Mr. Pearson, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Justice, which examined the following Private Bills:

Bill 113.—An Act respecting the sale of certain immovables by *Société d'éducation de Joliette*;

Bill 149.—An Act respecting the Joseph Aldéric Raymond estate;

Bill 152.—An Act respecting certain lots of the cadastre of the City of Montreal (St Lawrence Ward);

Projet de loi 163.—Loi concernant la succession de Léona Bessette;

Projet de loi 154.—Loi concernant le titre de Allis-Chalmers, Rumely, Ltd. sur un immeuble;

Projet de loi 156.—Loi concernant La Corporation Ivanhoe;

Projet de loi 158.—Loi éteignant une servitude sur une partie d'un lot du cadastre de la municipalité de la paroisse de Montréal;

Projet de loi 165.—Loi concernant La Fabrique de la paroisse de Ste-Dorothée;

Projet de loi 168.—Loi concernant une donation à La Fabrique de la paroisse de Saint-Philéas-de-Villeroy.

Les projets de loi 113, 149, 154 et 163 sont rapportés sans amendement.

Les projets de loi 158, 165 et 168 sont rapportés avec des amendements.

Les projets de loi 152 et 156 sont remis « sine die ».

(Document de la session no 117.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, ledit rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

Projet de loi 113.—Loi concernant la vente de certains immeubles par la Société d'éducation de Joliette;

Projet de loi 149.—Loi concernant la succession de Joseph Aldéric Raymond;

Projet de loi 154.—Loi concernant le titre de Allis-Chalmers, Rumely, Ltd. sur un immeuble;

Projet de loi 158.—Loi éteignant une servitude sur une partie d'un lot du cadastre de la municipalité de la paroisse de Montréal;

Projet de loi 163.—Loi concernant la succession de Léona Bessette;

Projet de loi 165.—Loi concernant La Fabrique de la paroisse de Ste-Dorothée;

Projet de loi 168.—Loi concernant une donation à La Fabrique de la paroisse de Saint-Philéas-de-Villeroy.

Bill 163.—An Act respecting the Léona Bessette estate;

Bill 154.—An Act respecting the title of Allis-Chalmers, Rumely, Ltd. to an immoveable;

Bill 156.—An Act respecting Ivanhoe Corporation;

Bill 158.—An Act to extinguish a servitude on part of a lot of the cadastre of the municipality of the parish of Montreal;

Bill 165.—An Act respecting The *Fabrique* of the parish of Ste-Dorothée;

Bill 168.—An Act respecting a gift to The *Fabrique* of the parish of Saint-Philéas-de-Villeroy.

Bills 113, 149, 154 and 163 were reported without amendment.

Bills 158, 165 and 168 were reported with amendments.

Bills 152 and 156 were deferred "sine die".

(Sessional Papers, No. 117.)

With the unanimous consent of the Assembly, the said report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, the following bills were severally read the third time:

Bill 113.—An Act respecting the sale of certain immoveables by *Société d'éducation de Joliette*;

Bill 149.—An Act respecting the Joseph Aldéric Raymond estate;

Bill 154.—An Act respecting the title of Allis-Chalmers, Rumely, Ltd. to an immoveable;

Bill 158.—An Act to extinguish a servitude on part of a lot of the cadastre of the municipality of the parish of Montreal;

Bill 163.—An Act respecting the Léona Bessette estate;

Bill 165.—An Act respecting The *Fabrique* of the parish of Ste-Dorothée;

Bill 168.—An Act respecting a gift to The *Fabrique* of the parish of Saint-Philéas-de-Villeroy.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Toupin proposant que le projet de loi 13, « Loi modifiant la Loi du ministère de l'agriculture et de la colonisation et abrogeant certaines dispositions législatives », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors mise aux voix, M. le président remet l'enregistrement des noms à dix-sept heures quarante-cinq minutes.

Le projet de loi 32, « Loi modifiant la Loi des transports », est présenté par M. Levesque, pour M. Pinard, lu la première fois après division des voix et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi 21, « Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec ».

M. Castonguay informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Ledit projet de loi est alors lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi 21 est référé à la Commission permanente des affaires sociales et ladite Commission siégera ce soir à vingt heures quinze minutes.

À dix-sept heures quarante-cinq minutes, l'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur la motion de M. Toupin proposant que le projet de loi 13, « Loi modifiant la Loi du ministère de l'agriculture et de la colonisation et abrogeant certaines dispositions législatives », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit :

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr. Toupin proposing that bill 13, "An Act to amend the Agriculture and Colonization Department Act and to repeal certain legislative provisions", be now read the second time.

The motion was then put to the vote, and Mr. President postponed the taking down of the names until five forty-five o'clock P.M.

Bill 32, "An Act to amend the Transport Act", was introduced by Mr. Levesque, on behalf of Mr. Pinard, read the first time on division and ordered for second reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill 21, "An Act to amend the Health Insurance Act and the Québec Health Insurance Board Act".

Mr. Castonguay informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The said bill was then read the second time.

On motion of Mr. Levesque, bill 21 was referred to the Standing Committee on Social Affairs and the said Committee will sit this evening at eight-fifteen o'clock.

At five forty-five o'clock P.M., the Assembly proceeded with the taking down of the names on the motion by Mr. Toupin proposing that bill 13, "An Act to amend the Agriculture and Colonization Department Act and to repeal certain legislative provisions", be now read the second time.

The motion was then adopted on the following division :

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Bacon, Berthiaume, Bourassa, Brown, Burns, Caron, Carpentier, Castonguay, Charron, Choquette, Cornellier, Cournoyer, Dionne, Drummond, Faucher, Gallienne, Garneau, Glasson, Goldbloom, Gratton, Harvey (Chauveau), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Joron, L'Allier, Lamontagne, Larivière, Lessard, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Pearson, Pepin, Perreault, Phaneuf, Picard, Pilote, St-Germain, Tessier, Tetley, Théberge, Toupin, Tremblay (Bourassa), Veilleux.—45.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Audet, Béland, Boivin, Cloutier (Montmagny), Croisetière, Demers, Drolet, Gauthier, Guay, Latulippe, Lavoie (Wolfe), Loubier, Paul, Roy (Beauce), Samson, Tremblay (Chicoutimi), Vincent.—17.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi 13 est référé à la Commission permanente de l'agriculture et de la colonisation et ladite Commission siégera ce soir à vingt heures quinze minutes.

Le projet de loi 88, « Loi de l'expropriation » (*Réimpression*), est de nouveau étudié en commission plénière.

À dix-huit heures, M. le président de la commission plénière quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes.

M. le président de la commission plénière reprend le fauteuil.

La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain dix heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr. Levesque, bill 13 was referred to the Standing Committee on Agriculture and Colonization and the said Committee will sit this evening at eight-fifteen o'clock.

Bill 88, "Expropriation Act" (*Reprint*), was again considered in Committee of the Whole.

At six o'clock, Mr. Chairman of the Committee of the Whole left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr. Chairman of the Committee of the Whole took the Chair.

Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

On motion of Mr. Levesque,—
Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Mercredi 4 juillet 1973

Dix heures

M. Levesque propose:

Que l'ordre de deuxième lecture du projet de loi 31, « Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics », apparaissant à l'item 70 du feuillet de ce jour soit révoqué; que la première lecture du projet de loi adoptée le 29 juin 1973 soit révoquée; que ledit projet de loi soit retiré et qu'un nouveau texte lui soit substitué.

La motion est adoptée.

En conséquence, un nouveau projet de loi 31, « Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics », est présenté par M. Levesque, pour M. Parent, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, et sur la motion de M. Levesque, les rapports des commissions permanentes pourront être déposés au cours de la présente séance, et le délai pour le dépôt des amendements aux projets de loi est prolongé jusqu'à demain treize heures.

Wednesday, July 4th 1973

Ten o'clock A.M.

Mr. Levesque moved:

That the Order for second reading of bill 31, "Government and Public Employees Retirement Plan", shown at Item 70 of today's Agenda Paper be rescinded; that the first reading of the bill adopted on June 29th 1973 be rescinded; that the said bill be withdrawn and that a new text be substituted therefore.

The motion was adopted.

A new bill 31, "Government and Public Employees Retirement Plan", was accordingly introduced by Mr. Levesque, on behalf of Mr. Parent, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, and on motion of Mr. Levesque, the reports of the Standing Committees may be tabled during the present sitting, and the delay for the tabling of amendments to bills was extended until tomorrow at one o'clock P.M.

Conformément aux articles 123 et 161 du règlement, M. Faucher, pour M. Marchand, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, chargée de l'étude du projet de loi 22, « Loi modifiant la Loi sur les impôts et certaines autres dispositions législatives d'ordre fiscal ».

Ledit projet de loi 22 est rapporté avec des amendements.

(Document de la session no 118.)

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de l'Assemblée:

Par M. Levesque:

Le tome I intitulé: « Inventaire critique des droits linguistiques au Québec », d'une étude réalisée par Me Claude-Armand Sheppard, pour le compte de la Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques du Québec.

(Document de la session no 119.)

Par M. Castonguay:

Rapport annuel du ministère des Affaires sociales, pour l'exercice 1972/73, de même qu'une annexe à ce rapport intitulée: « Dossier régional », sur les données statistiques par région socio-sanitaire.

(Document de la session no 120.)

Par M. Garneau:

Rapport annuel de la Société des alcools du Québec, pour l'exercice terminé le 31 mars 1973.

(Document de la session no 121.)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des affaires municipales siège immédiatement pour l'étude des projets de loi qui lui ont été référés et la sous-commission de l'Assemblée nationale siège immédiatement pour l'étude des dépenses électorales.

Le projet de loi 88, « Loi de l'expropriation » (*Réimpression*), est de nouveau étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu

In accordance with Standing Orders 123 and 161, Mr. Faucher tabled, on behalf of Mr. Marchand, the appointed reporter, the report of the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, which examined bill 22, "An Act to amend the Taxation Act and certain other legislative fiscal provisions".

The said bill 22 was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 118.)

The following documents were tabled:

By Mr. Levesque:

A book entitled: "Critical Inventory on Language Rights in the Province of Québec", on a study made by Mr. Claude-Armand Sheppard, advocate, on behalf of the Commission of Inquiry on the situation of the French language and language rights in the province of Québec.

(Sessional Papers, No. 119.)

By Mr. Castonguay:

Annual report of the Department of Social Affairs, for the 1972/73 fiscal year, and also an appendix to the report entitled "Regional Record", on the statistical data by socio-sanitary region.

(Sessional Papers, No. 120.)

By Mr. Garneau:

Annual report of the Québec Liquor Corporation, for the fiscal year ended March 31st 1973.

(Sessional Papers, No. 121.)

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Municipal Affairs will sit immediately for the consideration of the bills which were referred thereto and the Sub-Committee on the National Assembly will sit immediately for the consideration of electoral expenses.

Bill 88, "Expropriation Act" (*Reprint*), was again considered in the Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to;

et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

Conformément aux articles 123 et 161 du règlement, M. Faucher, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des Corporations professionnelles, chargée de l'étude des projets de loi suivants:

Projet de loi 250.—Code des professions (*Réimpression*);

Projet de loi 252.—Loi médicale (*Réimpression*);

Projet de loi 254.—Loi des dentistes (*Réimpression*);

Projet de loi 255.—Loi sur la pharmacie (*Réimpression*);

Projet de loi 256.—Loi sur l'optométrie (*Réimpression*);

Projet de loi 265.—Loi des techniciens en radiologie (*Réimpression*);

Projet de loi 266.—Loi sur la denturologie (*Réimpression*);

Projet de loi 268.—Loi des opticiens d'ordonnances (*Réimpression*);

Projet de loi 269.—Loi sur la chiropraxie (*Réimpression*);

Projet de loi 270.—Loi des acousticiens en prothèses auditives (*Réimpression*);

Projet de loi 271.—Loi sur la podiatrie (*Réimpression*);

Projet de loi 273.—Loi des infirmières et infirmiers (*Réimpression*).

Les projets de loi 250, 252, 254, 255, 256, 265, 266, 268, 269, 270, 271 et 273 sont rapportés avec des amendements.

(*Document de la session no 122.*)

Conformément aux articles 123 et 161 du règlement, M. Houde (Limoilou), pour M. Harvey (Chauveau), rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires sociales, chargée de l'étude du projet de loi 21, « Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec ».

Le projet de loi 21 est rapporté avec des amendements.

(*Document de la session no 123.*)

À treize heures, M. le président quitte le fauteuil.

the bill was ordered for third reading at the next sitting.

In accordance with Standing Orders 123 and 161, Mr. Faucher, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Professional Corporations, which examined the following bills:

Bill 250.—Professional Code (*Reprint*);

Bill 252.—Medical Act (*Reprint*);

Bill 254.—Dental Act (*Reprint*);

Bill 255.—Pharmacy Act (*Reprint*);

Bill 256.—Optometry Act (*Reprint*);

Bill 265.—Radiology Technicians Act (*Reprint*);

Bill 266.—Denturologists Act (*Reprint*);

Bill 268.—Dispensing Opticians Act (*Reprint*);

Bill 269.—Chiropractic Act (*Reprint*);

Bill 270.—Hearing-aid Acousticians Act (*Reprint*);

Bill 271.—Podiatry Act (*Reprint*);

Bill 273.—Nurses Act (*Reprint*).

Bills 250, 252, 254, 255, 256, 265, 266, 268, 269, 270, 271 and 273 were reported with amendments.

(*Sessional Papers, No. 122.*)

In accordance with Standing Orders 123 and 161, Mr. Houde (Limoilou), on behalf of Mr. Harvey (Chauveau), the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Social Affairs, which examined bill 21, "An Act to amend the Health Insurance Act and the Québec Health Insurance Board Act".

Bill 21 was reported with amendments.

(*Sessional Papers, No. 123.*)

At one o'clock P.M., Mr. President left the Chair.

M. le président reprend le fauteuil.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi 63, « Loi du Conseil du statut de la femme ».

M. Levesque, pour M. Cloutier (Ahuntsic), informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Levesque, pour M. Cloutier (Ahuntsic), propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

M. Tremblay (Chicoutimi) propose:

Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « maintenant » et en y ajoutant les mots « dans quatre mois ».

La motion d'amendement est alors mise aux voix, M. le président remet l'enregistrement des noms à dix-sept heures quarante-cinq minutes.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi 29, « Loi accordant des subventions aux municipalités de 25,000 habitants ou plus ».

M. Goldbloom informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Goldbloom propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est suspendu sur la motion de M. Roy (Beauce).

À dix-sept heures quarante-cinq minutes, l'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur la motion d'amendement de M. Tremblay (Chicoutimi) à la motion de M. Cloutier (Ahuntsic), proposant que le projet de loi 63, « Loi du Conseil du statut de la femme », soit maintenant lu la deuxième fois, lequel amendement se lit comme suit:

« *Que* la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « mainte-

Mr. President took the Chair.

The Order of the Day being read for the second reading of bill 63, "Council on the Status of Women Act".

Mr. Levesque, on behalf of Mr. Cloutier (Ahuntsic), informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr. Levesque moved, on behalf of Mr. Cloutier (Ahuntsic), that the said bill be now read the second time.

Mr. Tremblay (Chicoutimi) moved:

"That the motion under debate be amended by striking out the word "now" therein, and by adding thereto the words "this day four months".

The motion of amendment was then put to the vote, Mr. President postponed the taking down of the names until five forty-five o'clock P.M.

The Order of the Day being read for the second reading of bill 29, "An Act granting subsidies to municipalities of 25,000 inhabitants or more".

Mr. Goldbloom informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr. Goldbloom moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was suspended on motion of Mr. Roy (Beauce).

At five forty-five o'clock P.M., the Assembly proceeded with the taking down of the names on the motion of amendment by Mr. Tremblay (Chicoutimi) to the motion by Mr. Cloutier (Ahuntsic), proposing that bill 63, "Council on the Status of Women", be now read the second time, which amendment reads as follows:

"That the motion under debate be amended by striking out the word "now"

nant » et en y ajoutant les mots « dans quatre mois ». »

La motion d'amendement est alors rejetée, les voix se divisant comme suit :

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Boivin, Brochu, Charron, Cloutier (Montmagny), Drolet, Guay, Joron, Laurin, Lavoie (Wolfe), Lessard, Loubier, Masse, Paul, Roy (Beauce), Roy (Lévis), Samson, Tétrault, Tremblay (Chicoutimi).—18.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Bienvenue, Bourassa, Brown, Carpentier, Cornellier, Dionne, Faucher, Fortier, Gallienne, Garneau, Goldbloom, Harvey (Jonquière), Houde (Limoulu), Kennedy, L'Allier, Larivière, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Pepin, Picard, Pilote, Tetley, Tremblay (Bourassa), Veilleux.—27.

Et le débat continue sur la motion principale.

Le débat est suspendu.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les questions suivantes sont lues et répondues :

Question par M. Lavoie (Wolfe) :

1. Le gouvernement du Québec projette-t-il la centralisation de certains services gouvernementaux à Disraéli, comté de Wolfe ?

2. Un immeuble, ou partie d'immeuble, a-t-il été loué à cette fin ?

3. Dans l'affirmative :

a) de qui ;

b) quand ;

c) à quel prix ;

d) où est-il situé ?

4. Un bail ou projet de bail a-t-il été signé pour un immeuble ou partie d'immeuble à construire ?

5. Dans l'affirmative :

a) avec qui ;

b) quand ;

c) à quelles conditions ?

6. Quels seront les services gouvernementaux qui y seront logés ?

Réponse par M. Tessier :

Il n'y a aucun projet de centralisation de certains services gouvernementaux à Disraéli.

therein, and by adding thereto the words "this day four months".

The motion of amendment was then rejected on the following division :

And the debate continuing on the main motion.

The debate was suspended.

With the unanimous consent of the Assembly, the following questions were read and answered :

Question by Mr. Lavoie (Wolfe) :

1. Does the government of the province of Québec intend to centralize certain government services in Disraeli, Wolfe county ?

2. Has any immovable or part of an immovable been rented for such purpose ?

3. If so :

(a) from whom ;

(b) when ;

(c) at what price ;

(d) where it is located ?

4. Has any lease or draft lease been signed for an immovable or part of an immovable which is to be constructed ?

5. If so :

(a) with whom ;

(b) when ;

(c) under what conditions ?

6. What government services will be located in it ?

Answer by Mr. Tessier :

There is no project for the centralizing of certain government services in Disraeli.

Question par M. Roy (Beauce):

1. Quels sont les noms et adresses des administrateurs de la Commission des Accidents du Travail du Québec?

2. Quel montant est versé à chacun à titre d'honoraires ou de salaire annuellement?

3. Quel montant leur a-t-on versé en 1972 pour dépenses de voyage?

Réponse par M. Cournoyer:

1.2.3.

Noms et adresses

Name and Address

Maurice Bellemare,
Président / President,
54, boul. / Blvd. Duplessis
Cap-de-la-Madeleine.

St-Georges White,
Vice-président / Vice-president,
986, rue / Street Manrèse,
Québec 6.

Bertrand Bellemare,
commissaire / commissioner,
1057, rue / Street Demontigny,
Québec 6.

Roger Mathieu,
commissaire / commissioner,
7994, DeLanaudière,
Montréal.

*Jean-Marc Jodoin,
commissaire / commissioner,
2707 Place Vigneault,
Ste-Foy, Québec 10.

Salaire annuel 1972 Dépenses de voyage 1972

Annual Salary 1972 Travelling Expenses 1972

\$30,000.00 \$ 189.67

\$26,000.00 \$ 516.47

\$25,500.00 \$1,512.80

\$25,500.00 \$5,758.53

\$24,399.17 \$2,011.12

* À compter du 19 janvier 1972 / Commencing January 19th 1972.

Question par M. Roy (Beauce):

1. Quels sont les noms des administrateurs de la Régie de l'assurance-maladie du Québec?

2. Quel a été le salaire versé à chacun d'eux pour l'année financière 1972/73:

a) en allocation journalière;

b) pour dépenses de voyage?

Question by Mr. Roy (Beauce):

1. What are the names of the administrators of the Québec Health Insurance Board?

2. What salary was paid to each one in 1972/73:

(a) on a daily basis;

(b) for travelling expenses?

Réponse par M. Castonguay:

1. M. Robert Després, président;
Dr Jacques Gélinas, m.d., vice-président;

M. Marcel Lefaiivre;
M. Paul Couture;
Mlle Lucie Dagenais, i.l.;
M. Jean-Claude Deschênes;
Dr S.-André Gauthier, o.d.;
Dr Gérard Hamel, m.d.;
Dr Hubert La Belle, d.d.s.;
Mme Michelle Lejeune;
M. Léon Mondoux, f.s.a.;
Me Lindsay H. Place, c.r.;
Dr J.-Raymond Robillard, m.d.

Answer by Mr. Castonguay:

1. Mr. Robert Després, President;
Dr. Jacques Gélinas, M.D., Vice-president;

Mr. Marcel Lefaiivre;
Mr. Paul Couture;
Miss Lucie Dagenais, i.l.;
Mr. Jean-Claude Deschênes;
Dr. S.-André Gauthier, o.d.;
Dr. Gérard Hamel, M.D.;
Dr. Hubert La Belle, D.D.S.;
Mrs. Michelle Lejeune;
Mr. Léon Mondoux, f.s.a.;
Mr. Lindsay H. Place, Q.C.;
Dr. J.-Raymond Robillard, M.D.

2.	<i>Honoraires</i>	<i>Frais de séjour</i>	<i>Frais de déplacement</i>	<i>Total</i>
	<i>Fees</i>	<i>Living expenses</i>	<i>Travelling expenses</i>	
Robert Després	—	\$665.00	\$730.22	\$1,395.22
Dr Jacques Gélinas	—	70.00	118.87	188.87
Marcel Lefaiivre	—	595.00	725.17	1,320.17
Paul Couture	\$ 500.00	175.00	—	675.00
Lucie Dagenais	1,500.00	35.00	29.00	1,564.00
Jean-Claude Deschênes	1,500.00	70.00	96.15	1,666.15
S.-André Gauthier	1,500.00	70.00	100.50	1,670.50
Gérard Hamel	1,200.00	—	—	1,200.00
Hubert La Belle	1,200.00	—	—	1,200.00
Michelle Lejeune	2,000.00	700.00	620.13	3,320.13
Léon Mondoux	2,100.00	70.00	86.80	2,256.80
Lindsay H. Place	1,700.00	70.00	76.00	1,846.00
Raymond Robillard	600.00	—	—	600.00
	\$13,800.00	\$ 2,520.00	\$ 2,582.84	\$18,902.84

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Boivin:

1. À la suite du glissement de terrain de Saint-Jean-Vianney survenu en 1971, qui a reconnu l'Appel comme interlocuteur valable représentant les sinistrés?

2. Quelles mesures correctives ont été prises vis-à-vis les municipalités de Saint-Jean-Vianney et de Shipshaw dont une partie importante des citoyens ont été relocalisés dans d'autres municipalités?

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr. Boivin:

1. By whom was the "Appel" recognized as the official interlocutor representing the victims following the landslide at Saint-Jean Vianney which took place in 1971?

2. What corrective measures were taken respecting the municipalities of Saint-Jean-Vianney and Shipshaw, an important portion of whose citizens was relocated in other municipalities?

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de l'Assemblée un document contenant les informations demandées.

M. Harvey (Jonquière) dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.
(*Document de la session no 124.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Boivin:

1. Le gouvernement, ses offices, régies, commissions ou organismes ont-ils acheté des maisons préfabriquées à la suite du glissement de terrain de Saint-Jean-Vianney en 1971, et de l'opération « relocalisation » qui a suivi?

2. Dans l'affirmative:

- a) combien d'unités;
- b) quel a été le prix payé;
- c) de qui ont-elles été achetées;
- d) à quel usage ont-elles servi;
- e) quelle est leur utilisation actuelle?

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de l'Assemblée un document contenant les informations demandées.

M. Harvey (Jonquière) dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.
(*Document de la session no 125.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Boivin:

1. Le ministère des Richesses naturelles a-t-il retenu les services de consultants et de spécialistes dans l'exécution de sa mission technique à Saint-Jean-Vianney en 1971 et 1972?

2. Dans l'affirmative:

- a) quels sont les nom et adresse de chacun;
 - b) quelle était leur discipline professionnelle et leur spécialité;
 - c) combien a été payé à chacun d'eux?
3. Combien ont coûté les travaux de stabilisation du sol?

4. Les travaux ont-ils été exécutés en régie ou à forfait?

5. Si à forfait:

On motion of Mr. Levesque,—
Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Harvey (Jonquière) tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 124.*)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr. Boivin:

1. Were any prefabricated houses purchased by the government or any of its bureaux, boards or organizations following the landslide at Saint-Jean-Vianney in 1971 and "Operation Relocation" which followed it?

2. If so:

- (a) how many units;
- (b) what was the price paid;
- (c) from whom were they purchased;
- (d) to what use were they put;
- (e) what are they being used for at the present time?

On motion of Mr. Levesque,—
Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Harvey (Jonquière) tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 125.*)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr. Boivin:

1. Were the services of any advisers and specialists retained by the Department of Natural Resources in the carrying out of its technical task at Saint-Jean-Vianney in 1971 and 1972?

2. If so:

- (a) what is the name and address of each one;
- (b) what was his professional discipline and specialty;
- (c) how much was paid to each one?

3. What was the cost of the soil stabilization work?

4. Was the work carried out by the government or by contract?

5. If by contract:

- a) quels sont les nom et adresse des entrepreneurs;
- b) quels ont été les honoraires payés pour administration et profit;
- c) combien chacun a-t-il reçu ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de l'Assemblée un document contenant les informations demandées.

M. Harvey (Jonquière) dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.
(Document de la session no 126.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Boivin:

1. Le gouvernement, ses offices, régies, commissions ou organismes ont-ils acheté des roulottes à la suite du glissement de terrain de Saint-Jean-Vianney en 1971 et de la relocalisation des sinistrés qui a suivi ?

2. Dans l'affirmative:

- a) combien d'unités;
- b) quel a été le prix à l'achat;
- c) de qui ont-elles été achetées;
- d) à quel usage ont-elles servi;
- e) quelle est leur utilisation actuelle ?

3. Dans les mêmes circonstances, le gouvernement, ses offices, régies, commissions ou organismes ont-ils loué des roulottes ?

4. Dans l'affirmative:

- a) combien d'unités;
- b) quel a été le coût total de location;
- c) de qui ont-elles été louées;
- d) à quel usage ont-elles servi;
- e) quelle est leur utilisation actuelle s'il y a lieu;
- f) quelle a été la dépense pour frais d'entretien et de réparation;
- g) à qui cette somme a-t-elle été versée ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de l'Assemblée un document contenant les informations demandées.

M. Harvey (Jonquière) dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.
(Document de la session no 127.)

- (a) what are the names and addresses of the contractors;
- (b) what was the amount of the fees paid for administration and profit;
- (c) how much did each one receive ?

On motion of Mr. Levesque,—
Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Harvey (Jonquière) tabled the said document.
(Sessional Papers, No. 126.)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr. Boivin:

1. Did the government or any of its bureaux, boards or organizations purchase any trailers following the landslide at Saint-Jean-Vianney in 1971, and the relocating of the victims following it ?

2. If so:

- (a) how many units;
- (b) what was the purchase price;
- (c) from whom were they purchased;
- (d) to what use were they put;
- (e) what are they being used for at the present time ?

3. Did the government or any of its bureaux, boards or organizations rent any trailers under the same circumstances ?

4. If so:

- (a) how many units;
- (b) what was the total cost of the rentals;
- (c) from whom were they rented;
- (d) to what use were they put;
- (e) what are they being used for at the present time, if applicable;
- (f) what were the expenditures for maintenance and repair;
- (g) to whom were such amounts paid ?

On motion of Mr. Levesque,—
Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Harvey (Jonquière) tabled the said document.
(Sessional Papers, No. 127.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Boivin:

1. Combien de maisons ont été déplacées de Saint-Jean-Vianney et de la zone jugée dangereuse vers une autre localisation?

2. Sous l'autorité de quel ministère, office, régie ou organisme ces déménagements ont-ils été faits?

3. Combien a été dépensé à cette fin?

4. Combien d'entrepreneurs ont été autorisés à exécuter ce travail?

5. Quels sont les nom et adresse de chacun, de même que le montant payé à chacun?

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de l'Assemblée un document contenant les informations demandées.

M. Harvey (Jonquière) dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(*Document de la session no 128.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Boivin:

1. À la suite du glissement de terrain de Saint-Jean-Vianney survenu en 1971, combien a été dépensé:

- a) pour travaux d'aqueduc et d'égouts;
- b) pour construction de rues;
- c) pour construction des fondations dans les secteurs de relocalisation?

2. Ces travaux ont-ils été financés entièrement par le gouvernement du Québec?

3. Dans la négative, par qui?

4. Quels sont les noms et adresses des entrepreneurs qui ont exécuté les travaux?

5. Des appels d'offre ont-ils été publiés dans les journaux?

6. Quel a été le montant payé à chaque entrepreneur?

7. Quel a été:

- a) le coût prévu des travaux;
- b) le coût réel des travaux?

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr. Boivin:

1. How many houses were moved to another location from Saint-Jean-Vianney and the area considered a danger zone?

2. Under the authority of what Department, bureau, board or organization were such moves carried out?

3. How much was spent for such purpose?

4. How many contractors were authorized to carry out such work?

5. What is the name and address of each one, and the amount paid to him?

On motion of Mr. Levesque,—
Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Harvey (Jonquière) tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 128.*)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr. Boivin:

1. Following the landslide which took place at Saint-Jean-Vianney in 1971, how much was spent:

- (a) for sewers and waterworks;
- (b) for the construction of streets;
- (c) for the construction of foundations in the relocation centres?

2. Was such work financed in its entirety by the government of the province of Québec?

3. If not, by whom?

4. What are the names and addresses of the contractors who carried out the work?

5. Were calls for tenders published in the newspapers?

6. What amount was paid to each contractor?

7. What was:

- (a) the estimated cost of the work;
- (b) the actual cost of the work?

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de l'Assemblée un document contenant les informations demandées.

M. Harvey (Jonquière) dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.
(*Document de la session no 129.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Boivin:

1. À la suite du glissement de terrain survenu en 1971, quel rôle a été dévolu à la Société d'Habitation du Québec, dans la relocalisation des sinistrés?

2. Qui lui a confié ce rôle?

3. Quelle est la nature des travaux exécutés sous son autorité?

4. Son action s'est-elle limitée au seul secteur d'Arvida et pourquoi?

5. Combien a été dépensé par ladite société pour:

a) l'acquisition de propriétés;

b) le transfert de maisons?

6. Combien a été dépensé:

a) pour la construction de nouvelles maisons, avec le nombre d'unités;

b) l'aménagement de nouveaux emplacements;

c) à qui ces sommes ont-elles été versées?

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de l'Assemblée un document contenant les informations demandées.

M. Harvey (Jonquière) dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.
(*Document de la session no 130.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Lavoie (Wolfe):

1. Combien d'écoles polyvalentes ont été construites depuis le 1er mai 1970 et où sont-elles situées?

2. Dans chaque cas, quel est:

a) le nom de la commission scolaire responsable;

b) le nom de l'entrepreneur, son adresse ou son siège social;

On motion of Mr. Levesque,—
Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Harvey (Jonquière) tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 129.*)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr. Boivin:

1. Following the landslide which took place in 1971, what part was played by the Québec Housing Corporation respecting the relocating of the victims?

2. Who entrusted it with this responsibility?

3. What was the nature of the work carried out under its authority?

4. Were its activities confined to the Arvida sector alone, and why?

5. How much was spent by the said Corporation:

(a) for the acquisition of properties;

(b) to move houses?

6. How much was spent:

(a) for the construction of new houses, together with the number of units;

(b) the opening up of new sites;

(c) to whom were such sums paid?

On motion of Mr. Levesque,—
Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Harvey (Jonquière) tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 130.*)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr. Lavoie (Wolfe):

1. How many comprehensive schools have been constructed since May 1st 1970,

2. In each case, what is:

(a) the name of the responsible school board;

(b) the name of the contractor, his address or corporate seat;

- c) le montant initial de chaque contrat;
- d) le coût final de construction?

3. Dans chaque cas, des appels d'offres ont-ils été publiés dans les journaux:

- a) si non, lesquels et pourquoi?

4. Les contrats ont-ils été accordés au plus bas soumissionnaire dans chaque cas, et si non:

- a) pourquoi;

- b) lesquels;

c) quelle était la plus basse soumission et quels étaient tous les autres soumissionnaires avec le montant de chaque soumission?

5. Les délais prévus au contrat ont-ils été respectés:

- a) si non, où et pourquoi?

6. Le ministère de l'Éducation a-t-il donné son approbation à toutes et à chacune des opérations qui s'y rapportent?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de l'Assemblée un document contenant les informations demandées.

M. Levesque, pour M. Cloutier (Ahunt-sic), dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 131.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Drolet:

1. Le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche possède-t-il des chalets ou kiosques d'information touristique au Québec?

2. Dans l'affirmative:

- a) quel en est le nombre;

- b) où sont-ils situés;

c) à quelle date chaque kiosque a-t-il été érigé;

d) quel a été le coût de construction de chacun d'eux;

e) à qui a été octroyé le contrat pour la construction de chacun de ces chalets;

f) ces contrats ont-ils été donnés à la suite d'appels d'offres publics ou en circuit fermé.

3. Le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche a-t-il actuellement

- (c) the initial amount of each contract;
- (d) the final construction cost?

3. Were public tenders called for in the newspapers in each case:

- (a) if not, which ones, and why?

4. Were the contracts awarded to the lowest bidders in each case, and if not:

- (a) why;

- (b) which ones;

(c) what was the lowest tender, and who were the other bidders and the amount of each bid?

5. Were the delays allowed in each contract respected:

- (a) if not, where and why?

6. Did the Department of Education approve each and every one of the operations involved?

On motion of Mr. Levesque,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Levesque tabled the said document, on behalf of Mr. Cloutier (Ahunt-sic).

(Sessional Papers, No. 131.)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr. Drolet:

1. Does the Department of Tourism, Fish and Game have any tourist information chalets or booths in the province of Québec?

2. If so:

- (a) how many;

- (b) where are they situated;

- (c) on what date was each booth erected;

(d) what was the cost of constructing each one;

(e) to whom was the contract awarded for the construction of each one of such chalets;

(f) were such contracts awarded following a call for tenders or by closed bids?

3. Does the Department of Tourism, Fish and Game have any information

en chantier des chalets ou kiosques d'information ?

4. Dans l'affirmative:

a) combien y en a-t-il;

b) à quel endroit les construit-on;

c) qui a la responsabilité de construire chacun de ces chalets;

d) quel est le montant du contrat accordé pour la construction de ces chalets;

e) ces contrats furent-ils octroyés à la suite d'appels d'offres publics ou bien en circuit fermé ?

5. Le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche loue-t-il des chalets ou kiosques d'information touristique au Québec ?

6. Dans l'affirmative:

a) quel est leur nombre;

b) où sont-ils situés;

c) depuis quand chacun d'eux est-il loué;

d) quel est le coût de location payé au pied carré;

e) quel est le coût total de location payé pour chacun d'eux;

f) à quelle(s) personne(s), organisme(s), ou tout autre corps institué chacun de ces chalets est-il loué;

g) quelle est la durée de location de chacun de ces chalets d'information ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de l'Assemblée un document contenant les informations demandées.

M. Levesque, pour M. Pinard, dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 132.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Vincent:

1. Quel est l'organisme du gouvernement provincial responsable du contrôle des coûts et des dépenses envisagés par la Ville de Montréal et le COJO pour les Jeux olympiques de 1976 ?

chalets or booths under construction at the present time ?

4. If so:

(a) how many;

(b) in what places are they being constructed;

(c) who is responsible for the construction of each of such chalets;

(d) what is the amount of the contract awarded for the construction of such chalets;

(e) were such contracts awarded following a call for tenders or by closed bids ?

5. Does the Department of Tourism, Fish and Game rent any tourist information chalets or booths in the province of Québec ?

6. If so:

(a) how many;

(b) where are they situated;

(c) since when has each one been leased;

(d) what is the rental paid per square foot;

(e) what is the total cost of the rental paid for each one;

(f) to what person or persons, organization or organizations or any other body is each one of such chalets rented;

(g) what is the term of the lease for each of such information chalets ?

On motion of Mr. Levesque,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Levesque tabled the said document, on behalf of Mr. Pinard.

(Sessional Papers, No. 132.)

The Order of the Day being read for the consideration by the Assembly of a question by Mr. Vincent:

1. What provincial government organization is responsible for the controlling of the costs and expenditures forecast by the City of Montreal and the OGOC for the 1976 Olympic Games ?

2. Quels sont les experts nommés par le Québec pour exercer ce contrôle ?

3. Quelle est la discipline financière qui leur a été soumise ou imposée par le gouvernement ?

4. Un Comité a-t-il été formé à cette fin, en collaboration avec la Ville de Montréal ?

5. Quand ?

6. Quels en sont les membres ?

7. Quels sont les représentants du Québec et de la Ville de Montréal ?

8. Quelles sont les fonctions et attributions de M. Paul Desrochers auprès du COJO ?

Sur la motion de M. Levesque, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de l'Assemblée un document contenant les informations demandées.

M. Levesque, pour M. Bourassa, dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 133.)

Sur la motion de M. Roy (Beauce):

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de l'Assemblée:

a) copie de l'entente intervenue entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province en vertu du chapitre 27 des Statuts de 1942 (Loi sanctionnée le 13 mai 1942), concernant la suspension de certaines taxes en temps de guerre;

b) copie des renouvellements de cette entente entre ces deux gouvernements depuis cette date;

c) copie de la correspondance échangée concernant toute modification et avis de résiliation de ces ententes;

d) liste des noms et fonctions des personnes qui ont signé lesdites ententes pour et au nom des deux gouvernements.

M. Levesque, pour M. Garneau, dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 134.)

2. What experts have been appointed by the province of Québec to exercise such control ?

3. What financial restrictions have been given to them or imposed upon them by the government ?

4. Has a committee been formed for such purpose in co-operation with the City of Montreal ?

5. When ?

6. Who are the members thereof ?

7. Who are the representatives of the province of Québec and the City of Montreal ?

8. What are the duties and powers of Mr. Paul Desrochers respecting the OGOC ?

On motion of Mr. Levesque,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Levesque tabled the said document, on behalf of Mr. Bourassa.

(Sessional Papers, No. 133.)

On motion of Mr. Roy (Beauce):

Ordered, That there be laid before the Assembly:

(a) A copy of the agreement made between the federal government and the government of the province under chapter 27 of the Statutes of 1942 (sanctioned May 13th 1942), concerning the suspension of certain taxes in time of war;

(b) a copy of the renewal of such agreement between the two governments since such date;

(c) a copy of the correspondence exchanged concerning any change and notice of termination of such agreements;

(d) a list of the names and duties of the persons who signed the said agreements for and on behalf of the two governments.

Mr. Levesque tabled the said document, on behalf of Mr. Garneau.

(Sessional Papers, No. 134.)

Conformément aux articles 123 et 161 du règlement, M. Faucher rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'agriculture et de la colonisation, chargée de l'étude du projet de loi 13, « Loi modifiant la Loi du ministère de l'agriculture et de la colonisation et abrogeant certaines dispositions législatives ».

Ledit projet de loi 13 est rapporté avec un amendement.

(Document de la session no 135.)

Conformément aux articles 123 et 161 du règlement, M. Caron, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales, chargée de l'étude du projet de loi privé 100, « Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal ».

Ledit projet de loi 100 est rapporté avec des amendements, dont un amendement au titre.

(Document de la session no 136.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, ledit rapport est adopté.

Conformément aux articles 123 et 161 du règlement, M. Faucher, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des Corporations professionnelles, chargée de l'étude des projets de loi suivants:

Projet de loi 257.—Loi modifiant la Loi des médecins vétérinaires (*Réimpression*);

Projet de loi 258.—Loi des agronomes (*Réimpression*);

Projet de loi 259.—Loi des architectes (*Réimpression*);

Projet de loi 260.—Loi modifiant la Loi des ingénieurs (*Réimpression*);

Projet de loi 261.—Loi des arpenteurs-géomètres (*Réimpression*);

Projet de loi 262.—Loi modifiant la Loi des ingénieurs forestiers (*Réimpression*);

Projet de loi 263.—Loi modifiant la Loi des chimistes professionnels (*Réimpression*);

Projet de loi 264.—Loi des comptables agréés (*Réimpression*).

In accordance with Standing Orders 123 and 161, Mr. Faucher, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Agriculture and Colonization, which examined bill 13, "An Act to amend the Agriculture and Colonization Department Act and to repeal certain legislative provisions".

The said bill 13 was reported with an amendment.

(Sessional Papers, No. 135.)

In accordance with Standing Orders 123 and 161, Mr. Caron, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs, which examined Private Bill 100, "An Act to amend the Charter of the City of Montreal".

The said bill 100 was reported with amendments, including an amendment to the title.

(Sessional Papers, No. 136.)

With the unanimous consent of the Assembly, the said report was adopted.

In accordance with Standing Orders 123 and 161, Mr. Faucher, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Professional Corporations, which examined the following bills;

Bill 257.—An Act to amend the Veterinary Surgeons Act (*Reprint*);

Bill 258.—Agrologists Act (*Reprint*);

Bill 259.—Architects Act (*Reprint*);

Bill 260.—An Act to amend the Engineers Act (*Reprint*);

Bill 261.—Land Surveyors Act (*Reprint*);

Bill 262.—An Act to amend the Forest Engineers Act (*Reprint*);

Bill 263.—An Act to amend the Professional Chemists Act (*Reprint*);

Bill 264.—Chartered Accountants Act (*Reprint*).

Les projets de loi 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263 et 264 sont rapportés avec des amendements.

(Document de la session no 137.)

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des affaires municipales sur l'étude du projet de loi 162, « Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec ».

Sur la motion de M. Levesque, ledit rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois :

Projet de loi 100.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal et la Loi de la Communauté urbaine de Montréal;

Projet de loi 162.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec.

A dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes.

M. le président reprend le fauteuil.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque proposant que le projet de loi 63, « Loi du Conseil du statut de la femme », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors mise aux voix, M. le président remet l'enregistrement des noms à vingt-trois heures quarante-cinq minutes.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Goldbloom proposant que le projet de loi 29, « Loi accordant des subventions aux municipalités de 25,000 habitants ou plus », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

Bills 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263 and 264 were reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 137.)

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Municipal Affairs on the examination of bill 162, "An Act to amend the Charter of the City of Québec".

On motion of Mr. Levesque, the said report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly the following bills were severally read the third time:

Bill 100.—An Act to amend the Charter of the City of Montreal and the Montreal Urban Community Act;

Bill 162.—An Act to amend the Charter of the City of Québec.

At six o'clock, Mr. President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr. President took the Chair.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr. Levesque proposing that bill 63, "Council on the Status of Women Act", be now read the second time.

The motion was then put to the vote, Mr. President postponed the taking down of the names until eleven forty-five o'clock P.M.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr. Goldbloom proposing that bill 29, "An Act granting subsidies to municipalities of 25,000 inhabitants or more", be now read the second time.

The motion was then adopted, on the following vote:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Bacon, Bienvenue, Blank, Boivin, Bourassa, Brochu, Brown, Carpentier, Charron, Cloutier (Montmagny), Cournoyer, Dionne, Drummond, Faucher, Fortier, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Guay, Hardy, Harvey (Chauveau), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Joron, Larivière, Latulippe, Laurin, Lavoie (Wolfe), Lessard, Levesque, Loubier, Mailloux, Marchand, Massé, Ostiguy, Parent, Paul, Pearson, Perreault, Phaneuf, Picard, Pilote, Roy (Beauce), Tetley, Tremblay (Bourassa), Tremblay (Chicoutimi), Vaillancourt, Veilleux, Vincent.—51.

CONTRE—NAYS:—0.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi 29 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et lu la troisième fois.

A vingt-trois heures quarante-cinq minutes, l'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur la motion de M. Levesque proposant que le projet de loi 6, « Loi du Conseil du statut de la femme », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

On motion of Mr. Levesque, bill 29 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and read the third time.

At eleven forty-five o'clock P.M., the Assembly proceeded with the taking down of the names on the motion by Mr. Levesque proposing that bill 63, "Council on the Status of Women Act", be now read the second time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Bacon, Bienvenue, Blank, Boivin, Bourassa, Brochu, Brown, Carpentier, Charron, Cloutier (Montmagny), Cournoyer, Dionne, Drummond, Faucher, Fortier, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Guay, Hardy, Harvey (Chauveau), Harvey (Jonquière), Houde (Limoilou), Joron, Larivière, Latulippe, Laurin, Lavoie (Wolfe), Lessard, Levesque, Loubier, Mailloux, Marchand, Massé, Ostiguy, Parent, Paul, Pearson, Perreault, Phaneuf, Picard, Pilote, Roy (Beauce), Tetley, Tremblay (Bourassa), Tremblay (Chicoutimi), Vaillancourt, Veilleux, Vincent.—51.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

The said bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi 63 est référé à la Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications.

On motion of Mr. Levesque, bill 63 was referred to the Committee on Education, Cultural Affairs and Communications.

Du consentement unanime de l'Assemblée M. Levesque propose:

Que l'ordre du jour apparaissant à l'item 66 du feuillet de ce jour ordonnant la deuxième lecture du projet de loi 275, « Loi modifiant la Loi de la Législature », soit révoqué; *que* la première lecture en date du 29 mars 1973 soit révoquée; *que* ledit projet

With the unanimous consent of the Assembly Mr. Levesque moved:

That the Order of the Day shown at Item 66 of today's Agenda Paper ordering the second reading of bill 275, "An Act to amend the Legislature Act", be rescinded; *that* the first reading on March 29th 1973 be rescinded; *that* the said bill be

de loi soit retiré et *qu'un* nouveau texte lui soit substitué.

La motion est adoptée.

En conséquence, un nouveau projet de loi 275, « Loi modifiant la Loi de la Législature », est présenté par M. Levesque, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

00.00 heure, 5 juillet 1973.

M. le président rend la décision suivante:

Au moment du dépôt à l'Assemblée du rapport de la commission permanente des Affaires sociales sur le projet de loi 21, « Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec », le député de Maisonneuve soulève une question de règlement et demande une directive au président de l'Assemblée pour savoir si le président de l'Assemblée peut déclarer irrecevable un amendement à un projet de loi adopté en commission élue; amendement qui modifierait dans son principe la motion de deuxième lecture adoptée par l'Assemblée (article 158 du règlement), et qui ne serait pas conforme à l'article 154 du règlement parce qu'il est étranger à l'objet du projet et s'oppose au principe affirmé en deuxième lecture.

Le président déclare qu'avant de prendre une décision sur la recevabilité des amendements, il faudrait qu'il puisse intervenir dans les travaux d'une commission et sur les décisions que prendrait un président de commission. L'article 139, 4e du règlement dit: « Le président d'une commission ne prend pas part à ses délibérations et il a, à son égard, les pouvoirs du président de l'Assemblée. », et l'article 163 de notre règlement dit que les règles relatives à l'Assemblée s'appliquent aux commissions.

L'intention des codificateurs lors de la rédaction du nouveau règlement était de rendre les commissions, autant la commission plénière que les commissions élues, tout à fait maîtresses de leurs travaux,

withdrawn and *that* a new text be substituted therefore.

The motion was adopted.

A new bill 275, "An Act to amend the Legislature Act", was accordingly introduced by Mr. Levesque, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Midnight, July 5th 1973.

Mr. President rendered the following decision:

When the report of the Standing Committee on Social Affairs on the examination of bill 21, "An Act to amend the Health Insurance Act and the Québec Health Insurance Board Act", was tabled in the Assembly, the Member for Maisonneuve raised a point of order and requested a directive from the President of the Assembly to know if the President of the Assembly could declare as being inadmissible an amendment to a bill adopted in select committee; an amendment which would amend the basic principle of the motion for second reading adopted by the Assembly (Standing Order 158), and which would not be in conformity with Standing Order 154 because it was alien to the object of the bill and contrary to the principle affirmed in second reading.

The President declared that before making a decision on the admissibility of any amendments, it would be necessary for him to be able to intervene in the work of a committee and in the decisions which might be made by a committee chairman. Paragraph 4 of Standing Order 139 states: "The chairman of a committee shall not take part in its deliberations and has, regarding the committee, the powers of the President of the Assembly.", and Standing Order 163 states that the Rules of the Assembly apply to the committees.

When the new Standing Orders were drawn up, the intention of the codifiers was to make the committees, the Committee of the Whole and the select committees, complete masters of their work,

et ce n'est pas du droit nouveau. L'ancien règlement prévoyait à l'article 426 que « Quand le président d'un comité spécial prononce sur une question d'ordre ou de règlement, il n'y a appel qu'au comité. »; et l'article 326 de l'ancien règlement stipulait qu'« En comité plénier, nul député ne peut, sur une question d'ordre ou de règlement, en appeler du président, si ce n'est à la chambre même. », non pas au président de l'Assemblée. Et enfin, l'article 67 de l'ancien règlement disait que la juridiction du président de l'Assemblée ne s'étendait pas à des questions d'ordre ou de règlement soulevées dans un comité.

Pour toutes ces raisons, il ne reconnaît pas qu'il y ait appel au président de l'Assemblée d'une décision d'une commission ou du président d'une commission.

À 00.10 heure, sur la motion de M. Levesque, il est—

Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à dix heures.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

and this is not a new right. Article 426 of the previous Standing Orders provided that: "When the Chairman of a special committee has decided any question of order, there may be an appeal only to the committee."; and Article 326 of the previous Standing Orders stipulated that: "In committee of the whole house, no appeal shall be made from the ruling of the Chairman on any point of order or of procedure, except to the house itself.", not to the President of the Assembly. And lastly, Article 67 of the previous Standing Orders stated that the jurisdiction of the President of the Assembly shall not extend to questions of order or of procedure arising in a committee.

For all these reasons, he could not acknowledge that there could be any appeal to the President of the Assembly respecting a decision by a committee or by the chairman of a committee.

At ten minutes past midnight, on motion of Mr. Levesque.—

Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until this morning, at ten o'clock A.M.

And then the Assembly adjourned.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Jeudi 5 juillet 1973

Dix heures

Sur la motion de M. Choquette, les projets de loi 78 et 79 (*Réimpression*), sont déposés et remplacent les projets de loi suivants:

Projet de loi 78.—Loi concernant le louage de choses;

Projet de loi 79.—Loi du tribunal des loyers.

Le projet de loi 34, « Loi modifiant la Loi de la Société des traversiers Québec-Lévis », est présenté par M. Mailloux, pour M. Pinard, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa deuxième lecture.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Lessard, apparaissant à l'item 16 du feuillet du 4 juillet 1973:

Combien de tonnes de minerai ont été exportées hors du Québec en vertu du permis accordé à la New Québec Raglan Mines en mai 1971 ou aux environs de cette date?

Réponse par M. Massé:

La Société New Québec Raglan Mines Limited détient les permis d'exploration numéros 533 et 534 dans l'Ungava.

Thursday, July 5th 1973

Ten o'clock A.M.

On motion of Mr. Choquette, bills 78 and 79 (*Reprint*), were tabled and replace the following bills:

Bill 78.—An Act respecting the lease and hire of things;

Bill 79.—Rental Tribunal Act.

Bill 34, "An Act to amend the Québec-Lévis Ferry Company Act", was introduced by Mr. Mailloux, on behalf of Mr. Pinard, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr. Lessard, shown at Item 16 of the Agenda Paper of July 4th 1973:

How many tons of ore have been exported from the province of Québec under the permit granted to New Québec Raglan Mines in May 1971 or thereabouts?

Answer by Mr. Massé:

The firm of New Quebec Raglan Mines Limited holds exploration permits numbers 533 and 534 in Ungava.

La Société n'a pas obtenu de bail minier⁽¹⁾. Elle n'a donc pas encore commencé à exploiter son gisement de nickel et n'a pas expédié de minerai, de la matte ou du concentré en dehors du Québec.

L'affinerie n'a pas été construite mais Falconbridge Nickel Mines Limited n'a pas manqué à son engagement puisqu'elle n'a pas expédié de minerai de nickel en dehors du pays.

Question par M. Dumont, apparaissant à l'item 25 du feuillet du 4 juillet 1973:

1. Quel est le coût total du programme TBE 1973 contre la tordeuse des bourgeons d'épinettes?

2. En rapport avec ce programme, quel montant a été versé à la compagnie Aviation Specialties Inc. de l'Arizona?

3. Quels sont les nom et emplacement des cinq (5) bases qui ont servi aux avions d'Aviation Specialties Inc. de l'Arizona?

4. Quel a été le déboursé pour les repas des cinq (5) équipes qui ont servi à ces opérations?

5. Qui était responsable de la cantine servant les repas?

6. Pour chaque base, quel montant était alloué par repas aux membres de ces équipes?

Réponse par M. Drummond:

1. \$8,050,000.00.

2. \$215,000.00 en date du 18 juin 1973.

3. Deux (2) bases seulement ont été utilisées, l'une à Casey, Co. de Laviolette et l'autre à Bonaventure, Co. Bonaventure.

4. Aviation Specialties Inc. disposait de deux équipes et non de cinq. À Casey, les déboursés sont estimés à \$7,000.00 et à Bonaventure à \$3,500.00.

5. À Casey, M. Elphège Deshaies, traiteur, Cap-de-la-Madeleine; à Bonaven-

The firm did not obtain a mining lease⁽¹⁾. It has therefore not yet begun to develop its nickel deposit and has not shipped any ore, coarse metal or concentrate outside of the province of Québec.

The refinery has not been constructed, but Falconbridge Nickel Mines Limited has not failed in its undertaking as if has not shipped any nickel ore outside the country.

Question by Mr. Dumont, shown at Item 25 of the Agenda Paper of July 4th 1973:

1. What is the total cost of the TBE 1973 Programme to combat the spruce budworm?

2. Respecting this programme, what amount has been paid to the firm of Aviation Specialties Inc., of Arizona?

3. What are the names and locations of the five (5) bases which were used by the firm of Aviation Specialties Inc., of Arizona?

4. How much was spent to provide meals for the five (5) teams which were used for these operations?

5. Who was in charge of the canteen which provided the meals?

6. Respecting each base, what amount was allocated for each meal served to the members of the teams?

Answer by Mr. Drummond:

1. \$8,050,000.00.

2. \$215,000.00 as at June 18th 1973.

3. Only two (2) bases were used, one at Casey, Laviolette county, and the other at Bonaventure, Bonaventure county.

4. Aviation Specialties Inc., had two teams and not five. The disbursements are estimated at \$7,000.00 at Casey, and \$3,500.00 at Bonaventure.

5. At Casey, Mr. Elphège Deshaies, caterer, Cap-de-la-Madeleine. At Bona-

(1) « Le bail minier impose au détenteur l'obligation de commencer, dans les deux ans, l'exploitation minière du terrain loué et d'en fournir la preuve à la satisfaction du ministre. » (Lois du Québec 1965, chapitre 34, article 100).

(1) "A mining lease imposes on the holder the obligation to commence, within two years, mining operations on the land leased, and to furnish evidence thereof to the satisfaction of the Minister." (Statutes of Québec 1965, chap. 34, sec. 100).

ture, Services forestiers spécialisés et Hôtel Château blanc.

6. À Casey \$3.00 par repas; à Bonaventure \$15.00 par jour pour chambre et pension.

L'ordre du jour appelle la motion de M. Lessard, apparaissant à l'item 86 du feuillet du 4 juillet 1973, ordonnant qu'il soit déposé sur le bureau de l'Assemblée:

Copie de l'arrêté en conseil adopté en mai 1971, autorisant la New Québec Raglan Mines d'exporter du minerai.

M. Massé dépose sur le bureau de l'Assemblée ledit document.

(Document de la session no 138.)

Conformément aux articles 123 et 161 du règlement, M. Audet, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement, qui a entendu le président de la Commission des transports concernant le projet de loi 32, « Loi modifiant la Loi des transports ».

(Document de la session no 139.)

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente de la justice siège immédiatement pour l'étude des projets de loi suivants:

Projet de loi 152.—Loi concernant certains lots du cadastre de la cité de Montréal (quartier Saint-Laurent);

Projet de loi 156.—Loi concernant La Corporation Ivanhoe.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi 35, « Loi concernant les municipalités des paroisses de Saint-Gérard-des-Laurentides et de Saint-Mathieu », est présenté par M. Levesque et lu la première et la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi 35 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, rapporté et lu la troisième fois.

venture, Specialized Forest Services and the Château Blanc Hotel.

6. At Casey, \$3.00 per meal. At Bonaventure, \$15.00 per day for room and board.

The Order of the Day being read for the motion by Mr. Lessard, shown at Item 86 of the Agenda Paper of July 4th 1973, ordering that there be laid before the Assembly:

A copy of the Order in Council adopted in May 1971, authorizing New Québec Raglan Mines to export ore.

Mr. Massé tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 138.)

In accordance with Standing Orders 123 and 161, Mr. Audet, appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Transport, Public Works and Supply, which heard the Chairman of the Committee on Transport concerning bill 32, "An Act to amend the Transport Act".

(Sessional Papers, No. 139.)

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Justice will sit immediately for the consideration of bills:

Bill 152.—An Act respecting certain lots of the cadastre of the City of Montreal (St Lawrence Ward);

Bill 156.—An Act respecting Ivanhoe Corporation.

With the unanimous consent of the Assembly, bill 35, "An Act respecting the parish municipalities of Saint-Gérard-des-Laurentides and of Saint-Mathieu", was introduced by Mr. Levesque and read the first and second time.

On motion of Mr. Levesque, bill 35 was committed, considered in Committee of the Whole, reported and read the third time.

Le projet de loi 88, « Loi de l'expropriation » (*Réimpression*), est lu la troisième fois.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu sur l'étude du projet de loi 22, « Loi modifiant la Loi sur les impôts et certaines autres dispositions d'ordre fiscal ».

Sur la motion de M. Levesque, ledit rapport est adopté.

Le projet de loi 22, « Loi modifiant la Loi sur les impôts et certaines autres dispositions d'ordre fiscal », est lu la troisième fois.

Le projet de loi 32, « Loi modifiant la Loi des transports », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi 32 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi 275, « Loi modifiant la Loi de la Législature » (*Réimpression*).

M. Levesque informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Ledit projet de loi est alors lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi 275 est envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière.

À treize heures, M. le président de la commission plénière quitte le fauteuil.

Quatorze heures trente minutes.

M. le président de la commission plénière reprend le fauteuil.

Bill 88, "Expropriation Act" (*Reprint*) was read the third time.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue on the examination of bill 22, "An Act to amend the Taxation Act and certain other legislative fiscal provisions".

On motion of Mr. Levesque, the said report was adopted.

Bill 22, "An Act to amend the Taxation Act and certain other legislative fiscal provisions", was read the third time.

Bill 32, "An Act to amend the Transport Act", was read the second time.

On motion of Mr. Levesque, bill 32 was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill 275, "An Act to amend the Legislature Act" (*Reprint*).

Mr. Levesque informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The said bill was then read the second time,

On motion of Mr. Levesque, bill 275 was committed and considered in Committee of the Whole.

At one o'clock P.M., Mr. Chairman of the Committee of the Whole left the Chair.

Two-thirty o'clock P.M.

Mr. Chairman of the Committee of the Whole took the Chair.

Ledit projet de loi 275 est alors amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

Conformément aux articles 123 et 161 du règlement, M. Faucher, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des Corporations professionnelles, chargée de l'étude des projets de loi suivants:

Projet de loi 251.—Loi modifiant la Loi du Barreau (*Réimpression*);

Projet de loi 253.—Loi modifiant la Loi du notariat (*Réimpression*).

Les projets de loi 251 et 253 sont rapportés avec des amendements.

(*Document de la session no 140.*)

Du consentement unanime de l'Assemblée, ledit rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives sur l'étude du projet de loi 6, « Loi modifiant la Loi des valeurs mobilières. »

Sur la motion de M. Levesque, ledit rapport est adopté.

Le projet de loi 6, « Loi modifiant la Loi des valeurs mobilières », est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi 31, « Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics ».

M. Parent informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Parent propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Sur la motion de M. Levesque, le débat est suspendu.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications siège immédiatement pour l'étude du pro-

Bill 275 was then amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

In accordance with Standing Orders 123 and 161, Mr. Faucher, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Professional Corporations, which examined the following bills:

Bill 251.—An Act to amend the Bar Act (*Reprint*);

Bill 253.—An Act to amend the Notarial Act (*Reprint*).

Bills 251 and 253 were reported with amendments.

(*Sessional Papers, No. 140.*)

With the unanimous consent of the Assembly, the said report was adopted.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives on the examination of bill 6, "An Act to amend the Securities Act".

On motion of Mr. Levesque, the said report was adopted.

Bill 6, "An Act to amend the Securities Act", was read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill 31, "Government and Public Employees Retirement Plan".

Mr. Parent informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr. Parent moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

On motion of Mr. Levesque, the debate was suspended.

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Education, Cultural Affairs, and Communications will sit immediately for the consideration of

jet de loi 63, « Loi du Conseil du statut de la femme », et à dix-sept heures quarante-cinq minutes la Commission permanente de la justice siégera pour l'étude du projet de loi 152, « Loi concernant certains lots du cadastre de la cité de Montréal » (quartier Saint-Laurent).

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parent proposant que le projet de loi 31, « Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics », soit maintenant lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque le débat est suspendu.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Drummond dépose sur le bureau de l'Assemblée le document suivant:

Rapport annuel du ministère des Terres et Forêts, pour l'exercice 1972/73.

(Document de la session no 141.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi 275, « Loi modifiant la Loi de la Législature » (*Réimpression*), est lu la troisième fois.

À dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

Vingt heures quinze minutes.

M. le président reprend le fauteuil.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parent proposant que le projet de loi 31, « Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée, avec la dissidence de MM. Burns, Charron et Lessard.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi 31 est référé à la Commission permanente de la fonction publique qui

bill 63, "Council on the Status of Women Act", and at five forty-five o'clock P.M., the Standing Committee on Justice will sit for the consideration of bill 152, "An Act respecting certain lots of the cadastre of the City of Montreal (St. Lawrence Ward).

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr. Parent proposing that bill 31, "Government and Public Employees Retirement Plan", be now read the second time.

On motion of Mr. Levesque the debate was suspended.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr. Drummond tabled the following document:

Annual report of the Department of Lands and Forests, for the 1972/73 fiscal year.

(Sessional Papers, No. 141.)

With the unanimous consent of the Assembly, bill 275, "An Act to amend the Legislature Act" (*Reprint*), was read the third time.

At six o'clock, Mr. President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr. President took the Chair.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr. Parent proposing that bill 31, "Government and Public Employees Retirement Plan", be now read the second time.

The motion was then adopted, with Messrs. Burns, Charron and Lessard dissenting.

The said bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr. Levesque, bill 31 was referred to the Standing Committee on the Civil Service, which will sit when

siégera lorsque la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications aura terminé l'étude du projet 63, « Loi du Conseil du statut de la femme ».

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'agriculture et de la colonisation sur l'étude du projet de loi 13, « Loi modifiant la Loi du ministère de l'agriculture et de la colonisation et abrogeant certaines dispositions législatives ».

Les amendements proposés par M. Lessard audit projet de loi 13, sont rejetés après division des voix.

Sur la motion de M. Levesque ledit rapport est adopté.

Le projet de loi 13, « Loi modifiant la Loi du ministère de l'agriculture et de la colonisation et abrogeant certaines dispositions législatives », est lu la troisième fois après division des voix.

Conformément aux articles 123 et 161 du règlement, M. Veilleux, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, chargée de l'étude du projet de loi 63, « Loi du Conseil du statut de la femme ».

Ledit projet de loi 63 est rapporté avec des amendements.

(Document de la session no 142.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, ledit rapport est adopté.

Le projet de loi 63, « Loi du Conseil du statut de la femme », est lu la troisième fois.

Le projet de loi 2, « Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires », est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi 2 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est lu la troisième fois.

the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications has concluded the consideration of bill 63, "Council on the Status of Women Act".

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Agriculture and Colonization on the examination of bill 13, "An Act to amend the Agriculture and Colonization Department Act and to repeal certain legislative provisions".

The amendments proposed by Mr. Lessard to the said bill 13, were rejected on division.

On motion of Mr. Levesque the said report was adopted.

Bill 13, "An Act to amend the Agriculture and Colonization Department Act and to repeal certain legislative provisions", was read the third time on division.

In accordance with Standing Orders 123 and 161, Mr. Veilleux, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, which examined bill 63, "Council on the Status of Women Act".

The said bill 63 was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 142.)

With the unanimous consent of the Assembly, the said report was adopted.

Bill 63, "Council on the Status of Women Act", was read the third time.

Bill 2, "An Act to amend the Courts of Justice Act", was read the second time.

On motion of Mr. Levesque, bill 2 was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was read the third time.

Conformément aux articles 123 et 161 du règlement, M. Kennedy, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la fonction publique, chargée de l'étude du projet de loi 31, « Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics ».

Le projet de loi 31 est rapporté avec des amendements.

(Document de la session no 143.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, ledit rapport est adopté.

Le projet de loi 31, « Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics », est lu la troisième fois après division des voix.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des affaires sociales sur l'étude du projet de loi 21, « Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et la Loi de la Régie de l'assurance maladie du Québec ».

L'amendement proposé par M. Castonguay au projet de loi 21 est adopté.

M. Cloutier (Montmagny) propose que l'amendement qu'il a soumis au projet de loi 21 soit maintenant adopté.

La motion est alors mise aux voix, M. le président remet l'enregistrement des noms à vingt-trois heures cinquante-cinq minutes.

M. Laurin propose que les amendements qu'il a soumis au projet de loi 21 soient maintenant adoptés.

La motion est alors mise aux voix, M. le président remet l'enregistrement des noms à vingt-trois heures cinquante-cinq minutes.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des corporations professionnelles sur l'étude des projets de loi 250, 252, 254, 255, 256, 265, 266, 268, 269, 270, 271 et 273 (*Réimpression*).

M. Castonguay propose que ledit rapport soit maintenant adopté.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Paul.

In accordance with Standing Orders 123 and 161, Mr. Kennedy, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on the Civil Service, which examined bill 31, "Government and Public Employees Retirement Plan".

Bill 31 was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 143.)

With the unanimous consent of the Assembly, the said report was adopted.

Bill 31, "Government and Public Employees Retirement Plan", was read the third time on division.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Social Affairs on the examination of bill 21, "An Act to amend the Health Insurance Act and the Québec Health Insurance Board Act".

The amendment proposed by Mr. Castonguay to bill 21 was adopted.

Mr. Cloutier (Montmagny) moved that the amendment which he proposed to bill 21 be now adopted.

The motion was then put to the vote, Mr. President postponed the taking down of the names until eleven fifty-five o'clock P.M.

Mr. Laurin moved that the amendments which he proposed to bill 21 be now adopted.

The motion was then put to the vote, Mr. President postponed the taking down of the names until eleven fifty-five o'clock P.M.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Professional Corporations on the examination of bills 250, 252, 254, 255, 256, 265, 266, 268, 269, 270, 271, and 273 (*Reprint*).

Mr. Castonguay moved that the said report be now adopted.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr. Paul.

À vingt-trois heures cinquante-cinq minutes, l'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur les amendements proposés au projet de loi 21.

L'amendement proposé par M. Cloutier (Montmagny) est rejeté, les voix se divisant comme suit :

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Audet, Boivin, Brochu, Burns, Charron, Cloutier (Montmagny), Croisetière, Demers, Gauthier, Guay, Joron, Latulippe, Laurin, Lessard, Loubier, Paul, Roy (Beauce), Samson, Tétrault, Tremblay (Chicoutimi), Vincent.—21.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Assad, Berthiaume, Blank, Brown, Caron, Carpentier, Castonguay, Cornellier, Drummond, Faucher, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Chauveau), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lacroix, Lamontagne, Larivière, Leduc, Levesque, Mailloux, Marchand, Ostiguy, Parent, Pearson, Pepin, Perreault, Phaneuf, Quenneville, Saint-Pierre, Simard (Richelieu), Tetley, Vaillancourt, Veilleux.—39.

Les amendements proposés par M. Laurin sont rejetés, les voix se divisant comme suit :

At eleven fifty-five o'clock P.M., the Assembly proceeded with the taking down of the names on the amendments proposed to bill 21.

The amendment proposed by Mr. Cloutier (Montmagny) was rejected on the following division:

The amendments proposed by Mr. Laurin, were rejected on the following division.

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Audet, Boivin, Brochu, Burns, Charron, Cloutier (Montmagny), Croisetière, Demers, Gauthier, Guay, Joron, Latulippe, Laurin, Lessard, Loubier, Paul, Roy (Beauce), Samson, Tétrault, Tremblay (Chicoutimi), Vincent.—21.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Assad, Berthiaume, Blank, Brown, Caron, Carpentier, Castonguay, Cornellier, Drummond, Faucher, Fortier, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Chauveau), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Lacroix, Lamontagne, Larivière, Leduc, Levesque, Mailloux, Marchand, Ostiguy, Parent, Pearson, Pepin, Perreault, Phaneuf, Quenneville, Saint-Pierre, Simard (Richelieu), Tetley, Vaillancourt, Veilleux.—39.

Sur la motion de M. Levesque, ledit rapport est adopté.

Le projet de loi 21, « Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu que, lorsque l'Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain dix heures.

On motion of Mr. Levesque, the said report was adopted.

Bill 21, "An Act to amend the Health Insurance Act and the Québec Health Insurance Board Act", was read the third time.

On motion of Mr. Levesque,—
Resolved, That when the Assembly adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

And then the Assembly adjourned.

Le président,
JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Quatrième session de la vingt-neuvième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Fourth Session of the Twenty-Ninth Legislature

Vendredi 6 juillet 1973

Dix heures

M. Tessier dépose sur le bureau de l'Assemblée le document suivant:

Rapport de la Société de développement immobilier du Québec, sur ses états financiers au 31 mars 1973.

(Document de la session no 144.)

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Castonguay proposant que le rapport de la Commission permanente des corporations professionnelles sur l'étude des projets de loi 250, 252, 254, 255, 256, 265, 266, 268, 269, 270, 271 et 273 (*Réimpression*), soit maintenant adopté, et sur les amendements proposés à certains projets de loi.

Les amendements proposés par M. Castonguay au projet de loi 250 sont adoptés.

M. Cloutier (Montmagny) propose que les amendements qu'il a soumis aux projets de loi 250 et 255, soient maintenant adoptés.

Les amendements sont rejetés les voix se divisant comme suit:

Friday, July 6th 1973

Ten o'clock A.M.

Mr. Tessier tabled the following document:

Report of the Québec Real Estate Development Corporation showing its financial statements, as at March 31st 1973.

(Sessional Papers, No. 144.)

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr. Castonguay proposing that the report of the Standing Committee on Professional Corporations on the examination of bills 250, 252, 254, 255, 256, 265, 266, 268, 269, 270, 271 and 273 (*Reprint*), be now adopted, and on the proposed amendments to certain bills.

The amendments proposed by Mr. Castonguay to bill 250 were adopted.

Mr. Cloutier (Montmagny) moved that his proposed amendments to bills 250 and 255, be now adopted.

The amendments were rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Béland, Brochu, Burns, Charron, Cloutier (Montmagny), Demers, Drolet, Dumont, Guay, Latulippe, Laurin, Loubier, Masse, Paul, Roy (Beauce), Roy (Lévis), Samson, Tremblay (Chicoutimi), Vincent.—19.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Assad, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bourassa, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Castonguay, Choquette, Cornellier, Dionne, Drummond, Faucher, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Chauveau), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lacroix, Lamontagne, Larivière, Leduc, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Ostiguy, Pearson, Pepin, Perreault, Pilote, Pinard, Saint-Pierre, Shanks, Simard (Richelieu), Tetley, Vaillancourt.—44.

M. Cloutier (Montmagny) propose que l'amendement qu'il a soumis au projet de loi 273, soit maintenant adopté.

L'amendement est rejeté les voix se divisant comme suit:

Mr. Cloutier (Montmagny) moved that his proposed amendment to bill 273, be now adopted.

The amendment was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Béland, Brochu, Burns, Charron, Cloutier (Montmagny), Demers, Drolet, Dumont, Guay, Latulippe, Laurin, Loubier, Masse, Paul, Roy (Beauce), Roy (Lévis), Samson, Tremblay (Chicoutimi), Vincent.—19.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Assad, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bourassa, Brown, Cadieux, Caron, Carpentier, Castonguay, Choquette, Cornellier, Dionne, Drummond, Faucher, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Hardy, Harvey (Chauveau), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Kennedy, Lacroix, Lamontagne, Larivière, Leduc, Levesque, Mailloux, Marchand, Massé, Ostiguy, Pearson, Pepin, Perreault, Pilote, Pinard, Saint-Pierre, Shanks, Simard (Richelieu), Tetley, Vaillancourt.—45.

La motion principale de M. Castonguay est alors adoptée, en conséquence, ledit rapport est adopté.

The main motion by Mr. Castonguay was then adopted, the said report was accordingly adopted.

L'Assemblée reprend en considération le rapport de la Commission permanente des corporations professionnelles sur l'étude des projets de loi 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263 et 264 (*Réimpression*).

Sur la motion de M. Levesque, ledit rapport est adopté.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Professional Corporation on the examination of bills 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263 and 264 (*Reprint*).

On motion of Mr. Levesque, the said report was adopted.

Sur la motion de M. Levesque, la Commission permanente des affaires municipales siégera à quatorze heures trente minutes et devra faire rapport verbalement avant seize heures trente minutes sur l'étude du projet de loi 33, « Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière ».

On motion of Mr. Levesque, the Standing Committee on Municipal Affairs will sit at two-thirty o'clock P.M. and shall submit a verbal report before four-thirty o'clock P.M., on the examination of bill 33, "An Act to amend the Real Estate Assessment Act".

M. Levesque propose que les projets de loi suivants soient, l'un après l'autre, lus la troisième fois :

Projet de loi 250.—Code des professions (*Réimpression*);

Projet de loi 251.—Loi modifiant la Loi du Barreau (*Réimpression*);

Projet de loi 252.—Loi médicale (*Réimpression*);

Projet de loi 253.—Loi modifiant la Loi du notariat (*Réimpression*);

Projet de loi 254.—Loi des dentistes (*Réimpression*);

Projet de loi 255.—Loi sur la pharmacie (*Réimpression*);

Projet de loi 256.—Loi sur l'optométrie (*Réimpression*);

Projet de loi 257.—Loi modifiant la Loi des médecins vétérinaires (*Réimpression*);

Projet de loi 258.—Loi des agronomes (*Réimpression*);

Projet de loi 259.—Loi des architectes (*Réimpression*);

Projet de loi 260.—Loi modifiant la Loi des ingénieurs (*Réimpression*);

Projet de loi 261.—Loi des arpenteurs-géomètres (*Réimpression*);

Projet de loi 262.—Loi modifiant la Loi des ingénieurs forestiers (*Réimpression*);

Projet de loi 263.—Loi modifiant la Loi des chimistes professionnels (*Réimpression*);

Projet de loi 264.—Loi des comptables agréés (*Réimpression*);

Projet de loi 265.—Loi des techniciens en radiologie (*Réimpression*);

Projet de loi 266.—Loi sur la denturologie (*Réimpression*);

Projet de loi 268.—Loi des opticiens d'ordonnances (*Réimpression*);

Projet de loi 269.—Loi sur la chiropratique (*Réimpression*);

Projet de loi 270.—Loi des audioprothésistes (*Réimpression*);

Projet de loi 271.—Loi sur la podiatrie (*Réimpression*);

Projet de loi 273.—Loi des infirmières et infirmiers (*Réimpression*).

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit :

Mr. Levesque moved that the following bills be severally read the third time :

Bill 250.—Professional Code (*Reprint*);

Bill 251.—An Act to amend the Bar Act (*Reprint*);

Bill 252.—Medical Act (*Reprint*);

Bill 253.—An Act to amend the Notarial Act (*Reprint*);

Bill 254.—Dental Act (*Reprint*);

Bill 255.—Pharmacy Act (*Reprint*);

Bill 256.—Optometry Act (*Reprint*);

Bill 257.—An Act to amend the Veterinary Surgeons Act (*Reprint*);

Bill 258.—Agrologists Act (*Reprint*);

Bill 259.—Architects Act (*Reprint*);

Bill 260.—An Act to amend the Engineers Act (*Reprint*);

Bill 261.—Land Surveyors Act (*Reprint*);

Bill 262.—An Act to amend the Forest Engineers Act (*Reprint*);

Bill 263.—An Act to amend the Professional Chemists Act (*Reprint*);

Bill 264.—Chartered Accountants Act (*Reprint*);

Bill 265.—Radiology Technicians Act (*Reprint*);

Bill 266.—Denturologists Act (*Reprint*);

Bill 268.—Dispensing Opticians Act (*Reprint*);

Bill 269.—Chiropractic Act (*Reprint*);

Bill 270.—Hearing-aid Acousticians Act (*Reprint*);

Bill 271.—Podiatry Act (*Reprint*);

Bill 273.—Nurses Act (*Reprint*).

The motion was adopted on the following vote :

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Béland, Berthiaume, Bienvenue, Blank, Bourassa, Brochu, Brown, Burns, Cadieux, Caron, Carpentier, Castonguay, Charron, Cloutier (Montmagny), Cornellier, Demers, Dionne, Drummond, Faucher, Gallienne, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Guay, Hardy, Harvey (Chauveau), Harvey (Jonquière), Houde (Fabre), Houde (Limoilou), Joron, Kennedy, Lacroix, Larivière, Latulippe, Laurin, Leduc, Levesque, Loubier, Mailloux, Marchand, Masse, Massé, Ostiguy, Paul, Pearson, Pepin, Perreault, Phaneuf, Pilote, Pinard, Quenneville, Roy (Beauce), Roy (Lévis), Saint-Pierre, Samson, Shanks, Simard (Richelieu), Tetley, Tétrault, Tremblay (Chicoutimi), Vaillancourt, Veilleux, Vincent.—64.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, lesdits projets de loi sont lus la troisième fois.

The said bills were accordingly read the third time.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question par M. Dumont, apparaissant à l'item 17 du feuillet du 4 juillet 1973:

1. Le ministre des Affaires sociales a-t-il l'intention de faire construire, dans un avenir rapproché, un foyer pour vieillards à Drummondville?

2. Si oui,

a) quand prévoit-on commencer la construction;

b) vers quelle date ce foyer sera-t-il prêt?

3. Si non, pourquoi?

Réponse par M. Castonguay:

1. Oui, 125 lits seront aménagés dans un édifice nouveau ou existant.

2. a) À l'automne 1974, si l'échéancier prévu est respecté;

b) en 1976 au plus tard.

Note: en attendant cette ressource permanente, 80 lits seront bientôt aménagés à l'École des infirmières de Drummondville, comme ressource temporaire, afin de transférer les pensionnaires de foyers jugés non conformes sur le plan de la sécurité et dont le ministère assume actuellement les frais d'opération.

3. Nil.

Question par M. Roy (Beauce), apparaissant à l'item 52 du feuillet du 4 juillet 1973:

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr. Dumont, shown at Item 17 of the Agenda Paper of July 4th 1973:

1. Does the Minister of Social Affairs intend to have an old people's home constructed in Drummondville in the near future?

2. If so:

(a) when is the construction expected to begin;

(b) on approximately what date will the home be ready?

3. If not, why?

Answer by Mr. Castonguay:

1. Yes, 125 beds will be set up in a new or existing building.

2. (a) In the autumn of 1974, if the estimated date of completion is met;

(b) in 1976 at the latest.

Note: In the meantime and until this permanent facility becomes available, 80 beds will soon be set up in the Drummondville Nursing School as a temporary facility, in order to move the boarders from homes which are not considered as being in conformity with safety requirements and the operating costs of which are being paid at the present time by the Department.

3. Nil.

Question by Mr. Roy (Beauce), shown at Item 52 of the Agenda Paper of July 4th 1973:

1. Quels sont les noms et adresses des administrateurs de la Régie des rentes du Québec ?

2. Quel a été le salaire versé à chacun d'eux pour l'année 1972 et le montant remboursé pour dépenses de voyage ?

Réponse par M. Castonguay:

1. M. le juge Gill Fortier, 3022, Larochelle, Ste-Foy, G1W 2B2;

M. Oscar Mercure, 25, Marguerite d'Youville, Lévis;

M. T. O. Stangeland, 105, Harwood Gate, Beaconsfield;

M. Roland-R. Pouliot, 443, Glengarry, Ville Mont-Royal;

M. Martial Laforest, 4795, rue Bourret, app. 25, Montréal;

Me Richard Rioux, 2027, rue Lajoie, Trois-Rivières;

Mme Françoise Giroux, 1094, Ave Murray, Québec 6;

M. Alphonse Fournier, 31, 9^{ème} Rue Ouest, Rimouski;

M. Jacques Dion, 801, 4^{ème} Rue, Québec;

M. Roger-H. Stanton, 1420, rue Villars, Sillery;

M. Wheeler Dupont, 1247, rue de Luxembourg, Sillery;

M. Armand Guérard, R.R. 1 Plessisville, C^{té} Mégantic.

2. Il n'y avait pas de Conseil d'administration à la Régie des rentes du Québec en 1972. Tous les membres du Conseil d'administration mentionnés ci-dessus sont entrés en fonctions le 1^{er} mai 1973.

À treize heures, M. le président quitte le fauteuil.

Quinze heures.

M. le président reprend le fauteuil.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi 85, « Loi modifiant de nouveau la Loi des tribunaux judiciaires ».

M. Choquette informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recom-

1. What are the names and addresses of the members of the board of directors of the Québec Pension Board ?

2. What salary was paid to each one in 1972 and the amount refunded for travelling expenses ?

Answer by Mr. Castonguay:

1. Judge Gill Fortier, 3022 Larochelle, Ste-Foy, G1W 2B2;

Mr. Oscar Mercure, 25 Marguerite d'Youville, Lévis;

Mr. T. O. Stangeland, 105 Harwood Gate, Beaconsfield;

Mr. Roland-R. Pouliot, 443 Glengarry, Town of Mont-Royal;

Mr. Martial Laforest, 4795 Bourret St., Apt. 25, Montréal;

Mr. Richard Rioux, 2027, Lajoie Street, Trois-Rivières;

Mrs. Françoise Giroux, 1094 Murray Ave., Québec 6;

Mr. Alphonse Fournier, 31, 9th St. West, Rimouski;

Mr. Jacques Dion, 801, 4th Street, Québec;

Mr. Roger-H. Stanton, 1420 Villars Avenue, Sillery;

Mr. Wheeler Dupont, 1247 de Luxembourg Avenue, Sillery;

Mr. Armand Guérard, R.R. 1, Plessisville, Co. Mégantic.

2. There was no Board of Directors at the Québec Pension Board in 1972. All the members of the Board of Directors whose names are shown above took office on May 1st 1973.

At one o'clock P.M., Mr. President left the Chair.

Three o'clock P.M.

Mr. President took the Chair.

The Order of the Day being read for the second reading of bill 85, "An Act to again amend the Courts of Justice Act".

Mr. Choquette informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-

mande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Choquette propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est suspendu sur la motion de M. Charron.

Conformément à un ordre de l'Assemblée, M. Ostiguy fait rapport que la Commission permanente des affaires municipales a siégé pour l'étude du projet de loi 33 « Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière », et a entendu des représentants des organismes suivants: L'Union des producteurs agricoles, l'Union des conseils de comté et l'Union des municipalités.

À dix-huit heures, M. le président quitte le fauteuil.

Vingt heures.

M. le président reprend le fauteuil.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Choquette proposant que le projet de loi 85, « Loi modifiant de nouveau la Loi des tribunaux judiciaires », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée, avec la dissidence de MM. Burns, Charron, Laurin et Lessard.

En conséquence, le projet de loi 85 est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi 85 est référé à la Commission permanente de la justice et ladite Commission siège immédiatement pour l'étude de ce dit projet de loi.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi 33, « Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière ».

M. Goldbloom informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Ledit projet de loi est alors lu la deuxième fois.

Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr. Choquette moved that the said bill be now read the second time.

The debate was suspended on motion of Mr. Charron.

In accordance with an Order of the Assembly, Mr. Ostiguy reported that the Standing Committee on Municipal Affairs had sat to consider bill 33, "An Act to amend the Real Estate Assessment Act", and had heard the representatives of the following organizations: L'Union des producteurs agricoles, l'Union des conseils de comté et l'Union des municipalités.

At six o'clock, Mr. President left the Chair.

Eight o'clock P.M.

Mr. President took the Chair.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr. Choquette proposing that bill 85, "An Act to again amend the Courts of Justice Act", be now read the second time.

The motion was then adopted, with Messrs. Burns, Charron, Laurin and Lessard dissenting.

Bill 85 was accordingly read the second time.

On motion of Mr. Levesque, bill 85 was referred to the Standing Committee on Justice, and the said Committee will sit immediately for consideration of the said bill.

The Order of the Day being read for the second reading of bill 33, "An Act to amend the Real Estate Assessment Act".

Mr. Goldbloom informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The said bill was then read the second time.

Sur la motion de M. Levesque, le projet de loi 33 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

La séance est suspendue à loisir.

Après quelque temps, l'Assemblée reprend sa séance.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi 33, « Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière », est lu la troisième fois.

M. Levesque propose pour M. Bourassa :

Que conformément à l'article 1 de la Loi du Protecteur du citoyen (Lois du Québec 1968, chapitre 11), le traitement du Protecteur du citoyen soit fixé à \$31,500 à compter du 1^{er} janvier 1973 et à \$34,500 à compter du 1^{er} juillet 1973 et qu'en outre à compter de cette dernière date son allocation à titre de frais de représentation soit fixée comme suit: \$500 pour 1973 et \$1,000 pour chaque année subséquente sur présentation de pièces justificatives.

La motion est adoptée.

M. Levesque propose pour M. Bourassa :

Que conformément à l'article 73 de la Loi de l'administration financière (Lois du Québec 1970, chapitre 17), le traitement du vérificateur général soit fixé à \$30,000 à compter du 1^{er} janvier 1972, à \$31,500 à compter du 1^{er} janvier 1973, et à \$34,500 à compter du 1^{er} juillet 1973 et qu'en outre à compter de cette dernière date son allocation à titre de frais de représentation soit fixée comme suit: \$500 pour 1973 et \$1,000 pour chaque année subséquente sur présentation de pièces justificatives.

La motion est adoptée.

M. Levesque propose :

Que cette Assemblée recommande que les dispositions de l'article 95 de la Loi de

On motion of Mr. Levesque, bill 33 was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

The sitting was suspended during leisure.

After some time, the Assembly resumed its sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, bill 33, "An Act to amend the Real Estate Assessment Act", was read the third time.

Mr. Levesque moved, on behalf of Mr. Bourassa :

That in accordance with section 1 of the Public Protector Act (Statutes of Québec 1968, chapter 11), the salary of the Public Protector be fixed at \$31,500. effective January 1st 1973, and at \$34,500. effective July 1st 1973, and that in addition to coming into effect from such latter date, his allowance for representation expenses be fixed as follows: \$500. for 1973, and \$1,000. for each ensuing year on presentation of vouchers.

The motion was adopted.

Mr. Levesque moved, on behalf of Mr. Bourassa :

That in accordance with section 73 of the Financial Administration Act (Statutes of Québec 1970, chapter 17), the salary of the Auditor-General be fixed at \$30,000. effective January 1st 1972, at \$31,500. effective January 1st 1973, and at \$34,500. effective July 1st 1973, and that in addition to coming into effect from such latter date, his allowance for representation expenses be fixed as follows: \$500. for 1973, and \$1,000. for each ensuing year on presentation of vouchers.

The motion was adopted.

Mr. Levesque moved :

That the Assembly recommends that the provisions of section 95 of the Legis-

la Législature, Statuts Refondus 1964, chapitre 6 et amendements, ne soient pas appliqués aux députés en fonction pendant la troisième session de la vingt-neuvième Législature.

La motion est adoptée.

M. Levesque propose:

Que le nombre des membres de toutes les commissions parlementaires permanentes et spéciales de l'Assemblée nationale qui siégeront pendant l'ajournement d'été de la présente session soit doublé, en respectant la proportion actuelle de chaque parti reconnu au sein de ces commissions.

Tout membre additionnel attribué à chaque parti reconnu est désigné pour chaque séance par le leader parlementaire ou le whip de ce parti.

La motion est adoptée.

Aujourd'hui, vendredi, 6 juillet 1973, à vingt-trois heures quarante minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du président de l'Assemblée nationale, de M. Harvey (Jonquière), le représentant du premier ministre, de M. Cloutier (Montmagny), le représentant du chef de l'Opposition officielle, de M. Béland, le représentant du chef parlementaire du Ralliement créditiste, de M. Pilote, et du secrétaire de la chancellerie, il a plu à l'honorable administrateur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

- 2 Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires;
- 6 Loi modifiant la Loi des valeurs mobilières;
- 13 Loi modifiant la Loi du ministère de l'agriculture et de la colonisation et abrogeant certaines dispositions législatives;
- 21 Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec;
- 22 Loi modifiant la Loi sur les impôts et certaines autres dispositions législatives d'ordre fiscal;

lature Act, Revised Statutes 1964, chapter 6 and amendments, not be applied for the Members who were in office during the third session of the Twenty-ninth Legislature.

The motion was adopted.

Mr. Levesque moved:

That the number of members of all the Standing and Special Committees of the National Assembly which will sit during the summer recess of the present session be doubled, in respect of the present ratio of each recognized party on such committees.

Any additional member allotted to each recognized party shall be designated for each sitting by the Parliamentary Leader or Whip of such party.

The motion was adopted.

Today, Friday, July 6th 1973, at eleven-forty o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, of Mr. Harvey (Jonquière), the Delegate of the Prime Minister, of Mr. Cloutier (Montmagny), the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr. Béland, the Delegate of the Leader of the Social Credit Rally in the Assembly, of Mr. Pilote, and of the Clerk of the Crown in Chancery, the Honourable the Administrator of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

- 2 An Act to amend the Courts of Justice Act;
- 6 An Act to amend the Securities Act;
- 13 An Act to amend the Agriculture and Colonization Department Act and to repeal certain legislative provisions;
- 21 An Act to amend the Health Insurance Act and the Québec Health Insurance Board Act;
- 22 An Act to amend the Taxation Act and certain other legislative fiscal provisions;

- | | |
|--|--|
| 29 Loi accordant des subventions aux municipalités de 25,000 habitants ou plus; | 29 An Act granting subsidies to municipalities of 25,000 inhabitants or more; |
| 31 Loi concernant le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics; | 31 An Act respecting the Government and Public Employees Retirement Plan; |
| 32 Loi modifiant la Loi des transports; | 32 An Act to amend the Transport Act; |
| 33 Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière; | 33 An Act to amend the Real Estate Assessment Act; |
| 35 Loi concernant les municipalités des paroisses de Saint-Gérard-des-Laurentides et de Saint-Mathieu; | 35 An Act respecting the parish municipalities of Saint-Gérard-des-Laurentides and of Saint-Mathieu; |
| 63 Loi du Conseil du statut de la femme; | 63 Council on the Status of Women Act; |
| 88 Loi de l'expropriation; | 88 Expropriation Act; |
| 100 Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal et la Loi de la Communauté urbaine de Montréal; | 100 An Act to amend the Charter of the City of Montreal and the Montreal Urban Community Act; |
| 113 Loi concernant la vente de certains immeubles par la Société d'éducation de Joliette; | 113 An Act respecting the sale of certain immovables by <i>Société d'éducation de Joliette</i> ; |
| 149 Loi concernant la succession de Joseph Aldéric Raymond; | 149 An Act respecting the Joseph Aldéric Raymond estate; |
| 154 Loi concernant le titre de Allis-Chalmers, Rumely, Ltd. sur un immeuble; | 154 An Act respecting the title of Allis-Chalmers, Rumely, Ltd. to an immovable; |
| 158 Loi éteignant une servitude sur une partie d'un lot du cadastre de la municipalité de la paroisse de Montréal; | 158 An Act to extinguish a servitude on part of a lot of the cadastre of the municipality of the parish of Montreal; |
| 162 Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec; | 162 An Act to amend the Charter of the City of Québec; |
| 163 Loi concernant la succession de Léona Bessette; | 163 An Act respecting the Léona Bessette estate; |
| 165 Loi concernant La Fabrique de la paroisse de Ste-Dorothée; | 165 An Act respecting The <i>Fabrique</i> of the parish of Ste-Dorothée; |
| 168 Loi concernant une donation à La Fabrique de la paroisse de Saint-Philéas-de-Villeroy; | 168 An Act respecting a gift to The <i>Fabrique</i> of the parish of Saint-Philéas-de-Villeroy; |
| 250 Code des professions; | 250 Professional Code; |
| 251 Loi modifiant la Loi du Barreau; | 251 An Act to amend the Bar Act; |
| 252 Loi médicale; | 252 Medical Act; |
| 253 Loi modifiant la Loi du notariat; | 253 An Act to amend the Notarial Act; |
| 254 Loi des dentistes; | 254 Dental Act; |
| 255 Loi sur la pharmacie; | 255 Pharmacy Act; |
| 256 Loi sur l'optométrie; | 256 Optometry Act; |
| 257 Loi modifiant la Loi des médecins vétérinaires; | 257 An Act to amend the Veterinary Surgeons Act; |
| 258 Loi des agronomes; | 258 Agrologists Act; |
| 259 Loi des architectes; | 259 Architects Act; |
| 260 Loi modifiant la Loi des ingénieurs; | 260 An Act to amend the Engineers Act; |
| 261 Loi des arpenteurs-géomètres; | 261 Land Surveyors Act; |

262 Loi modifiant la Loi des ingénieurs forestiers;	262 An Act to amend the Forest Engineers Act;
263 Loi modifiant la Loi des chimistes professionnels;	263 An Act to amend the Professional Chemists Act;
264 Loi des comptables agréés;	264 Chartered Accountants Act;
265 Loi des techniciens en radiologie;	265 Radiology Technicians Act;
266 Loi sur la denturologie;	266 Denturologists Act;
268 Loi des opticiens d'ordonnances;	268 Dispensing Opticians Act;
269 Loi sur la chiropratique;	269 Chiropratic Act;
270 Loi des audioprothésistes;	270 Hearing-aid Acousticians Act;
271 Loi sur la podiatrie;	271 Podiatry Act;
273 Loi des infirmières et infirmiers;	273 Nurses Act;
275 Loi modifiant la Loi de la Législature.	275 An Act to amend the Legislature Act.

Sur la motion de M. Levesque, il est—
Résolu que, lorsque cette Assemblée s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée au mardi, 23 octobre 1973, à quinze heures.

On motion of Mr. Levesque,—
Resolved, That when this Assembly adjourns today, it do stand adjourned until Tuesday, October 23rd 1973, at three o'clock P.M.

Et, alors, l'Assemblée s'ajourne.

And then the Assembly adjourned.

Le président,
 JEAN-NOËL LAVOIE.

JEAN-NOËL LAVOIE,
President.

PROCLAMATION



Canada,
Province de HUGUES LAPOINTE
Québec.
[L. S.]

Canada,
Province of HUGUES LAPOINTE
Québec.
[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

À Nos très aimés et fidèles conseillers les membres de l'Assemblée nationale du Québec, ainsi qu'à tous ceux que les présentes peuvent concerner,

To our Beloved and Faithful Councilors, the members of the National Assembly of Québec and to all to whom it may concern,

SALUT.

GREETING.

PROCLAMATION

ATTENDU QUE sur l'avis du Conseil exécutif de la province de Québec, Nous avons jugé à propos de dissoudre la présente Législature de ladite Province;

À CES CAUSES, Nous dissolvons par les présentes ladite Législature de la province de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

PROCLAMATION

WHEREAS We have thought fit, by and with the advice of the Executive Council of the Province of Québec, to dissolve the present Legislature of the said Province;

THEREFORE, We do hereby dissolve the said Legislature of the Province of Québec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec to be hereunto affixed.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le vingt-cinquième jour de septembre, l'an de grâce mil neuf cent soixante-treize et de Notre règne le vingt-deuxième.

Par ordre,

*Le secrétaire adjoint de la
chancellerie à Québec,*
JACQUES LESSARD.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the Province.

Given at Our Government House, at Québec, on the twenty-fifth day of September, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-three, in the twenty-second year of Our Reign.

By command,

JACQUES LESSARD,
*Assistant Clerk of the Crown in
Chancery, at Québec.*

PRÉCIS DES DÉCISIONS PRONONCÉES PAR LE PRÉSIDENT SUR DES QUESTIONS DE RÈGLEMENT

Séance du 22 mars 1973.

Lorsque le travail prévu pour la journée à l'Assemblée est le débat sur le message inaugural, un débat d'urgence pour discuter la situation qui prévaut dans l'industrie de la construction est refusé par le président, étant donné la possibilité de discuter cette affaire à l'Assemblée dans un délai raisonnable, et qu'à l'occasion du débat sur le message inaugural, tous les sujets peuvent être abordés (article 78 du règlement) (*pages 49 et 50*).

Séance du 17 mai 1973.

Une motion de convocation de témoins devant la commission plénière est irrecevable, parce que contraire à l'économie de notre règlement et du droit parlementaire. En commission plénière, on ne peut discuter que les détails d'un projet de loi et les commissions élues ont été créées justement pour entendre des auditions et faire des enquêtes (*pages 135 et 136*).

Séance du 29 juin 1973.

Une résolution de l'Assemblée exprimant l'opinion qu'à l'occasion du 24 juin, une proclamation rappelle le 25ème anniversaire de l'adoption du drapeau fleurdisé comme emblème officiel du Québec n'est pas un ordre auquel l'Exécutif est strictement tenu de donner suite. Et le défaut de s'y conformer ne peut donner lieu à une question de privilège qui interromprait les travaux normaux de l'Assemblée. L'Assemblée ne peut donner d'ordre que dans les limites de ses prérogatives et de son autorité (*pages 229, 230 et 231*).

Séance du 4 juillet 1973.

Le président de l'Assemblée ne peut pas déclarer irrecevable un amendement à un projet de loi adopté en commission élue, parce qu'il n'y a pas d'appel au président de l'Assemblée d'une décision d'une commission ou du président d'une commission (article 139, paragraphe 4 du règlement) (*pages 262 et 263*).

SUMMARY OF THE DECISIONS RENDERED BY THE PRESIDENT ON QUESTIONS OF ORDER OR OF PROCEDURE

Sitting of March 22nd 1973.

When the business of the day of the Assembly is the debate on the inaugural message, an emergency debate to discuss the situation prevailing in the construction industry shall be refused by the President, in view of the possibility of debating such matter in the Assembly within a reasonable time, and that any matter may be broached during the debate on the inaugural message (Standing Order 78) (*pages 49 and 50*).

Sitting of May 17th 1973.

Any motion to summon witnesses before the Committee of the Whole is inadmissible, because it is contrary to the application of our Standing Orders and to parliamentary law. Only the details of a bill may be considered in Committee of the Whole, and the select committees were established for the precise purpose of holding hearings and making inquiries (*pages 135 and 136*).

Sitting of June 29th 1973.

A resolution by the Assembly expressing the opinion that a proclamation be issued on June 24th to commemorate the 25th anniversary of the adoption of the *fleurdelisé* flag as the emblem of the province of Québec, is not an order which the Executive is strictly required to put into effect. And failure to comply with it cannot give rise to a question of privilege which would interrupt the normal proceedings of the Assembly. The Assembly may only give orders within the limits of its prerogatives and its authority (*pages 229, 230 and 231*).

Sitting of July 4th 1973.

An amendment to a bill adopted in Select Committee may not be declared inadmissible by the President of the Assembly, because there is no appeal to the President of the Assembly from any decision by a Committee or by the Chairman of a Committee (paragraph 4 of Standing Order 139) (*pages 262 and 263*).

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF
(par ordre de préséance)

et leurs

ADJOINTS PARLEMENTAIRES

DEPARTMENT OF THE EXECUTIVE COUNCIL

MEMBERS OF THE EXECUTIVE COUNCIL
(according to precedence)

and their

PARLIAMENTARY ASSISTANTS

L'honorable

The Honourable

*Adjoins
parlementaires*

*Parliamentary
Assistants*

ROBERT BOURASSA	Premier ministre. Président du Conseil exécutif. Prime Minister. President of the Executive Council	M. Alfred Bossé Mr. Alfred Bossé
GÉRARD D. LEVESQUE	Vice-Premier ministre. Ministre des Affaires intergouvernementales. Vice-Prime Minister. Minister of Intergovernmental Affairs.	M. Glendon P. Brown Mr. Glendon P. Brown
BERNARD PINARD	Ministre de la Voirie. Ministre des Transports. Minister of Roads. Minister of Transport.	M. Paul Berthiaume Mr. Paul Berthiaume
CLAUDE CASTONGUAY	Ministre des Affaires sociales. Minister of Social Affairs.	M. Guy Fortier Mr. Guy Fortier
JÉRÔME CHOQUETTE	Ministre de la Justice. Minister of Justice	
GUY SAINT-PIERRE	Ministre de l'Industrie et du Commerce. Minister of Industry and Commerce.	M. Gérard Cadieux Mr. Gérard Cadieux
RAYMOND GARNEAU	Ministre des Finances. Minister of Finance.	M. Guy Bacon Mr. Guy Bacon

L'honorable
The Honourable

Adjoints
parlementaires
Parliamentary
Assistants

MAURICE TESSIER	Ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement. Minister of Public Works and Supply.	
WILLIAM TETLEY	Ministre des Institutions financières, Compagnies et Coopératives. Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.	
NORMAND TOUPIN	Ministre de l'Agriculture Minister of Agriculture and Colonization	
GILLES MASSÉ	Ministre des Richesses naturelles. Minister of Natural Resources.	M. Jean Perreault Mr. Jean Perreault
KEVIN DRUMMOND	Ministre des Terres et Forêts. Minister of Lands and Forests.	M. Gilbert Théberge Mr. Gilbert Théberge
FRANÇOIS CLOUTIER	Ministre de l'Éducation. Ministre des Affaires culturelles. Minister of Education. Minister of Cultural Affairs.	M. Denis Hardy Mr. Denis Hardy
JEAN-PAUL L'ALLIER	Ministre des Communications. Minister of Communications.	
GÉRALD HARVEY	Ministre du Revenu. Minister of Revenue.	
JEAN COURNOYER	Ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre. Minister of Labour and Manpower.	
JEAN BIENVENUE	Ministre de l'Immigration. Ministre responsable du secteur de la main-d'oeuvre au ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre. Minister of Immigration. Minister responsible for the manpower sector at the Department of Labour and Manpower.	
CLAUDE SIMARD	Ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche. Minister of Tourism, Fish and Game.	M. Gilles Houde Mr. Gilles Houde
GEORGES-E. TREMBLAY	Ministre responsable de l'Office des Autoroutes du Québec. Minister responsible for the Québec Autoroutes Authority.	

L'honorable
The Honourable

*Adjoints
 parlementaires*
*Parliamentary
 Assistants*

OSWALD PARENT	Ministre de la Fonction publique. Ministre d'État aux Affaires inter- gouvernementales. Ministre d'État aux Finances. Minister of the Civil Service. Minister without Portfolio for the Department of Intergovernmental Affairs. Minister without Portfolio for the Department of Finance.	
VICTOR C. GOLDBLOOM	Ministre des Affaires municipales. Ministre responsable de la qualité de l'environnement. Minister of Municipal Affairs. Minister responsible for the environment.	M. Guy Leduc Mr. Guy Leduc
ROBERT QUENNEVILLE	Ministre d'État responsable de l'ODEQ. Minister without Portfolio for ODEQ.	
RAYMOND MAILLOUX	Ministre d'État à la Voirie. Minister without Portfolio for the Department of Roads.	
GEORGES VAILLANCOURT	Ministre d'État aux Affaires municipales. Minister without Portfolio for the Department of Municipal Affairs.	
PAUL PHANEUF	Ministre d'État responsable de la Jeunesse, des Loisirs et des Sports. Minister without Portfolio for Youth, Recreation and Sports.	

LES OFFICIELS
de
L'ASSEMBLÉE NATIONALE

THE OFFICIALS
of the
NATIONAL ASSEMBLY

Président President	L'honorable The Honourable	JEAN-NOËL LAVOIE
Vice-président Vice-President		HARRY BLANK
Vice-président Vice-President		ROBERT LAMONTAGNE
Premier ministre Prime Minister	L'honorable The Honourable	ROBERT BOURASSA
Vice-Premier ministre et Leader parlementaire du gouvernement Vice-Prime Minister and Government House Leader	L'honorable The Honourable	GÉRARD D. LEVESQUE
Chef de l'opposition officielle Leader of the Official Opposition	L'honorable The Honourable	GABRIEL LOUBIER
Chef parlementaire du Ralliement créditiste Parliamentary Leader of the Social Credit Rally		CAMIL SAMSON
Chef parlementaire du Parti Québécois Parliamentary Leader of the Parti Québécois		CAMILLE LAURIN

LES CADRES SUPÉRIEURS
de
L'ASSEMBLÉE NATIONALE

THE OFFICERS
of the
NATIONAL ASSEMBLY

Secrétaire de l'Assemblée et Secrétaire de la Chancellerie Secretary of the Assembly and Clerk of the Crown in Chancery	RENÉ BLONDIN
--	--------------

Secrétaire associé de l'Assemblée Associate Secretary of the Assembly	RAYMOND DESMEULES
Secrétaire adjoint de l'Assemblée Secretary Assistant of the Assembly	JEAN CÔTÉ
Secrétaire adjoint de l'Assemblée et secrétaire adjoint de la chancellerie Secretary Assistant of the Assembly and Clerk Assistant of the Crown in Chancery	JACQUES LESSARD
Sergent d'armes Sergeant-at-Arms	JEAN-MARC ROBERGE
Directeur de la bibliothèque de la Législature Director of the Library of the Legislature	JACQUES PRÉMONT
Greffier en Loi de la Législature Law Clerk of the Legislature	BENOÎT DUFOUR
Secrétaire du comité de législation de la Législature Secretary of the Committee on Legislation of the Legislature	ÉMILE TURMEL
Secrétaire des Commissions Secretary of Committees	JACQUES POULIOT
Greffier du feuillet, archiviste et traducteur Clerk of the Order Paper and Archives, and translator	PETER CHÂTEAUVERT
Greffier des procès-verbaux Clerk of the Votes and Proceedings	GUSTAVE GERVAIS
Éditeur du Journal des débats Editor of the Journal of Debates	BENOÎT MASSICOTTE
Directeur des Relations publiques et interparlementaires Director of Public and Interparliamentary Relations	ROBERTO WILSON
Directeur des Services administratifs Director of Administrative Services	RICHARD BRETON
Responsable du Personnel Personnel Manager	YVON DESBIENS

LISTE ALPHABÉTIQUE
des
DISTRICTS ÉLECTORAUX
de
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
Quatrième Session, Vingt-Neuvième Législature

ALPHABETICAL LIST
of the
ELECTORAL DISTRICTS
of the
NATIONAL ASSEMBLY
Fourth Session, Twenty-Ninth Legislature

A

ABITIBI-EST (EAST)
ABITIBI-ouest (WEST)
AHUNTSIC
ARGENTEUIL
ARTHABASKA

Tétrault, Ronald
Audet, Aurèle
Cloutier, Hon. François
Saindon, Zoël
Massé, Hon. J. Gilles

B

BAGOT
BEUCE
BEAUHARNOIS
BELLECHASSE
BERTHIER
BONAVENTURE
BOURASSA
BOURGET
BROME

Cardinal, Jean-Guy
Roy, Fabien
Cadioux, Gérard
Loubier, Gabriel
Gauthier, Guy
Levesque, Hon. Gérard D.
Tremblay, Hon. Georges-E.
Laurin, Camille
Brown, Glendon Pettes

C

CHAMBLY
CHAMPLAIN
CHARLEVOIX
CHÂTEAUGUAY
CHAUVEAU
CHICOUTIMI
COMPTON

Cournoyer, Hon. Jean
Toupin, Hon. Normand
Mailloux, Hon. Raymond
Kennedy, George
Harvey, André
Tremblay, Jean-Noël
Dionne, J.-Omer

D'ARCY McGEE	D	Goldbloom, Hon. Victor C.
DEUX-MONTAGNES (TWO MOUNTAINS)		L'Allier, Hon. Jean-Paul
DORCHESTER		Guay, Florian
DORION		Bossé, Alfred
DRUMMOND		Picard, Hon. Bernard
DUBUC		Boivin, Roch
DUPLESSIS		Coiteux, Henri L.
		Galiienne, Donald
FABRE	F	Houde, Gilles
FRONTENAC		Latulippe, Paul-A.
GASPÉ-NORD (NORTH)	G	Gagnon, François
GASPÉ-SUD (SOUTH)		Fortier, Dr. Guy
GATINEAU		Fournier, Hon. Roy
		Gratton, Michel
GOUIN		Joron, Guy
HULL	H	Parent, Hon. Oswald
HUNTINGDON		Fraser, Kenneth
IBERVILLE	I	Croisetière, Alfred
ÎLES-DE-LA-MADELEINE		Lacroix, Louis-Philippe
JACQUES-CARTIER	J	St-Germain, Noël
JEANNE-MANCE		Brisson, Aimé
JEAN TALON		Garneau, Hon. Raymond
JOLIETTE		Quenneville, Hon. Robert
JONQUIERE		Harvey, Hon. Gérald
KAMOURASKA	K	Pelletier, Jean-Marie
LABELLE	L	Lafontaine, Fernand J.
LAC SAINT-JEAN		Pilote, Roger
LAFONTAINE		Léger, Marcel
L'ASSOMPTION		Perreault, Jean
LAURIER		Marchand, André
LAVAL		Lavoie, Hon. Jean-Noël
LAVIOLETTE		Carpentier, Prudent
LÉVIS		Roy, J.-Aurélien
LIMOILOU		Houde, Fernand
L'ISLET		Giasson, Julien
LOTBINIERE		Béland, Jean-Louis
LOUIS-HÉBERT		Castonguay, Hon. Claude

MAISONNEUVE
MARGUERITE-BOURGEOIS
MASKINONGÉ
MATANE
MATAPÉDIA
MÉGANTIC
MERCIER
MISSISQUOI
MONTCALM
MONTMAGNY
MONTMORENCY

NAPIERVILLE-LAPRAIRIE
NICOLET
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

OLIER
OUTREMONT

PAPINEAU
PONTIAC
PORTNEUF

RICHELIEU
RICHARD
RIMOUSKI
RIVIERE-DU-LOUP
ROBERT BALDWIN
ROBERVAL
ROUVILLE
ROUYN-NORANDA

SAGUENAY
SAINTE-ANNE
SAINTE-MARIE
SAINT-HENRI
SAINT-HYACINTHE
SAINT-JACQUES
SAINT-JEAN
SAINT-LAURENT
SAINT-LOUIS
SAINT-MAURICE
SAINT-SAUVEUR
SHEFFORD
SHERBROOKE
STANSTEAD

M

Burns, Robert
Vacant
Paul, Rémi
Bienvenue, Hon. Jean
Arsenault, Bona
Dumont, Bernard
Bourassa, Hon. Robert
Vacant
Masse, Marcel
Cloutier, Jean-Paul
Vézina, Louis

N

Berthiaume, Paul
Vincent, Clément
Tetley, Hon. William

O

Picard, Fernand
Choquette, Hon. Jérôme

P

Assad, Mark
Larivière, Jean-Guy
Drolet, Antoine

R

Simard, Hon. Claude
Brochu, Yvon
Tessier, Hon. Maurice
Lafrance, Paul
Séguin, Arthur E.
Lamontagne, Robert
Ostiguy, Marcel
Samson, Camil

S

Lessard, Lucien
Springate, George P.
Tremblay, Charles
Shanks, Gérard
Cornellier, Fernand
Charron, Claude
Veilleux, Jacques
Pearson, Léo
Blank, Harry
Demers, Philippe
Bois, Armand
Russell, Armand
Pépin, Jean-Paul
Vaillancourt, Hon. Georges

T

TAILLON
TÉMISCAMINGUE
TÉMISCOUATA
TERREBONNE
TROIS-RIVIÈRES

Leduc, Guy
Théberge, Gilbert
Simard, Montcalm
Hardy, Denis
Bacon, Guy

V

VAUDREUIL-SOULANGES
VERCHÈRES
VERDUN

Phaneuf, Hon. Paul
Saint-Pierre, Hon. Guy
Caron, Lucien

W

WESTMOUNT
WOLFE

Drummond, Hon. Kevin
Lavoie, René

Y

YAMASKA

Faucher, Benjamin

LISTE ALPHABÉTIQUE
DES
MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
 Quatrième Session, Vingt-Neuvième Législature

ALPHABETICAL LIST
OF THE
MEMBERS OF THE NATIONAL ASSEMBLY
 Fourth Session, Twenty-Ninth Legislature

A

ARSENAULT, Bona
 ASSAD, Mark
 AUDET, Aurèle

Matapédia
 Papineau
 Abitibi-Ouest (West)

B

BACON, Guy
 BÉLAND, Jean-Louis
 BERTHIAUME, Paul
 BIENVENUE, Hon. Jean
 BLANK, Harry
 BOIS, Armand
 BOIVIN, Roch
 BOSSÉ, Alfred
 BOURASSA, Hon. Robert
 BRISSON, Aimé
 BROCHU, Yvon
 BURNS, Robert
 BROWN, Glendon P.

Trois-Rivières
 Lotbinière
 Napierville-Laprairie
 Matane
 Saint-Louis
 Saint-Sauveur
 Dubuc
 Dorion
 Mercier
 Jeanne-Mance
 Richmond
 Maisonneuve
 Brome

C

CADIEUX, Gérard
 CARDINAL, Jean-Guy
 CARON, Lucien
 CARPENTIER, Prudent
 CASTONGUAY, Hon. Claude
 CHARRON, Claude

Beauharnois
 Bagot
 Verdun
 Laviolette
 Louis-Hébert
 Saint-Jacques

C

CHOQUETTE, Hon. Jérôme
CLOUTIER, Hon. François
CLOUTIER, Jean-Paul
COITEUX, Henri-L.
CORNELIER, Fernand
COURNOYER, Hon. Jean
CROISETIÈRE, Alfred

Outremont
Ahuntsic
Montmagny
Duplessis
Saint-Hyacinthe
Chambly
Iberville

D

DEMERS, Philippe
DIONNE, J.-Omer
DROLET, Antoine
DRUMMOND, Hon. Kevin
DUMONT, Bernard

Saint-Maurice
Cmopton
Portneuf
Westmount
Mégantic

F

FAUCHER, Benjamin
FORTIER, Guy
FOURNIER, Hon. Roy
FRASER, Kenneth

Yamaska
Gaspé-Sud (South)
Gatineau
Huntingdon

G

GAGNON, François
GALIENNE, Donald
GARNEAU, Hon. Raymond
GAUTHIER, Guy
GIASSON, Julien
GOLDBLOOM, Hon. Victor C.
GRATTON, Michel
GUAY, Florian

Gaspé-Nord (North)
Duplessis
Jean-Talon
Berthier
L'Islet
D'Arcy McGee
Gatineau
Dorchester

H

HARDY, Denis
HARVEY, André
HARVEY, Hon. Gérald
HOUDE, Fernand
HOUDE, Gilles
JORON, Guy
KENNEDY, Georges

Terrebonne
Chauveau
Jonquière
Limoilou
Fabre
Gouin
Châteauguay

L

LACROIX, Louis-Philippe
LAFONTAINE, Fernand
LAFRANCE, Paul
L'ALLIER, Hon. Jean-Paul
LAMONTAGNE, Robert
LARIVIÈRE, Jean-Guy
LATULIPPE, Paul-A.

Îles-de-la-Madeleine (Mgadelen Islands)
Labelle
Rivière-du-Loup
Deux-Montagnes (Two Mountains)
Roberval
Pontiac
Frontenac

LAURIN, Camille
 LAVOIE, Hon. Jean-Noël
 LAVOIE, René
 LEDUC, Guy
 LÉGER, Marcel
 LESSARD, Lucien
 LEVESQUE, Hon. Gérard-D.
 LOUBIER, Gabriel

L

Bourget
 Laval
 Wolfe
 Taillon
 Lafontaine
 Saguenay
 Bonaventure
 Bellechasse

M

MAILLOUX, Hon. Raymond
 MARCHAND, André
 MASSÉ, Hon. J.-Gilles
 MASSE, Marcel

Charlevoix
 Laurier
 Arthabaska
 Montcalm

O

OSTIGUY, Marcel

Rouville

P

PARENT, Hon. Oswald
 PAUL, Rémi
 PEARSON, Léo
 PELLETIER, Jean-Marie
 PÉPIN, Jean-Paul
 PERREAULT, Jean
 PHANEUF, Hon. Paul
 PICARD, Fernand
 PILOTE, Roger
 PINARD, Hon. Bernard

Hull
 Maskinongé
 Saint-Laurent
 Kamouraska
 Sherbrooke
 L'Assomption
 Vaudreuil-Soulanges
 Olier
 Lac-Saint-Jean
 Drummond

Q

QUENNEVILLE, Hon. Robert

Joliette

R

ROY, J.-Aurélien
 ROY, Fabien
 RUSSELL, Armand

Lévis
 Beauce
 Shefford

S

SAINDON, Zoël
 SAMSON, Camil
 ST-GERMAIN, Noël
 SAINT-PIERRE, Hon. Guy
 SÉGUIN, Arthur-E.
 SHANKS, Gérard
 SIMARD, Hon. Claude
 SIMARD, Montcalm
 SPRINGATE, George P.

Argenteuil
 Rouyn-Noranda
 Jacques-Cartier
 Verchères
 Robert Baldwin
 Saint-Henri
 Richelieu
 Témiscouata
 Sainte-Anne

TESSIER, Hon. Maurice
TÉTREAU, Ronald
TETLEY, Hon. William
THÉBERGE, Gilbert

TOUPIN, Hon. Normand
TREMBLAY, Charles
TREMBLAY, Hon. Georges-E.
TREMBLAY, Jean-Noël

VAILLANCOURT, Hon. Georges
VEILLEUX, Jacques
VÉZINA, Louis
VINCENT, Clément

T

Rimouski
Abitibi-Est (East)
Notre-Dame-de-Grâce
Témiscamingue

T

Champlain
Sainte-Marie
Bourassa
Chicoutimi

V

Stanstead
Saint-Jean
Montmorency
Nicolet

INDEX DES PROCÈS-VERBAUX
DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

22 ELIZABETH II, 1973

A

AGRICULTURE ET DE LA COLONISATION:—Loi modifiant la Loi du ministère de l'—, et abrogeant certaines dispositions législatives. Projet de loi 13.

AGRONOMES:—Loi des—. Projet de loi 258.

ALLIS-CHALMERS, RUMELY, LTD:—Loi concernant le titre de—, sur un immeuble. Projet de loi 154.

ANIMAUX:—Loi modifiant la Loi de la protection sanitaire des—. Projet de loi 12.

ARCHITECTES:—Loi des—. Projet de loi 259.

ARPENTEURS-GÉOMÈTRES:—Loi des—. Projet de loi 261.

Assemblée nationale:

Ajournement du 6 juillet au 23 octobre 1973, 284.

Motion:—« Que l'Assemblée s'ajourne maintenant à demain quinze heures ». Débat; motion adoptée sur div. (vote), 137-138.

Décisions de M. le président, 49; 135; 229; 262.

Députés qui étaient en fonction pendant la troisième session de la vingt-neuvième Législature:— Que les dispositions de l'article 95 de la Loi de la Législature,

Pour les documents de la session et les questions, voir: « Documents de la session » et « Questions et réponses ».

Assemblée nationale:—Suite

Statuts refondus 1964, chapitre 6 et amendements, ne soient pas appliquées, 281.

Entente entre les leaders parlementaires des partis reconnus concernant le débat sur le message inaugural et la présentation du discours du budget, 51.

L'Assemblée siège tous les jours de la semaine sauf le dimanche. Motion: débat; débat ajourné, 186. Reprise du débat; amdt proposé; amdt adopté; motion principale telle qu'amendée adoptée, 191.

Marguerite-Bourgeois:—Siège du député du district électoral de—, déclaré vacant, 81.

Motion:—« Que l'Assemblée siège jeudi prochain à dix heures ». Motion adoptée, 87.

Règlement de l'Assemblée nationale modifié, 47; 73.

ASSURANCES:—Loi sur les—. Projet de loi 7.

ASSURANCE-MALADIE:—Loi modifiant la Loi de l'—, et la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.—. Projet de loi 21.

AUDIOPROTHÉSISTES:—Loi des—. Projet de loi 270.

B

BARREAU:—Loi modifiant la Loi du—. Projet de loi 251.

BESSETTE:—Loi concernant la succession de Léona—. Projet de loi 163.

BIEN-ÊTRE DE LA POPULATION EN CAS DE CONFLIT DE TRAVAIL:—Loi assurant le—. Projet de loi 89.

Budget et crédits:

Projets de loi nos 1; 10; 16; 25.

Budget déposé:—

Document no 1, 50.

Document no 2, 113.

CRÉDITS:

Commission plénière pour l'étude des crédits, 56; 62; 146; 173; 176.

Rapport, 62; 147; 176.

Un sixième, 62.

Crédits:—Suite

Avis est donné qu'à une prochaine séance, l'Assemblée se formera en commission plénière pour voter en bloc un sixième des différents articles du budget, 143.

Un douzième, 147.

Séances des Commissions permanentes de l'Assemblée nationale pour l'étude des crédits des ministères:

Motion:—« Que l'étude des crédits de chacun des ministères soit référée aux commissions élues appropriées, à l'exception de l'étude des crédits de l'Assemblée nationale qui est référée à la commission plénière et tout autre étude de crédits que le leader parlementaire du gouvernement jugera à propos de référer à la commission plénière. » Motion adoptée, 50.

Commission des affaires municipales, 141; 143. Rapport, 189.

Commission des affaires sociales, 111; 124; 125. Rapport, 189.

Commission de l'agriculture et de la colonisation, 127; 129; 137. Rapport, 189.

Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, 106; 111; 114; 115; 124; 125. Rapport, 189.

Commission des finances, des comptes publics et du revenu, 114; 137. Rapport, 189.

Commission de la fonction publique, 114. Rapport, 189.

Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche, 124; 146. Rapport, 189.

Commission des institutions financières, compagnies et coopératives, 111. Rapport, 189.

Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales, 146; 150; 154. Rapport, 189.

Commission des richesses naturelles et des terres et forêts, 141; 143; 154. Rapport, 189.

Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement, 137; 140. Rapport, 189.

Rapport groupant les rapports des Commissions élues qui ont procédé à l'étude des crédits du budget principal pour l'année financière 1973/74. Déposé, 189. (Document no 93.)

Prise en considération du rapport; débat; rapport adopté sur div., 207.

Le délai des avis d'intervention sur le rapport de l'étude des crédits est prolongé jusqu'à dix-sept heures, le 20 juin 1973, 189.

DISCOURS DU BUDGET:

Entente entre les leaders parlementaires des partis reconnus concernant le débat sur le message inaugural et la présentation du discours du budget, 51.

Débat sur le discours du budget, 67; 73; 82; 85; 87; 96. Motion adoptée sur div. (vote), 96.

Motion:—« Que les annexes au discours du budget soit publiées en annexe au journal des débats ». Motion adoptée, 67.

Règlement de l'Assemblée nationale modifié, 47; 73.

C

CHAMBRE DES LOYERS À LA COUR PROVINCIALE:—Loi instituant une—. Projet de loi 79.

CHIMISTES PROFESSIONNELS:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi 263.

CHIROPRATIQUE:—Loi sur la—. Projet de loi 269.

CLUB DE GOLF NEW GLASGOW (1966) INC.:—Loi concernant le—. Projet de loi 148.

CODE DES PROFESSIONS:—Projet de loi 250.

COMMANDER NICKEL COPPER MINES LTD.:—Loi concernant—. (No Personal Liability)—. Projet de loi 143.

Commissions de l'Assemblée nationale:

*Commission des affaires municipales:—*Instituée, membres nommés, 43. Rapport, 223; 228; 259; 280. La Commission siège pendant que l'Assemblée est en séance, 213; 246; 276.

*Commission des affaires sociales:—*Instituée, membres nommés, 43. Rapport, 247.

*Commission de l'agriculture et de la colonisation:—*Instituée, membres nommés, 43. Rapport, 259.

*Commission de l'Assemblée nationale:—*Instituée, membres nommés, 11. Rapport, 43; 134.

*Commission des finances, des comptes publics et du revenu:—*Instituée; membres nommés, 44. Rapport, 246. La Commission siège pendant que l'Assemblée est en séance, 235; 239.

*Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications:—*Instituée; membres nommés, 43. Rapport, 271. La Commission siège pendant que l'Assemblée est en séance, 269.

Commissions de l'Assemblée nationale:—Suite

*Commission des engagements financiers:—*Instituée; membres nommés, 44.

*Commission de la fonction publique:—*Instituée; membres nommés, 44. Rapport, 272. La Commission siège pendant que l'Assemblée est en séance, 270.

Commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche:— Instituée; membres nommés, 44. Rapport, 153. La Commission siège pendant que l'Assemblée est en séance, 95; 133. La Commission siège à dix heures le 3 mai 1973, 101.

*Commission des institutions financières, compagnies et coopératives:—*Instituée; membres nommés, 44. Rapport, 205; 240. La Commission siège pendant que l'Assemblée est en séance, 225.

*Commission de la justice:—*Instituée; membres nommés, 44. Rapport, 240. La Commission siège pendant que l'Assemblée est en séance, 267; 270.

*Commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales:—*Instituée; membres nommés, 44.

*Commission des richesses naturelles et des terres et forêts:—*Instituée; membres nommés, 44. Rapport, 115. La Commission siège pendant que l'Assemblée est en séance, 87; 92; 95.

Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement:— Instituée; membres nommés, 44. Rapport, 267. La Commission siège pendant que l'Assemblée est en séance, 85; 87.

*Commission du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration:—*Instituée; membres nommés, 44.

Commission des corporations professionnelles:— Instituée; membres nommés, 45. Rapport, 247; 269. La Commission siège pendant que l'Assemblée est en séance, 157; 170; 173; 175; 179; 185; 187; 190; 198; 215; 224.

*Commission spéciale de onze membres pour poursuivre l'examen du problème de la liberté de la presse:—*Instituée; membres nommés, 49.

*Commissions élues permanentes:—*Présidents des différentes—, nommés, 45; 134.

Commissions permanentes et spéciales de l'Assemblée qui siégeront pendant l'ajournement d'été:—

Motion:—« Que le nombre des membres de toutes les commissions parlementaires permanentes et spéciales de l'Assemblée nationale qui siégeront pendant l'ajournement d'été de la présente session soit doublé, en respectant la proportion actuelle de chaque parti reconnu au sein de ces commissions.

Tout membre additionnel attribué à chaque parti reconnu est désigné pour chaque séance par le leader parlementaire ou le whip de ce parti. » Motion adoptée, 282.

Commissions de l'Assemblée nationale:—Suite

Motion:—« Que le délai pour le dépôt des projets de loi privés au secrétariat des commissions soit prolongé jusqu'au 1er juin prochain inclusivement ». Motion adoptée, 123.

*Rapports des commissions permanentes:—*Du consentement unanime de l'Assemblée, et sur la motion de M. Levesque, les rapports des commissions permanentes pourront être déposés au cours de la présente séance, et le délai pour le dépôt des amendements aux projets de loi est prolongé jusqu'à demain treize heures, 245.

*Sous-commission de l'Assemblée nationale:—*La Commission siège pendant que l'Assemblée est en séance, 246.

COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL:—Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal et la Loi de la—. Projet de loi 100.

COMPAGNIES:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi 15.

COMPAGNIES:—Loi modifiant la Loi des renseignements sur les—. Projet de loi 18.

COMPTABLES AGRÉÉS:—Loi des—. Projet de loi 264.

CONSTITUTION DE CERTAINES ÉGLISES:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi 11.

COOPÉRATIVES AGRICOLES:—Loi modifiant la Loi des sociétés—. Projet de loi 26.

CORPORATION IVANHOE:—Loi concernant la—. Projet de loi 156.

D

Débats de fin de séance:

*M. Burns:—*Question concernant la convocation de la Commission permanente des transports pour réévaluer le système des points de démérite, 52.

*M. Burns:—*Question concernant le dépôt devant l'Assemblée de la liste des souscripteurs à la caisse électorale libérale ou à la caisse du congrès pour la chefferie, 52.

*M. Burns:—*Question concernant la déclaration de M. William O'Bront relative aux fonds électoraux du Premier ministre, 57.

*M. Charron:—*Question concernant la fusion de Loyola College et de Sir George Williams University, 136.

*M. Charron:—*Question concernant la fermeture de l'Hôpital de la Miséricorde à Montréal, 158.

Débats de fin de séance:—Suite

M. Dumont:—Question concernant l'ensemencement des nuages à l'iodure d'argent, 158.

M. Laurin:—Question concernant le conflit engendré par la classification des professeurs dans les CEGEP, 158.

M. Lessard:—Question concernant une demande de révision des indemnités versées aux anciens résidents du Parc Forillon, 171.

M. Roy (Beauce):—Question concernant les intentions du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre relativement au problème de certaines régions où il y a une pénurie de travailleurs qualifiés, 74.

M. Roy (Beauce):—Question concernant des subventions au montant de \$400.00 versées par le gouvernement fédéral à des cultivateurs pour perte de récolte, 147.

M. Samson:—Question concernant la Loi électorale, la confection des listes électorales et la nomination des énumérateurs, 128.

DENTISTES:—Loi des—. Projet de loi 254.

DENTUROLOGIE:—Loi sur la—. Projet de loi 266.

DIVISION TERRITORIALE:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi 28.

Documents de la session:

Accidents sur la route 32:—Détails concernant le nombre d'—, depuis le 12 mai 1970, à l'endroit appelé « Courbe de la Mort », entre Saint-Camille et Asbestos. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 104. (*Document no 50.*)

Aéroport international de Montréal:—Rapport préparé par la compagnie Manalytics Inc. concernant le nouvel—. Déposé, 59. (*Document no 14.*)

Affaires culturelles:—Rapport annuel du ministère des—, pour 1971/72. Déposé, 102. (*Document no 48.*)

Affaires sociales:—Rapport annuel du ministère des—, pour l'exercice 1972/73 ainsi qu'une annexe à ce rapport sur les données statistiques par région socio-sanitaire. Déposé, 146. (*Document no 120.*)

Agriculture et de la Colonisation:—Rapport annuel du ministère de l'—, pour 1971/72. Déposé, 55. (*Document no 9.*)

Documents de la session:—Suite

- Amélioration de ferme dans le comté de Lotbinière:*—Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement du Québec et M. Georges Massicotte, agronome, au sujet des travaux d'—, depuis le 12 mai 1970 jusqu'à ce jour. Déposé, 61. (*Document no 17.*)
- Aménagement de cours d'eau:*—Détails concernant l'—, dans la province de Québec. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 164. (*Document no 80.*)
- Archives nationales du Québec:*—Rapport des—, pour l'année 1972. Déposé, 102. (*Document no 49.*)
- Association des Chirurgiens Dentistes du Québec:*—Copie des propositions faites à l'—, au sujet du régime de couverture des soins dentaires. Déposé, 109. (*Document no 54.*)
- Auberge de Fort Prével:*—Copie du contrat pour l'achat d'unités de motels préfabriqués avec Maisons usinées Lanaudière Inc. de Joliette. Déposé, 131. (*Document no 62.*)
- Auberges de jeunesse au Québec:*—Copie de toute correspondance entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada concernant les—, Déposé, 183. (*Document no 92.*)
- Bibliothèque de la Législature:*—Rapport annuel du directeur de la—, pour la période du 15 février 1972 au 28 février 1973. Déposé, 54. (*Document no 7.*)
- Bourses pour études universitaires au Québec et à l'étranger:*—À part le ministère de l'Éducation, quel autre organisme du gouvernement du Québec accorde des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 164. (*Document no 81.*)
- Budget:*—Dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974. Déposé, 50. (*Document no 1.*)
- Budget supplémentaire (no 1), 1973/74:*—Déposé, 114. (*Document no 2.*)
- Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain:*—Rapport des activités du—, pour les six mois précédant le 31 mars 1973. Déposé, 95. (*Document no 39.*)
- Camps musicaux:*—Détails concernant les—, du Lac-Saint-Jean, de Lanaudière, Villa Musica, et les Musiciens amateurs du Canada. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 182. (*Document no 91.*)
- CEGEP:*—Combien y a-t-il de—, au Québec. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 182. (*Document no 90.*)
- Classification des professeurs et des instituteurs:*—Dossier d'information sur la—, dans les CEGEP et les commissions scolaires. Déposé, 82. (*Document no 32.*)

Documents de la session:—Suite

- Club de Golf New Glasgow (1966) Inc.*:—Rapport de la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives chargée de l'étude du projet de loi 148, Loi concernant le—. Déposé, 205. (*Document no 102.*)
- Comité d'étude de la Communauté urbaine de Montréal*:—Le tome I du rapport, du—. Déposé, 169. (*Document no 85.*)
- Comité d'étude sur les orthèses et les prothèses*:—Copie du rapport du—. Déposé, 175. (*Document no 87.*)
- Commander Nickel Copper Mines Ltd (No Personal Liability)*:—Rapport de la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives chargée de l'étude du projet de loi 143, Loi concernant—. Déposé, 205. (*Document no 102.*)
- Commission de la fonction publique du Québec*:—Rapport annuel de la—, pour 1972. Déposé, 137. (*Document no 65.*)
- Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec*:—Rapport de la—, Livre 1: « La langue de travail ». Déposé, 99. (*Document no 42.*)
- Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec*:—Le livre II, intitulé « Language Rights ». Déposé, 115. (*Document no 57.*)
- Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec*:—Deux études réalisées pour le compte de la—: « Le français utilisé par les agences de publicité au Québec » et « La production des universités québécoises et la population de formation universitaire au Québec ». Déposé, 201. (*Document no 100.*)
- Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec*:—La version française du livre II du rapport de la—, intitulé: « Les droits linguistiques ». Déposé, 223. (*Document no 110.*)
- Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec*:—Le tome I intitulé « Inventaire critique des droits linguistiques au Québec », réalisé pour le compte de la—. Déposé, 246. (*Document no 119.*)
- Commission de Police du Québec*:—Rapport annuel des activités de la—, pour 1972. Déposé, 65. (*Document no 20.*)
- Commission hydroélectrique de Québec*:—Rapport annuel de la—, pour 1972. Déposé, 82. (*Document no 33.*)
- Commission permanente de l'agriculture et de la colonisation*:—Rapport de la—, chargée de l'étude du projet de loi 13, Loi modifiant la Loi du ministère de

Documents de la session:—Suite

l'agriculture et de la colonisation et abrogeant certaines dispositions législatives. Déposé, 259. (*Document no 135.*)

*Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications:—*Rapport de la—, chargée de l'étude du projet de loi 63, Loi du Conseil du statut de la femme. Déposé, 271. (*Document no 142.*)

*Commission permanente de la fonction publique:—*Rapport de la—, chargée de l'étude du projet de loi 31, Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics. Déposé, 272. (*Document no 143.*)

*Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche:—*Rapport de cette commission qui a étudié le projet d'aménagement de la rivière Jacques-Cartier. Déposé, 153. (*Document no 76.*)

*Commission permanente de la justice:—*Rapport de la—, chargée de l'étude des projets de loi 113, 149, 152, 153, 154, 156, 158, 165 et 168. Déposé, 240. (*Document no 117.*)

*Commission permanente des affaires municipales:—*Rapport de la—, chargée de l'étude du projet de loi privé 162, Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec. Déposé, 228. (*Document no 113.*)

*Commission permanente des affaires municipales:—*Rapport de la—, chargée de l'étude du projet de loi 100, Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal. Déposé, 259. (*Document no 136.*)

*Commission permanente des affaires municipales:—*Rapport de la—, chargée de l'étude des projets de loi privés 150, 153, 159, 164, 166 et 167. Déposé, 228. (*Document no 114.*)

*Commission permanente des affaires sociales:—*Rapport de la—, chargée de l'étude du projet de loi 21, Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec. Déposé, 247. (*Document no 123.*)

*Commission permanente des corporations professionnelles:—*Rapport de la—, chargée de l'étude des projets de loi 250, 252, 254, 255, 256, 265, 266, 268, 269, 270, 271 et 273. Déposé, 247. (*Document no 122.*)

*Commission permanente des corporations professionnelles:—*Rapport de la—, chargée de l'étude des projets de loi 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263 et 264. Déposé, 259. (*Document no 137.*)

*Commission permanente des corporations professionnelles:—*Rapport de la—, chargée de l'étude des projets de loi 251 et 253. Déposé, 269. (*Document no 140.*)

*Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu:—*Rapport de la—, chargée de l'étude du projet de loi 22, Loi modifiant la Loi sur les impôts

Documents de la session:—Suite

- et certaines autres dispositions législatives d'ordre fiscal. Déposé, 246. (*Document no 118.*)
- Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives:—*Rapport de la—, chargée de l'étude des projets de loi privés 143 et 148. Déposé, 205. (*Document no 102.*)
- Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives:—*Rapport de la—, chargée de l'étude du projet de loi 6, Loi modifiant la Loi des valeurs mobilières. Déposé, 240. (*Document no 116.*)
- Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts:—*Rapport de cette commission qui a étudié les états financiers de l'Hydro-Québec (1972) et l'augmentation de tarifs. Déposé, 115. (*Document no 56.*)
- Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement:—*Rapport de cette commission qui a étudié le projet de loi 88, Loi de l'expropriation. Déposé, 139. (*Document no 66.*)
- Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement:—*Rapport de la—, concernant le projet de loi 32, Loi modifiant la Loi des transports. Déposé, 267. (*Document no 139.*)
- Commissions:—*Liste des—, délivrées aux employés publics pendant l'année 1972. Déposé, 145. (*Document no 73.*)
- Commissions royales d'enquête:—*Détails concernant les—, instituées en vertu de la Loi des commissions d'enquête (S.R.Q. 1964, c. 11). (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 197. (*Document no 98.*)
- Communauté urbaine de Montréal:—*Le tome I du rapport du Comité d'étude de la—. Déposé, 169. (*Document no 85.*)
- Communications:—*Rapport annuel du ministère des—, pour 1971/1972. Déposé, 99. (*Document no 41.*)
- Conseil régional institué en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux:—*Premier rapport annuel des activités de tout—. Déposé, 145. (*Document no 72.*)
- Conseil supérieur de l'éducation:—*Rapport annuel du—, pour la période du 1er septembre 1971 au 31 août 1972. Déposé, 175. (*Document no 87.*)
- Contestation des élections provinciales:—*Copie du jugement de la Cour provinciale se rapportant à la contestation de l'élection du député du district électoral de Ahuntsic, conformément à la Loi de la—. Déposé, 59. (*Document no 15.*)
- Contestation des élections provinciales:—*Copie d'un jugement de la Cour provinciale se rapportant à la contestation de l'élection du député du district électoral de Mercier, conformément à la Loi de la—. Déposé, 59. (*Document no 16.*)

Documents de la session:—Suite

Crédits du budget principal et certains crédits supplémentaires pour l'année 1973/74:— Rapport groupant les rapports des commissions élues qui ont procédé à l'étude des—. Déposé, 189. (*Document no 93.*)

*Dentistes du Québec:—*Copie des propositions faites à l'Association des Chirurgiens—, au sujet du régime de couverture des soins dentaires. Déposé, 109. (*Document no 54.*)

*Domaine cultivable de la province:—*Déclaration ordonnant le dépôt de tous les arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi pour augmenter le—. Déposé, 56. (*Document no 12.*)

*Droits de coupe:—*Copie de l'arrêté en conseil du 31 octobre 1972 relativement au tarif des—. Déposé, 61. (*Document no 19.*)

*Écoles polyvalentes:—*Détails concernant les—, construites depuis le 1er mai 1970. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 225. (*Document no 131.*)

*Éditeur officiel du Québec:—*Rapport annuel de l'—, pour 1971. Déposé, 47. (*Document no 4.*)

*Éducation:—*Rapport annuel du ministère de l'—, pour 1971/72. Déposé, 123. (*Document no 61.*)

*Entreprises du gouvernement du Québec:—*Les états financiers des—, pour l'année 1971/72. Déposé, 145. (*Document no 71.*)

*Espoir des jeunes Inc.:—*Une société sans but lucratif a-t-elle été fondée sous le nom de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 105. (*Document no 51.*)

*Expropriation:—*Rapport de la Commission permanente des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement qui a étudié le projet de loi 88, Loi de l'—. Déposé, 139. (*Document no 66.*)

*Films:—*Copie des contrats intervenus entre le gouvernement du Québec et des cinéastes concernant la réalisation de—, pour l'administration provinciale. Déposé, 166. (*Document no 83.*)

*Fonction publique:—*Quels étaient les effectifs du ministère de la—, le 12 mai 1970. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 220. (*Document no 107.*)

*Fort Prével:—*Copie du contrat pour l'achat d'unités de motels préfabriqués destinées à l'Auberge de—, avec Maisons usinées Lanaudière Inc. de Joliette. Déposé, 131. (*Document no 62.*)

*Gazette officielle du Québec:—*Copie de l'arrêté en conseil adopté le 25 octobre 1972 concernant la—. Déposé, 102. (*Document no 47.*)

Documents de la session:—Suite

*Grand Théâtre de Québec:—*Rapport annuel des biens, des opérations et de l'état général des affaires de la Régie du—, pour l'exercice terminé le 31 mars 1972. Déposé, 141. (*Document no 69.*)

*Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—*Rapports du—, sur les projets de loi privés 143, 148, 149, 154, 165 et 168. Déposé, 189. (*Document no 94.*)

*Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—*Rapport du—, sur les projets de loi privés 113, 150, 152, 156, 158, 162 et 167. Déposé, 195. (*Document no 96.*)

*Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—*Rapport du—, sur les projets de loi privés 100, 159, 163, 164 et 166. Déposé, 205. (*Document no 103.*)

*Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—*Rapport du—, sur le projet de loi 153, Loi concernant la municipalité de la Paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard. Déposé, 211. (*Document no 105.*)

*Haut Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports:—*Détails concernant le—, et l'engagement de son personnel ainsi que sa politique au sujet de la C.S.Q. et de la Mission-Québec 76. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 77. (*Document no 30.*)

*Haut Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports:—*Détails concernant le—, ainsi que la nomination de M. Paul Phaneuf au Conseil des ministres. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 91. (*Document no 36.*)

*Hôpital Prévile Liée:—*Rapport de la visite effectuée à l'—, le 7 mars 1973 et recommandations approuvées par le ministère des Affaires sociales. Déposé, 45. (*Document no 3.*)

*Hydro-Québec:—*Rapport de la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts qui a étudié les états financiers de l'—, pour 1972, et l'augmentation des tarifs. Déposé, 115. (*Document no 56.*)

*Immigration:—*Rapport annuel du ministère de l'—, pour l'exercice financier 1971/72. Déposé, 115. (*Document no 58.*)

*Impôts et certaines autres dispositions d'ordre fiscal:—*Rapport de la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu chargée de l'étude du projet de loi 22, Loi modifiant la Loi sur les—. Déposé, 246. (*Document no 118.*)

*Indemnisation des producteurs pour dommages aux récoltes:—*Détails concernant l'—, conformément à l'annonce faite dans La Terre de Chez-Nous du 24 mai 1972. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 119. (*Document no 59.*)

Documents de la session:—Suite

Industrie de la construction:—Résumé de l'audition des associations représentatives dans l'—, tenue à Montréal le 27 mars 1973. Déposé, 65. (*Document no 2.*)

Information touristique:—Le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche possède-t-il des chalets ou des kiosques d'—, au Québec. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 256. (*Document no 132.*)

Institutions financières, Compagnies et Coopératives:—Rapport annuel du ministère des—, pour l'exercice se terminant le 31 mars 1973. Déposé, 206. (*Document no 104.*)

Investissement étranger:—Mémoire présenté par le gouvernement du Québec au Comité sénatorial permanent des banques et du commerce à propos du projet de loi C-132, Loi sur l'examen de l'—. Déposé, 223. (*Document no 109.*)

Investissements étrangers:—Copie de deux lettres signées par M. William Tetley, ministre des Institutions financières, Compagnies et Coopératives du Québec adressées respectivement à M. Herb Gray et M. Alastair Gillespie, au sujet des—. Déposé, 53. (*Document no 5.*)

Jeux olympiques de 1976:—Rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a entendu le témoignage du Maire Drapeau au sujet du site du village olympique. Déposé, 223. (*Document no 108.*)

Jeux olympiques de 1976:—Quel est l'organisme provincial responsable des dépenses envisagées par la ville de Montréal et COJO pour les—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 257. (*Document no 133.*)

La Justice au delà du 50^e parallèle:—Rapport intitulé:—. Déposé, 53. (*Document no 6.*)

Laval:—Rapport de l'étude de la situation financière de la Ville de—. Déposé, 202. (*Document no 101.*)

Livres:—Quelles sommes le Service des achats a-t-il dépensées au cours de 1972 pour l'achat de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 224. (*Document no 112.*)

Loi électorale:—Copie des arrêtés en conseil concernant le tarif des rémunérations et dépenses en vertu de la—. Déposé, 55. (*Document no 8.*)

Maisons du Québec à l'étranger:—Combien le gouvernement a-t-il de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 181. (*Document no 89.*)

Massicotte, M. Georges:—Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement du Québec et—, au sujet des travaux d'amélioration de ferme dans

Documents de la session:—Suite

le comté de Lotbinière depuis le 12 mai 1970 jusqu'à ce jour. Déposé, 61. (*Document no 17.*)

Massicotte, M. Georges, agronome:—Est-il à l'emploi du gouvernement ou un de ses offices, régies, ou autre organisme. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 90. (*Document no 35.*)

Matane-Matapédia:—Détails concernant le plan d'aménagement intensif de l'unité—, préparé par MM. Gilbert Paille et Marc Côté. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 149. (*Document no 74.*)

Matériaux, machinerie, matériel et meubles:—État détaillé de toutes les ventes de—, depuis mai 1970, par le gouvernement. Déposé, 198. (*Document no 99.*)

Médicaments:—Quel est le nom des membres du comité de décisions pour le choix de—, admis à l'assurance-médicaments. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 224. (*Document no 111.*)

Médicaments:—Rapport de la Régie de l'assurance-maladie concernant le coût annuel du programme de—, pour 1972/73 et 1973/74. Déposé, 73. (*Document no 27.*)

New Québec Raglan Mines:—Copie de l'arrêté en conseil adopté en mai 1971 autorisant la—, à exporter du minerai. Déposé, 267. (*Document no 138.*) (Voir aussi *Questions et Réponses.*)

Nord-Ouest québécois et du Saguenay-Lac-Saint-Jean:—Copie de l'entente Canada-Québec couvrant un plan de développement régional dans les régions du—, Déposé, 78. (*Document no 31.*)

Objectifs d'une politique minérale canadienne:—Brochure intitulée:—, basée sur la déclaration des ministres fédéraux et provinciaux à cet effet. Déposé, 133. (*Document no 64.*)

Office de planification et de développement du Québec:—Rapport annuel de l'—, pour 1971/72. Déposé, 145. (*Document no 70.*)

Office de radio-télédiffusion du Québec:—Rapport annuel de l'—, pour 1971/72. Déposé, 113. (*Document no 55.*)

Office des autoroutes du Québec:—Copie du contrat intervenu entre l'—, et la Compagnie Texaco relativement à l'aménagement d'une aire de service sur l'autoroute des Laurentides. Déposé, 61. (*Document no 18.*)

Palais de justice de Thetford Mines:—Le gouvernement est-il propriétaire ou locataire des distributeurs automatiques au—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 165. (*Document no 82.*)

Documents de la session:—Suite

*Parc régional récréatif au lac Petit-Bras:—*Détails concernant la réalisation d'un—, dans la région de Baie-Comeau-Hauterive. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 76. (*Document no 29.*)

*Perfectionnement et recyclage:—*État détaillé de toutes les dépenses des ministères, régies, etc. de 1970 à 1973, pour le—, au Québec ou à l'étranger. Déposé, 92. (*Document no 38.*)

*Phaneuf, M. Paul:—*Est-il possible d'obtenir une copie de l'arrêté en conseil nommant—, au Conseil des ministres. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 91. (*Document no 36.*)

*Place des Arts:—*Rapport annuel des biens et des opérations de la Régie de la—, pour l'exercice terminé le 30 avril 1972. Déposé, 141. (*Document no 68.*)

*Plan d'aménagement intensif de l'unité Matane-Matapédia:—*Détails concernant le—, préparé par MM. Gilbert Paille et Marc Côté. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 149. (*Document no 74.*)

*Plan quinquennal d'investissements universitaires:—*Copie de l'arrêté en conseil concernant l'—. Déposé, 95. (*Document no 40.*)

*Politique minérale:—*Brochure intitulée: « Objectifs d'une politique minérale canadienne », basée sur la déclaration des ministres provinciaux et fédéraux responsables de la—. Déposé, 133. (*Document no 64.*)

*Programme F-1:—*Liste complète des éleveurs inscrits au—, concernant la production de bovins. Déposé, 92. (*Document no 37.*)

*Protecteur du citoyen:—*Rapport annuel du—, pour 1972. Déposé, 190. (*Document no 95.*)

*Québec:—*Rapport de la Commission permanente des affaires municipales chargée de l'étude du projet de loi privé 162, Loi modifiant la Charte de la Ville de—. Déposé, 228. (*Document no 113.*)

*Raffinerie de sucre de Québec:—*Copie de la convention entre la—, et Les Sucres Redpath Limitée relativement à la vente de sucre. Déposé, 170. (*Document no 86.*)

*Raffinerie de sucre de Saint-Hilaire:—*Copie de l'étude préparée par un comité interministériel relativement à la—. Déposé, 106. (*Document no 52.*)

*Réalisation de films:—*Copie des contrats intervenus entre le gouvernement et des cinéastes concernant la—, pour l'administration provinciale. Déposé, 166. (*Document no 83.*)

Documents de la session:—Suite

- Récoltes*:—Copie de la convention entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada concernant une aide relative aux pertes de—, résultant de pluies abondantes. Déposé, 153. (*Document no 78.*)
- Régie de la Place des Arts*:—Rapport annuel des biens et des opérations de la—, pour l'exercice terminé le 30 avril 1972. Déposé, 141. (*Document no 68.*)
- Régie de l'assurance-dépôts du Québec*:—Rapport annuel de la—, pour 1972. Déposé, 82. (*Document no 34.*)
- Régie de l'assurance-maladie du Québec*:—Rapport de la—, concernant le coût annuel du programme de médicaments pour 1972/73 et 1973/74. Déposé, 73. (*Document no 27.*)
- Régie de l'assurance-maladie du Québec*:—Rapport annuel de la—, de même que l'annexe statistique et la liste des communiqués de presse pour 1972. Déposé, 239. (*Document no 115.*)
- Régie de l'assurance-récolte du Québec*:—Rapport annuel de la—, pour 1971/72. Déposé, 56. (*Document no 73.*)
- Régie des autoroutes du Québec*:—Rapport annuel de la—, pour 1972. Déposé, 75. (*Document no 28.*)
- Régie des marchés agricoles du Québec*:—Rapport annuel de la—, pour 1971/72. Déposé, 73. (*Document no 26.*)
- Régie des marchés agricoles du Québec*:—Rapport annuel de la—, pour l'exercice terminé le 31 mars 1973. Déposé, 153. (*Document no 77.*)
- Régie des rentes du Québec*:—Rapport annuel de la—, pour l'année 1972. Déposé, 109. (*Document no 53.*)
- Régie des services publics*:—Rapport annuel de la—, pour 1971/72. Déposé, 123. (*Document no 60.*)
- Régie du Grand Théâtre de Québec*:—Rapport annuel des biens, des opérations et de l'état général des affaires de la—, pour l'exercice terminé le 31 mars 1972. Déposé, 141. (*Document no 69.*)
- Remise des droits et peines*:—Déclaration relative à l'état détaillé annuel de la—. Déposé, 69. (*Document no 22.*)
- Rivière Jacques-Cartier*:—Rapport de la Commission permanente de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche qui a étudié le projet d'aménagement de la—. Déposé, 153. (*Document no 76.*)
- Saguenay-Lac-Saint-Jean*:—Copie de l'entente Canada-Québec couvrant un plan de développement régional dans les régions du Nord-Ouest québécois et du—. Déposé, 78. (*Document no 31.*)

Documents de la session:—Suite

Saint-Jean-Vianney:—Détails concernant le glissement de terrain survenu à—, en 1971. (Questions transformées en motions pour dépôt de documents). Déposés, 251, 252, 253, 254 et 255. (*Documents nos 124, 125, 126, 127, 128, 129 et 130.*)

Service des impressions du ministère de l'Éducation:—Copie de l'arrêté en conseil concernant le transfert du—, au ministère des Communications. Déposé, 102. (*Document no 46.*)

Société centrale d'hypothèques et de logement:—Copie de la convention passée entre la—, et la Société d'habitation du Québec concernant des projets d'habitation à loyer modique et d'habitations pour étudiants. Déposé, 101. (*Document no 44.*)

Société de développement de la Baie James:—Copie des états financiers de la—, au 31 décembre 1972. Déposé, 101. (*Document no 43.*)

Société de développement immobilier du Québec:—Rapport de la—, sur ses états financiers au 31 mars 1973. Déposé, 275. (*Document no 144.*)

Société des alcools du Québec:—Rapport annuel de la—, pour l'exercice terminé le 31 mars 1973. Déposé, 246. (*Document no 121.*)

Société d'exploitation des loteries et courses du Québec:—Rapport annuel de la—, pour l'exercice du 1er avril 1972 au 31 mars 1973. Déposé, 212. (*Document no 106.*)

Société d'habitation du Québec:—Copie de la convention passée entre la Société centrale d'hypothèques et de logement et la—, concernant des projets d'habitation à loyer modique et d'habitations pour étudiants. Déposé, 101. (*Document no 44.*)

Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM):—Les buts de la—. Déposé, 157. (*Document no 79.*)

Sociétés de colonisation:—Déclaration relative au dépôt du rapport contenant un compte rendu de toutes les sommes payées en vertu de la Loi des—. Déposé, 55. (*Document no 10.*)

Sociétés de colonisation:—Déclaration ordonnant le dépôt de tous les arrêtés en conseil réservant des cantons en faveur des—. Déposé, 55. (*Document no 11.*)

Subventions des organismes de jeunes:—Liste complète de toutes les subventions versées depuis 1970 aux oeuvres de terrains de jeux, centres de loisirs, etc. Déposé, 131. (*Document no 63.*)

Sûreté du Québec:—Rapport annuel de la—, pour 1972. Déposé, 139. (*Document no 67.*)

Documents de la session:—Suite

Suspension de certaines taxes en temps de guerre:—Copie de l'entente intervenue entre le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral concernant la—. Déposé, 258. (*Document no 134.*)

Taureaux de race « Hereford »:—Copie des contrats d'achat de—, acquis par le Centre d'insémination artificielle de Saint-Hyacinthe. Déposé, 166. (*Document no 84.*)

Taxes en temps de guerre:—Copie de l'entente intervenue entre le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral concernant la suspension de certaines—. Déposé, 258. (*Document no 134.*)

Température:—Documentation concernant la modification de la—, Déposé. 197. (*Document no 97.*)

Terres et forêts:—Arrêtés en conseil en vertu de la Loi des—. Déposés, 69 et 70. (*Documents nos 23, 24 et 25.*)

Terres et Forêts:—Rapport annuel du ministère des—, pour l'exercice 1972/73. Déposé, 270. (*Document no 141.*)

Telley, M. William:—Copie de deux lettres signées par—, ministre des Institutions financières, Compagnies et Coopératives du Québec adressées respectivement à M. Herb Gray et M. Alastair Gillespie au sujet des investissements étrangers. Déposé, 53. (*Document no 5.*)

Texaco:—Copie du contrat intervenu entre l'Office des autoroutes du Québec et la Compagnie—, au sujet de l'aménagement d'une aire de service sur l'autoroute des Laurentides. Déposé, 61. (*Document no 18.*)

Tourisme, de la Chasse et de la Pêche:—Rapport annuel du ministère du—, pour 1971/72. Déposé, 102. (*Document no 45.*)

Usines laitières:—Combien d'—, ont fermé leurs portes depuis le 1er avril 1970. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 150. (*Document no 75.*)

E

ÉGLISES:—Loi modifiant la Loi de la constitution de certaines—. Projet de loi 11.

ÉVALUATION FONCIÈRE:—Loi modifiant la Loi sur l'—. Projet de loi 33.

EXPLORATION:—Loi de l'—. Projet de loi 88.

F

FABRIQUES:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi 20.

H

HUISSIERS:—Loi des—. Projet de loi 80.

I

IMPÔTS ET CERTAINES AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES D'ORDRE FISCAL:—Loi modifiant la Loi sur les—. Projet de loi 22.

INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION:—Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'—. Projet de loi 9.

INFIRMIÈRES ET INFIRMIERS:—Loi des—. Projet de loi 273.

INGÉNIEURS:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi 260.

INGÉNIEURS FORESTIERS:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi 262.

INSTRUCTION PUBLIQUE:—Loi modifiant de nouveau la Loi de l'—. Projet de loi 8.

IVANHOE:—Loi concernant La Corporation—. Projet de loi 156.

L

LA FABRIQUE DE LA PAROISSE DE STE-DOROTHÉE:—Loi concernant—. Projet de loi 165.

LA FABRIQUE DE LA PAROISSE DE SAINT-PHILÉAS-DE-VILLEROY:—Loi concernant une donation à—. Projet de loi 168.

LAC SAINT-JOSEPH:—Loi modifiant la Loi constituant en corporation la ville du—. Projet de loi 166.

LÉGISLATURE:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi 275.

LIBRAIRES:—Loi modifiant la Loi de l'accréditation des—. Projet de loi 69.

LOI MÉDICALE:—Projet de loi 252.

LOUAGE DE CHOSSES:—Loi concernant le—. Projet de loi 78.

LOYERS À LA COUR PROVINCIALE:—Loi instituant une chambre des—. Projet de loi 79.

M

MARCHÉS AGRICOLES:—Loi sur les—. Projet de loi 24.

MARGUERITE-BOURGEOIS:—Siège de député du district électoral de—, déclaré vacant, 81.

MESSAGE INAUGURAL:—

Prise en considération; débat; 1ère motion de censure proposée; 2ème motion de censure proposée; débat ajourné, 45.

Reprise du débat; débat ajourné, 48; 50; 51; 54; 56; 65; 70.

Débat terminé, 70.

Première motion de censure rejetée sur div. (vote), 70.

Deuxième motion de censure rejetée sur div. (vote), 71.

MISSISQUOI:—Siège du député du district électoral de—, déclaré vacant, 81.

MONTRÉAL:—Loi modifiant la Charte de la Ville de—, et la Loi de la Communauté urbaine de Montréal. Projet de loi 100.

MONTRÉAL:—Loi éteignant une servitude sur une partie d'un lot du cadastre de la municipalité de la paroisse de—. Projet de loi 158.

MONTRÉAL-EST:—Loi modifiant la charte de la ville de—. Projet de loi 150.

MONTRÉAL ET OUTREMONT ET LES CITÉS DE WESTMOUNT ET CÔTE SAINT-LUC:—Loi concernant les villes de—. Projet de loi 3.

MONTRÉAL (QUARTIER SAINT-LAURENT):—Loi concernant certains lots du cadastre de la cité de—. Projet de loi 152.

Motions de censure:

*M. Lessard:—*Motion accusant le gouvernement d'être la cause de la faillite du plan de développement de l'Est du Québec, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine. Débat; motion rejetée sur div. (vote), 187-188.

*M. Samson:—*Motion accusant le gouvernement de ne pas avoir fait son devoir dans les domaines relevant du ministère de l'Éducation. Débat; motion rejetée sur div. (vote), 185.

*M. Roy (Beauce):—*Motion concernant la situation qui prévaut dans l'industrie de la construction. Avis; décision de M. le président; motion refusée, 49-50.

*M. Leduc:—*Motion concernant l'installation d'un système de climatisation dans l'Assemblée nationale, le Salon Rouge et la salle 91 « A ». Débat; motion rejetée sur div. (vote), 227.

*M. Léger:—*Motion concernant la convocation de la Commission permanente de l'éducation, des affaires culturelles et des communications afin d'étudier la situation générale du loisir au Québec. Débat; amdt proposé; amdt adopté; motion principale telle qu'amendée adoptée à l'unanimité, 120.

Motions de censure:—Suite

M. Lessard:—Motion concernant le projet d'aménagement hydro-électrique de la Rivière Jacques-Cartier. Débat, débat ajourné, 198.

M. Loubier:—Motion concernant le 25^e anniversaire de l'adoption du drapeau fleurdelisé. Débat; amdt proposé; débat ajourné, 140. Reprise du débat; sous-amdt proposé; sous-amdt rejeté sur div. (vote); amdt adopté sur div. (vote); motion principale, telle qu'amendée, adoptée (vote), 150-152.

M. Paul:—Motion concernant la politique du gouvernement quant aux contrats accordés sans soumission et toutes autres questions relatives à la façon d'administrer et de dépenser les deniers publics. Débat; débat ajourné, 79. Reprise du débat; motion rejetée sur div. (vote), 93.

M. Roy (Beauce):—Motion concernant la convocation de la Commission des finances, des comptes publics et du revenu, aux fins d'interroger le vérificateur général et le contrôleur des finances, et la production de tout document ayant trait aux dépenses gouvernementales dans tous les secteurs de l'administration publique. Débat; motion rejetée sur div. (vote), 106.

M. Tétrault:—Motion concernant la convocation de la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts, avec mandat d'entendre les représentants de la Société de développement de la Baie James, aux fins de connaître toute la politique de développement du territoire de la Baie James. Débat; débat ajourné, 166. Reprise du débat; amdt proposé; amdt adopté (vote); motion principale, telle qu'amendée, adoptée, (vote), 183-184.

M. Tremblay (Chicoutimi):—Motion concernant la convocation de la Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, aux fins d'interroger le ministre responsable sur la nature et les objectifs des négociations engagées avec le Secrétariat d'État et tout ministère ou toute agence du gouvernement du Canada. Débat; motion rejetée sur div. (vote), 131.

MUNICIPALITÉS DE 25,000 HABITANTS OU PLUS:—Loi accordant des subventions aux—. Projet de loi 29.

N

NOTARIAT:—Loi modifiant la Loi du—. Projet de loi 253.

O

OPTICIENS D'ORDONNANCES:—Loi des—. Projet de loi 268.

OPTOMÉTRIE:—Loi sur l'—. Projet de loi 256.

P

PAIN:—Loi concernant le commerce du—. Projet de loi 277.

PÊCHERIES MARITIMES:—Loi modifiant la Loi du crédit aux—. Projet de loi 19.

PHARMACIE:—Loi sur la—. Projet de loi 255.

PIERREFONDS:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi 164.

PODIATRIE:—Loi sur la—. Projet de loi 271.

Projets de loi:—

Projet de loi 1.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974, et pour d'autres fins du service public.—M. Garneau.—1ère, 2e et 3e lect. sur div. (vote), 62. Sanction, 71. (1973, c. 2.)

Projet de loi 2.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires.—M. Choquette.—1ère lect., 95. 2e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 271. Sanction, 282. (1973, c. 13.)

Projet de loi 3.—Loi concernant les villes de Montréal et Outremont et les cités de Westmount et Côte Saint-Luc.—M. Goldbloom.—1ère lect., 89. 2e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 96. Sanction, 97. (1973, c. 76.)

Projet de loi 4.—Loi modifiant la Charte de la Société québécoise d'exploration minière.—M. Massé.—1ère lect., 141. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; amdt proposé; débat ajourné, 157. Reprise du débat; motion d'amdt retirée; motion principale adoptée; 2e lect.; en commission pl.; rapp.; rapport adopté sur div.; 3e lect. sur div., 213. Sanction, 236. (1973, c. 20.)

Projet de loi 5.—Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.—M. Drummond.—1ère lect., 113. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée sur div. (vote); 2e lect.; en commission pl.; progrès, 170. De nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 175. 3e lect., 176. Sanction, 188. (1973, c. 21.)

Projet de loi 6.—Loi modifiant la Loi des valeurs mobilières.—M. Tetley.—1ère lect., 157. 2e lect. (lt-g.); référé à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, 225. Rapp. (*Document no 116*), 240. Prise en considération du rapport de la Commission; rapport adopté; 3e lect., 269. Sanction, 282. (1973, c. 67.)

Projet de loi 7.—Loi sur les assurances.—M. Tetley.—1ère lect.; référé à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, 139.

Projet de loi 8.—Loi modifiant de nouveau la Loi de l'instruction publique.—M. Cloutier (Ahuntsic).—1ère lect., 125. 2e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 127. Sanction, 132. (1973, c. 42.)

Projets de loi :—Suite

Projet de loi 9.—Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.—M. Cournoyer.—1ère lect., 123. Motion de 2e lect.; débat; amdt proposé; débat ajourné, 128. Reprise du débat; amdt rejeté sur div. (vote); motion principale adoptée sur div. (vote); 2e lect., 134. Motion que le projet de loi soit envoyé à la commission pl. adoptée sur div. (vote); motion de convocation de témoins devant la commission pl. déclarée irrecevable; en commission pl.; progrès, 135-136. De nouveau en commission pl.; progrès, 142. De nouveau en commission pl.; progrès, 143. De nouveau en commission pl.; progrès, 146. De nouveau en commission pl.; progrès, 147. De nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 154. Motion de 3e lect.; débat; motion adoptée sur div. (vote); 3e lect., 155. Sanction, 156. (1973, c. 28.)

Projet de loi 10.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974, et pour d'autres fins du service public.—M. Garneau.—1ère, 2e et 3e lect., 207. Sanction, 236. (1973, c. 3.)

Projet de loi 11.—Loi modifiant la Loi de la constitution de certaines Églises.—M. Tetley.—1ère lect., 143. 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 176. Sanction, 188. (1973, c. 72.)

Projet de loi 12.—Loi modifiant la Loi de la protection sanitaire des animaux.—M. Toupin.—1ère lect., 190. 2e lect. (lt-g.); en commission pl.; rapp.; 3e lect., 206. Sanction, 236. (1973, c. 26.)

Projet de loi 13.—Loi modifiant la Loi du ministère de l'agriculture et de la colonisation et abrogeant certaines dispositions législatives.—M. Toupin.—1ère lect., 169. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; débat suspendu, 240. Reprise du débat; motion adoptée sur div. (vote); 2e lect.; projet de loi référé à la Commission permanente de l'agriculture et de la colonisation, 243. Rapp. (*Document no 135*), 259. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3e lect. sur div., 271. Sanction, 282. (1973, c. 22.)

Projet de loi 14.—Loi autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles.—M. Toupin.—1ère lect., 139. 2e lect. (lt-g.); en commission pl.; rapp.; 3e lect., 155. Sanction, 156. (1973, c. 23.)

Projet de loi 15.—Loi modifiant la Loi des compagnies.—M. Tetley.—1ère lect., 161. 2e lect.; en commission pl.; progrès, 192. De nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 3e lect., 203. Sanction, 236. (1973, c. 65.)

Projet de loi 16.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974, et pour d'autres fins du service public.—M. Garneau.—1ère, 2e et 3e lect., 147. Sanction, 154. (1973, c. 4.)

Projet de loi 18.—Loi modifiant la Loi des renseignements sur les compagnies.—M. Tetley.—1ère lect., 161. 2e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 176. Sanction, 188. (1973, c. 66.)

Projet de loi 19.—Loi modifiant la Loi du crédit aux pêcheries maritimes.—M. Saint-Pierre.—1ère lect., 153. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 158.

Projets de loi:—Suite

Reprise du débat; motion adoptée; 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 173. Sanction, 188. (1973, c. 35.)

Projet de loi 20.—Loi modifiant la Loi des fabriques.—M. Tetley.—1ère lect., 169. 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 176. Sanction, 188. (1973, c. 71.)

Projet de loi 21.—Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.—M. Castonguay.—1ère lect., 169. 2e lect. (lt-g.); référé à la Commission permanente des affaires sociales, 242. Rapp. (*Document no 123*), 247. Prise en considération du rapport de la Commission; rapport adopté; 3e lect., 272-273. Sanction, 282. (1973, c. 30.)

Projet de loi 22.—Loi modifiant la Loi sur les impôts et certaines autres dispositions législatives d'ordre fiscal.—M. Harvey (Jonquière).—1ère lect., 211. 2e lect. (lt-g.); référé à la Commission permanente des finances, des comptes publics et du revenu, 235. Rapp. (*Document no 118*), 246. Prise en considération du rapport de la Commission; rapport adopté; 3e lect., 268. Sanction, 282. (1973, c. 17.)

Projet de loi 23.—Loi constituant la Société Inter-Port de Québec.—M. Saint-Pierre.—1ère lect., 215.

Projet de loi 24.—Loi sur les marchés agricoles.—M. Toupin.—1ère lect.; référé à la Commission permanente de l'agriculture et de la colonisation, 215.

Projet de loi 25.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974, et pour d'autres fins du service public.—M. Garneau.—1ère, 2e et 3e lect., 207. Sanction, 236. (1973, c. 5.)

Projet de loi 26.—Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles.—M. Tetley.—1ère lect., 201. 2e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 206. Sanction, 236. (1973, c. 25.)

Projet de loi 27.—Loi modifiant la Loi refondant la charte de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.—M. Tetley.—1ère lect., 201. 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 206. Sanction, 236. (1973, c. 93.)

Projet de loi 28.—Loi modifiant la Loi de la division territoriale.—M. Choquette.—1ère lect., 211. 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 235. Sanction, 236. (1973, c. 8.)

Projet de loi 29.—Loi accordant des subventions aux municipalités de 25,000 habitants ou plus.—M. Goldbloom.—1ère lect., 211. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; débat suspendu, 248. Reprise du débat; motion adoptée sur div. (vote); 2e lect.; en commission pl.; rapp.; 3e lect., 260. Sanction, 283. (1973, c. 32.)

Projet de loi 31.—Loi concernant le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.—M. Parent.—1ère lect., 228. Ordre de 2e lect. révoqué; 1ère lect. révoquée; projet de loi retiré, 245. Nouveau projet de loi déposé; 1ère lect., 245. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; débat suspendu, 269. Reprise du débat; débat suspendu, 270. Reprise du débat; motion adoptée avec la dissidence de certains

Projets de loi:—Suite

députés; 2e lect.; référé à la Commission permanente de la fonction publique, 270. Rapp. (*Document no 143*); rapport adopté; 3e lect. sur div., 272. Sanction, 283. (1973, c. 11.)

Projet de loi 32.—Loi modifiant la Loi des transports.—M. Pinard.—1ère lect. sur div., 242. 2e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 268. Sanction, 283. (1973, c. 37.)

Projet de loi 33.—Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière.—M. Goldbloom.—1ère lect., 239. 2e lect. (lt-g.); en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 280. 3e lect., 281. Sanction, 283. (1973, c. 31.)

Projet de loi 34.—Loi modifiant la Loi de la Société des traversiers Québec-Lévis.—M. Mailloux.—1ère lect., 265.

Projet de loi 35.—Loi concernant les municipalités des paroisses de Saint-Gérard-des-Laurentides et de Saint-Mathieu.—M. Levesque.—1ère et 2e lect., 267. En commission pl.; rapp.; 3e lect., 267. Sanction, 283. (1973, c. 89.)

Projet de loi 63.—Loi du Conseil du statut de la femme.—M. Cloutier (Ahuntsic).—1ère lect., 66; motion de 2e lect. (lt-g.); débat; amdt proposé; amdt rejeté sur div. (vote); débat suspendu, 248. Reprise du débat; motion principale adoptée sur div. (vote); 2e lect., 260. Projet de loi référé à la Commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications, 261. Rapp. (*Document no 142*); 3e lect., 271. Sanction, 283. (1973, c. 7.)

Projet de loi 65.—Loi de la protection de la jeunesse.—M. Levesque.—1ère lect.; référé à la Commission conjointe comprenant la Commission de la justice et la Commission des affaires sociales, 66.

Projet de loi 69.—Loi modifiant la Loi de l'accréditation des libraires.—M. Cloutier (Ahuntsic).—1ère lect., 66. 2e lect. (lt-g.); en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé; 3e lect., 192. Sanction, 236. (1973, c. 15.)

Projet de loi 78.—Loi concernant le louage de choses (*Réimpression*).—M. Choquette.—1ère lect., référé à la Commission de la justice, 66. Nouveau projet de loi déposé, 265.

Projet de loi 79.—Loi instituant une chambre des loyers à la Cour provinciale (*Réimpression*).—M. Choquette.—1ère lect.; référé à la Commission de la justice, 66. Nouveau projet de loi déposé, 265.

Projet de loi 80.—Loi des huissiers.—M. Choquette.—1ère lect.; référé à la Commission de la justice, 66.

Projet de loi 85.—Loi modifiant de nouveau la Loi des tribunaux judiciaires.—M. Choquette.—1ère lect., 66. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; débat suspendu, 279. Reprise du débat; motion adoptée avec la dissidence de certains députés; 2e lect.; référé à la Commission de la justice, 280.

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 88.—Loi de l'expropriation.—M. Pinard.—1ère lect.; référé à la Commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement, 66; rapport déposé (*Document no 66*), 139. Projet de loi réimprimé déposé, 201. 2e lect. (lt-g.); en commission pl.; progrès, 221. De nouveau en commission pl.; progrès, 225. De nouveau en commission pl.; progrès, 243. De nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 246. 3e lect., 268. Sanction, 283. (1973, c. 38.)

Projet de loi 89.—Loi assurant le bien-être de la population en cas de conflit de travail.—M. Cournoyer.—1ère lect.; référé à la Commission du travail et de la main-d'oeuvre et de l'immigration, 66.

Projet de loi 100.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal.—M. Shanks.—1ère lect., 195. 2e lect., 202. Projet de loi référé à la Commission permanente des affaires municipales, 202. Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 103*), 205. Rapport de la Commission déposé (*Document no 136*), 259. 3e lect., 260. Sanction, 283. (1973, c. 77.)

Projet de loi 113.—Loi concernant la vente de certains immeubles par la Société d'éducation de Joliette.—M. Bacon.—1ère lect., 196. 2e lect., 202. Projet de loi référé à la Commission de la justice, 202. Rapp. (*Document no 117*), 240. 3e lect., 241. Sanction, 283. (1973, c. 100.)

Projet de loi 143.—Loi concernant Commander Nickel Copper Mines Ltd (No Personal Liability).—M. Bacon.—1ère lect., 190. 2e lect.; référé à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, 196. Rapport de la Commission déposé (*Document no 102*), 205. 3e lect., 205. Sanction, 236. (1973, c. 95.)

Projet de loi 148.—Loi concernant le Club de Golf New Glasgow (1966) Inc.—M. Hardy.—1ère lect., 190. 2e lect.; référé à la Commission permanente des institutions financières, compagnies et coopératives, 196. Rapport de la Commission déposé (*Document no 102*), 205. 3e lect., 205. Sanction, 236. (1973, c. 96.)

Projet de loi 149.—Loi concernant la succession de Joseph Aldéric Raymond.—M. St-Germain.—1ère lect., 190. 2e lect.; référé à la Commission permanente de la justice, 196. Rapp. (*Document no 117*), 240. 3e lect., 241. Sanction, 283. (1973, c. 101.)

Projet de loi 150.—Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est.—M. Perreault.—1ère lect., 195. 2e lect., 202. Projet de loi référé à la Commission permanente des affaires municipales, 202. Rapp. (*Document no 114*), 228. 3e lect., 234. Sanction, 236. (1973, c. 81.)

Projet de loi 152.—Loi concernant certains lots du cadastre de la cité de Montréal (quartier Saint-Laurent).—M. Blank.—1ère lect., 195. 2e lect., 202. Projet de loi référé à la Commission permanente de la justice, 202. Rapp. (*Document no 117*), 240.

Projet de loi 153.—Loi concernant la municipalité de la Paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard.—M. Séguin.—1ère lect.; règles de pratique suspendues; projet de loi référé à la Commission permanente des affaires municipales, 212. Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 105*), 211. Rapport de la Commission déposé (*Document no 114*), 228.

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 154.—Loi concernant le titre de Allis-Chalmers, Rumely, Ltd. sur un immeuble.—M. Cornellier.—1ère lect., 190. 2e lect.; référé à la Commission permanente de la justice, 196. Rapp. (*Document no 117*), 241. 3e lect., 241. Sanction, 283. (1973, c. 99.)

Projet de loi 156.—Loi concernant La Corporation Ivanhoe.—M. Berthiaume.—1ère lect., 196. 2e lect., 202. Projet de loi référé à la Commission permanente de la justice, 202. Rapp. (*Document no 117*), 241.

Projet de loi 158.—Loi éteignant une servitude sur une partie d'un lot du cadastre de la municipalité de la paroisse de Montréal.—M. Vézina.—1ère lect., 196. 2e lect., 202. Projet de loi référé à la Commission permanente de la justice, 202. Rapp. (*Document no 117*), 241. 3e lect., 241. Sanction, 283. (1973, c. 98.)

Projet de loi 159.—Loi concernant la ville de Saint-Hubert.—M. Leduc.—1ère lect., 196. 2e lect., 202. Projet de loi référé à la Commission permanente des affaires municipales, 202. Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 103*), 205. Rapport de la Commission déposé (*Document no 114*), 228. 3e lect., 234. Sanction, 236. (1973, c. 85.)

Projet de loi 162.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec.—M. Houde (Limoilou).—1ère lect., 190. 2e lect.; référé à la Commission permanente des affaires municipales, 196. Rapp. (*Document no 113*), 228. Prise en considération du rapport de la Commission; rapport adopté, 260. 3e lect., 260. Sanction, 283. (1973, c. 80)

Projet de loi 163.—Loi concernant la succession de Léona Bessette.—M. Paul.—1ère lect., 196. 2e lect., 202. Projet de loi référé à la Commission de la justice, 202. Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 103*), 205. Rapport de la Commission déposé (*Document no 117*), 241. 3e lect., 241. Sanction, 283. (1973, c. 102.)

Projet de loi 164.—Loi concernant la ville de Pierrefonds.—M. Séguin.—1ère lect., 196. 2e lect., 202. Projet de loi référé à la Commission permanente des affaires municipales, 202. Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 103*), 205. Rapport de la Commission déposé (*Document no 114*), 228. 3e lect., 234. Sanction, 236. (1973, c. 82.)

Projet de loi 165.—Loi concernant La Fabrique de la paroisse de Ste-Dorothée.—M. Houde (Fabre).—1ère lect., 190. 2e lect.; référé à la Commission permanente de la justice, 196. Rapp. (*Document no 117*), 241. 3e lect., 241. Sanction, 283. (1973, c. 97.)

Projet de loi 166.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation la ville du Lac Saint-Joseph.—M. Harvey (Chauveau).—1ère lect., 196. 2e lect., 202. Projet de loi référé à la Commission permanente des affaires municipales, 202. Rapport du greffier en loi déposé (*Document no 103*), 205. Rapport de la Commission déposé (*Document no 114*), 228. 3e lect., 235. Sanction, 236. (1973, c. 86.)

Projet de loi 167.—Loi modifiant la charte de la Ville de Sainte-Foy.—M. Harvey (Chauveau).—1ère lect., 196. 2e lect., 202. Projet de loi référé à la Commission permanente des affaires municipales, 202. Rapporté (*Document no 114*), 228. 3e lect., 235. Sanction, 237. (1973, c. 84.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 168.—Loi concernant une donation à La Fabrique de la paroisse de Saint-Philéas-de-Villeroy.—M. Béland.—1ère lect., 190. 2e lect.; référé à la Commission permanente de la justice, 196. Rapp. (*Document no 117*), 241. 3e lect., 241. Sanction, 283. (1973, c. 103.)

Projet de loi 250.—Code des professions (*Réimpression*).—M. Castonguay.—1ère et 2e lect.; référé à la Commission des corporations professionnelles, 66. Rapp. (*Document no 122*), 247. Motion de prise en considération du rapport; débat; débat ajourné, 272; amds proposés. Reprise du débat; rapport adopté, 275-276. 3e lect. sur div. (vote), 277. Sanction, 283. (1973, c. 43.)

Projet de loi 251.—Loi modifiant la Loi du Barreau.—M. Choquette.—1ère et 2e lect.; référé à la Commission des corporations professionnelles, 66. Rapp. (*Document no 140*), 269. 3e lect. sur div. (vote), 277. Sanction, 283. (1973, c. 44.)

Projet de loi 252.—Loi médicale (*Réimpression*).—M. Castonguay.—1ère et 2e lect.; référé à la Commission des corporations professionnelles, 66. Rapp. (*Document no 122*), 247. Motion de prise en considération du rapport; débat; débat ajourné, 272. Reprise du débat; rapport adopté, 275-276. 3e lect. sur div. (vote), 277. Sanction, 283. (1973, c. 46.)

Projet de loi 253.—Loi modifiant la Loi du notariat.—M. Choquette.—1ère et 2e lect.; référé à la Commission des corporations professionnelles, 66. Rapp. (*Document no 140*), 269. 3e lect. sur div. (vote), 277. Sanction, 283. (1973, c. 45.)

Projet de loi 254.—Loi des dentistes (*Réimpression*).—M. Castonguay.—1ère et 2e lect.; référé à la Commission des corporations professionnelles, 66. Rapp. (*Document no 122*), 247. Motion de prise en considération du rapport; débat; débat ajourné, 272. Reprise du débat; rapport adopté, 275-276. 3e lect. sur div. (vote), 277. Sanction, 283. (1973, c. 49.)

Projet de loi 255.—Loi sur la pharmacie (*Réimpression*).—M. Castonguay.—1ère et 2e lect.; référé à la Commission des corporations professionnelles, 66. Rapp. (*Document no 122*), 247. Motion de prise en considération du rapport; débat; débat ajourné, 272. Reprise du débat; rapport adopté, 275-276. 3e lect. sur div. (vote), 277. Sanction, 283. (1973, c. 51.)

Projet de loi 256.—Loi sur l'optométrie (*Réimpression*).—M. Castonguay.—1ère et 2e lect.; référé à la Commission des corporations professionnelles, 66. Rapp. (*Document no 122*), 247. Motion de prise en considération du rapport; débat; débat ajourné, 272. Reprise du débat; rapport adopté, 275-276. 3e lect. sur div. (vote), 277. Sanction, 283. (1973, c. 52.)

Projet de loi 257.—Loi modifiant la Loi des médecins vétérinaires (*Réimpression*).—M. Saint-Pierre.—1ère et 2e lect.; référé à la Commission des corporations professionnelles, 66. Rapp. (*Document no 137*), 259. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 276. 3e lect. sur div. (vote), 277. Sanction, 283. (1973, c. 57.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi 258.—Loi des agronomes (*Réimpression*).—M. Saint-Pierre.—1ère et 2e lect.; référé à la Commission des corporations professionnelles, 66. Rapp. (*Document no 137*), 259. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 276. 3e lect. sur div. (vote), 277. Sanction, 283. (1973, c. 58.)

Projet de loi 259.—Loi des architectes (*Réimpression*).—M. Saint-Pierre.—1ère et 2e lect.; référé à la Commission des corporations professionnelles, 66. Rapp. (*Document no 137*), 259. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 276. 3e lect. sur div. (vote), 277. Sanction, 283. (1973, c. 59.)

Projet de loi 260.—Loi modifiant la Loi des ingénieurs (*Réimpression*).—M. Saint-Pierre.—1ère et 2e lect.; référé à la Commission des corporations professionnelles, 66. Rapp. (*Document no 137*), 259. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 276. 3e lect. sur div. (vote), 277. Sanction, 283. (1973, c. 60.)

Projet de loi 261.—Loi des arpenteurs-géomètres (*Réimpression*).—M. Saint-Pierre.—1ère et 2e lect.; référé à la Commission des corporations professionnelles, 66. Rapp. (*Document no 137*), 259. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 276. 3e lect. sur div. (vote), 277. Sanction, 283. (1973, c. 61.)

Projet de loi 262.—Loi modifiant la Loi des ingénieurs forestiers (*Réimpression*).—M. Saint-Pierre.—1ère et 2e lect.; référé à la Commission des corporations professionnelles, 66. Rapp. (*Document no 137*), 259. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 276. 3e lect. sur div. (vote), 277. Sanction, 284. (1973, c. 62.)

Projet de loi 263.—Loi modifiant la Loi des chimistes professionnels (*Réimpression*).—M. Saint-Pierre.—1ère et 2e lect.; référé à la Commission des corporations professionnelles, 66. Rapp. (*Document no 137*), 259. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 276. 3e lect. sur div. (vote), 277. Sanction, 284. (1973, c. 63.)

Projet de loi 264.—Loi des comptables agréés (*Réimpression*).—M. Saint-Pierre.—1ère et 2e lect.; référé à la Commission des corporations professionnelles, 66. Rapp. (*Document no 137*), 259. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 276. 3e lect. sur div. (vote), 277. Sanction, 284. (1973, c. 64.)

Projet de loi 265.—Loi des techniciens en radiologie (*Réimpression*).—M. Castonguay.—1ère et 2e lect.; référé à la Commission des corporations professionnelles, 66. Rapp. (*Document no 122*), 247. Motion de prise en considération du rapport; débat; débat ajourné, 272. Reprise du débat; rapport adopté, 275-276. 3e lect. sur div. (vote), 277. Sanction, 284. (1973, c. 47.)

Projet de loi 266.—Loi sur la denturologie (*Réimpression*).—M. Castonguay.—1ère et 2e lect.; référé à la Commission des corporations professionnelles, 66. Rapp. (*Document no 122*), 247. Motion de prise en considération du rapport; débat; débat ajourné, 272. Reprise du débat; rapport adopté, 275-276. 3e lect. sur div. (vote), 277. Sanction, 284. (1973, c. 50.)

Projet de loi 268.—Loi des opticiens d'ordonnances (*Réimpression*).—M. Castonguay.—1ère et 2e lect.; référé à la Commission des corporations professionnelles, 66.

Projets de loi:—Suite

Rapp. (*Document no 122*), 247. Motion de prise en considération du rapport; débat; débat ajourné, 272. Reprise du débat; rapport adopté, 275-276. 3e lect. sur div. (vote), 277. Sanction, 284. (1973, c. 53.)

Projet de loi 269.—Loi sur la chiropratique (*Réimpression*).—M. Castonguay.—1ère et 2e lect.; référé à la Commission des corporations professionnelles, 66. Rapp. (*Document no 122*), 247. Motion de prise en considération du rapport; débat; débat ajourné, 272. Reprise du débat; rapport adopté, 275-276. 3e lect. sur div. (vote), 277. Sanction, 284. (1973, c. 56.)

Projet de loi 270.—Loi des audioprothésistes (*Réimpression*).—M. Castonguay.—1ère et 2e lect.; référé à la Commission des corporations professionnelles, 66. Rapp. (*Document no 122*), 247. Motion de prise en considération du rapport; débat; débat ajourné, 272. Reprise du débat; rapport adopté, 275-276. 3e lect. sur div. (vote), 277. Sanction, 284. (1973, c. 54.)

Projet de loi 271.—Loi sur la podiatrie (*Reimpression*).—M. Castonguay.—1ère et 2e lect.; référé à la Commission des corporations professionnelles, 66. Rapp. (*Document no 122*), 247. Motion de prise en considération du rapport; débat; débat ajourné, 272. Reprise du débat; rapport adopté, 275-276. 3e lect. sur div. (vote), 277. Sanction, 284. (1973, c. 55.)

Projet de loi 273.—Loi des infirmières et infirmiers (*Reimpression*).—M. Castonguay.—1ère et 2e lect.; référé à la Commission des corporations professionnelles, 66. Rapp. (*Document no 122*), 247. Motion de prise en considération du rapport; débat; débat ajourné, 272. Reprise du débat; rapport adopté sur div. (vote), 275-276. 3e lect. sur div. (vote), 277. Sanction, 284. (1973, c. 48.)

Projet de loi 275.—Loi modifiant la Loi de la Législature.—M. Levesque.—1ère lect., 66. Ordre de 2e lect. révoqué; 1ère lect. révoquée; projet de loi retiré, 261. Nouveau projet de loi déposé; 1ère lect., 262. 2e lect. (lt-g.); en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 268. 3e lect., 270. Sanction, 284. (1973, c. 10.)

Projet de loi 277.—Loi concernant le commerce du pain.—M. Saint-Pierre.—1ère lect., 66. Motion de 2e lect. (lt-g.); débat; amdt proposé; débat ajourné, 203. Reprise du débat; amdt rejeté sur div. (vote); motion principale adoptée sur div. (vote); 2e lect., 207. En commission pl.; progrès, 208. De nouveau en commission pl.; progrès, 212. De nouveau en commission pl.; progrès, 213. De nouveau en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé sur div., 221. 3e lect. sur div., 235. Sanction, 237. (1973, c. 34.)

Projets de loi (Procédures incidentes):

Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 6 du règlement, certains projets de loi seront inscrits au feuillet de l'Assemblée nationale au même stade qu'ils se trouvaient au moment de la prorogation de la 3e session de la 29e Législature, 66.

Certains projets de loi pourront être présentés au cours de la présente séance, 239.

PROTECTEUR DU CITOYEN:—Traitement du—, fixé, 281.

PRÊTS AGRICOLES:—Loi autorisant de nouveaux crédits pour fins de—. Projet de loi 14.

PROTECTION DE LA JEUNESSE:—Loi de la—. Projet de loi 65.

Q

QUÉBEC:—Loi modifiant la Charte de la Ville de—. Projet de loi 162.

Questions et réponses:

Accidents sur la route 32:—Détails concernant le nombre d'—, depuis le 12 mai 1970, à l'endroit appelé « Courbe de la Mort » entre Saint-Camille et Asbestos. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 104. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Affaires sociales:—Un ou des contrats ont-ils été accordés pour la décoration de bureaux occupés par le ministère des—, 180.

Aménagement de cours d'eau:—Détails concernant l'—, dans la province de Québec. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 164. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Assurance-récolte:—Détails concernant les productions agricoles non couvertes par l'—, 116.

Bourses pour études universitaires au Québec et à l'étranger:—À part le ministère de l'Éducation, quel autre organisme du gouvernement du Québec accorde des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 164. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Camps musicaux:—Détails concernant les—, du Lac-Saint-Jean, de Lanaudière, Villa Musica et les Musiciens amateurs du Canada. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 182. (Voir aussi *Documents de la session*.)

CEGEP:—Combien y a-t-il de—, au Québec. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 182. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Classification et mise en marché des produits:—Quelle est la politique de—, définie par le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation depuis le 12 mai 1970, 117.

Clubs de moloney:—Quel est le montant des subventions accordées aux—, en 1970, 1971 et 1972, 233.

Commissions d'enquête:—Combien de—, ont été instituées depuis 1966, 75.

Commission des Accidents de Travail du Québec:—Combien la—, a-t-elle d'employés à son service, 118.

Questions et Réponses:—Suite

Commission des Accidents du Travail du Québec:—Quels sont les noms et adresses des administrateurs de la—, 250.

Commissions royales d'enquête:—Détails concernant les—, instituées en vertu de la Loi des commissions d'enquête (S.R.Q. 1964, c. 11). (Question transformée en motion pour dépôt de document), 197. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Complexe scientifique:—À quelle agence de sécurité a été confiée la surveillance du—, situé sur le boulevard Henri IV, à Québec, 231.

Dion & Frères, de Plessisville:—Le gouvernement loue-t-il des bureaux, entrepôts ou autres locaux à l'entreprise—, 179.

Disraëli:—Le gouvernement du Québec projette-t-il la centralisation de certains services gouvernementaux à—, comté de Wolfe, 249.

Écoles polyvalentes:—Détails concernant les—, construites depuis le 1er mai 1970. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 255. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Espoir des Jeunes Inc.:—Une société sans but lucratif a-t-elle été fondée sous le nom de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 105. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Fonction publique:—Quels étaient les effectifs du ministère de la—, le 12 mai 1970. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 220. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Foyer pour vieillards à Drummondville:—Le ministre des Affaires sociales a-t-il l'intention de faire construire un—, 278.

Habitations à loyer modique:—Détails concernant la soumission des portes et châssis pour la construction d'—, à Victoriaville, 60.

Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports:—Détails concernant le—, l'engagement de son personnel et sa politique au sujet de la C.S.Q. et de la Mission-Québec 76. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 76. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports:—Détails concernant le—, ainsi que la nomination de M. Paul Phaneuf au Conseil des ministres. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 91. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Immeubles gouvernementaux:—Quels sont les personnes ou organismes qui étudient pour le gouvernement s'il est moins coûteux de louer ou de construire des édifices administratifs, 161.

Questions et Réponses:—Suite

*Indemnisation des producteurs pour dommages aux récoltes:—*Détails concernant l'—, conformément à l'annonce faite dans *La Terre de Chez-Nous* du 24 mai 1972. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 119. (Voir aussi *Documents de la session.*)

*Information touristique:—*Le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche possède-t-il des chalets ou des kiosques d'—, au Québec. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 256. (Voir aussi *Documents de la session.*)

*Jeux olympiques de 1976:—*Quel est l'organisme provincial responsable des dépenses envisagées par la ville de Montréal et le COJO pour les—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 257. (Voir aussi *Documents de la session.*)

*Livres:—*Quelles sommes le Service des achats a-t-il dépensées au cours de 1972 pour l'achat de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 224. (Voir aussi *Documents de la session.*)

*Maisons du Québec à l'étranger:—*Combien le gouvernement a-t-il de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). 181 (Voir aussi *Documents de la session.*)

*Maisons mobiles Norbec Limitée:—*Un contrat a-t-il été accordé à la compagnie—, de Saint-Joseph-de-Beauce par la Société de développement de la Baie James pour l'achat de maisons mobiles, 60.

*Marchés agricoles:—*Est-il exact que parallèlement aux plans conjoints, le gouvernement favorisera l'organisation de commissions mixtes de vente et de sociétés d'intérêt mixte de développement de—, 116.

*Massicotte, M. Georges, agronome:—*Est-il à l'emploi du gouvernement ou un de ses offices, régies ou autre organisme. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 90. (Voir aussi *Documents de la session.*)

*Matane-Matapédia:—*Détails concernant le Plan d'aménagement intensif de l'unité—, préparé par MM. Gilbert Paille et Marc Côté. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 149. (Voir aussi *Documents de la session.*)

*Médicaments:—*Quel est le nom des membres du comité de décisions pour le choix de—, admis à l'assurance-médicaments. (Question transformée en motion pour dépôt de document. 224. (Voir aussi *Documents de la session.*)

*Motoneige:—*Quel est le montant total des subventions accordées aux clubs de—, en 1970, 1971 et 1972, 233.

*New Québec Raglan Mines:—*Combien de tonnes de minéral ont été exportées hors du Québec en vertu du permis accordé à la—, en mai 1971, 265. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Questions et Réponses:—Suite

*Occasionnels dans la Fonction publique:—*Quel était le nombre des employés—, au 1er avril 1970, 1971, 1972 et 1973, 219.

*Palais de justice de Thetford Mines:—*Le gouvernement est-il locataire ou propriétaire de distributeurs automatiques installés au—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 165. (Voir aussi *Documents de la session.*)

*Palais de justice de Thetford Mines:—*Les travaux d'entretien du—, sont-ils exécutés en régie ou à contrat, 162.

*Parc régional récréatif au lac Petit-Bras:—*Détails concernant la réalisation d'un—, dans la région de Baie-Comeau-Hauterive. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 76. (Voir aussi *Documents de la session.*)

*Phaneuf, M. Paul:—*Est-il possible d'obtenir une copie de l'arrêté en conseil nommant—, au Conseil des ministres. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 91. (Voir aussi *Documents de la session.*)

*Place Royale:—*Le gouvernement du Québec a-t-il autorisé aucun de ses fonctionnaires ou tout autre agent à trouver un locataire pour l'administration de restaurants, bars, etc. dans les maisons de—, 215.

*Plan d'aménagement intensif de l'unité Matane-Matapédia:—*Détails concernant le—, préparé par MM. Gilbert Paille et Marc Côté. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 149. (Voir aussi *Documents de la session.*)

*Plessisville:—*Est-ce que le gouvernement a des bureaux, entrepôts ou autres locaux dans la ville de—, 179.

*Prêts agricoles dans le comté de Lotbinière:—*Combien y a-t-il eu de—, en 1969, 1970, 1971 et 1972, 163.

*Récoltes:—*Détails concernant l'indemnisation des producteurs pour dommages aux—, conformément à l'annonce faite dans *La Terre de Chez-Nous* du 24 mai 1972. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 119. (Voir aussi *Documents de la session.*)

*Régie de l'assurance-maladie du Québec:—*Quels sont les surplus nets réalisés chaque année par la—, depuis sa fondation, 129.

*Régie de l'assurance-maladie du Québec:—*Quels sont les noms des administrateurs de la—, 250.

*Régie des rentes du Québec:—*Quels sont les noms et adresses des administrateurs de la—, 279.

*Rouyn-Noranda:—*Combien le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement a-t-il signé de contrats de location pour locaux dans le comté de—, 218.

Questions et Réponses:—Suite

Saint-Jean-Vianney:—Détails concernant le glissement de terrain survenu à—, en 1971. (Questions transformées en motions pour dépôt de documents), 251, 252, 253, 254 et 255. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Sainte-Martine, comté de Châteauguay:—Quel est le coût de location du bureau de la Sûreté du Québec à—, 129.

Séminaire de Joliette:—Détail concernant la vente du—, connu aussi sous le nom de Société d'éducation, 216.

Société de développement de la Baie James:—Un contrat a-t-il été accordé à la compagnie *Les Maisons mobiles Norbec Limitée* par la—, pour l'achat de maisons mobiles, 60.

Société d'éducation:—Détails concernant la vente du Séminaire de Joliette, connu aussi sous le nom de—, 216.

Société des alcools du Québec:—Détails concernant les soumissions pour la climatisation des locaux utilisés par la—, en 1970, 1971 et 1972, 89.

Société des alcools du Québec:—À quelle date fut signé le bail pour le nouveau local de la—, à Saint-Georges de Beauce, 180.

Sûreté du Québec de Sainte-Martine, comté de Châteauguay:—Quel est le coût de location du bureau de la—, 129.

Thetford Mines:—Détails concernant l'étude des projets de déménagement des quartiers Saint-Maurice et Saint-Michel à—, et les bénéfices de certaines compagnies d'amiante, 102.

Thiro Construction:—Combien de contrats ont été accordés par l'Hydro-Québec à la firme—, dans la région du comté d'Arthabaska, de 1968 à 1970, 104.

Tordeuse des bourgeons d'épinettes:—Quel est le coût total du programme TBE 1973 contre la—, 266.

Usines laitières:—Combien d'—, ont fermé leurs portes depuis le 1er avril 1970. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 150. (Voir aussi *Documents de la session*.)

R

RAYMOND:—Loi concernant la succession de Joseph Aldéric—. Projet de loi 149.

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC:—Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et la Loi de la—. Projet de loi 21.

RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS:—Loi concernant le—. Projet de loi 31.

S

SAINT-GÉRARD-DES-LAURENTIDES ET DE SAINT-MATHIEU:—Loi concernant les municipalités des paroisses de—. Projet de loi 35.

SAINT-HUBERT:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi 159.

SAINT-MATHIEU:—Loi concernant les municipalités des paroisses de Saint-Gérard-des-Laurentides et de—. Projet de loi 35.

SAINT-PHILÉAS-DE-VILLEROY:—Loi concernant une donation à La Fabrique de la paroisse de—. Projet de loi 168.

SAINT-RAPHAËL-DE-L'ÎLE-BIZARD:—Loi concernant la municipalité de la paroisse de—. Projet de loi 153.

STE-DOROTHÉE:—Loi concernant la Fabrique de la paroisse de—. Projet de loi 165.

SAINTE-FOY:—Loi modifiant la charte de la Ville de—. Projet de loi 167.

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE DES AGRICULTEURS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC:—Loi modifiant la Loi refondant la charte de la—. Projet de loi 27.

SOCIÉTÉ D'ÉDUCATION DE JOLIETTE:—Loi concernant la vente de certains immeubles par la—. Projet de loi 113.

SOCIÉTÉ DE RÉCUPÉRATION, D'EXPLOITATION ET DE DÉVELOPPEMENT FORESTIERS DU QUÉBEC:—Loi de la—. Projet de loi 5.

SOCIÉTÉ DES TRAVERSIERS QUÉBEC-LÉVIS:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi 34.

SOCIÉTÉ INTER-PORT DE QUÉBEC:—Loi constituant la—. Projet de loi 23.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'EXPORTATION MINIÈRE:—Loi modifiant la Charte de la—. Projet de loi 4.

STATUT DE LA FEMME:—Loi du Conseil du—. Projet de loi 63

T

TECHNICIENS EN RADIOLOGIE:—Loi des—. Projet de loi 265.

TRANSPORTS:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi 32.

TRIBUNAUX JUDICIAIRES:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi 2.

TRIBUNAUX JUDICIAIRES:—Loi modifiant de nouveau la Loi des—. Projet de loi 85.

V

VALEURS MOBILIÈRES:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi 6.

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL:—Traitement du—, fixé, 281.

VÉTÉRINAIRES:—Loi modifiant la Loi des médecins—. Projet de loi 257.

INDEX
OF THE
**ONE HUNDRED AND EIGHTH
VOLUME**

22 ELIZABETH II, 1973

A

Accounts and Papers:

Accidents on Route 32:—Details re the number of—, since May 12th 1970, at place called "Dead Man's Curve" between Saint-Camille and Asbestos. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 104. (*Sessional Papers, No. 50.*)

Administration of Justice Beyond the 50th Parallel:—Report entitled: The—. Tabled, 53. (*Sessional Papers, No. 6.*)

Advancement or retraining courses:—Detailed statement of all the expenditures incurred by each department, board, etc. respecting—, of personnel in Québec or elsewhere. Tabled, 92. (*Sessional Papers, No. 38.*)

Agriculture and Colonization:—Annual report of the Department of—, for 1971/1972. Tabled, 55. (*Sessional Papers, No. 9.*)

Arable domain of the province:—Statement ordering the tabling of all the orders in council passed under the Act to enlarge the—. Tabled, 56. (*Sessional Papers, No. 12.*)

Association of Dental Surgeons of the Province of Québec:—Copy of the proposals made to the—, concerning the plan for dental care coverage. Tabled, 109. (*Sessional Papers, No. 54.*)

For Sessional Papers, Documents:—See Accounts and Papers.
For Interpellations:—See Questions and/or Accounts and Papers.

Accounts and Papers:—Continued

*Books:—*What amounts were spent by the Purchasing Service in 1972 for the purchase of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 224. (*Sessional Papers, No. 112.*)

*Budget:—*Estimates of expenditure for the fiscal year ending March 31st 1974. Tabled, 50. (*Sessional Papers, No. 1.*)

*Budget, Supplementary (No. 1), 1973/74:—*Tabled, 114. (*Sessional Papers, No. 2.*)

*CEGEPS:—*How many—, are there in the province of Québec. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 182. (*Sessional Papers, No. 90.*)

*Central Mortgage and Housing Corporation:—*Copy of an agreement between the—, and the Québec Housing Corporation concerning low rental housing projects and student housing projects. Tabled, 101. (*Sessional Papers, No. 44.*)

*Civil Service:—*How many persons were in the employ of the Department of the—, as at May 12th 1970. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 220. (*Sessional Papers, No. 107.*)

*Classification of the teachers:—*Documents containing information on the—, in the CEGEPS and school boards. Tabled, 82. (*Sessional Papers, No. 32.*)

*Club de Golf New Glasgow (1966) Inc.:—*Report of the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives which examined bill 148, An Act respecting—. Tabled, 205. (*Sessional Papers, No. 102.*)

*Colonization societies:—*Statement ordering the tabling of all the orders in council by which any townships are set apart for—. Tabled, 55. (*Sessional Papers, No. 11.*)

*Colonization Societies Act:—*Statement respecting the tabling of the report containing a statement of all the sums paid under the—. Tabled, 55. (*Sessional Papers, No. 10.*)

*Commander Nickel Copper Mines Ltd (No personal liability):—*Report of the Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives which examined bill 143, An Act respecting—. Tabled, 205. (*Sessional Papers, No. 102.*)

*Commission of inquiry on the situation of the French language and language rights in the province of Québec:—*Report of the—, Book I: "The Language of Work". Tabled, 99. (*Sessional Papers, No. 42.*)

*Commission of inquiry on the situation of the French language and language rights in the province of Québec:—*Book II of the report of the—, entitled: "Language Rights". Tabled, 115. (*Sessional Papers, No. 57.*)

Accounts and Papers:—Continued

Commission of inquiry on the situation of the French language and language rights in the province of Québec:—Two studies carried out on behalf of the—: “The French used by advertising agencies in the province of Québec” and “The production of Québec’s universities and the university trained population in the province of Québec”. Tabled, 201. (*Sessional Papers, No. 100.*)

Commission of inquiry on the situation of the French language and language rights in the province of Québec:—The French version of book II of the report of the—, entitled: “Les droits linguistiques”. Tabled, 223. (*Sessional Papers, No. 110.*)

Commission of Inquiry on the situation of the French language and language rights in the province of Québec:—A book entitled “Critical Inventory on Language Rights in the Province of Québec”, prepared on behalf of the—. Tabled, 246. (*Sessional Papers, No. 119.*)

Commissions:—List of—, issued to the public officers during the year 1972. Tabled, 145. (*Sessional Papers, No. 73.*)

Communications:—Annual report of the Department of—, for 1971/1972. Tabled, 99. (*Sessional Papers, No. 41.*)

Compensation paid to producers for crop losses:—Details re—, following the advertisement published in the May 24th 1972 issue of *La Terre de Chez-Nous*. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 119. (*Sessional Papers, No. 59.*)

Comprehensive schools:—Details concerning the—, constructed since May 1st 1970. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 255. (*Sessional Papers, No. 131.*)

Construction industry:—Summary of the hearing of the representative associations, in the—, held in Montreal on March 27th 1973. Tabled, 65. (*Sessional Papers, No. 21.*)

Controverted Elections Act:—Copy of a judgment by the Provincial Court respecting a petition to contest the election of the Member for the electoral district of Ahuntsic. Tabled, 59. (*Sessional Papers, No. 15.*)

Controverted Elections Act:—Copy of a judgment by the Provincial Court respecting a petition to contest the election of the Member for the electoral district of Mercier. Tabled, 59. (*Sessional Papers, No. 16.*)

Court House in Thetford Mines:—Is the government the proprietor or the lessee of the vending machines in the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 165. (*Sessional Papers, No. 82.*)

Crop losses:—Copy of the agreement between the government of Québec and the government of Canada concerning assistance respecting—, caused by over-abundant rains. Tabled, 153. (*Sessional Papers, No. 78.*)

Accounts and Papers:—Continued

Cultural Affairs:—Annual report of the Department of—, for 1971/72. Tabled, 102. (*Sessional Papers, No. 48.*)

Dental Surgeons of the Province of Québec:—Copy of the proposals made to the Association of—, respecting the plan for dental care coverage. Tabled, 109. (*Sessional Papers, No. 54.*)

Education:—Annual report of the Department of—, for 1971/72. Tabled, 123. (*Sessional Papers, No. 61.*)

Enterprises of the Québec Government:—Financial statements of the—, for 1971/72. Tabled, 145. (*Sessional Papers, No. 71.*)

Espoir des Jeunes Inc.:—Has any non-profit organization been founded under the name of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 105. (*Sessional Papers, No. 51.*)

Estimates of the main budget and certain supplementary estimates for the 1973/74 fiscal year:—Reports of the Select Committees which examined the—. Tabled, 189. (*Sessional Papers, No. 93.*)

Expropriation Act:—Report of the Standing Committee on Transport, Public Works and Supply which examined bill 88,—. Tabled, 139. (*Sessional Papers, No. 66.*)

F-1 Programme:—A complete list of the cattle breeders entered in the—, concerning the producing of cattle. Tabled, 92. (*Sessional Papers, No. 37.*)

Farm improvement carried out in Lotbinière county:—Copy of all correspondence exchanged by the government of Québec and Mr. Georges Massicotte, Agonomist, concerning any—, from May 12th 1970 to date. Tabled, 61. (*Sessional Papers, No. 17.*)

Financial Institutions, Companies and Cooperatives:—Annual report of the Department of—, for the fiscal year ended March 31st 1973. Tabled, 206. (*Sessional Papers, No. 104.*)

Five year university investments plan:—Copy of an order in council respecting the approval of the—. Tabled, 95. (*Sessional Papers, No. 40.*)

Foreign Investment Review:—Brief submitted by the government of Québec to the Senate Standing Committee on Banking and Commerce, respecting bill C-132,—. Tabled, 223. (*Sessional Papers, No. 109.*)

Foreign investments:—Copies of two letters signed by Mr. William Tetley, Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, addressed respectively to Mr. Herb Gray and Mr. Alastair Gillespie, concerning—. Tabled, 53. (*Sessional Papers, No. 5.*)

Accounts and Papers:—Continued

Fort Prével Inn:—Copy of the contract with the firm of Maisons usinées Lanau-dièrre Inc., of Joliette, for the purchase of prefabricated motels for the—, Tabled, 131. (*Sessional Papers, No. 62.*)

Grand Théâtre de Québec:—Annual report of the Régie du—, respecting its operations and showing the general state of its affairs for the fiscal year ended March 31st 1972. Tabled, 141. (*Sessional Papers, No. 69.*)

Grants paid to youth groups and organizations:—A complete list of all the grants paid since 1970 to playground associations, recreational centres, etc. Tabled, 131. (*Sessional Papers, No. 63.*)

Greater Québec Water Purification Board:—Report of the activities of the—, for the six months prior to March 31st 1973. Tabled, 95. (*Sessional Papers, No. 39.*)

"Hereford" bulls:—Copy of each of the contracts for the purchase of—, acquired by the Saint-Hyacinthe Artificial Insemination Centre. Tabled, 166. (*Sessional Papers, No. 84.*)

High Commission on Youth, Recreation and Sport:—Details *re* the—, and the appointing of Mr. Paul Phaneuf to the Cabinet. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 91. (*Sessional Papers, No. 36.*)

High Commission on Youth, Recreation and Sport:—Details *re* the—, the engaging of its personnel and its policy respecting the C.S.Q. and Task Force 76. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 76. (*Sessional Papers, No. 30.*)

Hôpital Prévile Ltée.—Report on the visit made to the—, on March 7th 1973 and recommendations approved by the Department of Social Affairs. Tabled, 45. (*Sessional Papers, No. 3.*)

Hydro-Québec:—Report of the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests which examined the financial statements of—, for 1972, and the increase in the rates. Tabled, 115. (*Sessional Papers, No. 56.*)

Immigration:—Annual report of the Department of—, for the 1971/72 fiscal year. Tabled, 115. (*Sessional Papers, No. 58.*)

Jacques-Cartier River:—Report of the Standing Committee on Industry and Commerce, Tourism, Fish and Game which examined the plan for the development of the—. Tabled, 153. (*Sessional Papers, No. 76.*)

James Bay Development Corporation:—Copy of the financial statement of the—, as at December 31st 1972. Tabled, 101. (*Sessional Papers, No. 43.*)

Lands and Forests:—Annual report of the Department of—, for the 1972/73 fiscal year. Tabled, 270. (*Sessional Papers, No. 141.*)

Accounts and Papers:—Continued

Lands and Forests Act:—Orders in council adopted under the—. Tabled, 69 and 70. (*Sessional Papers, Nos. 23, 24 and 25.*)

Laval:—Report of the examination of the financial situation of the City of—. Tabled, 202. (*Sessional Papers, No. 101.*)

Law Clerk of the National Assembly:—Reports of the—, on Private Bills 143, 148, 149, 154, 165 and 168. Tabled, 189. (*Sessional Papers, No. 94.*)

Law Clerk of the National Assembly:—Report of the—, on Private Bills 113, 150, 152, 156, 158, 162 and 167. Tabled, 195. (*Sessional Papers, No. 96.*)

Law Clerk of the National Assembly:—Report of the—, on Private Bills 100, 159, 163, 164 and 166. Tabled, 205. (*Sessional Papers, No. 103.*)

Law Clerk of the National Assembly:—Report of the—, on bill 153, An Act respecting the parish municipality of Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard. Tabled, 211. (*Sessional Papers, No. 105.*)

Library of the Legislature:—Annual report by the Director of the—, for the period from February 15th 1972 to February 28th 1973. Tabled, 54. (*Sessional Papers, No. 7.*)

Massicotte, Mr. Georges:—Copy of all correspondence exchanged by the government of Québec and—, concerning any farm improvement carried out in Lotbinière county from May 12th 1970 to date. Tabled, 61. (*Sessional Papers, No. 17.*)

Massicotte, Mr. Georges, agronomist:—Is—, in the employ of the government or any of its bureaus, boards, or other organization. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 90. (*Sessional Papers, No. 35.*)

Matane-Matapédia Unit:—Details re Plan for the intensive development of the—, prepared by Messrs. Gilbert Paille and Marc Côté. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 149. (*Sessional Papers, No. 74.*)

Materials, machinery, and furniture:—A detailed statement of the sales of—, since May 1970, by the government. Tabled, 198. (*Sessional Papers, No. 99.*)

Medicaments:—What are the names of the members of the advisory committee on the selection of—, under medicament insurance. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 224. (*Sessional Papers, No. 111.*)

Medicine Programme:—Report of the Québec Health Insurance Board concerning the annual cost of the—, for 1972/73 and 1973/74. Tabled, 73. (*Sessional Papers, No. 27.*)

Accounts and Papers:—Continued

- Milk processing plants:*—How many—, have been closed since April 1st 1970. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 150. (*Sessional Papers, No. 75.*)
- Mineral policy:*—A booklet entitled: "Mineral Policy Objectives for Canada", based on the statement by the federal and provincial ministers responsible for—. Tabled, 133. (*Sessional Papers, No. 64.*)
- Montreal International Airport:*—Report prepared by Manalytics Company Inc. respecting the new—. Tabled, 59. (*Sessional Papers, No. 14.*)
- Montreal Urban Community:*—Volume 1 of the report of the Study Committee on the—. Tabled, 169. (*Sessional Papers, No. 85.*)
- Motion pictures:*—Copy of the contracts between the government of Québec and any motion picture producers respecting the producing of—, for the provincial administration. Tabled, 166. (*Sessional Papers, No. 83.*)
- Musical camps:*—Details respecting the *Camp musical du Lac-Saint-Jean*, the *Camp musical de Lanaudière*, the *Camp musical Villa Musica* and the *Musiciens amateurs du Canada*. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 182. (*Sessional Papers, No. 91.*)
- National Archives of Québec:*—Report of the—, for 1972. Tabled, 102. (*Sessional Papers, No. 49.*)
- New Québec Raglan Mines:*—Copy of the order in council adopted in May 1971 authorizing—, to export ore. Tabled, 265. (*Sessional Papers, No. 138.*) (See also *Questions and Answers*)
- Northwestern Québec and Saguenay-Lake St. John regions:*—Copy of the Canada-Québec agreement covering a regional development plan for the—. Tabled, 78. (*Sessional Papers, No. 31.*)
- Olympic Games:*—Report of the Standing Committee on Municipal Affairs which heard the evidence of Mayor Drapeau respecting the site of the Olympic Village for the 1976—. Tabled, 223. (*Sessional Papers, No. 108.*)
- Olympic Games 1976:*—What provincial organization is responsible for the controlling of expenditure forecasts by the City of Montreal and the OGC. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 257. (*Sessional Papers, No. 133.*)
- Phaneuf, Mr. Paul:*—Would it be possible to obtain a copy of the order in council appointing—, to the Cabinet. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 91. (*Sessional Papers, No. 36.*)
- Place des Arts:*—Annual report of the *Régie de la*—, on the property in its possession and respecting its operations, for the fiscal year ended April 30th 1972. Tabled, 141. (*Sessional Papers, No. 68.*)

Accounts and Papers:—Continued

- Plan for the intensive development of the Matane-Matapédia Unit:—*Details re— prepared by Messrs. Gilbert Paille and Marc Côté. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 149. (*Sessional Papers, No. 74.*)
- Printing Service of the Department of Education:—*Copy of an order in council concerning the transfer of the—, to the Department of Communications. Tabled, 102. (*Sessional Papers, No. 46.*)
- Public Protector:—*Annual report of the—, for 1972. Tabled, 190. (*Sessional Papers, No. 9.*)
- Public Service Board:—*Annual report of the—, for 1971/72. Tabled, 123. (*Sessional Papers, No. 60.*)
- Québec:—*Report of the Standing Committee on Municipal Affairs which examined private bill 162, An Act to amend the Charter of the City of—. Tabled, 228. (*Sessional Papers, No. 113.*)
- Québec Agricultural Marketing Board:—*Annual report of the—, 1971/72. Tabled, 73. (*Sessional Papers, No. 26.*)
- Québec Agricultural Marketing Board:—*Annual report of the—, for the fiscal year ended March 31st 1973. Tabled, 153. (*Sessional Papers, No. 7.*)
- Québec Autoroutes Authority:—*Copy of the contract between the—, and Texaco Canada Limited concerning the construction of a service area on the Laurentian Autoroute. Tabled, 61. (*Sessional Papers, No. 18.*)
- Québec Autoroutes Authority:—*Annual report of the—, for 1972. Tabled, 75. (*Sessional Papers, No. 28.*)
- Québec Broadcasting Bureau:—*Annual report of the—, for 1971/72. Tabled, 113. (*Sessional Papers, No. 55.*)
- Québec Civil Service Commission:—*Annual report of the—, for 1972. Tabled, 137. (*Sessional Papers, No. 65.*)
- Québec Crop Insurance Board:—*Annual report of the—, for 1971/72. Tabled, 56. (*Sessional Papers, No. 13.*)
- Québec Deposit Insurance Board:—*Annual report of the—, for 1972. Tabled, 82. (*Sessional Papers, No. 34.*)
- Québec Electoral Act:—*Copies of orders in council concerning the tariff of election fees and expenses under the—. Tabled, 55. (*Sessional Papers, No. 8.*)
- Québec Health Insurance Board:—*Report of the—, concerning the annual cost of the medicine programme for 1972/73 and 1973/74. Tabled, 73. (*Sessional Papers, No. 27.*)

Accounts and Papers:—Continued

Québec Health Insurance Board:—Annual report of the—, together with the statistical appendix and the list of press releases for 1972. Tabled, 239. (*Sessional Papers, No. 115.*)

Québec Houses:—How many—, does the government have in foreign countries. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 181. (*Sessional Papers, No. 89.*)

Québec Housing Corporation:—Copy of an agreement between the Central Mortgage and Housing Corporation and the—, concerning low rental housing and student housing projects. Tabled, 101. (*Sessional Papers, No. 44.*)

Québec Hydro-Electric Commission:—Annual report of the—, for 1972. Tabled, 82. (*Sessional Papers, No. 33.*)

Québec Liquor Corporation:—Annual report of the—, for the fiscal year ended March 31st 1973. Tabled, 246. (*Sessional Papers, No. 121.*)

Québec Mining Exploration Company (SOQUEM):—The aims of the—. Tabled, 157. (*Sessional Papers, No. 79.*)

Québec Official Gazette:—Copy of an order in council dated October 25th 1972, concerning the—. Tabled, 102. (*Sessional Papers, No. 47.*)

Québec Official Publisher:—Annual report of the—, for 1971. Tabled, 47. (*Sessional Papers, No. 4.*)

Québec Pension Board:—Annual report of the—, for 1972. Tabled, 109. (*Sessional Papers, No. 53.*)

Québec Planning and Development Bureau:—Annual report of the—, for 1971/72. Tabled, 145. (*Sessional Papers, No. 70.*)

Québec Police Commission:—Annual report of the activities of the—, for 1972. Tabled, 65. (*Sessional Papers, No. 20.*)

Québec Police Force:—Annual report of the—, for 1972. Tabled, 139. (*Sessional Papers, No. 67.*)

Québec Real Estate Development Corporation:—Report of the—, showing its financial statements as at March 31st 1973. Tabled, 275. (*Sessional Papers, No. 144.*)

Québec Sugar Refinery:—Copy of the agreement made between the—, and Redpath Sugars Limited respecting the sale of sugar. Tabled, 170. (*Sessional Papers, No. 86.*)

Recreational park at Petit-Bras Lake.—Details *re* the development of a national—, in the Baie-Comeau-Hauterive region. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 76. (*Sessional Papers, No. 29.*)

Accounts and Papers:—Continued

Redpath Sugars Limited:—Copy of the agreement made between the Québec Sugar Refinery and—, respecting the sale of sugar. Tabled, 170. (*Sessional Papers*, No. 86.)

Régie de la Place des Arts:—Annual report of the—, on the property in its possession and respecting its operations, for the fiscal year ended April 30th 1972. Tabled, 141. (*Sessional Papers*, No. 68.)

Régie du Grand Théâtre de Québec:—Annual report of the—, on the property in its possession and respecting its operations, and showing the general state of its affairs for the fiscal year ended March 31st 1972. Tabled, 141. (*Sessional Papers*, No. 69.)

Regional council established under the Act respecting health services and social services:—First annual report of the activities of every—. Tabled, 145. (*Sessional Papers*, No. 72.)

Remissions of duties and penalties:—Statement concerning the annual detailed statement of—, Tabled, 69. (*Sessional Papers*, No. 22.)

Royal Commissions of Inquiry:—Details respecting the—, appointed since 1966 under the Public Inquiry Commission Act (RSQ 1964, c. 11). (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 197. (*Sessional Papers*, No. 98.)

Saguenay-Lake St. John regions:—Copy of the Canada-Québec agreement covering a regional development plan for the Northwestern Québec and—. Tabled, 78. (*Sessional Papers*, No. 31.)

Saint-Hilaire Sugar Refinery:—Copy of the study report prepared by an inter-departmental committee respecting the—. Tabled, 106. (*Sessional Papers*, No. 52.)

Saint-Jean-Vianney:—Details respecting the landslide which took place at—, in 1971. (Questions converted into motions for the tabling of documents). Tabled, 251, 252, 253, 254 and 255. (*Sessional Papers*, Nos. 124, 125, 126, 127, 128, 129 and 130.)

Scholarships for university studies in the province of Québec and elsewhere:—How many organizations of the government of Québec grant—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 164. (*Sessional Papers*, No. 81.)

Social Affairs:—Annual report of the Department of—, for the 1972/73 fiscal year and an appendix to the report on the statistical data by socio-sanitary region. Tabled, 246. (*Sessional Papers*, No. 120.)

Société d'exploitation des loteries et courses du Québec:—Annual report of the—, for the fiscal year from April 1st 1972 to March 31st 1973. Tabled, 212. (*Sessional Papers*, No. 106.)

Accounts and Papers:—Continued

SOQUEM (Québec Mining Exploration Company):—The aims of—. Tabled, 157. (*Sessional Papers, No. 79.*)

Standing Committee on the Civil Service:—Report of the—, which examined bill 31, Government and Public Employees Retirement Plan. Tabled, 272. (*Sessional Papers, No. 143.*)

Standing Committee on Agriculture and Colonization:—Report of the—, which examined bill 13, An Act to amend the Agricultural and Colonization Department and to repeal certain legislative provisions. Table, 159. (*Sessional Papers, No. 135.*)

Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications:—Report of the—, which examined bill 63, Council on the Status of Women Act. Tabled 271. (*Sessional Papers, No. 142.*)

Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue:—Report of the—, which examined bill 22, An Act to amend the Taxation Act and certain other legislative fiscal provisions. Tabled, 246. (*Sessional Papers, No. 118.*)

Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives:—Report of the—, which examined private bills 143 and 148. Tabled, 205. (*Sessional Papers, No. 102.*)

Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives:—Report of the—, which examined bill 6, An Act to amend the Securities Act. Tabled, 240. (*Sessional Papers, No. 116.*)

Standing Committee on Industry and Commerce, Tourism, Fish and Game:—Report of such committee which examined the plan for the development of the Jacques-Cartier River. Tabled, 153. (*Sessional Papers, No. 76.*)

Standing Committee on Justice:—Report of the—, which examined bills 113, 149, 152, 153, 154, 156, 158, 165 and 168. Tabled, 240. (*Sessional Papers, No. 117.*)

Standing Committee on Municipal Affairs:—Report of the—, which examined private bill 162, An Act to amend the Charter of the City of Québec. Tabled, 228. (*Sessional Papers, No. 113.*)

Standing Committee on Municipal Affairs:—Report of the—, which examined private bills, 150, 153, 159, 164, 166 and 167. Tabled, 228. (*Sessional Papers, No. 114.*)

Standing Committee on Municipal Affairs:—Report of the—, which examined bill 100, An Act to amend the Charter of the City of Montreal. Tabled, 259. (*Sessional Papers, No. 136.*)

Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests:—Report of the—, which examined the financial statements of Hydro-Québec (1972) and the increase in the rates. Tabled, 115. (*Sessional Papers, No. 56.*)

Accounts and Papers:—Continued

- Standing Committee on Professional Corporations:—*Report of the—, which examined bills 250, 252, 254, 255, 256, 265, 266, 268, 269, 270, 271 and 273. Tabled, 247. (*Sessional Papers, No. 122.*)
- Standing Committee on Professional Corporations:—*Report of the—, which examined bills 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263 and 264. Tabled, 259. (*Sessional Papers, No. 137.*)
- Standing Committee on Professional Corporations:—*Report of the—, which examined bills 251 and 253. Tabled, 269. (*Sessional Papers, No. 140.*)
- Standing Committee on Social Affairs:—*Report of the—, which examined bill 21, An Act to amend the Health Insurance Act and the Québec Health Insurance Board Act. Tabled, 247. (*Sessional Papers, No. 123.*)
- Standing Committee on Transport, Public Works and Supply:—*Report of such committee which examined bill 88, Expropriation Act. Tabled, 139. (*Sessional Papers, No. 66.*)
- Standing Committee on Transport, Public Works and Supply:—*Report of the—, concerning bill 32, An Act to amend the Transport Act. Tabled, 267. (*Sessional Papers, No. 139.*)
- Study Committee on the Montreal Urban Community:—*Volume 1 of the report of the—. Tabled, 169. (*Sessional Papers, No. 85.*)
- Study Committee on Orthoses and Prostheses:—*Copy of the report of the—. Tabled, 175. (*Sessional Papers, No. 87.*)
- Stampage dues rates:—*Copy of an order in council dated October 31st 1972 respecting—. Tabled, 61. (*Sessional Papers, No. 19.*)
- Superior Council of Education:—*Annual report of the—, for the period from September 1st 1971 to August 31st 1972. Tabled, 175. (*Sessional Papers, No. 88.*)
- Suspension of certain taxes in time of war:—*Copy of the agreement between the federal government and the government of Québec respecting the—. Tabled, 258. (*Sessional Papers, No. 134.*)
- Taxes in time of war:—*Copy of the agreement between the federal government and the government of Québec respecting the suspension of certain—. Tabled, 258. (*Sessional Papers, No. 134.*)
- Tetley, Mr. William:—*Copies of two letters signed by—, Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of Québec, addressed respectively to Mr. Herb Gray and Mr. Alastair Gillespie, concerning foreign investments. Tabled, 53. (*Sessional Papers, No. 5.*)

Accounts and Papers:—Continued

Texaco Canada Limited:—Copy of the contract between the Québec Autoroutes Authority and—, concerning the construction of a service area on the Laurentian Autoroute. Tabled, 61. (*Sessional Papers, No. 18.*)

The Administration of Justice Beyond the 50th Parallel:—Report entitled:—. Tabled, 53. (*Sessional Papers, No. 6.*)

Tourism, Fish and Game:—Annual report of the Department of—, for 1971/72. Tabled, 102. (*Sessional Papers, No. 45.*)

Tourist information chalets or booths:—Does the Department of Tourism, Fish and Game have any—, in the province of Québec. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 256. (*Sessional Papers, No. 132.*)

Watercourses:—Details respecting the cleaning up of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 164. (*Sessional Papers, No. 80.*)

Weather:—Documentation respecting changes in the—. Tabled, 196. (*Sessional Papers, No. 97.*)

Youth hostels in Québec:—Copy of all correspondence between the government of Québec and the government of Canada respecting—. Tabled, 183. (*Sessional Papers, No. 92.*)

AGRICULTURAL MARKETING ACT:—Bill 24.

AGRICULTURE AND COLONIZATION DEPARTMENT ACT:—An Act to amend the—, and to repeal certain legislative provisions. Bill 13.

AGROLOGISTS ACT:—Bill 258.

ALLIS-CHALMERS, RUMELY, LTD.:—An Act respecting the title of—, to an immoveable. Bill 154.

ANIMAL HEALTH PROTECTION ACT:—An Act to amend the—. Bill 12.

ARCHITECTS ACT:—Bill 259.

AUDITOR-GENERAL:—Salary of the—, fixed, 281.

B

BAILIFFS ACT:—Bill 80.

BAR ACT:—An Act to amend the—. Bill 251.

BESSETTE ESTATE:—An Act respecting the Léona—. Bill 163.

Bills:

Bill 1.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1974, and for other purposes connected with the public service.—Mr. Garneau.—1st, 2nd and 3rd R. on div. (vote), 62. R. A., 71. (1973, c. 2.)

Bill 2.—An Act to amend the Courts of Justice Act.—Mr Choquette.—1st R., 95. 2nd R.; in Committee; amended; reported; amds read and agreed to; 3rd R., 271. R. A., 282. (1973, c. 13.)

Bill 3.—An Act respecting the cities of Montreal, Outremont, Westmount and Côte Saint-Luc.—Mr Goldbloom.—1st R. 89. 2nd R.; in Committee; amended; reported; amds read and agreed to; 3rd R., 96. R. A., 97. (1973, c. 76.)

Bill 4.—An Act to amend the Charter of the Québec Mining Exploration Company.—Mr Massé.—1st R., 141. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; amdt. proposed; debate adjourned, 157. Resuming the debate; motion of amendment withdrawn; main motion adopted; in Committee; reported; report adopted on div.; 3rd R. on div., 213. R. A., 236. (1973, c. 20.)

Bill 5.—Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company Act.—Mr Drummond.—1st R., 113. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; in Committee; progress, 170. Again in Committee; amended; reported; amds read and agreed to, 175. 3rd R., 176. R. A., 188. (1973, c. 21.)

Bill 6.—An Act to amend the Securities Act.—Mr Tetley.—1st R., 157. 2nd R. (Lt.-G.); referred to Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, 225. Reported (*Sessional Papers, No. 116*), 240. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 269. R. A., 282. (1973, c. 67.)

Bill 7.—Insurance Act.—Mr Tetley.—1st R.; referred to Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, 139.

Bill 8.—An Act to again amend the Education Act.—Mr Cloutier.—1st R., 125. 2nd R.; in Committee; amended; reported; amds read and agreed to; 3rd R., 127. R. A., 132. (1973, c. 42.)

Bill 9.—An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act.—Mr Cournoyer.—1st R., 123. Motion for 2nd R.; debate; amdt. proposed; debate adjourned, 128. Resuming the debate; amdt. rejected on div. (vote); main motion adopted on div. (vote); 2nd R., 134. Motion that bill be referred to Committee of the Whole adopted on div. (vote); motion to summon witnesses before the Committee of the Whole declared inadmissible; in Committee; progress, 135-136. Again in Committee; progress, 142. Again in Committee; progress, 143. Again in Committee; progress, 146. Again in Committee; progress, 147. Again in Committee; amended; reported; amds read and agreed to, 154. Motion for 3rd R.; debate; motion adopted on div. (vote); 3rd R., 155. R. A., 156. (1973, c. 28.)

Bills:—Continued

Bill 10.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1974, and for other purposes connected with the public service.—Mr Garneau.—1st, 2nd and 3rd R., 207. R. A., 236. (1973, c. 3.)

Bill 11.—An Act to amend the Church Incorporation Act.—Mr Tetley.—1st R., 143. 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 176. R. A., 188. (1973, c. 72.)

Bill 12.—An Act to amend the Animal Health Protection Act.—Mr Toupin.—1st R., 190. 2nd R. (Lt.-G.) in Committee; reported; 3rd R., 206. R. A., 236. (1973, c. 26.)

Bill 13.—An Act to amend the Agriculture and Colonization Department Act and to repeal certain legislative provisions.—Mr Toupin.—1st R., 169. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; debate suspended, 240. Resuming the debate; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; bill referred to Standing Committee on Agriculture and Colonization, 242. Reported (*Sessional Papers, No. 135*), 259. Consideration of the report; report adopted; 3rd R., 271. R. A., 282. (1973, c. 22.)

Bill 14.—An Act to authorize additional appropriations for farm loan purposes.—Mr Toupin.—1st R., 139. 2nd R. (Lt.-G.); in Committee; reported; 3rd R., 155. R. A., 156. (1973, c. 23.)

Bill 15.—An Act to amend the Companies Act.—Mr Tetley.—1st R., 161. 2nd R.; in Committee; progress, 192. Again in Committee; amended; reported; amdts. read and agreed to; 3rd R., 203. R. A., 236. (1973, c. 65.)

Bill 16.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1974, and for other purposes connected with the public service.—Mr Garneau.—1st, 2nd and 3rd R., 147. R. A., 154. (1973, c. 4.)

Bill 18.—An Act to amend the Companies Information Act.—Mr Tetley.—1st R., 161. 2nd R.; in Committee; amended; reported; amdts read and agreed to; 3rd R., 176. R. A., 188. (1973, c. 66.)

Bill 19.—An Act to amend the Maritime Fisheries Credit Act.—Mr Saint-Pierre.—1st R., 153. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; debate adjourned, 158. Resuming the debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 173. R. A., 188. (1973, c. 35.)

Bill 20.—An Act to amend The Fabrique Act.—Mr Tetley.—1st R., 169. 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 176. R. A., 188. (1973, c. 71.)

Bill 21.—An Act to amend the Health Insurance Act and the Québec Health Insurance Board Act.—Mr Castonguay.—1st R., 169. 2nd R. (Lt.-G.); referred to Standing Committee on Social Affairs, 242. Reported (*Sessional Papers, No. 123*), 247. Consideration of the report; report adopted; 3rd R., 272-273. R. A., 282. (1973, c. 30.)

Bills:—Continued

Bill 22.—An Act to amend the Taxation Act and certain other legislative fiscal provisions.—Mr Harvey (Jonquière).—1st R., 211. 2nd R. (Lt.-G.); referred to Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 235. Reported (*Sessional Papers, No. 118*), 246. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 268. R. A., 282. (1973, c. 17.)

Bill 23.—An Act to incorporate the Québec Inter-Port Company.—Mr Saint-Pierre.—1st R., 215.

Bill 24.—Agricultural Marketing Act.—Mr Toupin.—1st R.; referred to Standing Committee on Agriculture and Colonization, 215.

Bill 25.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1974, and for other purposes connected with the public service.—Mr Garneau.—1st, 2nd and 3rd R., 207. R. A., 236. (1973, c. 5.)

Bill 26.—An Act to amend the Cooperative Agricultural Associations Act.—Mr Tetley.—1st R., 201. 2nd R.; in Committee; amended; reported; amdts. read and agreed to; 3rd R., 206. R. A., 236. (1973, c. 25.)

Bill 27.—An Act to amend the Act to revise the charter of the *Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la Province de Québec*.—Mr Tetley.—1st R., 201. 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 206. R. A., 236. (1973, c. 93.)

Bill 28.—An Act to amend the Territorial Division Act.—Mr Choquette.—1st R., 211. 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 235. R. A., 236. (1973, c. 8.)

Bill 29.—An Act granting subsidies to municipalities of 25,000 inhabitants or more.—Mr Goldbloom.—1st R., 211. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; debate suspended, 248. Resuming the debate; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 260. R. A., 283. (1973, c. 32.)

Bill 31.—An Act respecting the Government and Public Employees Retirement Plan.—Mr Parent.—1st R., 228. Order for 2nd R. rescinded; 1st R. rescinded; bill withdrawn, 245. New bill tabled; 1st R., 245. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; debate suspended, 269. Resuming the debate; debate suspended, 270. Resuming the debate; motion adopted with members dissenting; 2nd R.; referred to Standing Committee on the Civil Service, 270. Reported (*Sessional Papers, No. 143*); report adopted; 3rd R. on div., 272. R. A., 283. (1973, c. 11.)

Bill 32.—An Act to amend the Transport Act.—Mr Pinard.—1st R. on div., 242. 2nd R.; in Committee; reported; amended; amdts. read and agreed to; 3rd R., 268. R. A., 283. (1973, c. 37.)

Bill 33.—An Act to amend the Real Estate Assessment Act.—Mr Goldbloom.—1st R., 239. 2nd R. (Lt.-G.); in Committee; amended; reported; amdts. read and agreed to, 280. 3rd R., 281. R. A., 283. (1973, c. 31.)

Bills:—Continued

Bill 34.—An Act to amend the Québec-Lévis Ferry Company Act.—Mr Mailoux.—1st R., 265.

Bill 35.—An Act respecting the parish municipalities of Saint-Gérard-des-Laurentides and of Saint-Mathieu.—Mr Levesque.—1st and 2nd R.; 267. 2nd R.; in Committee; reported; 3rd R., 267. R. A., 283. (1973, c. 89.)

Bill 63.—Council on the Status of Women Act.—Mr Cloutier (Ahuntsic).—1st R., 66. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; amdt. proposed; amdt. rejected on div. (vote); debate suspended, 248. Resuming the debate; main motion adopted on div. (vote); 2nd R., 260. Bill referred to Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, 261. Reported (*Sessional Papers, No. 142*); 3rd R., 271. R. A., 283. (1973, c. 7.)

Bill 65.—Youth Protection Act.—Mr Levesque.—1st R.; referred to the joint Committee composed of the Committee on Justice and the Committee on Social Affairs, 66.

Bill 69.—An Act to amend the Booksellers Accreditation Act.—Mr Cloutier (Ahuntsic).—1st R., 66. 2nd R. (Lt.-G.); in Committee; amended; reported; amdts. read and agreed to; 3rd R., 192. R. A., 236. (1973, c. 15.)

Bill 78.—An Act respecting the lease of things (*Reprint*).—Mr Choquette.—1st R.; referred to Committee on Justice, 66; New bill tabled, 265.

Bill 79.—An Act to establish a rental division at the Provincial Court (*Reprint*).—Mr Choquette.—1st R.; referred to Committee on Justice, 66; New bill tabled, 265.

Bill 80.—Bailiffs Act.—Mr Choquette.—1st R.; referred to Committee on Justice, 66.

Bill 85.—An Act again to amend the Court of Justice Act.—Mr Choquette.—1st R., 66. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; debate suspended, 279. Resuming the debate; motion adopted with members dissenting; 2nd R.; referred to Standing Committee on Justice, 280.

Bill 88.—Expropriation Act.—Mr Pinard.—1st R.; referred to Committee on Transport, Public Works and Supply, 66; Report tabled (*Sessional Papers, No. 66*), 139. Reprint of bill tabled, 201. 2nd R. (Lt.-G.); in Committee; progress, 221. Again in Committee; progress, 225. Again in Committee; progress, 243. Again in Committee; amended; reported; amdts. read and agreed to, 246. 3rd R., 268. R. A., 283. (1973, c. 38.)

Bill 89.—An Act to ensure public well-being in case of labour conflict.—Mr Cournoyer.—1st R.; referred to Committee on Labour, Manpower and Immigration, 66.

Bill 100.—An Act to amend the Charter of the City of Montreal.—Mr Shanks.—1st R., 195. 2nd R., 202. Bill referred to Standing Committee on Municipal Affairs, 202. Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 103*), 205. Report of the Committee tabled (*Sessional Papers, No. 136*), 259. 3rd R., 260. R. A., 283. (1973, c. 77.)

Bills:—Continued

Bill 113.—An Act respecting the sale of certain immoveables by *Société d'éducation de Joliette*.—Mr Bacon.—1st R., 196. 2nd R., 202. Bill referred to Standing Committee on Justice, 202. Reported (*Sessional Papers, No. 117*), 240. 3rd R., 241. R. A., 283. (1973, c. 100.)

Bill 143.—An Act respecting Commander Nickel Copper Mines Ltd (No personal liability).—Mr Bacon.—1st R., 190. 2nd R.; referred to Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, Report of the Committee tabled (*Sessional Papers, No. 102*), 205. 3rd R., 205. R. A., 236. (1973, c. 95.)

Bill 148.—An Act respecting Club de Golf New Glasgow (1966) Inc.—Mr Hardy. 1st R., 190. 2nd R.; bill referred to Standing Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, 196. Report of the Committee tabled (*Sessional Papers, No. 102*), 205. 3rd R., 205. R. A., 236. (1973, c. 96.)

Bill 149.—An Act respecting the Joseph Aldéric Raymond estate.—Mr St-Germain.—1st R., 190. 2nd R.; bill referred to Standing Committee on Justice, 196. Reported (*Sessional Papers, No. 117*), 240. 3rd R., 241. R. A., 382. (1973, c. 101.)

Bill 150.—An Act to amend the charter of the town of Montreal East.—Mr Perreault.—1st R., 195. 2nd R., 202. Bill referred to Standing Committee on Municipal Affairs, 202. Reported (*Sessional Papers, No. 114*), 228. 3rd R., 234. R. A., 236. (1973, c. 81.)

Bill 152.—An Act respecting certain lots of the cadastre of the City of Montreal (St Lawrence Ward).—Mr Blank.—1st R., 195. 2nd R., 202. Bill referred to Standing Committee on Justice, 202. Reported (*Sessional Papers, No. 117*), 240.

Bill 153.—An Act respecting the parish municipality of Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard.—Mr Séguin.—1st R.; rules of procedure suspended; bill referred to Standing Committee on Municipal Affairs, 212. Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 105*), 211. Report of the Committee tabled. (*Sessional Papers, No. 114*), 228.

Bill 154.—An Act respecting the title of Allis-Chalmers, Rumely, Ltd. to an immoveable.—Mr Cornéliier.—1st R., 190. 2nd R.; bill referred to Standing Committee on Justice, 196. Reported (*Sessional Papers, No. 117*), 241. 3rd R., 241. R. A., 283. (1973, c. 99.)

Bill 156.—An Act respecting Ivanhoe Corporation.—Mr Berthiaume.—1st R., 196. 2nd R., 202. Bill referred to Standing Committee on Justice, 202. Reported (*Sessional Papers, No. 117*), 241.

Bill 158.—An Act to extinguish a servitude on part of a lot of the cadastre of the municipality of the parish of Montreal.—Mr Vézina.—1st R., 196. 2nd R., 202. Bill referred to Standing Committee on Justice, 202. Reported (*Sessional Papers, No. 117*), 241. 3rd R., 241. R. A., 283. (1973, c. 98.)

Bill 159.—An Act respecting the town of Saint-Hubert.—Mr Leduc.—1st R., 196. 2nd R., 202. Bill referred to Standing Committee on Municipal Affairs, 202. Report

Bills:—Continued

of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 103*), 205. Report of the Committee tabled (*Sessional Papers, No. 114*), 228. 3rd R., 234. R. A., 236. (1973, c. 85.)

Bill 162.—An Act to amend the Charter of the City of Québec.—Mr Houde (Limoulu).—1st R., 190. 2nd R.; referred to Standing Committee on Municipal Affairs, 196. Reported (*Sessional Papers, No. 113*), 228. Consideration of report; report adopted, 260. 3rd R., 260. R. A., 283. (1973, c. 80.)

Bill 163.—An Act respecting the Léona Bessette estate.—Mr Paul.—1st R., 196. 2nd R., 202. Bill referred to Standing Committee on Justice, 202. Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 103*), 205. Report of the Committee tabled (*Sessional Papers, No. 117*), 241. 3rd R., 241. R. A., 283. (1973, c. 102.)

Bill 164.—An Act respecting the city of Pierrefonds.—Mr Séguin.—1st R., 196. 2nd R., 202. Bill referred to Standing Committee on Municipal Affairs, 202. Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 103*), 205. Report of the Committee tabled (*Sessional Papers, No. 114*), 228. 3rd R., 234. R. A., 236. (1973, c. 82.)

Bill 165.—An Act respecting The *Fabrique* of the parish of Ste-Dorothée.—Mr Houde (Fabre).—1st R., 190. 2nd R.; referred to Standing Committee on Justice, 196. Reported (*Sessional Papers, No. 117*), 241. 3rd R., 241. R. A., 283. (1973, c. 97.)

Bill 166.—An Act to amend the Act to incorporate the town of Lake St. Joseph.—Mr Harvey (Chauveau).—1st R., 196. 2nd R., 202. Bill referred to Standing Committee on Municipal Affairs, 202. Report of the Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 103*), 205. Report of the Committee tabled (*Sessional Papers, No. 114*), 228. 3rd R., 235. R. A., 236. (1973, c. 86.)

Bill 167.—An Act to amend the charter of the city of Ste. Foy.—Mr Harvey (Chauveau).—1st R., 196. 2nd R., 202. Bill referred to Standing Committee on Municipal Affairs, 202. Reported (*Sessional Papers, No. 114*), 228. 3rd R., 235. R. A., 237. (1973, c. 84.)

Bill 168.—An Act respecting a gift to The *Fabrique* of the parish of Saint-Philéas-de-Villeroy.—Mr Béland.—1st R., 190. 2nd R.; referred to the Standing Committee on Justice, 196. Reported (*Sessional Papers, No. 117*), 241. 3rd R., 241. R. A., 283. (1973, c. 103.)

Bill 250.—Professional Code (*Reprint*).—Mr Castonguay.—1st and 2nd R.; referred to Committee on Professional Corporations, 66. Reported (*Sessional Papers, No. 122*), 247. Motion for consideration of report; debate; debate adjourned, 272. Resuming the debate; report adopted, 275-276. 3rd R. on div. (vote), 277. R. A., 283. (1973, c. 43.)

Bill 251.—An Act to amend the Bar Act.—Mr Choquette.—1st and 2nd R.; referred to Committee on Professional Corporations, 66. Reported (*Sessional Papers, No. 140*), 269. 3rd R. on div. (vote), 277. R. A., 283. (1973, c. 44.)

Bills:—Continued

Bill 252.—Medical Act (*Reprint*).—Mr Castonguay.—1st and 2nd R.; referred to Committee on Professional Corporations, 66. Reported (*Sessional Papers, No. 122*), 247. Motion for consideration of the report; debate; debate adjourned, 272. Resuming the debate; report adopted, 275-276. 3rd R. on div. (vote), 277. R. A., 283. (1973, c. 46.)

Bill 253.—An Act to amend the Notarial Act.—Mr Choquette.—1st and 2nd R.; referred to Committee on Professional Corporations, 66. Reported (*Sessional Papers, No. 140*), 269. 3rd R. on div. (vote), 277. R. A., 283. (1973, c. 45.)

Bill 254.—Dental Act (*Reprint*).—Mr Castonguay.—1st and 2nd R.; referred to Committee on Professional Corporations: 66. Reported (*Sessional Papers, No. 122*), 247. Motion for consideration of report; debate; debate adjourned, 272. Resuming the debate; report adopted, 275-276. 3rd R. on div. (vote), 277. R. A., 283. (1973, c. 49.)

Bill 255.—Pharmacy Act (*Reprint*).—Mr Castonguay.—1st and 2nd R.; referred to Committee on Professional Corporations, 66. Reported (*Sessional Papers, No. 122*), 247. Motion for consideration of the report; debate; debate adjourned, 272. Resuming the debate; report adopted, 275-276. 3rd R. on div. (vote), 277. R. A., 283. (1973, c. 51.)

Bill 256.—Optometry Act (*Reprint*).—Mr Castonguay.—1st and 2nd R.; referred to Committee on Professional Corporations, 66. Reported (*Sessional Papers, No. 122*), 247. Motion for consideration of report; debate; debate adjourned, 272. Resuming the debate; report adopted, 275-276. 3rd R. on div. (vote), 277. R. A., 283. (1973, c. 52.)

Bill 257.—An Act to amend the Veterinary Surgeons Act (*Reprint*).—Mr Saint-Pierre.—1st and 2nd R.; referred to Committee on Professional Corporations, 66. Reported (*Sessional Papers, No. 137*) 259. Consideration of report; report adopted, 276. 3rd R. on div. (vote), 277. R. A., 283. (1973, c. 57.)

Bill 258.—Agrologists Act (*Reprint*).—Mr Saint-Pierre.—1st and 2nd R.; referred to Committee on Professional Corporations, 66. Reported (*Sessional Papers, No. 137*), 259. Consideration of report; report adopted, 276. 3rd R. on div. (vote), 277. R. A., 283. (1973, c. 58.)

Bill 259.—Architects Act (*Reprint*).—Mr Saint-Pierre.—1st and 2nd R.; referred to Committee on Professional Corporations, 66. Reported (*Sessional Papers, No. 137*), 259. Consideration of report; report adopted, 276. 3rd R. on div. (vote), 277. R. A., 283. (1973, c. 59.)

Bill 260.—An Act to amend the Engineers Act (*Reprint*).—Mr Saint-Pierre.—1st and 2nd R.; referred to Committee on Professional Corporations, 66. Reported (*Sessional Papers, No. 137*), 259. Consideration of report; report adopted, 276. 3rd R. on div. (vote), 277. R. A., 283. (1973, c. 60.)

Bill 261.—Land Surveyors Act (*Reprint*).—Mr Saint-Pierre.—1st and 2nd R.; referred to Committee on Professional Corporations, 66. Reported (*Sessional Papers, No. 137*), 259. Consideration of report; report adopted, 276. 3rd R. on div. (vote), 277. R. A., 283. (1973, c. 61.)

Bills:—Continued

Bill 262.—An Act to amend the Forest Engineers Act (*Reprint*).—Mr Saint-Pierre.—1st and 2nd R.; referred to Committee on Professional Corporations, 66. Reported (*Sessional Papers, No. 137*), 259. Consideration of report; report adopted, 276. 3rd R. on div. (vote), 277. R. A., 284. (1973, c. 62.)

Bill 263.—An Act to amend the Professional Chemists Act (*Reprint*).—Mr Saint-Pierre.—1st and 2nd R.; referred to Committee on Professional Corporations, 66. Reported (*Sessional Papers, No. 137*), 259. Consideration of report; report adopted, 276. 3rd R. on div. (vote), 277. R. A., 284. (1973, c. 63.)

Bill 264.—Chartered Accountants Act (*Reprint*).—Mr Saint-Pierre.—1st and 2nd R.; referred to Committee on Professional Corporations, 66. Reported (*Sessional Papers, No. 137*), 259. Consideration of report; report adopted, 276. 3rd R. on div. (vote), 277. R. A., 284. (1973, c. 64.)

Bill 265.—Radiology Technicians Act (*Reprint*).—Mr Castonguay.—1st and 2nd R.; referred to Committee on Professional Corporations, 66. Reported (*Sessional Papers, No. 122*), 247. Motion for consideration of report; debate; debate adjourned, 272. Resuming the debate; report adopted, 275-276. 3rd R. on div. (vote), 277. R. A., 284. (1973, c. 47.)

Bill 266.—Denturologists Act (*Reprint*).—Mr Castonguay.—1st and 2nd R.; referred to Committee on Professional Corporations, 66. Reported (*Sessional Papers, No. 122*), 247. Motion for consideration of report; debate; debate adjourned, 272. Resuming the debate; report adopted, 275-276. 3rd R. on Div. (vote), 277. R. A., 284. (1973, c. 50.)

Bill 268.—Dispensing Opticians Act (*Reprint*).—Mr Castonguay.—1st and 2nd R.; referred to Committee on Professional Corporations, 66. Reported (*Sessional Papers, No. 122*), 247. Motion for consideration of report; debate; debate adjourned, 272. Resuming the debate; report adopted, 275-276. 3rd R. on div. (vote), 277. R. A., 284. (1973, c. 53.)

Bill 269.—Chiropractic Act (*Reprint*).—Mr Castonguay.—1st and 2nd R.; referred to Committee on Professional Corporations, 66. Reported (*Sessional Papers, No. 122*), 247. Motion for consideration of report; debate; debate adjourned, 272. Resuming the debate; report adopted, 275-276. 3rd R. on div. (vote), 277. R. A., 284. (1973, c. 56.)

Bill 270.—Hearing-aid Acousticians Act (*Reprint*).—Mr Castonguay.—1st and 2nd R.; referred to Committee on Professional Corporations, 66. Reported (*Sessional Papers, No. 122*), 247. Motion for consideration of report; debate; debate adjourned, 272. Resuming the debate; report adopted, 275-276. 3rd R. on div. (vote), 277. R. A., 284. (1973, c. 54.)

Bill 271.—Podiatry Act (*Reprint*).—Mr Castonguay.—1st and 2nd R.; referred to Committee on Professional Corporations, 66. Reported (*Sessional Papers, No. 122*), 247. Motion for consideration of report; debate; debate adjourned, 272. Resuming the debate; report adopted, 275-276. 3rd R. on div. (vote), 177. R. A., 284. (1973, c. 55.)

Bills:—Continued

Bill 273.—Nurses Act (*Reprint*).—Mr Castonguay.—1st and 2nd R.; referred to Committee on Professional Corporations, 66. Reported (*Sessional Papers, No. 122*), 247. Motion for consideration of report; debate; debate adjourned, 272. Resuming the debate; report adopted, 275-276. 3rd R. on div. (vote), 277. R. A., 284. (1973, c. 48.)

Bill 275.—An Act to amend the Legislature Act.—Mr Levesque.—1st R., 66. Order for 2nd R. rescinded; 1st R. rescinded; bill withdrawn, 261. New bill tabled; 1st R., 262. 2nd R. (Lt.-G.); in Committee; amended; reported; amdts. read and agreed to, 269. 3rd R., 270. R. A., 285. (1973, c. 10.)

Bill 277.—An Act respecting the bread trade.—Mr Saint-Pierre.—1st R., 66. Motion for 2nd R. (Lt.-G.); debate; amdt. proposed; debate adjourned, 203. Resuming the debate; amdt. rejected on div. (vote); main motion adopted on div. (vote); 2nd R., 207. In Committee; progress, 208. Again in Committee; progress, 212. Again in Committee; progress, 213. Again in Committee; amended; reported; amdts. read and agreed to on div. 221. 3rd R. on div., 235. R. A., 237. (1973, c. 34.)

Bills (Procedure on):

In accordance with paragraph 2 of Standing Order 6, certain bills shall be put down the Agenda Paper of the National Assembly at the stage at which they were at the time of the prorogation of the 3rd session of the 29th Legislature, 66.

Certain bills may be introduced during the present sitting, 239.

BOOKSELLERS ACCREDITATION ACT:—An Act to amend the—. Bill 69.

BREAD TRADE:—An Act respecting the—. Bill 277.

Budget and Estimates:

Bills Nos. 1; 10; 16; 25.

Budget tabled:—

Sessional Papers, No. 1, 50.

Sessional Papers, No. 2, 113.

ESTIMATES:

Committee of the Whole for the examination of the estimates, 56; 62; 146; 173; 176.

Report, 62; 147; 176.

One-sixth, 62.

Notice given that at a future sitting the Assembly will resolve itself into Committee of the Whole to vote one-sixth of the items of the budget as a lump sum, 143.

Budget and Estimates:—Continued

One-twelfth, 147.

Sitting of the Standing Committees of the National Assembly for the examination of the estimates of the Departments:

Motion:—“That all the estimates of the various departments be referred to the appropriate Select Committees for examination with the exception of the examination of the estimates of the National Assembly, which is referred to the Committee of the Whole and any other examination of estimates which the Government Parliamentary Leader shall deem it expedient to refer to the Committee of the Whole.” Motion adopted, 50.

Committee on Agriculture and Colonization, 127; 129; 137. Report, 189.

Committee on the Civil Service, 114. Report, 189.

Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, 106; 111; 114; 115; 124; 125. Report, 189.

Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, 114; 137. Report, 189.

Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives, 111. Report, 189.

Committee on Industry and Commerce, Tourism, Fish and Game, 124; 146. Report, 189.

Committee on Municipal Affairs, 141; 143. Report, 189.

Committee on Natural Resources and Lands and Forests, 141; 143; 154. Report, 189.

Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs, 146; 150; 154. Report, 189.

Committee on Social Affairs, 111; 124; 125. Report, 189.

Committee on Transport, Public Works and Supply, 137; 140. Report, 189.

Report grouping the reports of the Select Committees which examined the estimates of the main budget for the 1973/74 fiscal year. Tabled, 189 (Sessional Papers, No. 93). Consideration of the report; debate; report adopted on div., 207.

The delay for notices to speak on the examination of the estimates is extended until five o'clock P.M. June 20th 1973, 189.

BUDGET SPEECH:

Agreement between the Parliamentary Leaders of the recognized parties concerning the debate on the inaugural message and the presentation of the budget speech, 51.

Budget and Estimates:—Continued

Debate on budget speech, 67; 74; 82; 85; 87; 96. Motion adopted on div. (vote), 96.

Motion:—“That the appendices to the budget speech be published as an appendix to the Journal of Debates.” Motion adopted, 67.

Standing Orders of the National Assembly amended, 47; 73.

C

CHARTERED ACCOUNTANTS ACT:—Bill 264.

CHIROPRACTIC ACT:—Bill 269.

CHURCH INCORPORATION ACT:—An Act to amend the—. Bill 11.

CLUB DE GOLF NEW GLASGOW (1966) INC.:—An Act respecting—. Bill 148.

COMMANDER NICKEL COPPER MINES LTD:—An Act respecting—(No personal liability). Bill 143.

Committees of the National Assembly:

*Committee on Agriculture and Colonization:—*Appointed, members appointed, 43. Report, 259.

*Committee on the Civil Service:—*Appointed; members appointed, 44. Report, 272. Committee to sit whilst the Assembly is sitting, 270.

*Committee on Education, Cultural Affairs and Communications:—*Appointed; members appointed, 43. Report, 271. Committee to sit whilst the Assembly is sitting, 269.

*Committee on Finance, Public Accounts and Revenue:—*Appointed; members appointed, 44. Report, 246. Committee to sit whilst the Assembly is sitting, 235; 239.

*Committee on Financial Commitments:—*Appointed; members appointed, 44.

*Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives:—*Appointed; members appointed, 44. Report, 205. Committee to sit whilst the Assembly is sitting, 225.

*Committee on Industry and Commerce, and Tourism, Fish and Game:—*Appointed; members appointed, 44. Report, 153. Committee to sit whilst the Assembly is sitting, 95; 133. Committee to sit at ten A.M. May 3rd 1973, 101.

Committees of the National Assembly:—Continued

*Committee on Justice:—*Appointed; members appointed, 44. Report, 240; 241. Committee to sit whilst the Assembly is sitting, 267; 270.

*Committee on Labour, Manpower and Immigration:—*Appointed; members appointed, 44.

*Committee on Municipal Affairs:—*Appointed; members appointed, 43. Report, 223; 228; 259; 280. Committee to sit whilst the Assembly is sitting, 212; 246; 276.

*Committee on the National Assembly:—*Appointed; members appointed, 11. Report, 43; 134.

*Committee on Natural Resources and Lands and Forests:—*Appointed; members appointed, 44. Report, 115. Committee to sit whilst the Assembly is sitting, 87; 92; 95.

*Committee on the Presidency of the Council, the Constitution and Intergovernmental Affairs:—*Appointed; members appointed, 44.

*Committee on Professional Corporations:—*Appointed; members appointed, 45. Report, 247; 259; 269. Committee to sit whilst the Assembly is sitting, 157; 170; 173; 175; 179; 185; 187; 190; 198; 215; 224.

*Committee on Social Affairs:—*Appointed; members appointed, 43. Report, 247.

*Committee on Transport, Public Works and Supply:—*Appointed; members appointed, 44. Report, 267. Committee to sit whilst the Assembly is sitting, 85; 87.

Motion:—"That the delay for the filing of private bills at the Secretariat of Committees be extended to June 1st inclusively." Motion adopted, 123.

*Reports of Standing Committees:—*With the unanimous consent of the Assembly, and on motion of Mr Levesque, the reports of the Standing Committees may be tabled during the present sitting, and the delay for the tabling of amendments to bills was extended until tomorrow at one o'clock P.M., 245.

*Select Standing Committees:—*Chairmen of the various—, appointed, 45; 134.

*Special committee of eleven members to continue the examination of the problem of the freedom of the press:—*Appointed; members appointed, 49.

Standing and Special Committees of the National Assembly which will sit during the summer recess:—Motion:—"That the number of members of all the Standing and Special Committees of the National Assembly which will sit during the summer recess of the present session be doubled, in respect of the present ratio of each recognized party on such committees.

Committees of the National Assembly:—Continued

Any additional member allotted to each recognized party shall be designated for each sitting by the Parliamentary Leader or Whip of such party." Motion adopted, 282.

*Sub-committee on the National Assembly:—*Committee to sit whilst the Assembly is sitting, 246.

COMPANIES ACT:—An Act to amend the—. Bill 15.

COMPANIES INFORMATION ACT:—An Act to amend the—. Bill 18.

CONSTRUCTION INDUSTRY LABOUR RELATIONS ACT:—An Act to amend the—. Bill 9.

COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATIONS ACT:—An Act to amend the—. Bill 26.

COURTS OF JUSTICE ACT:—An Act to amend the—. Bill 2.

COURTS OF JUSTICE ACT:—An Act again to amend the—. Bill 85.

D

Debates, end of sitting:

*Mr Burns:—*Question concerning the convening of the Standing Committee on Transport to reassess the demerit point system, 52.

*Mr Burns:—*Question concerning the tabling in the House of the list of subscribers to the Liberal Election Fund or to the Leadership Fund, 62.

*Mr Burns:—*Question concerning the accuracy of the statement by Mr William O'Bront that he might have subscribed to the Prime Minister's electoral fund, 57.

*Mr Charron:—*Question concerning the amalgamation of Loyola College and Sir George Williams University, 136.

*Mr Charron:—*Question concerning the closing of the Hôpital de la Miséricorde in Montreal, 158.

*Mr Dumont:—*Question concerning the seeding of clouds with silver iodide, 158.

*Mr Laurin:—*Question concerning the dispute caused by the classification of the professors in the CEGEPS, 158.

*Mr Lessard:—*Question concerning a request for a review of the compensation paid to the former residents of Forillon Park, 171.

*Mr Roy (Beauce):—*Question concerning the shortage of qualified workers in certain regions, 74.

Debates, end of sitting:—Continued

Mr Roy (Beauce):—Question concerning the grants in the amount of \$400.00 paid by the federal government to farmers for crop losses, 147.

Mr Samson:—Question concerning the Election Act and the making up of the electoral lists and the appointing of enumerators, 128.

DENTAL ACT:—Bill 254.

DENTUROLOGISTS ACT:—Bill 266.

DISPENSING OPTICIANS ACT:—Bill 268.

E

EDUCATION ACT:—An Act to again amend the—. Bill 8.

ENGINEERS ACT:—An Act to amend the—. Bill 260.

EXPROPRIATION ACT:— Bill 88.

F

FABRIQUE ACT:—An Act to amend The—. Bill 20.

FARM LOAN PURPOSES:—An Act to authorize additional appropriations for—. Bill 14.

FISHERIES CREDIT ACT:—An Act to amend the Maritime—. Bill 19.

FOREST ENGINEERS ACT:—An Act to amend the—. Bill 262.

H

HEALTH INSURANCE ACT:—An Act to amend the—, and the Québec Health Insurance Board Act. Bill 21.

HEARING-AID ACOUSTICIANS ACT:—Bill 270.

I

INAUGURAL MESSAGE:—

Consideration; debate; 1st non-confidence motion proposed; 2nd non-confidence motion proposed; debate adjourned, 45.

Resuming the debate; debate adjourned, 48; 50; 51; 54; 56; 65; 70.

Debate concluded, 70.

First non-confidence motion rejected on div. (vote), 70.

Second non-confidence motion rejected on div. (vote), 71.

INSURANCE ACT:—Bill 7.

IVANHOE CORPORATION:—An Act respecting the—. Bill 156.

L

LAKE ST. JOSEPH:—An Act to amend the Act to incorporate the town of—. Bill 166.

LAND SURVEYORS ACT:—Bill 261.

LEASE OF THINGS:—An Act respecting the—. Bill 78.

LEGISLATURE ACT:—An Act to amend the—. Bill 275.

M

MARGUERITE-BOURGOIS:—Seat of the Member for the electoral district of—, declared vacant, 81.

MARITIME FISHERIES CREDIT ACT:—An Act to amend the—. Bill 19.

MEDICAL ACT:—Bill 252.

MISSISQUOI:—Seat of the Member for the electoral district of—, declared vacant, 81.

MONTREAL:—An Act to amend the Charter of the City of—, and the Montreal Urban Community Act. Bill 100.

MONTREAL:—An Act to extinguish a servitude on part of a lot of the cadastre of the municipality of the parish of—. Bill 158.

MONTREAL-EAST:—An Act to amend the charter of the town of—. Bill 150.

MONTREAL, OUTREMONT, WESTMOUNT AND CÔTE SAINT-LUC:—An Act respecting the cities of—. Bill 3.

MONTREAL (ST LAWRENCE WARD):—An Act respecting certain lots of the cadastre of the City of—. Bill 152.

MONTREAL URBAN COMMUNITY ACT:—An Act to amend the charter of the City of Montreal and the—. Bill 100.

Motions:

MOTIONS FOR EMERGENCY DEBATE:

Mr. Roy (Beauce):—Motion concerning the situation prevailing in the construction industry. Notice; Mr. President's decision; motion refused, 49-50.

MOTIONS, NON-CONFIDENCE:

Mr. Lessard:—Motion accusing the government of being the cause of the failure of the Eastern Québec, Gaspé Peninsula and Magdalen Islands Development Plan. Debate; motion rejected on div. (vote), 187.

Mr. Samson:—Motion accusing the government of not having done its duty in the sectors under the jurisdiction of the Department of Education. Debate; motion rejected on div. (vote), 185.

MOTIONS, SUBSTANTIVE:

Mr. Leduc:—Motion to have an air-conditioning system installed in the National Assembly, the Red Room and Room 91 "A". Debate; motion rejected on div. (vote), 227.

Mr. Léger:—Motion to convene the Standing Committee on Education, Cultural Affairs and Communications to examine the general situation on recreation in the province of Québec. Debate; amdt proposed; amdt adopted; main motion as amended unanimously adopted, 120.

Mr. Lessard:—Motion concerning the hydro-electric development of the Jacques-Cartier River. Debate; debate adjourned, 198.

Mr. Loubier:—Motion concerning the 25th anniversary of the adoption of the *fleurdelisé* flag. Debate; amdt proposed; debate adjourned, 140. Resuming the debate; subamdt proposed; subamdt rejected on div. (vote); amdt adopted on div. (vote); main motion adopted as amended (vote), 150-152.

Mr. Paul:—Motion concerning government policy respecting the granting of contracts without tenders and any other matter pertaining to the administration and spending of public moneys. Debate; debate adjourned, 79. Resuming the debate; motion rejected on div. (vote), 93.

Mr. Roy (Beauce):—Motion to convene the Standing Committee on Finance, Public Accounts and Revenue, to interrogate the Auditor General and the Controller of the Treasury, and to require the production of any paper concerning government expenditures in all sectors of public administration. Motion rejected on div. (vote), 106.

Mr. Tétreault:—Motion to convene the Standing Committee on Natural Resources and Lands and Forests, to hear the representatives of the James Bay Development Corporation to find out the whole policy for the development of the

Motions:—Continued

territory of James Bay. Debate; debate adjourned, 166. Resuming the debate; amdt proposed; amdt adopted (vote); main motion adopted as amended, 183-184.

*Mr. Tremblay (Chicoutimi):—*Motion to convene the Committee on Education, Cultural Affairs and Communications, to interrogate the responsible Minister on the nature and objects of the negotiations being carried on with the Department of the Secretary of State and any Department or agency of the Government of Canada. Debate; Motion rejected on div. (vote), 131.

MUNICIPALITIES OF 25,000 INHABITANTS OR MORE:—An Act granting subsidies to—. Bill 29.

N

National Assembly:

Adjournment from July 6th to October 23rd 1973, 284.

Motion:—"That the Assembly do now adjourn until tomorrow at three o'clock P.M." Debate; motion adopted on div. (vote), 137-138.

Agreement between the Parliamentary Leaders of the recognized parties concerning the debate on the inaugural message and the presentation of the budget speech, 51.

Assembly to sit every day of the week except on Sundays. Motion; debate; debate adjourned, 186. Resuming the debate; amdt proposed; amdt adopted; main motion adopted as amended, 191.

*Marguerite-Bourgeois:—*Seat of the Member for the electoral district of—, declared vacant, 81.

*Missisquoi:—*Seat of the Member for the electoral district of—, declared vacant, 81.

Members in office during the third session of the 29th Legislature:—That the provisions of section 95 of the Legislature Act, Revised Statutes 1964, chapter 6 and amendments, not be applied, 281.

Motion: "That the Assembly do sit at ten o'clock A.M. on Thursday." Motion adopted, 87.

Mr. President's decisions, 49; 135; 229; 262.

Standing Orders of the Assembly, amended, 47; 73.

NOTARIAL ACT:—An Act to amend the—. Bill 253.

NURSES ACT:—Bill 273.

O

OPTICIANS ACT:—Dispensing—. Bill 268.

OPTOMETRY ACT:—Bill 256.

P

PHARMACY ACT:—Bill 255.

PIERREFONDS:—An Act respecting the city of—. Bill 164.

PODIATRY ACT:—Bill 271.

PROFESSIONAL CHEMISTS ACT:—An Act to amend the—. Bill 263.

PROFESSIONAL CODE:—Bill 250.

PUBLIC PROTECTOR:—Salary of the—. fixed, 281.

PUBLIC WELL-BEING IN CASE OF LABOUR CONFLICT:—An Act to ensure—. Bill 89.

Q

QUÉBEC:—An Act to amend the Charter of the City of—. Bill 162.

QUÉBEC HEALTH INSURANCE BOARD ACT:—An Act to amend the Health Insurance Act and the—. Bill 21.

QUÉBEC INTER-PORT COMPANY:—An Act to incorporate the—. Bill 23.

QUÉBEC-LÉVIS FERRY COMPANY ACT:—An Act to amend the—. Bill 34.

QUÉBEC MINING EXPLORATION COMPANY:—An Act to amend the Charter of the—. Bill 4.

QUÉBEC WOOD SALVAGE, LOGGING AND FOREST DEVELOPMENT COMPANY ACT:—Bill 5.

Questions and Answers:

Accidents on Route 32:—Details *re* the number of—, since May 12th 1970, at the place called “Dead Man’s Curve” between Saint-Camille and Asbestos. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 104. (See also *Accounts and Papers*.)

Agricultural marketing corporations:—Is it correct that as a parallel to the joint plans, the government will promote the organization of joint sales commissions and joint—. 116.

Questions and Answers:—Continued

Books:—What amounts were spent by the Purchasing Service in 1972 for the purchase of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 224. (See also *Accounts and Papers*.)

Casual employees in the Civil Service:—What was the number of—, as at April 1st 1970, 1971, 1972 and 1973, 219.

CEGEPS:—How many—, are there in the province of Québec. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 182. (See also *Accounts and Papers*.)

Civil Service:—How many persons were in the employ of the Department of the—, as at May 12th 1970. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 220. (See also *Accounts and Papers*.)

Commissions of inquiry:—How many—, have been appointed since 1966, 75.

Compensation paid to producers for crop losses:—Details re—, following the advertisement published in the May 24th 1972 issue of *La Terre de Chez-Nous*. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 119. (See also *Accounts and Papers*.)

Comprehensive schools:—Details concerning the—, constructed since May 1st 1970. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 255. (See also *Accounts and Papers*.)

Court House in Thetford Mines:—Is the government the proprietor or the lessee of the vending machines installed in the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 165. (See also *Accounts and Papers*.)

Court House in Thetford Mines:—Is the maintenance work for the—, carried out under government supervision or by contract, 162.

Crop Insurance:—Details re farm products not covered by—, 116.

Crop losses:—Details re compensation paid to producers for—, following the advertisement published in the May 24th 1972 issue of *La Terre de Chez-Nous*. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 119. (See also *Accounts and Papers*.)

Dion & Frères, of Plessisville:—Does the government rent any offices, warehouses or other premises to the firm of—, 179.

Disraëli:—Does the government of Québec intend to centralize certain government services in—, Wolfe county, 249.

Espoir des Jeunes Inc.:—Has any non-profit organization been founded under the name of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 105. (See also *Accounts and Papers*.)

Questions and Answers:—Continued

Farm loans:—How many—, were granted in Lotbinière county in 1969, 1970, 1971 and 1972, 163.

Government immoveables:—What persons or organizations are making a study on behalf of the government as to whether it is less expensive to rent or construct its own administrative buildings, 161.

Grading and marketing of products:—What is the policy for the—, defined by the Department of Agriculture and Colonization since May 12th 1970, 117.

High Commission on Youth, Recreation and Sport:—Details *re* the—, and the appointing of Mr. Paul Phaneuf to the Cabinet. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 91. (See also *Accounts and Papers.*)

High Commission on Youth, Recreation and Sport:—Details *re* the—, the engaging of its personnel and its policy respecting the C.S.Q. and Task Force 76. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 76. (See also *Accounts and Papers.*)

House trailers:—Was any contract granted to the firm *Les Maisons mobiles Norbec Limitée* by the James Bay Development Corporation for the purchase of—, 60.

James Bay Development Corporation:—Was any contract granted to the firm *Les Maisons mobiles Norbec Limitée* by the—, for the purchase of house trailers, 60.

Low rental housing at Victoriaville:—Details *re* contract granted for the sashes and doors for the construction of—, 60.

Massicotte, Mr. Georges, Agronomist:—Is—, in the employ of the government or any of its bureaus, boards or other organization. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 90. (See also *Accounts and Papers.*)

Malane-Matapédia Unit:—Details respecting the Plan for the intensive development of the—, prepared by Messrs Gilbert Paille and Marc Côté. (Question converted into a motion for the tabling of a document) 149. (See also *Accounts and Papers.*)

Medicaments:—What are the names of the members of the advisory committee on the selection of—, under medicament insurance. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 224. See also *Accounts and Papers.*)

Milk processing plants:—How many—, have been closed since April 1st 1970. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 150. (See also *Accounts and Papers.*)

Musical camps:—Details respecting the *Camp musical du Lac-Saint-Jean*, the *Camp musical de Lanaudière*, the *Camp musical Villa Musica* and the *Musi-*

Questions and Answers:—Continued

ciens amateurs du Canada. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 182. (See also *Accounts and Papers.*)

New Québec Raglan Mines:—How many tons of ore have been exported from the province of Québec under the permit granted to—, in May 1971, 265. (See also *Accounts and Papers.*)

Old people's home:—Does the Minister of Social Affairs intend to have an—, constructed in Drummondville, 278.

Olympic Games 1976:—What provincial organization is responsible for the controlling of expenditure forecasts by the City of Montreal and the OGO. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 257. (See also *Accounts and Papers.*)

Phaneuf, Mr Paul:—Would it be possible to obtain a copy of the order in council appointing—, to the Cabinet. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 91. (See also *Accounts and Papers.*)

Place Royale:—Has the government of Québec authorized any of its employees or any other representative to find a lessee to administer the restaurants, bars, etc. in any of the houses on—, 215.

Plan for the intensive development of the Matane-Matapédia Unit:—Details re—, prepared by Messrs Gilbert Paille and Marc Côté. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 149. (See also *Accounts and Papers.*)

Plessisville:—Does the government have any offices, warehouses or other premises in the town of—, 179.

Québec Health Insurance Board:—What net surpluses have been made each year by the—, since it was established, 129.

Québec Health Insurance Board:—What are the names of the administrators of the—, 250.

Québec Houses:—How many—, does the government have in foreign countries. (Question converted into a motion for the tabling of a document). 181. (See also *Accounts and Papers.*)

Québec Liquor Corporation:—On what date was the lease signed for the new premises to be placed at the disposal of the—, at Saint-Georges de Beauce, 180.

Québec Liquor Corporation:—Details re tenders for the air conditioning of the—, in 1970, 1971 and 1972, 89.

Québec Pension Board:—What are the names and addresses of the members of the board of directors of the—, 279.

Questions and Answers:—Continued

Québec Police Force office at Sainte-Martine, Châteauguay county:—What is the monthly amount of the rent paid for the—, 129.

Québec Workmen's Compensation Commission:—What are the names and addresses of the administrators of the—, 250.

Recreational park at Petit-Bras Lake:—Details *re* the development of a national—, in the Baie-Comeau-Hauterive region. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 76. (See also *Accounts and Papers*.)

Rouyn-Noranda:—How many contracts for the renting of premises were signed by the Department of Public Works and Supply for the county of—, 218.

Royal Commissions of Inquiry:—Details respecting the—, appointed since 1966 under the Public Inquiry Commission Act (RSQ 1964, c. 11). (Question converted into a motion for the tabling of a document), 197. (See also *Accounts and Papers*.)

Saint-Jean-Vianney:—Details respecting the land-slide which took place at— in 1971. (Questions converted into motions for the tabling of documents), 251, 252, 253, 254 and 255. (See also *Accounts and Papers*.)

Sainte-Martine, Châteauguay county:—What is the monthly amount of the rent paid for the Québec Police Force at—, 129.

Scholarships for university studies in the province of Québec and elsewhere:—How many organizations of the government of Québec grant—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 164. (See also *Accounts and Papers*.)

Scientific Complex:—What security agency was entrusted with the surveillance of the—, situated on Henri IV Boulevard in Québec City, 231.

Séminaire de Joliette:—Details respecting the sale of the—, also known as the Société d'éducation, 216.

Snowmobile clubs:—What was the total amount of the grants given to—, in 1970, 1971 and 1972, 233.

Social Affairs:—Were one or more contracts granted for the decorating of the offices occupied by the Department of—, 180.

Société d'éducation:—Details respecting the sale of the Séminaire de Joliette, also known as the—, 216.

Spruce budworm:—What is the total cost of the TBE Programme to combat the—, 266.

Questions and Answers:—Continued

Thetford-Mines:—Details *re* the examination of the plans to move Saint-Maurice and Saint-Michel wards in—, and concerning the profits of certain asbestos companies, 102.

Thiro Construction:—How many contracts were granted by Hydro-Québec to the firm of—, in the Arthabaska county region, from 1968 to 1970, 104.

Tourist information chalets or booths:—Does the Department of Tourism, Fish and Game have any—, in the province of Québec. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 256. (See also *Accounts and Papers.*)

Watercourses:—Details respecting the cleaning up of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 164. (See also *Accounts and Papers.*)

Workmen's Compensation Commission:—How many employees are there in the service of the—, 118.

R

RADIOLOGY TECHNICIANS ACT:— Bill 265.

RAYMOND ESTATE:—An Act respecting the Joseph Aldéric—. Bill 149.

REAL ESTATE ASSESSMENT ACT:—An Act to amend the—. Bill 33.

RENTAL DIVISION AT THE PROVINCIAL COURT:—An Act to establish a—. Bill 79.

RETIREMENT PLAN:—An Act respecting the Government and Public Employees—. Bill 31.

S

SAINT-GÉRARD-DES-LAURENTIDES AND OF SAINT-MATHIEU:—An Act respecting the parish municipalities of—. Bill 35.

SAINT-HUBERT:—An Act respecting the town of—. Bill 159.

SAINT-MATHIEU:—An Act respecting the parish municipalities of Saint-Gérard-des-Laurentides and of—. Bill 35.

SAINT-PHILÉAS-DE-VILLEROY:—An Act respecting a gift to The *Fabrique* of the Parish of—. Bill 168.

SAINT-RAPHAËL-DE-L'ÎLE-BIZARD:—An Act respecting the parish municipality of—. Bill 153.

ST. FOY:—An Act to amend the charter of the City of—. Bill 167.

STE-DOROTHÉE:—An Act respecting The *Fabrique* of the parish of—. Bill 165.

SECURITIES ACT:—An Act to amend the—. Bill 6.

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE DES AGRICULTEURS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC:—
An Act to amend the Act to revise the charter of the—. Bill 27.

SOCIÉTÉ D'ÉDUCATION DE JOLIETTE:—An Act respecting the sale of certain immovables by—. Bill 113.

STATUS OF WOMEN ACT:—Council on the—. Bill 63.

T

TAXATION ACT:—An Act to amend the—, and certain other legislative fiscal provisions. Bill 22.

TERRITORIAL DIVISION ACT:—An Act to amend the—. Bill 28.

THE FABRIQUE OF THE PARISH OF SAINT-PHILÉAS-DE-VILLEROY:—An Act respecting a gift to—. Bill 168.

THE FABRIQUE OF THE PARISH OF STE-DOROTHÉE:—An Act respecting—. Bill 165.

TRANSPORT ACT:—An Act to amend the—. Bill 32.

V

VETERINARY SURGEONS ACT:—An Act to amend the—. Bill 257.

Y

YOUTH PROTECTION ACT:—. Bill 65.

